Biblioteka
U. M. K.
Toruń
258663

MALESZEWSKI

ESSAI SUR
LA POLOGNE

ESSAI

SUR LA POLOGNE.

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
rue de Verneuil, No 4.

PIERRE MALESZEWSKI.

ESSAI

HISTORIQUE ET POLITIQUE

SUR LA POLOGNE,

DEPUIS SON ORIGINE JUSQU'EN 1788,

ÉCRIT EN FRANÇAIS

PAR PIERRE MALESZEWSKI,

PUBLIÉ PAR SA VEUVE.

Ut non modò casus eventusque rerum qui plerumque fortuiti sunt, sed ratio causæque noscantur.

TACITUS.

PARIS.

CHEZ FOURNIER, LIBRAIRE,

RUE DE SEINE, N° 14.

1832

258662

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA W TORUNIU

NOTICE

SUR LA VIE

DE PIERRE MALESZEWSKI.

Pierre-Paul-Jean Maleszewki est né l'an 1767, à Lidzbark (Lautenbourg) dans la Prusse polonaise. Sa mère se nommait Marie Visniewska, et était fille du général Visniewski. Il sortait d'une famille noble, ancienne, et son père portait le titre de comte. Les armes de sa maison en font remonter l'origine jusqu'à un exploit pour ainsi dire fabuleux. Un soldat polonais, dont l'épée était rompue et le bouclier brisé, fuyait devant un Morave, en la puissance duquel il allait tomber; il aperçoit un arbrisseau, le déracine, et s'en sert pour abattre l'ennemi qui le poursuivait. Son général l'anoblit pour récompenser sa valeur, et un pin déraciné forma ses armes. Cette action, digne des temps héroïques et barbares, fait penser à ces Polonais qui dans nos armées ont mainte

fois chargé l'ennemi avec une houssine. Cette nation a toujours été remarquable par une valeur brillante et audacieuse, qui a quelque chose de poétique et dont l'imagination est frappée. Hâtons-nous de dire que Maleszewski avait mis sa gloire avant tout dans la qualité de citoyen; qu'il pensait avec peine que pour l'être en Pologne la noblesse était nécessaire, et qu'il refusait de se décorer de son titre. Certes, il ne pouvait répudier cette caste à laquelle ont appartenu tant d'amis de la liberté; mais il s'affligeait de ce qu'elle n'eût consenti à partager l'indépendance avec le reste des Polonais que lorsque cette indépendance allait échapper à tous. Il n'aimait pas ce qui lui rappelait que la nation polonaise s'était perdue, parce qu'une partie de cette nation avait voulu garder pour elle seule les titres, le rang, la puissance.

Maleszewski arriva en France l'année 1786, à dix-neuf ans, pour y terminer ses études. Il ne devait plus la quitter que momentanément. La société française possédait alors un charme qu'elle empruntait à la philosophie du dix-huitième siècle, qui avait régné surtout dans les salons. L'élé-

gance et la clarté étaient ce qu'on demandait particulièrement aux doctrines philosophiques ou morales : ce qui manquait de goût paraissait faux; ce qui n'était pas spirituel ne semblait pas vrai; et ce qu'on ne pouvait pas dire dans une conversation vive et enjouée, était réputé pédant, obscur ou dangereux. Le jeune Maleszewski, d'une imagination brillante et ingénieuse, sentit tout ce qu'il y avait d'enivrant dans cette société si éclairée et qui craignait si fort de paraître savante; mais son esprit sérieux et réfléchi, ami d'une philosophie plus grave, cherchait surtout à s'instruire. Cette vie d'homme du monde ne pouvait lui convenir, et plus tard il l'a vivement caractérisée. « Ce vague, ce vide, « écrivait-il, cette agitation, ce mouvement per- « pétuel, cette manière de n'être ni occupé par « le travail, ni animé par le sentiment, cette dé- « pense continuelle qui appauvrit sans qu'il en « résulte ni plaisir, ni intérêt, ni réputation, ni « gloire, remplissent une vie qui ne sera jamais « bonne!... » Aussi Maleszewski, tout en se laissant aller au mouvement si animé de Paris, jugeait même ce qui l'entraînait, et puisait de

l'instruction jusque dans ses plaisirs. Il fut surtout blessé, dans l'ancienne société française, de la position des femmes dans le monde, et de l'influence qu'elles exerçaient sur les esprits. Il croyait que tel n'était point leur rôle; il ne pouvait les haïr, car il était compatriote de ce Mokranowski, qui disait avec une grace chevaleresque : « Je passe mes jours à rendre à ma « patrie sa liberté, et à perdre la mienne »; il était compatriote de ce Kosciusko, qu'un amour malheureux exila dans cette Amérique d'où il revint pour ranimer un instant la patrie défaillante. Mais si Maleszewski ne haïssait pas les femmes, il les aurait voulues autre part que dans les salons. Il écrivait : « Une abeille est admirable « dans sa ruche; hors de là, ce n'est qu'une « mouche. » Ce mot n'est-il pas charmant? madame Geoffrin, madame du Deffant ne l'auraient-elles pas pardonné et applaudi?

Maleszewski fut présenté à la cour. Il vit une brillante souveraine, qu'attendaient de bien cruels malheurs, et put réfléchir sur la frivolité de cette cour, qui se livrait aux plaisirs sans prévoir une révolution que les hommes sages

voyaient s'avancer. Maleszewski pénétra facilement dans les sociétés les plus hautes; sa naissance lui donnait ce privilége, que son amabilité seule lui aurait fait obtenir. D'ailleurs il était Polonais, et ce nom de Polonais a toujours été un passeport en France; on y a toujours aimé ce peuple, dont le caractère a quelque chose de profondément original, parce qu'il est en même temps antique et chevaleresque. En France, où à cette époque surtout il y avait peu de caractères saillans, on s'intéressait à ces hommes animés de passions politiques; on admirait cette énergie qu'ils avaient puisée dans les dissensions civiles. Il y avait eu dans la confédération de Bar quelque chose d'aussi romanesque et d'aussi théâtral que dans l'amour auquel Stanislas-Auguste devait son trône. Madame de Sévigné appelait Sobieski un héros à la Calprenède. On appréciait de même en France, à la fin du dix-huitième siècle, la valeur de Pulaski et des confédérés. Voltaire et d'Alembert avaient eu beau excuser la grande Catherine, on plaignait les opprimés; et on a toujours sympathisé en France avec les peuples et les rois malheureux.

Il est à croire que dès cette époque le jeune Maleszewski pensa que l'on devait se servir de cet intérêt si généralement répandu pour contribuer à l'affranchissement de la Pologne. Un premier partage avait déjà entamé le territoire de la république; mais, dans leur malheur commun, le roi et la nation s'étaient rapprochés. Stanislas-Auguste goûtait le plaisir de la popularité, et la nation celui de la confiance; c'étaient deux sentimens que les Polonais et leurs rois avaient rarement éprouvés. On conçoit avec quel enthousiasme le jeune Maleszewski dut suivre les travaux de la diète de 1788, admirable assemblée où l'on vit une nation se corriger elle-même, revenir sur les erreurs qui lui avaient été les plus chères, et une caste sacrifier ses priviléges et appeler à l'indépendance ceux qu'elle avait opprimés jusque-là. Le jeune Maleszewski sentit alors ce qu'il a exprimé plus tard : « Ceux « qui composent le gros du genre humain, a-t-il « écrit plusieurs années après, ne semblent nés « que pour respirer l'air de l'atmosphère, pour « rôder sur la terre et en consommer les fruits; « et cependant quel plaisir pour un cœur de ci-

« toyen que d'employer toutes les forces de son « entendement pour le bien de son pays, et d'y « diriger toutes ses pensées, toutes ses actions! « Le philosophe qui découvre une vérité, le ma- « thématicien qui rêve un problème, goûtent- « ils une satisfaction aussi vive que celui qui « vient de former un plan qui doit contribuer « au bonheur de ses concitoyens? »

Ce fut sans doute pendant la tenue de la diète que Maleszewski visita l'Angleterre. Il vit à Londres Fox, qui avait récompensé par une harangue pleine d'éloges les efforts courageux de cette assemblée; il vit Burke, qui depuis abandonna cette cause polonaise, lorsque les torts de la révolution française l'aveuglèrent, et lui enlevèrent toute sympathie pour les nobles efforts que deux nations dignes de la liberté faisaient pour s'affranchir. Maleszewski étudia à fond l'Angleterre et sa littérature; il en connut parfaitement l'idiome. Il avait au plus haut degré cette facilité d'apprendre les langues, que les Polonais partagent avec les Russes et les Hollandais. Étranger, il parlait le français comme un Français même; et cependant c'était le rendre bien aise

que de lui surprendre un peu d'accent; car, disait-il, *on doit toujours avoir l'accent de son pays.* Maleszewski augmenta en Angleterre son amour pour les sciences; mais il respecta la patrie de Bacon et de Newton, sans dédaigner les deux poètes, orgueil de la Grande-Bretagne, Milton et Shakespeare. Il admirait surtout le dernier de ces deux grands hommes, et l'aima sans engouement, ce qui est aussi rare que de le critiquer avec justice. Nous citerons ici un fragment de ce qu'il a écrit sur le grand barde de l'Angleterre : « Les héroïnes de Shakespeare sont toutes « aimables, innocentes; mais chacune d'elles a « des traits particuliers dans le caractère qui la « distinguent des autres, et en cela Shakespeare « me paraît avoir plus de génie que Corneille. « Ce dernier savait mettre le même caractère « dans plusieurs situations, et le peindre tou- « jours d'après nature; Shakespeare créait et les « caractères et les situations. Aucun autre poète « tragique n'a une si grande quantité de person- « nages d'une physionomie différente. Mais où « il excelle, c'est à peindre avec autant de natu- « rel que de profondeur les affections du cœur

« humain, indépendamment des circonstances « de temps et de lieux. » Ce qui caractérisa Maleszewski ce fut d'allier toujours au goût des études sévères celui des lettres et des arts; mais il savait voir partout le côté sérieux, et ne se souciait guère des poètes qui n'étaient pas de sublimes penseurs. Homère, Shakespeare, Dante, Corneille, Molière, voilà quels étaient les génies auxquels il avait voué un culte, et il semblait croire que la poésie n'est faite que pour enflammer les grandes ames, et leur donner des plaisirs dignes d'elles.

Maleszewski visita l'Italie, et fut accueilli à Rome par le cardinal de Bernis, dont la maison était ouverte à tous les étrangers, et qui avait coutume de dire : « Je tiens l'hôtel de France « dans un coin de l'Europe. » Le jeune Polonais se lia intimement avec le vieux cardinal. Il serait curieux de savoir quelles conversations ils eurent sur la Pologne, et comment le cardinal de Bernis expliquait cette alliance de la France avec l'Autriche, qui étonna l'Europe, et fut, sans contredit, une des causes du premier partage. Quoi qu'il en soit, le jeune Maleszewski voua une ami-

tié sincère au cardinal de Bernis, et elle dura jusqu'à la mort de ce prélat. Il avait particulièrement étudié le Dante en Italie, et il prenait un plaisir singulier à lire sa *Divine Comédie*, ouvrage poétiquement mystérieux d'un homme qui a la verve des temps barbares et l'inquiétude de pensée des temps civilisés, qui sait comprendre au même degré les passions violentes et les affections douces, la haine ainsi que l'amour.

Pendant que le jeune Maleszewski se rendait digne de servir sa patrie, cette patrie allait disparaître. La Prusse, après avoir encouragé les efforts que faisait la diète de quatre ans pour améliorer la constitution de l'État, après lui avoir promis son appui, changea tout à coup de conduite et de langage; et soit qu'un nouveau partage lui sourît, soit qu'elle craignît de voir surgir tout à coup dans le Nord les principes de la révolution française, la perte de la Pologne fut décidée.

A cette époque, Maleszewski se retira tout-à-fait du monde; il pensa qu'on devait porter pendant de longues années le deuil d'une telle patrie. La France elle-même était plongée dans des

troubles civils affreux. Ce fut alors qu'il se lia intimement avec M. Garran de Coulon, dont plus tard il épousa la fille aînée. Pendant que la Pologne et la France étaient déchirées, ces deux esprits sérieux et réfléchis méditaient sur les causes de la décadence de la Pologne, sur les moyens de la prévenir; et M. Garran de Coulon écrivit un livre intitulé : *Recherches politiques sur l'état ancien et moderne de la Pologne, appliquées à sa dernière révolution*, et qui est, ainsi qu'il le déclare lui-même dans sa préface, le fruit de ses conversations avec son ami. Cet ouvrage parut en 1794. Il contient peut-être l'exposition la plus lucide et la plus savante du gouvernement de Pologne. Du sein de cette révolution française, qui avait été faite par le tiers-état et que le tiers-état avait si glorieusement soutenue, les deux amis conseillaient surtout aux nobles polonais de se fondre dans la nation, et de l'élever ainsi sans se rabaisser. Ils blâmaient la constitution du 3 mai 1791 d'avoir conservé un roi en Pologne, et de l'avoir rendu héréditaire. Comme Rousseau, ils voulaient que la république ne s'anéantît point, mais se renouvelât.

Peut-être aurait-il été bien difficile de réaliser leurs idées dans l'état où se trouvait l'Europe; il est certain cependant que la Pologne ne pouvait se sauver que par une rénovation entière, et qu'il fallait, pour opérer ce miracle, réparer en une année les erreurs de plusieurs siècles. Mais la Russie et la Prusse ne laissèrent pas aux Polonais le temps de se reconnaître. Catherine profita de la préoccupation que causait en Europe la révolution française, pour accomplir ses desseins sur la Pologne; et le roi de Prusse, battu par les Français, accourut pour prendre sa part de la proie. Il éprouva d'abord une défaite, et connut que les mêmes principes inspirent le même courage. Mais enfin Kosciusko dut succomber sous le nombre, non pas toutefois avant d'avoir étonné l'Europe par sa valeur, sa prudence, et la haute moralité de sa conduite. On a trouvé dans les papiers de Maleszewski quelques fragmens d'un éloge de ce héros, qu'il admirait surtout parce qu'il s'était sacrifié sans aveuglement, et qu'il avait été un martyr sans espérance.

Maleszewski, puisque la liberté était perdue

pour sa patrie, voulut lui consacrer en France tout ce qu'il avait acquis d'instruction par l'étude et les voyages. Dès les premières campagnes d'Italie, les Polonais s'étaient mêlés à nos soldats, et étaient parvenus à paraître braves au milieu de nos armées. Maleszeswki jugea qu'une probité sévère et un travail opiniâtre seraient utiles à ces armées républicaines, où l'enthousiasme pouvait nuire à l'ordre, où la rapidité des opérations militaires et la fréquence des combats empêchaient le général en chef de porter son attention sur des détails d'administration. Maleszewski savait qu'une administration sage est la force et le salut d'une armée; sa force, parce que, fournissant à ses besoins, elle empêche sa démoralisation; son salut, parce qu'elle lui fait épargner le pays occupé, et le rend ainsi favorable à la cause pour laquelle elle combat. En juillet 1799, il fut nommé par le ministre de la guerre Bernadotte, avec lequel il était intimement lié, contrôleur-général de l'armée des Alpes. On sait quels furent à cette époque nos désastres en Italie, et combien les fonctions d'administrateur durent être pénibles. Les lumières et l'in-

tégrité de Maleszewski le firent estimer de tous, et lui méritèrent, pour nous servir de l'expression de Championnet, *l'approbation de toute l'armée.* Cependant Bernadotte quitta le ministère, et écrivit peu de jours après la lettre suivante à Maleszewski : « Les journaux, mon cher « Maleszewski, ont dû vous annoncer ma sortie « du ministère. Je ne me suis point hâté de vous « l'apprendre moi-même, malgré que j'aie re- « gardé ce déplacement comme un jour de bon- « heur pour moi. Puisse mon successeur être « moins contrarié dans ses projets, et recevoir « du gouvernement des ressources pour le bien « que j'avais commencé! Une affaire très san- « glante a eu lieu en Batavie; les résultats n'en « sont pas encore connus. Les Anglo-Russes ont « attaqué notre armée le 11 au matin. Maison, « qui m'écrit du 12, en m'annonçant qu'il est « mortellement blessé d'une balle qui l'a pris « au bas-ventre et qui est sortie par l'épaule, « assure qu'on s'est battu avec fureur. Nous tou- « chons à de grands événemens militaires. Si les « ordres donnés à Masséna avaient été exécutés, « l'armée du Rhin n'aurait pas reçu d'échec, la

« bataille de Novi ne serait point perdue, et le « brave Joubert vivrait encore. Je perds plusieurs « de mes amis en peu de temps; en sont-ils « moins heureux? je ne le crois pas. » Plus tard Bernadotte, héritier élu d'un trône, voulut que Maleszewski l'accompagnât en Suède; mais trop de liens attachaient alors son ami à la France. Le général Maison, qui heureusement a survécu à la glorieuse blessure dont il est parlé dans cette lettre, était, dès cette époque, lié d'amitié avec Maleszewski. Cette liaison dura entre eux jusqu'aux derniers jours de Maleszewski, aussi vive, aussi entière. Ce dernier, en parlant de son affection pour Dessole, qu'il vit pour la première fois à l'armée du Rhin, et la comparant avec son amitié pour Maison, disait qu'il lui suffisait de voir Dessole tous les mois, qu'en une seule conversation ils se disaient tout, mais qu'il avait besoin de voir Maison tous les jours, et que cependant il les aimait également tous deux.

Son admiration pour Moreau, son désir d'être encore utile à sa patrie d'adoption, l'attirèrent à l'armée du Rhin. On le nomma contrôleur-général des dépenses, et il fut chagé de surveil-

ler la levée des contributions dans le pays conquis. Il fit prendre une mesure pleine de sagesse et d'humanité : le cercle de la Souabe, alors occupé, nomma des commissaires qui firent la répartition des impôts, sous la surveillance de Maleszewski. Les États de la Souabe avaient cru que des présens désarmeraient le contrôleur-général, qu'ils supposaient cupide et sans pitié. Un magnifique service d'argenterie lui fut offert; une somme considérable accompagnait ce don. Le compatriote de Kosciusko répondit : « Je « cherche à remplir les devoirs de la mission qui « m'a été confiée près le comité spécial des États « de la Souabe; et toute ma récompense n'est « attachée qu'au but de remplir cette mission « dignement. Si vous voulez, messieurs, m'ac- « corder votre estime, elle ne peut avoir de prix « pour moi que dégagée de l'alliage qu'il vous « plaît d'y mettre, et que je vous prie de retirer. » Maleszewski se rappelait avec plaisir, bien des années après, qu'on le força d'accepter quelques bouteilles de vin du Rhin, conservées avec soin à Francfort, et destinées à être offertes aux empereurs, aux princes d'Allemagne, dans les

jours solennels : ces bouteilles lui furent remises par les magistrats. Ainsi cette liqueur, réservée aux potentats germaniques, était présentée en hommage à un de ces Polonais indignement trahis par eux, et qui imposait leurs provinces au nom d'un peuple qu'ils avaient méconnu, et qui maintenant les accablait.

Maleszewski fit avec Moreau sa belle campagne d'Allemagne, dont il a, pour ainsi dire, minuté l'histoire dans un écrit qu'on a trouvé dans ses papiers, et qui prouve la promptitude et l'opiniâtreté de son travail; car pendant qu'il se faisait l'historien de l'armée qu'il administrait, il se contentait d'un secrétaire. Il avait pensé en effet que lorsqu'on veut établir l'économie, on doit commencer par donner l'exemple en étant économe soi-même.

La grandeur toujours croissante d'un homme dont Maleszewski avait deviné les desseins l'éloigna des fonctions publiques. Bonaparte accomplit la perte du général Moreau; il menaçait d'étouffer les principes auxquels Maleszewski avait consacré sa vie : Maleszewski ne put le servir. Après avoir, au jour du péril, témoigné hau-

tement son attachement au général sous lequel il avait servi, il se condamna à l'obscurité, c'est-à dire à travailler solitairement au bonheur de la Pologne, sa patrie. Elle lui était toujours chère, quoique sous un joug étranger. Ayant appris l'établissement d'un nouveau port en Krimée, il pensa que le commerce maritime de la Pologne, borné à la mer Baltique, pouvait trouver un nouveau débouché par la mer Noire, et il crut que la France et la Pologne pourraient par-là établir un échange de leurs produits utile à toutes deux. Il écrivit à ce sujet, dans les journaux français, un article qui causa beaucoup de sensation, et fut réimprimé dans les gazettes allemandes. Enfin il se décida à visiter le port d'Odessa, et à revoir la Pologne. Il trouva à Odessa le duc de Richelieu, qui devint par la suite premier ministre du roi de France, et qui faisait fleurir alors ce nouveau port de l'empire de Russie. Le duc de Richelieu fut si satisfait des vues d'amélioration qui lui furent développées par Maleszewski qu'il lui donna la propriété de divers terrains propres à bâtir. Depuis, ces terrains haussèrent considérablement de valeur;

mais Maleszewski, qui avait accepté des titres de propriété pour être utile, ne s'occupa pas de les chercher, lorsqu'en les représentant il eût augmenté sa fortune.

Il passa près d'une année en Pologne. Là, il renoua d'anciennes liaisons, il en forma de nouvelles, toutes honorables. Il prit part aux travaux publics de la Société des amis des Sciences de Varsovie, dont il était membre, et il fut accueilli par de nombreux applaudissemens, lorsqu'il lut à une des séances de cette académie l'éloge de Zarobowski, mathématicien distingué. Il passa un mois à Korzec, chez le prince Joseph Czartoryski, dont la famille a marqué avec tant d'éclat dans l'histoire de Pologne. Il y connut les princesses Clémentine Sangusko et Thérèse Lubomirska. Quelque agréable que fût ce séjour au milieu de sa patrie, quelque gracieuse que fût l'hospitalité qu'on lui avait offerte, il regrettait le sol français : « Vous avez « le mal du pays pour la France, » lui disait la princesse Clémentine avec un esprit tout français.

En effet, il revint bientôt dans cette France,

le seul pays, avec l'Angleterre, où les penseurs vivent à l'aise, et où d'ailleurs il avait laissé des affections. Il y vécut retiré avec des livres, avec quelques amis, et s'occupa de l'éducation de deux filles qu'il chérissait et qui étaient le fruit d'un mariage contracté en 1793 (*).

L'année 1806 vint réveiller l'espoir des Polonais; mais les victoires de Napoléon n'éblouirent pas Maleszewski. Il devina qu'il ne travaillerait jamais que pour lui-même, et qu'on ne pouvait se fier à celui qui ne voulait rendre l'indépendance à un peuple que pour accomplir des projets d'ambition. Kosciusko, en refusant de servir Napoléon, avait donné un exemple que les Polonais devaient suivre. Une fois que Maleszewski sut sa défiance partagée par ce grand homme, il resta inébranlable dans la résolution de ne point augmenter imprudemment les maux de sa patrie. Il écrivait depuis à ce sujet, après les événemens de 1813, au prince Eustache Sangusko : « ..... Si j'eusse eu moins d'expérience,

(*) Mlle Maleszewski l'aînée a épousé M. le marquis de Laqueuille, d'une noble famille d'Auvergne.

« je vous aurais revu dans le moment où, à l'imi-
« tation de Moïse, on nous montra notre terre
« sacrée. Mais j'avais connu tant de choses et
« tant d'hommes! J'avais choisi ma retraite pour
« y méditer sur ces choses et sur ces hommes.
« J'y restai, plutôt que de suivre l'étendard que
« ma raison ni ma conscience ne me permet-
« taient pas de reconnaître pour celui de la vraie
« foi. »

On sait combien peu la création du grand-duché de Varsovie répondit à l'attente des Polonais; combien cet État, mesquin dans son étendue, chargé d'une administration coûteuse, souffrit pendant les guerres de Napoléon. Mais enfin les Polonais avaient reconquis leur nom, ils combattaient contre leurs anciens oppresseurs dans des armées victorieuses. Cela explique avec quelle ardeur ils accueillirent en 1812 la guerre contre la Russie. Ils espéraient que Napoléon sentirait enfin la nécessité de placer un peuple belliqueux à l'avant-garde de la civilisation européenne, pour veiller les mouvemens du colosse du Nord, et qu'il jugerait nécessaire de rétablir l'équilibre européen, détruit

par la disparition d'une des premières nations de l'Europe. On sait les fautes et les malheurs de cette campagne; on n'ignore point aussi la valeur que les Polonais déployèrent dans ces sanglantes batailles, et l'héroïsme avec lequel ils s'attachèrent au destin de celui qui les avait trompés, mais dont ils avaient juré de suivre les drapeaux. Souvent Maleszewski avait causé avec Joseph Poniatowski des destins de leur commune patrie, admirant son dévouement, qu'il jugeait inutile, et qui coûta la vie à ce généreux capitaine.

Quand l'empereur de Russie érigea quelques-unes des anciennes provinces polonaises en royaume de Pologne, Maleszewski ne vit point encore là le rétablissement de sa patrie. Kosciusko refusa de retourner en Pologne, puisqu'il ne pouvait se dire Polonais, étant né dans la Lithuanie, restée province russe. Cette raison qu'il donnait de son refus renfermait un reproche et était un avertissement donné à la Pologne. Maleszewski demeura en France, et suivit avec intérêt les nouvelles luttes de la liberté, à laquelle la restauration avait rendu des forces,

et qui combattait les vieilles idées, un régime qui n'était plus et ne pouvait plus revenir.

En 1816, Maleszewski épousa mademoiselle Garran de Coulon, fille de cet ami avec lequel il avait médité l'ouvrage dont nous avons parlé plus haut. Ce fut pour lui une ère de bonheur qui devait trop peu durer. Cette union était la récompense d'un attachement qui durait depuis des années, et qu'aucun obstacle n'avait pu vaincre. Maleszewski s'établit, pour ainsi parler, dans la tranquillité domestique, avec un rare sentiment de bonheur. Près de celle qui avait calmé sa vie, il se livra avec délices à ses études solitaires et aux charmes de l'amitié.

Depuis son mariage, il continua l'habitude qu'il avait prise antérieurement de travailler chaque jour pendant quelques heures. Il est extraordinaire combien il a écrit pendant ce temps qu'il donnait à l'étude; on composerait des volumes, si l'on réunissait toutes les feuilles volantes sur lesquelles il fixait les événemens à mesure qu'ils arrivaient, et en même temps les réflexions qu'ils faisaient naître en lui. Ces pages sont souvent profondes, elles étincellent sou-

vent d'esprit. En les lisant de suite, on se sent ému et comme initié dans les sentimens les plus intimes, les idées les plus secrètes d'un homme excellent. Ces heures de solitude n'étaient pas consacrées à des projets de fortune, à des rêves d'ambition : le bien des autres hommes, le salut des sociétés, voilà ce qui l'occupait sans cesse. La liberté des peuples, tel était le souhait de sa vie entière; et, malgré les cruels désappointemens qu'il avait éprouvés avec tous les autres patriotes, on s'aperçoit qu'il avait confiance dans les progrès de la civilisation et l'espoir d'un temps meilleur.

Ces études solitaires avaient deux buts distincts : le premier de fixer ses idées sur les arts, les sciences, l'histoire passée et contemporaine; le second, d'observer la conduite de l'homme qui avait hérité à son profit de la révolution française. D'une plume ardente il constatait ses erreurs, ses fautes, ses crimes, à mesure qu'il en était frappé. Les feuilles sur lesquelles on lit ce nom : *Buonaparte*, respirent l'antipathie la plus prononcée contre celui qui avait dupé les deux patries de Maleszewski. On s'associe, en

lisant ces sarcasmes, ces anathèmes, à la colère généreuse de Maleszewski, et on sent courir cette sève de patriotisme qui donne à son style de la précision et de la vigueur. Il essaie même de nier les talens de Napoléon; et enfin, quand il ne le peut, il dit avec une naïveté qui honore son cœur et qui est d'ailleurs si spirituelle: « Il « me semble qu'il ne faut guère de talent pour « faire beaucoup de mal. »

Ce qu'il a écrit sur d'autres sujets respire toute la bienveillance de son ame: ce sont des pensées sur les arts, l'histoire, la littérature, les sciences; elles décèlent un esprit supérieur; et, ce qui étonne, c'est que les idées de cet étranger sont exprimées d'une manière toute française.

Parle-t-il de l'opinion, il dit: « Le pouvoir « suprême trompe l'homme, l'égare et l'enivre; « l'opinion publique l'éclaire.

« Qui sait jouir modestement de sa fortune? « On ne se contente pas du pouvoir, on fait cla- « quer son fouet; on s'anime à ce bruit, et l'on « passe toutes les bornes; l'opinion publique « seule arrête l'étourdi qui se précipite.

« L'esprit de corps est plus dangereux que « l'esprit personnel : il agit à la fois sur plus de « personnes; il n'est jamais retenu par la crainte « du blâme qu'on cesse de redouter quand il est « partagé. »

Il dit en parlant des gouvernemens :

« La prospérité publique n'est que la somme « des prospérités privées.

« Tout n'est pas fait quand on a rendu le peu- « ple tranquille : il faut encore le rendre heu- « reux.

« J'entends par gouverner : protéger, chérir, « soutenir aussi bien que punir, restreindre et « imposer. »

Il ajoute : « Les despotes n'ont pas assez d'es- « prit pour sentir que le métier de tyranniser « ses semblables est le plus méprisable et le plus « odieux de tous. »

Nous allons rapporter quelques-unes de ses pensées sur l'éducation, et quelques préceptes sur cette matière. On verra qu'il était ami de la liberté là comme partout ailleurs. On a tort en effet de croire que l'enfance doive être emmaillotée dans une doctrine. Il faut qu'elle agisse

librement; mais que seulement le maître soit une providence qui fasse naître les résultats de toutes les actions de ses élèves.

« Il faut récompenser par des caresses et par « les témoignages d'une vive approbation les « premiers actes d'une bienveillance enfantine, « et veiller avec patience et sécurité pour con- « vertir en une véritable magnanimité cette bonté « d'instinct.

« On doit être content lorsqu'on trouve chez « les enfans cette espèce de générosité qui est « l'effet soudain de la sympathie, comme elle « pourrait l'être chez un barbare.

« Une règle invariable dans la distribution du « temps des enfans, dans tous les détails de leur « vie, rend inutiles tous les moyens qu'on em- « ploie ordinairement pour contraindre et ré- « former. Les enfans se sentent libres quand ils « n'obéissent qu'à la force des choses, et que le « caprice ne les atteint pas.

« Ne vous occupez pas d'autres vertus, occu- « pez-vous de la justice, de la bienfaisance, du « courage; toutes elles se trouvent là.

« Qui ne redoute rien, fait toujours sa volonté.

« Il ne faut pas oublier qu'un encouragement « vaut mieux que deux ordres, et que la bonne « volonté fait plus de chemin en une heure que « l'obéissance en un jour.

« Il n'est point de vertu supérieure dans la- « quelle il n'y ait un peu de ce qu'on appelle, « en termes de gens du monde, *le romanesque*. « Il vaut mieux que le jeune homme penche « vers cette disposition de l'esprit et du cœur « que de prendre les habitudes personnelles et « vénales qui caractérisent ceux qui ne croient « ni aux vertus publiques ni aux vertus privées.

« A un enfant qui a mal fait, il faut inspirer « le besoin de faire mieux à l'avenir. L'humilia- « tion ne produit pas cet effet; l'amour-propre « humilié se réfugie dans l'apathie ou dans l'in- « solence. »

Il dit en parlant des romans :

« Les romans excitent une fausse sensibilité, « également contraire au développement de l'in- « telligence et aux principes d'une saine morale. « C'est une faiblesse mêlée d'inquiétude, une « dangereuse susceptibilité, une agitation sans « objet; un dédain de la vie commune, qui n'y

« voit rien que d'insipide, perd de vue les choses « réelles, et cherche dans les fictions des scènes « plus brillantes et plus animées. Cette fausse « sensibilité s'intéresse à tous les maux, excepté « à ceux qu'elle pourrait soulager. »

Maleszewski s'explique ainsi en parlant des systèmes :

« Qu'on tente de m'expliquer par un principe « une série de phénomènes de la nature, à la « bonne heure; mais il faut toujours être en « garde contre ce principe, et ne le regarder « que comme une clef qu'on essaie dans l'espoir « d'ouvrir le sanctuaire de la nature. »

Dans ce qu'il a écrit sur la morale, il est toujours préoccupé de l'idée que l'amour du bien crée seul les grands hommes, et que les vastes capacités sans la bonté ne font que des conquérans, fléaux de l'univers. « Malheur à l'homme! « malheur à l'humanité, dit-il, quand à un héros « manquent les moindres vertus! »

Ce que Maleszewski a écrit sur la littérature est plein de grace et de finesse :

« Le génie donne de nouvelles règles à ajou- « ter à la poétique du théâtre.

« Le mouvement et l'action, dans une pièce, « sont deux choses que l'on confond trop sou- « vent. Une pièce chargée d'incidens peut avoir « du mouvement sans avoir d'action.

« Les journalistes sont comme les Arabes du « désert, qui ne vivent que des riches dépouilles « des caravanes.

« Il faut juger les grands poètes, non par leurs « défauts, mais par leurs beautés, et plus en- « core par la nature de ces beautés que par leur « nombre.

Boileau copie, on dirait qu'il invente,

« dit Marmontel. Marmontel ne copie pas de « cette manière, et n'invente d'aucune manière. »

Nous ne donnerons pas d'autres extraits; ce que nous avons cité suffit pour faire connaître ses études, et pour montrer, ce nous semble, combien son esprit était sage et ingénieux.

Ce fut en 1814 qu'il commença à écrire l'ouvrage que nous publions. Regrettons qu'il n'ait pu l'achever, et que ce monument soit demeuré imparfait. Il était néanmoins du devoir de sa veuve de prouver à ses concitoyens, en publiant

cet essai, que leur sort le préoccupait sans cesse, et que l'indépendance de la Pologne était la grande pensée de sa vie.

Maleszewski se délassait de ses études dans la société des hommes les plus distingués de la capitale. Il fréquentait surtout ces étrangers, d'un esprit éclairé et d'un caractère indépendant, qui, une fois qu'ils ont goûté de Paris, ne peuvent plus le quitter. Il est étonnant combien cette ville renferme de penseurs, qui viennent de toutes les parties de l'Europe, au sein d'une civilisation bienveillante, et comme dans une commune patrie, pour causer arts, sciences, philosophie. Maleszewski se lia intimement avec le plus original, et peut-être le plus distingué de tous.

Le comte Gustave de Schlaberndorf, fils d'un ministre du grand Frédéric, s'était condamné à une prison perpétuelle en France, pour n'être pas condamné à sortir de ce pays. Il avait choisi son cachot au centre de Paris; afin de ne pouvoir le quitter, il avait laissé croître sa barbe, et s'était revêtu d'un habit commode, mais étrange. Par cette prudence, il persuadait à sa

cour qu'il n'était à Paris que pour causer. Ce prisonnier d'État de la raison avait vu passer devant lui la république, le consulat, l'empire, la restauration, les jugeant avec une sagacité rare. Visité par des amis pleins de zèle, et qui lui apportaient et le récit des événemens, et les renseignemens sur les hommes, il était au courant de tout et comme le centre d'une police d'un nouveau genre, qui servait à faire découvrir les amis de la liberté, à constater la naissance des mauvaises idées, à cultiver les bonnes. Quand on savait quelque chose qui intéressait l'humanité, on courait le dire à Schlaberndorf, comme au plus digne de l'entendre. Il était fait pour aimer Maleszewski, car il avait une ame très bienveillante et un esprit très profond. Ils se voyaient chaque jour, et ne parlaient jamais que des moyens d'améliorer le sort de leurs semblables. Schlaberndorf mourut avant Maleszewski, laissant des souvenirs durables chez ceux qui l'ont connu, et des regrets bien amers dans le cœur des malheureux que secourait son active bienfaisance. Cet éloge d'un ami de Maleszewski est une digression que nous croyons pardon-

nable. Maleszewski aurait peut-être approuvé ces lignes; et n'est-ce pas faire connaître un homme de bien, que de dire quel fut celui qu'il aima?

Mais au sein de sa famille, au milieu de cette France dont les libres destinées l'occupaient fortement, Maleszewski n'avait pas cessé d'entretenir des relations avec la Pologne. Il cultivait l'amitié de ses compatriotes les plus distingués; il aidait de tous ses moyens les efforts qu'ils faisaient pour la prospérité du pays. Comme Maleszewski ne connaissait aucune intolérance, et qu'il ne croyait pas même à la raison le droit de persécuter l'erreur, son amitié ne fuyait point ceux qui ne pensaient pas comme lui; aussi s'était-il fait *aimer impérieusement*, pour nous servir de l'expression d'un de ses plus illustres amis, par ceux-là même qui avaient adopté des opinions différentes des siennes. Dire quels furent tous ses amis en Pologne, ce serait nommer tous ceux dont les ancêtres ont marqué dans l'histoire de cette nation. Si vous rencontrez dans ces annales un grand citoyen, un ami dévoué de la république, un réformateur cou-

rageux, soyez sûr qu'un de ses descendans a été lié avec Maleszewski; et vous nommerez ainsi sans indiscrétion tous ses amis.

Maleszewski était à Paris le protecteur de cette jeunesse polonaise qui vient étudier nos mœurs et nos institutions. Il lui donnait des conseils, il lui choisissait des maîtres, il la guidait dans le choix de ses études. Sa conversation était un premier bienfait; elle était grave, car Maleszewski avait coutume de dire « que l'esprit est l'abus « de la raison »: mais originale et instructive; elle inspirait l'amour du travail et de la vertu. L'éducation l'avait surtout beaucoup occupé; et cela était naturel, car il croyait que les mœurs font beaucoup pour le bonheur des États, et pensait qne la machine politique, quelque heureusement qu'elle fût construite, ne marcherait jamais, si elle n'avait pas pour point d'appui la vertu des citoyens.

Il entretenait des relations avec les ministres de Pologne, et accepta un titre qui lui donna le pouvoir d'être utile à sa patrie, celui de référendaire d'État; mais il ne s'en parait jamais, et il est inutile de dire qu'il ne lui rapportait

que le droit de servir son pays. Dès 1818, il fit un travail considérable sur l'éducation publique, qui fut envoyé au gouvernement. En 1820, le prince Czartoryski établit une université à Krzemeniec, et désira que Maleszewski la dirigeât. Les prières les plus vives ne purent le déterminer à retourner en Pologne; peut-être craignait-il de revoir sa patrie, après que tant de malheurs avaient passé sur elle; peut-être redoutait-il d'interrompre cette heureuse paix domestique qui l'occupait tout entier.

Elle dut bientôt lui offrir des consolations pour une infirmité toujours croissante. La vue de Maleszewski baissait de jour en jour davantage. En 1824, sa cécité fut presque entière. Il dut quitter ses études; mais heureusement il avait une source toujours nouvelle de consolations dans l'affection qui l'unissait à la compagne de sa vie. Ces liens se resserrèrent encore; bientôt ils devaient se briser.

En février 1828, Maleszewski fut attaqué d'une maladie au cœur, qui sur-le-champ fut jugée mortelle. Les médecins pensèrent que l'air de la campagne serait un soulagement pour lui. Avant

de quitter Paris, il causa long-temps avec son ami le général Maison, qui partait pour remplir une mission pleine de gloire et de dangers. Maleszewski ne devait plus embrasser ce vieux compagnon d'armes, et celui-ci devait, au milieu des inquiétudes et des fatigues de la guerre, recevoir deux coups bien rudes, la perte de sa fille, de son ami, c'est-à-dire de ce qui enchantait et consolait sa vie.

Ce fut près Châtellerault que l'on conduisit Maleszewski. Les plaines de ce pays lui plaisaient, parce qu'elles lui rappelaient celles de la Pologne. Il fut alors l'objet d'une hospitalité bien pressée, qui ne l'étonna pas de la part des amis qui l'accueillirent. Qu'ils se rassurent, leurs noms ne seront point prononcés ici. Nous savons que l'amitié fuit la publicité, et qu'un serrement de main, un regard mouillé de pleurs, récompense mieux qu'un témoignage public de reconnaissance.

Pour Maleszewski, dans ses douleurs, c'etait surtout le chagrin de sa femme qui l'occupait. « Ah! je voudrais bien, disait-il, que ces crises « ne revinssent pas; elles lui font tant de mal! »

Et puis, pressant sa main chérie sur son cœur douloureux : « Cela seul le calme, » disait-il. Le 28 août 1828, il cessa d'exister.

Cependant ses amis de Pologne lui écrivaient des lettres pleines d'inquiétudes pour sa santé. Cruel effet de l'éloignement et de l'absence ! elles furent ouvertes par sa veuve, qui vit au moins comme il était aimé (*).

La jeunesse polonaise va manquer en France d'un guide et d'un appui; ses filles pleurent un père tendre, la Pologne un bon citoyen; quant à sa femme, elle perd tout en lui, et le seul soulagement qu'éprouve sa douleur est l'espoir que l'ouvrage posthume de Maleszewski instruira

(*) Le 13 décembre 1828, à une séance de la Société Philomatique de Varsovie dont Maleszewski était membre, le vénérable Niemcewicz a, dans une allocution touchante, annoncé la perte qu'a faite la patrie, et rappelé à la jeunesse studieuse qui l'écoutait combien Maleszewski lui avait été utile lorsqu'elle était venue chercher des lumières en France. L'impression produite par ce discours a été profonde. Un jeune Polonais qui en a écrit la nouvelle à Paris ajoute ces mots à son récit : *Nous nous disions : Celui qui nous guidait n'est plus.*

comme le faisait sa conversation, et qu'il sera utile après sa mort.

Nous donnons cette notice telle qu'elle a été imprimée en janvier 1829. Depuis, de bien grands événemens se sont accomplis dans les deux patries de Maleszewski; et certes son cœur s'y serait vivement intéressé. Son ame aurait, pour ainsi dire, pris une activité nouvelle en fe c adeces nouveaux et puissans efforts en faveur de la liberté de l'Europe. Mais si l'on doit regretter que le destin l'ait retiré de ce monde à l'instant où plusieurs de ses vœux se seraient accomplis, à combien de douleurs a-t-il échappé! Que d'amis il aurait à regretter! Sa patrie lui serait un instant devenue plus chère, pour qu'il eût ensuite à la regretter plus amèrement. A présent il est tranquille, et pourquoi n'espérerait-on pas qu'il accueille dans un monde plus juste ces nobles et touchantes victimes dont le

martyre fut si glorieux, et qui n'ont pas désespéré de ce qu'il y a de plus saint et de plus respectable sur la terre, nous voulons dire du bon droit.

AVERTISSEMENT.

Nous donnons l'ouvrage de M. Maleszewski tel qu'il a été écrit par lui. Comme cependant il n'avait pas revu son manuscrit, nous nous sommes permis de légères rectifications que lui-même aurait faites, s'il avait publié son livre. Mais nous n'avons altéré aucune idée : nous nous serions crus coupables de changer quelque chose à des pensées si nobles et si indépendantes.

Les notes que nous avons ajoutées au texte n'ont aucune autre prétention que celle de l'éclaircir. Les Français y trouveront peut-être des faits trop connus, et les Polonais n'ont certainement pas besoin de ces éclaircissemens pour savoir les an-

nales de leur pays. Mais il fallait rendre l'ouvrage également clair pour les deux nations : c'est ce qui explique et excuse le travail de l'éditeur.

Il y a long-temps que ce livre devait paraître. La veuve de M. Maleszewski trouvait une grande consolation à cette publication; mais les événemens de Pologne ont éclaté, et elle a voulu attendre que cette révolution fût consolidée ou qu'elle fût étouffée pour donner ce livre au public. En effet, cet ouvrage est un livre de méditation, et aurait été inaperçu au milieu des dernières agitations. Elle espérait que la Pologne, heureuse et triomphante, pourrait lire l'ouvrage de Maleszewski, et que peut-être ses hommes d'État y auraient puisé quelques idées pour les aider à consolider leur noble ouvrage; vain espoir!

ce n'est plus qu'une offrande qu'elle fait à un tombeau.

Mais la sympathie européenne est toujours acquise à la Pologne; la politique a pu décréter son anéantissement; mais elle vit dans les cœurs de tous les hommes de bien. Pour ceux qui voient le chemin que la sainte humanité fait dans le monde à travers tant de malheurs, il n'est pas douteux que cette pitié de l'Europe ne rétablisse un jour la Pologne, car elle est un symptôme puissant que le règne de cette politique d'usurpation et d'astuce, qui pèse sur l'Europe depuis le moyen-âge, doit avoir un terme.

Ce qu'il y a peut-être de plus remarquable dans l'ouvrage de M. Maleszewski, c'est l'assurance qu'il donne que jusqu'à présent la véritable politique n'est pas en-

core née; cette politique *de l'ame*, comme il l'appelle, qui ne cherche que le bonheur du genre humain, et qui marche dans des voies droites et larges.

S'il pouvait nous appartenir de louer ce livre, nous y ferions remarquer beaucoup d'idées neuves et profondes, et cette impartialité avec laquelle l'auteur condamne les fautes de sa nation; impartialité digne d'elle et de lui, car aucun peuple n'a plus que les Polonais expié ses fautes par le malheur et le dévouement.

Une pensée consolante en lisant ce livre, c'est de voir l'unité polonaise résister à tout, aux invasions étrangères, à l'anarchie intérieure, à la corruption des cours mêlée aux excès de la licence. Il reste toujours une nation au milieu des désordres, et une nation généreuse et forte.

D'ordinaire les mauvais gouvernemens dépravent les nations, comme une mauvaise éducation déprave les hommes. Mais en Pologne il en a été autrement. La moralité du peuple a grandi sous l'oppression; chez elle l'esclavage a fait des hommes libres. Après quinze années d'obéissance à des Russes, il a été donné à la nation polonaise, après le règne de Napoléon, de devenir la première nation militaire de l'Europe, et de s'attirer les respects du monde. Il a semblé que comme ces gladiateurs courageux de l'antiquité, *elle ait voulu mourir avec dignité.*

L'Europe se reprochera peut-être d'avoir laissé commettre impunément un *nouveau crime politique.* Nous croyons qu'il n'y aura jamais de liberté dans le monde, tant qu'un code de justice universelle ne le ré-

gira pas, et que l'idée fausse et absurde que les États sont entre eux en état de nature n'aura pas cessé d'exister.

Il ne nous appartient pas de réveiller les passions politiques et d'entrer dans de tristes luttes. Il est une vertu qui ennoblit les nations comme les hommes, qui les rend dignes de l'immortalité, qui seule est au-dessus de la vaillance : c'est la *résignation*. Que les Polonais lui vouent un culte; qu'ils attendent : leur destin n'est pas encore fixé; la providence de Dieu n'a pas prononcé sur eux. Heureuse sera la veuve de Maleszewski, si ce livre, lu par de nobles réfugiés, les console en leur faisant entendre la voix d'un ami, s'il augmente la généreuse pitié des Français pour eux, et s'il sert à nourrir les sentimens d'hospitalité qui touchent si profondément les cœurs polo-

nais. On peut le dire : quels qu'aient été les événemens, l'alliance de la France et de la Pologne ne périra pas plus que la Pologne elle-même.

mais. On peut le dire : quels qu'aient été les événemens, l'alliance de la France et de la Pologne ne périra pas plus que la Pologne elle-même.

ESSAI

HISTORIQUE ET POLITIQUE

SUR LA POLOGNE.

PREMIÈRE PARTIE.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA RÉPUBLIQUE JUSQU'A LA MORT D'AUGUSTE II.

CHAPITRE PREMIER.

Coup d'œil sur le développement de la civilisation polonaise depuis son origine jusqu'à la fin du XVIe siècle. — Pourquoi la Pologne n'a pas adopté le gouvernement représentatif à la fin de ce siècle. — Zamoyski, auteur de la loi qui rend la royauté élective. — Jugement qu'on doit porter sur lui.

Depuis que des tribus slavonnes et sarmates se sont établies successivement et les armes à la main sur cette plaine immense qui s'étend de la mer Baltique à la mer Noire; depuis que resserrées entre l'Oder et le Borysthène, la mer Baltique et les monts Karpathes, elles ont pris le nom

de nation polonaise qu'elles portent depuis un millier d'années, elles ont toujours formé un peuple distinct. Ce peuple a eu ses usages, sa langue, ses habitudes, ses institutions, son gouvernement, et sa religion. Cette nation est demeurée séparée des autres et a tenu son rang parmi les plus grands Etats de l'Europe. Enfin aucun empire moderne ne peut présenter des titres d'indépendance et d'individualité plus antiques et mieux appuyés par tous les droits naturels et politiques que ne le peut faire la Pologne.

Dans cette contrée dont la fertilité appelait des conquérans, et qui, ouverte de toutes parts, présentait une conquête facile, au milieu des usages et des mœurs divers qu'amena cet état du pays; on retrouve néanmoins à toutes les époques des traits de ce caractère guerrier qui distinguait les ancêtres des Polonais, des Germains et de toutes les nations du nord. De même, on reconnaît aussi les principales bases d'une constitution restée presque toujours uniforme au milieu des révolutions.

Les Sarmates comme les Polonais étaient divisés en deux classes: les guerriers libres qui combattaient à cheval; et les esclaves, rendus tels par le droit barbare de la guerre. A ces derniers étaient confiés le soin des bestiaux et les travaux de la culture et des terres. Les Sarmates comme

les Polonais étaient gouvernés par une espèce d'aristocratie irrégulière, présidée par un roi dont l'autorité n'était jamais bien étendue. Les Polonais, séparés de l'empire d'Orient par les Bulgares, et de celui d'Occident par les Saxons, restèrent plus barbares que leurs voisins jusqu'au dixième siècle. Ils ne s'occupaient que du métier des armes; ils honoraient surtout les plus habiles dans les combats et les plus énergiques à défendre, contre les rois, leurs libertés et leurs propriétés dont la principale partie consistait en esclaves.

Telle est l'origine de l'aristocratie polonaise. Enrichie depuis par les récompenses nationales, toujours éprise du pouvoir, et pleine de préjugés militaires contre le gouvernement civil, elle empêcha presque toujours et les bienfaits de la royauté et les effets heureux de la liberté.

Il est arrivé en Pologne ce que l'histoire nous apprend de toutes les monarchies, il s'est formé peu à peu et par la force des circonstances un état moyen entre les nobles et les esclaves. Mais les nobles, toujours armés et souvent assemblés, veillaient plus que partout ailleurs à ce que les rois ne puisassent pas dans ce tiers-état des forces pour dompter leur orgueil et borner leur puissance.

Aussi, si l'on trouve dans les annales de la Pologne la preuve que ses villes, à partir des temps les plus éloignés, jouissaient du droit d'assister aux délibérations nationales, qu'elles avaient leur code civil et criminel et qu'elles étaient appelées aux élections de rois, on voit en même temps les nobles toujours jaloux, toujours inquiets et toujours assez forts pour gêner cette élévation des villes. Grace à eux, les habitans des cités ne parviennent point à former une classe dans l'Etat.

Les villes soumises à la surveillance des rois étaient trop souvent administrées par des subdélégués nobles qui parvenaient facilement à rendre illusoire ce que la loi accordait aux villes, non comme un droit, mais comme un privilége. Il n'y a d'ailleurs que sous la dynastie des Piastes [1] (*) que les villes paraissent jouir en Pologne d'une espèce d'existence politique.

A l'extinction de cette famille, vers la fin du XIVe siècle, les villes commencèrent à perdre une existence à peine acquise.

Sous les Jagellons [2], les lois sont toutes à l'avantage des nobles. Après cette dynastie, vers la fin du XVIe siècle, les nobles seuls forment la nation et ne cessent de travailler à ruiner les villes et à rendre leurs habitans misérables. A aucune de

(*) Voir les notes à la fin du volume.

ces époques on ne voit en Pologne les villes jouir de ce régime municipal auquel toutes les nations éclairées aujourd'hui doivent leurs premières idées sur la législation. Ce régime a fait connaître les véritables intérêts des peuples et les droits primitifs des nations.

Cette seule circonstance pourrait expliquer comment la Pologne, avec tous les élémens qu'elle possédait pour former une grande nation, n'a jamais eu ni une administration régulière ni un gouvernement bien organisé. En effet, le commerce et l'industrie des villes ont fait encore plus de bien aux nations modernes, en leur enseignant le prix de l'ordre dans l'administration, de l'économie dans les finances, qu'en augmentant leurs capitaux et leurs richesses. C'est ce dont on ne peut douter si l'on parcourt l'histoire des civilisations française, allemande, et italienne.

La Pologne, sans le commerce et sans l'industrie dans les villes, aurait pu parvenir aux mêmes résultats et aux lumières nécessaires pour se donner une administration et un gouvernement, au moyen de l'agriculture. Mais la terre en Pologne n'a eu pour propriétaire que le noble, livré à des préjugés politiques et aux impulsions d'un caractère guerrier, et pour cultivateur que l'esclave qui ne pouvait avoir l'intelligence productive.

Les paysans en Pologne restèrent toujours sous

la domination des nobles. Si les rois ont cherché à élever les villes, ils n'ont jamais adouci la position malheureuse des campagnes. Leur sort ne s'améliora que par les seuls changemens que l'établissement de la religion et les progrès des idées amenaient dans le caractère de leurs maîtres. Mais ce qui conserva de la dignité et de la moralité à l'esclave polonais, c'est qu'il fut toujours attaché à la terre et non à la personne du noble. Aussi conserva-t-il toujours dans son esclavage l'énergie de l'ame et la noblesse de la race humaine. Il ne haïssait pas les propriétaires de ce sol fertile où il déposait son travail pour gagner sa subsistance et celle de sa famille. La misère n'aigrissait pas son cœur, et cette religion, dont les bienfaits n'ont pas été effacés en Pologne comme ailleurs par des torrens de sang, a adouci son caractère. Comment serait-il aussi brave, aussi courageux que son maître, comment verserait-il avec héroïsme son sang pour sa patrie, s'il était aussi abruti que le disent tant d'écrivains qui, il est vrai, ne l'ont jamais ni vu ni étudié?

La nation polonaise n'était, à parler rigoureusement, formée que des nobles; ces nobles, étant guerriers, devinrent naturellement conquérans[3]. Ils ont conquis la Bohême, la Moravie, la Saxe, la Livonie, la Moldavie et la Valachie, etc. Mais jaloux à l'excès de leurs libertés, trop fiers de

leurs succès, ils ne se mêlèrent pas aux peuples conquis et ne surent jamais se les attacher. Aussi la nation polonaise n'a-t-elle jamais été formée que d'une seule race d'hommes animés des mêmes sentimens, élevés dans les mêmes préjugés, entraînés par les mêmes passions. C'est à ce principe d'unité qu'elle doit peut-être le plus de s'être soutenue si long-temps sans un gouvernement, sans une administration quelconque, malgré les dissensions intérieures des États voisins, jaloux de sa gloire militaire, et qui excitaient son anarchie pour anéantir sa puissance. Elle lui doit cette énergie patriotique où sont attachées ses plus chères et ses plus sûres espérances.

Les nobles souvent divisés entre eux se réunissaient souvent pour résister à l'autorité royale et pour gêner son exercice. Ils formaient des assemblées qui, tumultueuses dans leur origine, les conduisirent peu à peu vers le système représentatif; mais ce système dans l'état social de la Pologne où l'industrie et le commerce n'encourageaient point l'agriculture, ne dirigeant pas les travaux des hommes libres, ne put recevoir un développement nécessaire. Les Polonais, seulement animés de l'esprit d'indépendance personnelle, ne surent appliquer ce système qu'à l'élection de leurs rois. Ces élections mal organisées sont bientôt devenues un champ vaste à l'ambition des

électeurs et le but principal de toutes les intrigues. Les nobles polonais qui avant cette époque cherchaient la gloire dans les armes et n'avaient que ce moyen pour s'illustrer, trouvèrent depuis dans leur patrie de nouveaux chemins pour arriver à la fortune et aux dignités.

Pendant un siècle et demi la famille des Jagellons a relevé la gloire militaire des Polonais par la culture des lettres et des sciences qu'elle encourageait. Si la situation géographique et politique du pays eût permis à l'industrie et au commerce de naître pour ranimer les villes et pour mettre les habitans en rapport d'intérêts et de besoins mutuels avec les propriétaires des campagnes, la Pologne éclairée sur ses intérêts par des travaux utiles, garantie du despotisme par l'énergie de sa brave et courageuse noblesse, serait arrivée à une constitution énergique dès la fin du XVIe siècle. Et comme elle a montré une grande sagesse dans les dissensions religieuses, elle serait devenue une des premières puissances dans le nord, et une des nations les plus fortes et les plus éclairées de l'Europe. Elle n'aurait pas présenté le spectacle unique d'un gouvernement qui reposait sur l'anarchie.

La situation de la Pologne à l'extrémité de l'Europe civilisée, et ses rapports naturels avec deux grands empires plus asiatiques qu'européens, la

Turquie et la Russie, ont beaucoup contribué à retarder chez elle les progrès de la civilisation. Les Polonais, dans cette position, ont conservé cet instinct d'indépendance qui balance si fortement le penchant social.

La Pologne n'a jamais été conquise par les Romains, qui ont fait sans doute de grands maux à l'humanité, mais qui lui ont rendu l'immense service d'établir dans les villes soumises à leurs armes le régime municipal. La liberté des personnes dans les villes se conserva dans l'Europe, grace à ce régime, au sein du gouvernement féodal. Cette liberté a fait prospérer les cités par le travail, l'industrie et le commerce. Ce sont les villes qui ont préparé la fondation des républiques d'Italie; ce sont les villes encore qui ont aidé les rois à soumettre les barons et ont commencé les monarchies modernes.

Les empereurs saxons ont apporté en Allemagne le régime municipal, où il a produit les villes libres. Sous le titre de droit de Magdebourg [4], il a pénétré jusqu'en Pologne, où il y avait quelques villes peuplées d'Allemands. Mais ces villes ressemblaient aux anciennes colonies grecques en Asie. Si elles recevaient la lumière de leur mère-patrie, cette lumière ne faisait sur les Polonais que l'effet d'un éclair dans une nuit profonde.

Le commerce et l'industrie, ces deux grands instrumens de la civilisation moderne, ne firent aucun progrès en Pologne.

Cette contrée n'était pas sur la route de ces grandes caravanes qui portaient dans l'empire grec les richesses de l'Inde et de l'Orient, ni de celles qui faisaient le commerce de cet empire avec d'autres nations de l'Europe. Elle n'était pas non plus sur la route de ces nobles pèlerins qui laissaient leurs biens aux hommes laborieux pour visiter les lieux sacrés profanés par les Sarrasins, et apportaient de la Grèce, de l'Asie mineure et de la Syrie les premiers élémens des arts.

Les croisades et la chevalerie ont été presque inconnues en Pologne. On compte à peine un seul prince polonais dans ces bandes nombreuses de croisés qui se succédèrent sur les chemins de l'Orient durant plus de trois siècles. Tout semblait conspirer pour laisser la Pologne dans un isolement politique et commercial.

Les Tatars la séparaient de la mer Noire; une suite de cataractes presque insurmontables arrêtaient sur le Borysthène l'industrie des marchands génois établis dans la Crimée. Du côté de la Baltique, les bouches de la Vistule et toutes les côtes du golfe de Dantzig furent long-temps occupées par un peuple féroce. La différence du langage et celle de la religion depuis la réforme

de Luther ont perpétué cet éloignement des Polonais pour les villes anséatiques, après même que la Prusse occidentale, d'abord conquise par les chevaliers teutoniques, se fût soustraite à leur domination pour se mettre sous la protection de la Pologne.

Dans cette situation, les Polonais abandonnés à eux-mêmes suivaient toujours leurs penchans naturels. Unis en société ils se croyaient toujours en état de guerre, et ne s'occupaient que de la défense de leur liberté et de leur indépendance primitive. Ils sont long-temps restés aux rudimens grossiers de cette subordination militaire qui constituait le gouvernement féodal dans son origine; mais ce gouvernement ne s'organisa point en Pologne.

L'aristocratie influença cette société comme elle influence toutes les sociétés humaines; mais les fiefs n'étant pas attachés aux familles, l'aristocratie polonaise, quoique la plus grande partie de la population fût attachée à la glèbe, resta privée du prestige des grandes possessions et n'a jamais pu fonder le système féodal.

Les Polonais *nobles*, ou ce qui signifiait la même chose, soldats, conservaient toujours cet esprit d'égalité qui unit les combattans pour la même cause: cet esprit entretenait leur énergie, et avec elle ils résistaient au pouvoir de leurs chefs; mais

de là ne sortit aucun amour pour un gouvernement régulier.

Sous les rois Piastes comme sous les Jagellons les mêmes relations sociales retinrent toujours la Pologne dans la même stagnation politique. Le dernier Piaste, Kasimir-le-Grand [5], prince justement surnommé et justement célébré dans les annales de nos rois, indiqua pendant les trente-sept ans de son règne, au milieu du XIVe siècle, ce qu'il fallait pour avancer la civilisation des Polonais. Il honora les travaux de l'agriculture, encouragea l'industrie dans les villes, chercha à lever les obstacles qui s'opposaient au commerce. Il voulut par des lois et par une sage direction de l'administration publique attirer la nation vers des travaux qui forment le bon sens national. Il eut le sort de Charlemagne: son édifice à peine commencé tomba en ruine; mais ses fondemens sont encore aujourd'hui en Pologne un sujet d'étude pour les législateurs.

Louis, roi de Hongrie [6], succéda à Kasimir-le-Grand, son oncle maternel. Étranger au pays plus encore par ses habitudes que par sa naissance, il déplut aux Polonais dès le commencement de son règne. Voulant rester en Hongrie, il confia à sa mère Élisabeth la régence de Pologne.

Cette femme altière, privée des vertus de son

sexe, sans avoir aucune des vertus du nôtre, irrita les esprits contre le gouvernement de son fils et éloigna de lui tous les cœurs.

Ce prince faible chercha à réparer le mal, et n'en apprécia pas les causes. Il s'empressa de diminuer les impôts; il fit de grandes concessions à la noblesse, et distribua des domaines à ses membres les plus influens.

Il rendit la noblesse puissante et l'aristocratie riche. Il régna ainsi pendant dix-sept ans au milieu du désordre et de ses terribles effets. Le gouvernement de cet étranger fut non-seulement funeste à son temps, mais jeta encore des germes funestes pour l'avenir. L'aristocratie, comblée de ses bienfaits, chercha dès cette époque un point d'appui à son ambition hors du pays; et si elle n'eût pas trouvé dans son esprit guerrier cette énergie et ce courage qui la distinguent dans les annales du monde, sa corruption serait devenue plus tôt mortelle pour la nation.

Pourquoi les Jagellons n'ont-ils pas suivi la politique de Kasimir-le-Grand? Ils auraient pu, pendant cent ans que dura leur gouvernement paternel, réparer les torts de Louis et fixer les destinées de la Pologne. Ces princes intéressans cherchèrent aussi à éclairer la nation; mais ils ne voyaient la lumière que dans les sciences systématiques, que dans les lettres et surtout dans les

modèles classiques de l'antiquité. Cette lumière dut certainement éclairer l'intelligence, mais elle inspira trop de goût pour l'antique politique, et laissa les Polonais dans une entière ignorance sur leur nature sociale, et sur leur position dans l'Europe.

Ces princes contribuèrent à former en Pologne cet esprit national qui emprunte trop à l'imagination, qui peut produire de grandes et belles choses, mais devrait être dirigé par la raison.

La Pologne dut aux Jagellons une belle littérature qui lui donna de la gloire, et ne prépara point son bonheur. Ainsi un arbre exotique transporté pousse des fleurs ou des fruits sans saveur, et brille par son luxe, sans avoir de véritable richesse !

Le siècle des lettres en Pologne fut le siècle des Jagellons. La Pologne fut alors proclamée la nation la plus éclairée de l'Europe, et cela au moment où elle devait entrer dans l'anarchie.

Les nations ne se forment, ne se soutiennent, ne prospèrent que par les classes laborieuses : c'est le travail qui est la source de leur richesse et de leur raison ; c'est le travail qui conduit à tout dans les sciences et dans les arts.

La nation polonaise, composée des nobles ou soldats, n'a pas été civilisée par le travail, mais par son caractère, dont la base principale était

l'esprit d'égalité et d'indépendance qu'entretenaient les événemens et les institutions.

Elle présentait un état antique au milieu de la civilisation moderne, son organisation ressemblait à une de ces anciennes constitutions qui étaient plutôt des systèmes d'éducation, des systèmes religieux, que des constitutions politiques. Dans tous les temps anciens, où l'on formait les constitutions pour les classes qui dédaignaient le travail, l'on détournait l'homme de sa nature, et l'on sacrifiait son caractère, sa nature à son état social. Toutes ces constitutions se soutenaient plus par la religion et l'éducation que par leurs propres principes, et se dissolvaient à mesure que le système qui formait leur lien s'affaiblissait; combien de ces grands édifices sont tombés en ruines, qui seraient toujours demeurés debout, s'ils avaient eu le travail pour ciment!

La Pologne est la seule parmi les principales nations de l'Europe qui n'ait cédé en rien à l'impulsion salutaire que le tiers-état et ses travaux ont donné à la législation et à l'administration modernes. Elle est la seule aussi dont les malheurs, jugés par leurs causes, prouvent jusqu'à l'évidence que la force et même l'existence des nations tiennent plus aux travaux des hommes qu'aux hommes mêmes. Depuis l'époque où les modernes avaient senti l'influence du travail na-

tional dans toutes les branches de l'intelligence humaine comme dans toutes celles de la richesse, la législation et la politique même paraissent plus s'approcher de la marche que toutes les sciences d'observation suivent dans leurs progrès.

Les modernes seraient-ils destinés à enrichir l'espèce humaine d'une nouvelle science, d'une science par excellence, de la science sociale? Ils ont déjà fait beaucoup en jetant les principes de l'économie politique et de la statistique, et en reconnaissant qu'elles doivent être indispensablement étudiées par les législateurs, les hommes d'état, et les administrateurs.

Nous l'avons dit, si la Pologne avait pu obtenir le gouvernement représentatif à la fin du XVIe siècle, avec cette sagesse qu'elle a montrée dans les dissensions religieuses de ce temps, elle serait restée une grande puissance dans le nord, et une des nations les mieux civilisées de l'Europe. Les nations ne se civilisent réellement que par les travaux, et par les travaux de la paix. Les produits de ces travaux circulent, s'échangent, établissent de vrais rapports entre les intérêts des hommes dans la société, font naître des capitaux, donnent des richesses et l'expérience nécessaire pour savoir garantir par des lois, et par un gouvernement la liberté individuelle et la propriété.

Les peuples guerriers ont eu quelquefois des

systèmes admirables de guerre, d'indépendance, d'éducation, mais jamais ils n'ont eu de bonne constitution politique ni de bon gouvernement. Il n'est pas dans la nature que la guerre, qui détruit l'homme et ses travaux, conduise au sentiment de la vraie liberté, et aux lois sages qui l'assurent. Aussi les Polonais, presque toujours en guerre, ne voyaient dans leurs princes, sous le sceptre héréditaire des Piastes, que des chefs qui devaient les conduire à la victoire.

Eclairés sous la dynastie des Jagellons par la littérature et l'histoire des anciens, ils cherchèrent surtout à être plus indépendans du gouvernement et voulurent élire leurs rois, sinon du milieu de tous, au moins dans la même famille. Les préjugés de l'aristocratie, le dégoût pour le travail et le mépris pour la classe industrielle et productive se fortifiaient encore chez eux par les exemples antiques.

La mort du dernier roi Jagellon, Sigismond Auguste[7], arriva dans un malheureux moment pour la Pologne. L'Europe, après avoir été tourmentée par l'ambition insatiable de Charles-Quint, se voyait dans une de ces grandes crises qu'on peut considérer comme les maladies chroniques de la société.

Rome moderne qui était parvenue par sa politique suivie et savante à une espèce de monarchie

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA W TORUNIU

universelle était attaquée par des ennemis sortis de ses saintes légions. On employait contre elle ses propres armes, ses propres principes, et les esprits une fois excités par tous ces argumens tirés des livres sacrés, s'attaquèrent bientôt aux gouvernemens, et le système monarchique fut ébranlé dans toute l'Europe.

Les Polonais appelés à cette époque à remplacer une ancienne dynastie ne devaient pas être mieux disposés pour la monarchie, ni mieux sentir le besoin d'être gouvernés. Toujours animés de cet esprit d'indépendance personnelle qu'ils avaient gardée et sous les Piastes et sous les Jagellons comme l'héritage précieux de leurs ancêtres, les plus indépendans des peuples barbares et les plus formidables aux Romains, les Polonais voulurent se donner la liberté au plus haut degré. Leur diète assemblée après la mort du dernier Jagellon déclara que les rois de Pologne à l'avenir seraient élus librement par toute la nation convoquée : c'est-à-dire par tous les nobles, leurs égaux, convoqués pour exercer ce droit précieux.

Ainsi finit la constitution monarchique en Pologne. Elle dura des siècles pendant lesquels les Polonais presque toujours en guerre, et presque toujours victorieux, surent se défendre contre les atteintes du despotisme et de la tyrannie. Ce trait relève leur caractère dans les annales des peuples.

L'aristocratie en prise avec la royauté cherchait sa force dans l'opinion, et entretenait cet esprit d'indépendance sauvage qui méconnut toujours les bienfaits d'un pouvoir monarchique bien organisé, sans lequel la meilleure constitution ne peut pas produire ses salutaires effets. Ajoutons que l'esprit d'indépendance et d'égalité naturelle, très énergique chez les Polonais, a empêché peut-être chez eux la naissance ou le développement de ces hommes extraordinaires qui, par la législation, parviennent à changer les habitudes des peuples.

Sous les rois héréditaires, les Polonais ont toujours suivi dans leur civilisation la marche naturelle à un peuple guerrier; et la religion même qui avait imprimé sa douce morale dans leurs mœurs et dans leurs usages domestiques n'a pu leur donner le goût pour les travaux de la paix et les mettre ainsi sur la vraie route de l'organisation sociale.

Dans cette position les Polonais peuvent-ils être blâmés d'avoir cherché à mettre leur indépendance à l'abri des attaques de la royauté, et de celle de l'aristocratie dont l'ambition grandissait à mesure que la royauté devenait plus faible? Peuvent-ils être blâmés d'avoir suivi alors le penchant de leur nature sociale, à une époque où elle s'appuyait sur les opinions du siècle?

Le remède fut certainement pire que le mal. En élisant leurs rois, ils ont ôté toute stabilité au gouvernement et se sont livrés à l'anarchie. Ils ont corrompu le pays et lui ont donné l'amour des guerres civiles. Grace à l'élection des rois, l'aristocratie brouillant avec l'étranger, d'ambitieuse est devenue coupable. Mais c'est à l'esprit du temps et non aux hommes qu'il faut reprocher cette faute.

Jean Zamoyski, célèbre dans les lettres comme dans la guerre, parut pour la première fois comme homme d'état à cette fameuse époque. Ce fut de tous celui qui contribua le plus à faire accorder par la diète à tous les nobles le droit d'élire en personne leurs rois, grace aux principes de l'égalité qu'il sut mettre en avant.

Doit-on regarder Zamoyski comme un tribun ambitieux qui a voulu se préparer un grand théâtre digne de ses talens pour y jouer par sa popularité un grand rôle? ses intentions paraissent pures, si on les juge par les services que toute sa vie il a rendu dans la guerre comme dans la paix à sa patrie.

L'étude des auteurs classiques de l'antiquité occupait ses loisirs et dirigeait ses pensées. L'analogie des élémens de la constitution, de la Pologne, de sa civilisation, avec les gouvernemens et les civilisations antiques, lui persuadè-

rent que les ressorts de la politique de l'antiquité convenaient aux Polonais. Ils formaient en effet une nation de nobles qui ne connaissaient et n'honoraient que le métier de la guerre et cherchaient toujours à résister à la royauté.

Dans cette situation la Pologne pouvait paraître à Zamoyski un terrain antique, surtout dans ce siècle où l'Europe savante ne suivait pas encore l'observation, comme le seul guide sûr dans les sciences naturelles morales et politiques, et avait une grande admiration pour les systèmes et même pour les erreurs de l'antiquité. Cette liberté des anciens où chaque citoyen ne s'occupait que des affaires publiques et de la défense de ses droits, et pour laquelle les Polonais conservaient toujours un penchant naturel, pouvait lui paraître un puissant moyen de garantir son pays des dangers de la royauté et de l'aristocratie, en conservant dans la nation l'esprit d'indépendance et l'énergie de caractère.

Séduit par la politique des anciens, il ne pouvait pas sentir l'importance d'un gouvernement en harmonie avec les besoins de la nation. Les législateurs des anciennes républiques n'ont jamais fait de constitution que pour la classe improductive. Ils n'avaient pas les données qui résultent pour nous dans la vie moderne, du spectacle des effets produits par le travail, et

du jeu des intérêts qui naissent de la circulation de la richesse.

C'était toujours aux hommes que se confiaient les anciens. Dans les crises, c'étaient de grands hommes qui les sauvaient. Dans les temps ordinaires, l'excellence de l'éducation portait remède à ce qu'il y avait de vicieux dans l'organisation sociale.

Jean Zamoyski, jugé ainsi par toute sa vie et selon la raison de son siècle, demeure absous de malheureux résultats qu'on pourrait attribuer à son système politique. On ne doit donc pas lui reprocher cette anarchie qui a suivi le règne prospère des sept rois de l'illustre race des Jagellons. On remarquera que la Pologne, sans un gouvernement fixe, sans une administration régulière, livrée aux rois étrangers et aux intrigues des cabinets, résista néanmoins pendant deux siècles à des guerres extérieures, grace à l'énergie et au courage que Zamoyski sut entretenir chez les nobles.

Les peuples jugent les hommes d'état, les capitaines par les résultats seuls de leurs travaux. L'ignorance et la légèreté jugent comme les peuples; mais cette manière de juger n'est point celle de la raison.

Si l'on ne juge les politiques que par leur succès, c'est un culte qu'on rend seulement à la fortune. Les fautes qui ont réussi égarent la confiance

publique, trompent des nations entières. Le vrai Dieu, le Dieu de la raison punit tôt ou tard par de grandes calamités l'idolâtrie de la fortune et de la gloire.

CHAPITRE II.

De la constitution polonaise depuis Zamoyski. — Ses vices.

La Pologne, à cette époque où les nations européennes, devenant riches et raisonnables, commençaient à sentir la nécessité d'un ordre politique qui pût les garantir des crises que faisaient naître l'ignorance et les passions des hommes puissans et étrangers à tous les travaux, était plus que jamais livrée à une noblesse jalouse de son indépendance, toujours prête à repousser les attaques du pouvoir, et toujours disposée à accueillir toutes les mesures propres à diminuer l'influence de ses rois et à mettre en bride l'ambition de ses voisins. Il n'y a que les hommes laborieux qui sachent se soumettre au joug des lois, et connaissent le prix d'un gouvernement ferme. Les nobles polonais ne pouvaient pas apprécier ces principes sans lesquels les sociétés humaines ne sont ni heureuses ni tranquilles. L'esprit d'égalité et d'indépendance mal entendu les livrèrent toujours à l'aristocratie. Celle-ci, après l'extinction de la famille des Jagellons qui la comprimait

plus encore par l'attachement que ses rois inspiraient que par leur gouvernement, voulut s'assurer une influence bien difficile à conserver sur une nation animée de tels sentimens.

L'aristocratie eut d'autant plus de peine à atteindre son but, qu'elle ne formait pas un corps dans l'État, et qu'elle se renouvelait sans cesse au gré des partis. Enfin elle établit une constitution qui a duré deux siècles au milieu des plus terribles convulsions.

La souveraineté appartenait à la noblesse; elle seule formait la nation. Tous les nobles avaient le droit d'élire leurs rois, non par des représentans, mais en personne. Chacun d'eux pouvait être candidat à la couronne. Le roi élu était obligé de signer les conditions qu'on lui présentait sous le nom de *Pacta conventa*, et qu'on changeait à chaque élection nouvelle[8]. A ces conditions seules, la nation lui promettait son obéissance. S'il violait ces conditions, la loi de *non præstanda obedientia* dégageait la nation de tous les devoirs d'allégeance. Le roi nommait à des places, donnait des dignités, distribuait des domaines; mais il ne gouvernait pas la nation, il n'administrait pas les affaires d'État. Les ministres étaient indépendans du roi, et maîtres absolus dans leur département; ce qui formait un gouvernement partagé en fractions, et ne faisait jamais un ensemble.

Le sénat devait être le conseil principal de la république ; mais les ministres, avec leur pouvoir illimité, formaient véritablement l'autorité intermédiaire entre le trône et la nation, et réduisaient à rien l'influence du sénat dans les affaires d'État.

La noblesse, par ses représentans nommés dans les diètes et réunis en diète, faisait des lois ; les ministres, et surtout les grands trésoriers, rendaient compte de leur administration à la diète, et étaient ainsi responsables devant la nation : mais les délibérations de la diète dans les matières d'État se décidaient à l'unanimité (*nulla obstante contradictione*). L'opposition d'un seul député, en arrêtant une des résolutions, les arrêtait toutes, et par cela même dissolvait la diète. Ce privilége monstrueux, ce *liberum veto*, a été une des causes de la ruine de la Pologne, et assurait l'impunité aux ministres. Pour obvier aux effets funestes de cet absurde privilége, chaque fraction de la nation, chaque individu puissant, l'armée même, ou une partie de l'armée, pouvait en appeler à chaque instant à la nation entière. Quel remède pour un tel mal ! On proclamait ainsi une insurrection contre toutes les autorités constituées ; on s'organisait sous le nom de confédération ; on formait un État dans un État. Si la confédération n'obtenait pas l'assentiment de toutes les pro-

vinces, d'autres confédérations se formaient et ravageaient le pays. Si elle devenait générale, le roi accédait, on formait une diète de confédération, qui à ce titre décidait sur toutes les matières, à la pluralité des voix, et l'on arrivait souvent aux résultats que le parti dominant se proposait.

La justice était administrée par les juges élus dans les diétines; mais les lois se ressentaient de la source d'où elles sortaient, et la procédure embrouillée et arbitraire les livrait aux passions et aux intérêts des hommes puissans.

Ce que nous venons de dire suffit pour donner l'idée de cette constitution *républicaine*, sous laquelle la noblesse s'est crue *libre* pendant deux siècles. Si on ajoute qu'une loi organique n'a jamais fixé la marche des assemblées délibérantes et du pouvoir exécutif; que le roi n'était ni le centre du gouvernement, ni le commandant des armées, ni le chef de l'administration; que les agens de la puissance nationale empiétaient les uns sur les autres, et que tous cherchaient l'appui dans la noblesse pénétrée de sa souveraineté, divisée en partis, et conduite par les chefs qui changeaient avec elle et formaient la vraie aristocratie, on aura tous les élémens de l'anarchie polonaise (*).

(*) La législation polonaise est particulière et unique.

S'étonnera-t-on qu'une nation dont les dix-neuf vingtièmes de population ne jouissaient d'aucune liberté politique, sans gouvernement, sans administration, sans législation, soit devenue, au bout de deux siècles d'anarchie, la proie de l'étranger? Cette brave nation ne craignait que le despotisme; aussi elle n'a jamais pu être subjuguée par le pouvoir exécutif. Si elle se livrait à l'aristocratie, elle ne faisait que suivre la pente naturelle de toutes les sociétés humaines dans leur origine, que l'aristocratie mène jusqu'à ce que l'expérience acquise par les travaux les conduise aux lois, aux gouvernemens et à la justice. Si la nation se livra à l'aristocratie, elle suivit toujours les faux appâts de la liberté dont l'aristocratie se servait pour la conduire à un but qu'elle ne connaissait pas elle-même.

Elle a perdu sa force sans avoir été subjuguée par la puissance exécutive. La puissance législative a eu jusqu'au dernier moment toute son autorité : on l'a paralysée; mais elle n'avait rien au-dessus d'elle. Elle n'était ni anéantie, ni subjuguée. La diète était aussi souveraine qu'elle l'était lors de son établissement.

(*Note de l'Auteur.*)

CHAPITRE III.

Les rois étrangers. — La gloire militaire des rois suédois nuit au développement de l'ordre social en Pologne. — Jean Kasimir.

L'élection des rois, devenue le droit chéri de la noblesse, lui parut la meilleure garantie de sa liberté. Cette élection bien organisée aurait pu, comme celle du doge à Venise, mettre un frein à l'intrigue intérieure et éloigner ou diriger au moins l'ambition. Exercée par toute la nation armée, sans lois fixes et respectées, elle a détruit toute la subordination sociale, et a fourni à l'aristocratie le moyen d'assurer sa propre domination.

Il ne fut pas difficile de persuader à une nation où chaque noble croyait avoir une part égale à la souveraineté, que l'élection d'un prince étranger conservait la dignité de ce droit, et que tous les nobles égaux le regarderaient plus facilement comme le premier entre eux, *primus inter pares*.

Il fut d'autant plus facile de leur donner cette conviction, qu'on commença par leur proposer un prince Valois [9], célèbre par des succès mili-

taires et dont la maison puissante mais éloignée ne pouvait être nullement dangereuse à l'indépendance des Polonais. Ils étaient déjà persuadés que si leurs voisins osaient les attaquer, les principes de la justice naturelle et les intérêts politiques des puissances éloignées maintiendraient toujours leur puissance dans le nord. Après Henri de Valois, Étienne Bathori[40], prince de Transylvanie, brave soldat, obtint facilement la couronne par les libres suffrages d'une nation militaire. Il régna en Pologne comme Henri IV régna en France; tous deux vrais braves et vrais héros, ils furent tous deux bons, humains et justes.

Les Polonais étant devenus favorables aux princes étrangers qui se présentaient en foule pour occuper leur trône, l'aristocratie put, sans soulever les esprits contre elle, se mettre en rapport avec les cabinets étrangers et s'entendre avec eux pour faciliter l'élection qu'elle favorisait.

Cette direction devint funeste aux mœurs nationales et à la politique du pays.

Le prince élu signait d'amples promesses que l'aristocratie faisait valoir comme les services rendus à la patrie, et la nation, fière de ses droits, les recevait comme un hommage dû à sa souveraineté. Si la nation s'exaltait trop, elle relevait au moins son caractère; mais l'aristocratie placée entre le roi et la nation, obtenant des récompenses

d'un côté et flattant les préjugés de l'autre, dégradait de plus en plus le sien. L'ambition de l'aristocratie, quand elle est légalement dans le pouvoir, marque dans l'histoire par de grandes vertus, par de grandes actions ; l'aristocratie qui n'est que dans la société est peut-être de tous les gouvernemens usurpés le plus monstrueux dans sa corruption.

L'élection des rois étrangers, d'une part, de l'autre l'existence d'une aristocratie dont la puissance n'était pas fondée sur les lois, voilà deux faits qui devaient produire à la longue de grandes calamités. Elles ont commencé sous le Suédois Sigismond, que Jean Zamoyski, frappé du sort de la Bohême et de la Hongrie, crut préférable à un prince autrichien, et que la nation élut par reconnaissance pour la famille des Jagellons à laquelle il était lié par le sang.

Les trois rois suédois [11] ont attiré sur la Pologne, par un entêtement mal entendu et par une fausse politique, des guerres désastreuses plus encore par leurs résultats que par leur nature, et qui toutes auraient pu être évitées.

Ils ont perdu la couronne de Suède et ils auraient dû perdre celle de la Pologne, si l'aristocratie n'était déjà arrivée à ce point que les dignités, les distinctions, les honneurs n'étaient plus la récompense de services rendus à la patrie.

Si ces rois suédois avaient eu les talens nécessaires pour gouverner, un caractere propre à conduire une nation guerrière; s'ils avaient eu une politique ferme, droite et sensée, ils auraient pu faire de grandes choses pour la Pologne, pour leur maison et pour l'Europe. Ils régnèrent en effet pendant le siècle de révolution que terminèrent la guerre de trente ans et ce traité de Westphalie, le modèle classique de la politique moderne.

La Pologne, fortement animée des passions politiques, n'avait jamais reçu que des impressions faibles de l'esprit des sectes religieuses qui ébranlaient les Etats. Elle aurait pu sans danger, sous des princes raisonnables et observateurs, entrer dans des combinaisons utiles à sa propre civilisation et au repos d'autres nations. Ces guerres si imprudemment entreprises par les Vasa prouvent ce qu'on aurait pu faire avec une nation aussi guerrière. Des victoires éclatantes, des combats, des actions, des faits militaires qui tiennent du miracle, ont signalé ces guerres. Avec de petits corps formés à la hâte et composés de nobles, les Polonais entrent en campagne dans toutes les saisons, prennent et défendent des places, résistent à des armées aguerries, les détruisent maintefois, se battent pendant des journées entières, dispersent des masses immenses de Tatars, de Kosaks, de

Turcs. Et ces Vasa ne savent jamais profiter des circonstances favorables, des événemens heureux! Les Suédois demandent à Sigismond un de ses fils pour lui offrir la couronne de ses pères, et l'opiniâtre Sigismond la veut toujours pour lui, et au bout de plusieurs campagnes il la perd à jamais avec la Livonie, province polonaise.

Les Moskovites voyant leur armée et celle des Suédois anéanties, voyant Zolkiewski victorieux [12] aux portes de Moscou, livrent cette capitale et offrent au fils de Sigismond de le reconnaître pour leur souverain. Sigismond tarde à faire une réponse positive à cette glorieuse demande qui était un hommage rendu aux armes polonaises, et perd ainsi le plus beau fruit des plus belles victoires.

L'attachement impolitique de Sigismond à la maison d'Autriche attira sur la Pologne la guerre des Turcs, où elle perdit la Valachie et la Moldavie, grace à la mauvaise politique de ce malheureux prince.

Et quels militaires, quels généraux ne voit-on pas parmi les Polonais dans toutes ces guerres de Vasa? Zamoyski, Chodkiewicz, Zolkiewski, Czarniecki, Sapieha, Lubomirski, Potocki, Koniecpolski, Gosiewski, Radziwill [13], etc..... ils sont bien dignes d'être présentés à côté de tous les hommes que la guerre a illustrés. Ils ont précédé ceux qui ont paru à côté de Gustave-Adolphe

dans cette lutte de trente années, qui eut pour théâtre l'Allemagne. Ce héros que l'art moderne de la guerre compte parmi ses premiers maîtres, se forma dans huit campagnes contre la brave noblesse polonaise; là il trouva la mesure du courage militaire, la mesure de l'homme de guerre; là il trouva dans l'expérience de nouvelles règles à l'art de combattre; il sut le rendre moins meurtrier. Il apprit ce qu'on peut faire avec de petites armées.

Les sacrifices que le faible Sigismond prodigua aux dépens des intérêts de la Pologne à la maison d'Autriche pour prolonger la guerre n'ont abouti qu'à développer le génie militaire de Gustave-Adolphe et à le rendre capable de seconder les grandes vues politiques de la maison des Bourbons.

Le roi de Pologne et l'empereur [44] auraient pu tirer d'autres résultats de tant de sacrifices si leur politique eût été raisonnable.

Les malheureux Polonais avec toute leur gloire militaire étaient toujours sans gouvernement, sans politique nationale; toujours trompés dans leurs espérances, ils avaient toujours de nouveaux sujets de se défier de leurs rois et de s'éloigner davantage de l'ordre et de l'administration qui soutiennent les États. S'ils avaient eu au moins un Thucydide, un Polybe, un Tite-Live, un Plutarque, les nations de l'Europe auraient appris de

bonne heure à les juger. L'Europe, les connaissant mieux, aurait mieux défendu leur existence nationale, si naturelle et si nécessaire à son repos. Il ne leur resta de toute cette gloire militaire que de grands souvenirs.

Heureusement que ces grands souvenirs ont produit de grands effets sur tous les esprits et sur tous les cœurs Polonais. Ce passé si glorieux est toujours vivant pour les jeunes Polonais et leur fait aimer la gloire; ils y puisent de la modestie et de l'instruction, et savent apprécier et leur mérite et celui de leurs chefs : ces grands exemples les empêchent surtout d'accorder légèrement des titres de gloire que la postérité seule a le droit de décerner et qu'elle ne peut décerner que sur des faits bien avérés.

Les quatre-vingt-deux années de règne des trois rois suédois furent funestes à la Pologne, moins parce qu'ils ont été faibles que parce qu'ils ont été mauvais administrateurs. Un État qui a des lois fondamentales sages en elles-mêmes, appuyées sur l'opinion, marche souvent mieux avec les princes faibles qu'avec les princes forts et ambitieux. Mais une nation comme la Pologne, essentiellement militaire, jalouse d'une liberté vague, indéfinie, se regardant comme seule souveraine, ayant des rois étrangers accoutumés à l'arbitraire, sans caractères prononcés, sans une

politique arrêtée, dut être plongée de plus en plus dans l'anarchie, et son aristocratie dut se corrompre chaque jour davantage.

Jean Kasimir[15], le troisième des Vasa, prince religieux, porta quatre ans la couronne en Pologne au milieu des guerres civiles, des guerres étrangères, des dissensions politiques. Il convoqua une diète dans des momens difficiles, et les délibérations de cette diète furent arrêtées par un seul député qui, au nom de la liberté, sans aucun motif, protesta et contre la diète et contre toutes ces décisions.

Ce trait de délire parut beau à la multitude de nobles; la protestation fut respectée comme un hommage rendu à la liberté de chaque noble, et la diète fut dissoute.

Ce trait seul indique la position de la Pologne. Ce fait, préparé d'avance par des hommes qui partageaient l'autorité et qui étaient comptables devant la nation assemblée, peint l'état du pays.

Tout parut conspirer sous Jean Kasimir à la ruine de l'infortunée Pologne. Les Moscovites entrèrent sur son territoire et arrivèrent jusqu'à Vilna. Les Suédois entrèrent de l'autre côté, et ne s'arrêtèrent qu'à Varsovie.

L'électeur de Brandebourg[16], qui devait obéissance à la république, s'unit au roi de Suède. Le prince de Transylvanie Rakocy marche aussi à la

tête de 50,000 hommes pour aider les Suédois. Les cosaques se révoltèrent de nouveau.

Le roi désespéré abandonna le pays et se retira en Silésie. La nation, laissée à elle-même, se sauva par son caractère et son courage.

Les Polonais prirent les armes, bientôt la scène changea. Une grande bataille gagnée sur les Russes, des succès obtenus sur les Suédois, rétablirent bientôt les affaires.

Charles-Gustave qui distribuait déjà des provinces polonaises, atteint d'une blessure, songea à la retraite. Le Danemark profita de l'occasion favorable pour attaquer la Suède. L'empereur provoqua la paix, et envoya aussi des secours à la Pologne dont elle n'avait plus besoin.

Jean Kasimir revint et trouva les affaires dans un état favorable à des négociations. On fit un traité avec l'électeur de Brandebourg toujours prêt à abandonner le faible pour appuyer le fort. Ce prince promit des troupes à la république contre la Suède, comme il en avait promis aux Suédois contre la république; la république, pour cette offre, renonça à son droit de suzeraineté sur lui. On traita avec la Suède sous la médiation de la France.

Jean Kasimir proposa, se voyant sans enfant, de se donner pour successeur un homme porteur d'un nom illustre qui dût être agréable aux Po-

lonais. Il voulait léguer sa couronne au grand Condé ou à son fils le duc d'Enghien [17], mais les Polonais étaient encore destinés à de grands malheurs; l'heure n'était pas encore venue pour eux de se délivrer de leur enchantement, de se débarrasser des erreurs dans lesquelles l'aristocratie qui avait crû en richesse et en indépendance sous les Vasa les entretenait toujours.

Ce roi orthodoxe, fatigué des difficultés qu'éprouvait chaque jour son gouvernement, prit la détermination de se retirer des affaires du monde pour employer le reste de ses jours à demander pardon à Dieu pour lui et pour sa famille. Il convoqua une diète, lui remit la couronne, l'exhorta à la rendre héréditaire, et prédit, ce qui n'était pas difficile de prédire après les trois règnes qui venaient de s'écouler [18], le sort futur de la Pologne.

Ce que Charles-Quint à son déclin fit par faiblesse, Jean Kasimir le fit par force. Cette force ne lui vint pas de la terre, elle lui vint de plus haut. La scène de son abdication fut touchante; tout le monde fondait en larmes. On ne profita pas de ses conseils salutaires. Le temps et le malheur seul éclairent les peuples, mais ils les éclairent bien lentement : ce sont là leurs seuls instituteurs.

CHAPITRE IV.

Deux rois Piastes. — Michel Coributh Wisniowiecki. — Jean Sobieski. — Leurs fautes.

Les Polonais, après le règne des Vasa, parurent dégoûtés des princes étrangers ; ils semblèrent même ne pas obéir à l'impulsion de l'aristocratie.

Ils choisirent un Polonais ; mais ils choisirent comme le fait un aveugle mécontent de son guide.

Michel Wisniowiecki [19], sans talent, sans fortune, obtint de la nation cette couronne qu'on briguait, à chaque élection, de tous les pays par tant d'intrigues et au prix de tant d'or.

Le primat, sous Michel Wisniowiecki, et le grand général de la couronne, le chef de l'Eglise, le chef de l'armée, aidèrent à forger des armes contre ce faible roi et contre la royauté plus faible encore. Des partis se formaient, soit pour les appuyer, soit pour les attaquer ; des familles se liguaient contre des familles, et la république se dissolvait toujours davantage. Les quatre ans

de ce règne valurent, pour l'anarchie, quarante années du règne de Vasa.

Michel, de gentilhomme devenu roi, rechercha en mariage la sœur de l'empereur Léopold. Ni le parti qui désapprouvait que ce mariage eût été fait sans le consentement de la république, ni le parti qui le défendait, n'était animé par le bien public.

La nation sans guide dans sa raison nationale, trompée par la politique étrangère, était entraînée dans l'anarchie par les plus beaux sentimens; elle fut toujours grande quand il s'est agi de défendre ses intérêts et son honneur contre ses ennemis les armes à la main. Elle fut la même sous les Vasa comme sous le roi Michel; elle trouva, à ces deux époques, des généraux dignes de la conduire.

Les cosaques firent connaître des prétentions peu convenables à la dignité de la république. Le jeune Mahomet IV[20] les soutint, et marcha sans déclaration de guerre préalable vers les frontières de la Pologne dénuées de toute défense. Cent cinquante mille Turcs investirent Kamienietz[21], et cent mille Tatars s'approchèrent pour les soutenir.

Les Polonais, divisés entre eux, formaient alors des insurrections, des confédérations; le roi, entouré de son parti, voulait sévir contre le grand

général Sobieski[22], entouré du sien, qui se prépare à lui résister. La nouvelle du danger de Kamienietz arrive, et le grand général, dont la conduite avait été jusque là celle d'un mauvais citoyen, paraît au milieu de l'armée qu'il avait réunie, et lui dit : « *Allons avant tout défendre la patrie* ». Les troupes le suivent; à la tête de quelques milliers de braves, il marche d'abord contre les Tatars, les attaque, en jette à bas quinze mille sur le champ de bataille; le reste fuit, abandonnant le butin immense que ces hordes avaient fait en Pologne.

Si le roi avait été animé du sentiment naturel même aux Polonais les plus corrompus par la politique étrangère, Mahomet IV aurait subi le sort de son prédécesseur Osman[23]; mais Michel, effrayé de la victoire du grand général, l'un des chefs du parti de l'opposition, se tint inactif. La forteresse de Kamienietz capitula; Mahomet fit des propositions de paix: elles étaient honteuses; mais Michel les signe à Buczac. La nation indignée ne ratifia pas l'acte de son roi: celui-ci paya sa lâcheté par des chagrins qui furent bientôt suivis de la mort. Michel mourut à la veille d'une des plus grandes victoires que les Polonais aient jamais obtenues, et qui lavait son déshonneur.

Cette victoire de Chocim, obtenue sur les Turcs bien supérieurs en nombre, bien retran-

chés, ajoutée à celle gagnée sur les Tatars, a fait connaître à l'Europe le nom de Sobieski. La nation reconnaissante, après la mort de Michel, rejeta tous les candidats au trône, et proclama le héros de Chocim, le grand général de la couronne, roi de Pologne. Brave et généreuse nation, tu as toujours obéi à de nobles sentimens, seuls guides que tu pouvais avoir dans ta vie sociale! Jean Sobieski, sensible à la confiance de sa nation, voulut continuer la guerre avant d'être couronné, et réussit à conquérir la paix qui annula le honteux traité de Buczac.

Il eut à lutter sur le trône contre les mêmes obstacles que sa propre ambition avait opposés à son prédécesseur; les instrumens dont il s'était servi agissaient contre lui; les partis dont il avait usé se liguaient contre son autorité. Il expia par des chagrins sur le trône les torts qu'il avait eus comme citoyen. Trouva-t-il des consolations dans l'ambition satisfaite? Sa gloire fut immense; elle s'étendit dans toute l'Europe, grace à la victoire que les Polonais, commandés par lui, ont gagnée sous les murs de Vienne, et qui sauva cette capitale, la maison d'Autriche, et peut-être toute la chrétienté, de l'invasion des Turcs, si formidables à cette époque. Mais cette gloire, comme celle de Chodkiewicz, de Zolkiewski, etc., n'appartenait pas aux manœuvres, aux plans du général; elle

appartenait au courage, à l'énergie de la nation qui combattait elle-même; et cette gloire n'était qu'un bienfait de plus qu'il recevait d'elle. Il fut malheureux : la reconnaissance qu'il devait à une nation qui avait été si reconnaissante envers lui a-t-elle bien pu lui être un fardeau?

Cette victoire sous Vienne aurait pu attacher éternellement la politique de l'Europe à l'existence de la Pologne, si Sobieski eût connu ses devoirs de roi, en même temps que les droits et les intérêts de la nation dont il était le chef. Toutes les puissances recherchaient l'alliance du roi de Pologne; et Sobieski, devenu un héros, proclamé sauveur de l'Europe, croyait que c'était son alliance qu'on recherchait. S'il eût été un grand homme, il aurait fondé sa gloire sur le bonheur de sa patrie, et aurait peut-être tiré son pays de l'anarchie; au moins il l'aurait débarrassé de la politique étrangère qui le ruinait.

Sobieski fut une preuve que l'ambition personnelle, même placée sur le trône, s'associe à toutes les petites passions qui fermentent dans les ames vulgaires, et qui rendent un homme incapable d'élever son esprit à de grandes combinaisons. Pour procurer à ses enfans un établissement qu'il croyait digne de sa renommée, et que la haine qui se manifestait contre lui dans la nation ne lui permettait pas d'espérer en Pologne, il s'unit à la

Russie par un traité qui fait époque dans l'histoire de Pologne, et qui marque dans les annales de la politique de la Russie. Par ce traité Sobieski reconnut que la Russie avait la propriété de provinces polonaises qu'elle possédait seulement en vertu de trèves ou de traités qui prolongeaient ces trèves. Etant au comble de la gloire, il céda, en 1686, ce que Jean Kasimir, au comble de l'infortune, ne céda, en 1667, que par une trève de treize ans. Il abandonna les duchés de Smolensk, de Sévérie, de Kzerniéchow, la ville de Kiiow, et il reconnut le Borysthène, depuis Kiiow jusqu'au pays des Tatars, pour la limite de la Pologne et de la Russie. Ce ne furent pas là les seuls avantages de la Russie ; en effet, elle s'obligea, en retour, à entrer dans l'alliance offensive et défensive conclue entre l'Autriche, la Pologne et la république de Venise contre les Turcs; et cet engagement lui-même était ce qu'il y avait dans ce traité de plus funeste aux Polonais.

La Russie devait, d'après les conventions, prendre la Crimée, le roi de Pologne la Moldavie et la Valachie pour sa propre maison; l'Autriche et la république de Venise voulaient que les Turcs, leurs ennemis naturels, fussent affaiblis.

Les événemens qui suivirent ont fait apprécier ce traité à sa juste valeur. Sitôt qu'il fut connu, la nation polonaise le jugea par l'instinct seul,

Ce traité ôta au roi toute la confiance de la nation, et fut pour lui jusqu'à sa mort la cause des plus grands chagrins. Le roi Michel est mort de douleur bientôt après son traité honteux de Buczac, et la postérité le laisse dans l'oubli avec tous les rois faibles d'esprit. Le roi Jean a vécu dix ans après son traité russe, accablé de tourmens, d'inquiétudes et de maladies, et la postérité impartiale le place parmi les grands coupables; elle le juge par ses talens, par les obligations qu'il avait contractées envers sa patrie, si généreuse pour lui; elle le juge moins par ce qu'il a fait et par ce qu'il a tenté de faire, que par ce qu'il aurait pu faire et pour lui, et pour sa famille, et pour la Pologne.

Sobieski fut puni par la guerre même qu'il fit aux Turcs par suite de cette alliance. Il perdit dans cette guerre malheureuse beaucoup de braves et une partie de sa gloire. Il avait rejeté l'alliance de la Porte qui offrait à la Pologne, sous la médiation de la France, la restitution de l'importante forteresse de Kamienietz et de la Podolie, avec le remboursement des frais de la guerre.

Le règne des Vasa et trente-deux ans de calamités avaient persuadé aux Polonais que les rois étrangers leur seraient toujours funestes. Le règne de Michel, de Jean et vingt-six ans de troubles

domestiques leur ont appris que les rois Piastes ne valaient pas mieux.

Si Sobieski avait été véritablement un grand homme, s'il se fût conduit en bon citoyen, en bon roi, ses enfans seraient devenus les enfans de l'État; un de ses fils aurait eu cette couronne que la reconnaissance nationale avait placée sur la tête du père; le trône aurait pu devenir héréditaire dans sa famille, et la Pologne aurait échappé à la maison de Saxe qui, plus nuisible encore que celle de Vasa, l'a amenée par les mêmes chemins au bord du précipice.

CHAPITRE V.

Election du prince de Conti. — Fautes du cabinet français. — La préoccupation dans laquelle est jetée l'Europe par la guerre de la succession d'Espagne, funeste à la Pologne. — Auguste II.

Après la mort de Jean Sobieski, mille présages sinistres durent avertir la Pologne de ses malheurs à venir: une diète rompue, des confédérations civiles et militaires. La partie saine de la nation se déclara pourtant en faveur du prince de Conti [24]; elle voulait par-là reconnaître le service que la France avait voulu rendre à la Pologne, lorsqu'elle lui proposa cette alliance si naturelle avec la Porte, qui aurait empêché de conclure le traité de Moscou, si contraire aux intérêts de la Pologne, et si désastreux dans ses conséquences. Souvent les Polonais marquèrent ainsi l'histoire d'une des plus belles nations modernes par de glorieux actes de reconnaissance. Ils donnèrent leur couronne à Sigismond III, parce qu'il etait fils du héros suédois Gustave Vasa, et de Catherine Jagellon, princesse dont le nom leur était cher, et dont les pères avaient gouverné la répu-

blique avec gloire. Ils la déférèrent à Sobieski, parce qu'il avait lavé la honte du roi Michel par la victoire de Chocim. Ils l'offrirent au prince de Conti, parce qu'ils se rappelaient quelques circonstances où la France avait paru s'intéresser à l'existence de leur malheureuse patrie.

Le prince de Conti fut élu légalement et proclamé roi de Pologne par le primat; mais un autre parti, indigne de partager les sentimens et les vues sages de la nation, proclama de son côté, contre la loi et les anciens usages, et par la bouche d'un simple évêque, l'électeur de Saxe Frédéric-Auguste [25]. Si le cabinet de Versailles eût secondé l'habileté de son agent à Varsovie; si le prince de Conti fût arrivé avec des forces suffisantes pour appuyer le vœu des Polonais, il serait resté roi, et la France se serait trouvée dans le nord, au commencement du XVIIIe siècle, en situation de menacer la maison d'Autriche, son unique rivale; elle aurait pu apprécier la nouvelle politique des puissances du nord, qui devait produire tant de grands événemens aux effets desquels la France elle-même ne put se soustraire. La politique, depuis Charles VIII qui porta le premier la guerre en Italie, ne s'occupa que de conquêtes, d'invasions, d'envahissemens. Si elle avait eu des bases fixes, si le raisonnement et l'observation l'avaient dirigée, elle aurait changé en face des

résultats de l'ambition de Charles-Quint; elle aurait changé après la guerre de trente ans, terminée par la modération et la justice. Si la politique n'avait pas suivi ses vieux erremens, la France, au lieu de continuer des guerres pour conquérir, aurait considéré cette élection à la couronne de Pologne, cette conquête offerte par le choix d'une nation libre, comme un événement très heureux dans les circonstances où elle se trouvait. Comment n'a-t-on pas compris en France, à cette époque, que deux princes d'un caractère extraordinaire et d'une trempe d'esprit chevaleresque[26], Charles XII et Pierre Ier, se préparaient à imiter dans le nord Charles-Quint et Louis XIV?

La France aurait dû se rappeler la proposition qu'elle avait faite à Sobieski; elle aurait dû conclure une alliance intime avec la Turquie et la Pologne. Cette alliance bien conçue, cimentée par l'élection du prince français, aurait pu garantir l'Europe des bouleversemens au milieu desquels l'humanité a gémi en maudissant la politique.

On travaillait à Ryswick[27] pour finir une guerre et pour se préparer à entrer dans une autre guerre que la succession d'Espagne paraissait déjà rendre inévitable.

Qu'a-t-elle produit à la France cette fameuse

succession d'Espagne? qu'ont-ils produit ces traités de partage, ces belles applications du fameux principe d'équilibre faites par son auteur lui-même, le stathouder Guillaume? L'Europe éclairée s'indignait déjà en 1700 contre ce traité. Cette fois la raison fut tellement éclairée par l'intérêt, qu'elle soutint que des nations n'étaient pas des fermes, ni les peuples des troupeaux.

La France a payé cher cette succession; son grand roi a cruellement expié ses projets de partage, ses guerres, son ambition. Le ciel et la terre parurent s'unir pour accabler son honorable vieillesse à la fin de son règne glorieux.

Pendant plusieurs années que dura une guerre terrible, il ne combattit que pour obtenir la paix, se voyant toujours au moment de perdre et cette gloire et cette puissance qu'il avait tant cherchées dans ses guerres passées. Et encore au moment où il se voyait au port, au moment de signer la paix, la mort vient moissonner les deux princes [28] qui devaient lui succéder, et ne lui laisser qu'un successeur au berceau. Cette paix s'éloigna encore, grace à de nouvelles difficultés. Il obtint enfin la fameuse paix d'Utrecht, et termina bientôt un règne si rempli de gloire et de malheurs. Ce courage d'ame qui agrandit les hommes supérieurs au comble de l'infortune

donna seul cette paix, et il conserva pour la postérité sa place dans son siècle.

Les Espagnols sortirent de la guerre avec tous leurs droits; ils pardonnèrent à Charles II [29], prince faible et effrayé de tous ces traités de partage, d'avoir disposé par testament de la couronne de la nation pour la garantir du complot européen; ils gardèrent leur nouveau roi.

Pour établir le prince de Conti en Pologne, il ne fallait pas de grands sacrifices, et ils auraient épargné à l'Europe de nouveaux traités de partage et les catastrophes qui les ont suivis.

Pourquoi le temps et le malheur n'instruisent-ils pas les princes et les gouvernemens comme ils instruisent les nations et les peuples! l'Europe en paix, tranquille sur l'avenir, aurait déjà une politique éclairée par la justice et la raison du siècle.

Le cabinet de Versailles manqua en Pologne, après la mort de Sobieski, une belle occasion politique.

La maison d'Autriche soutint dans ses prétentions l'électeur de Saxe qui s'était acquis une réputation militaire. Frédéric-Auguste, jeune, ardent, brave, doué des qualités brillantes du cœur et de l'esprit, d'une force de corps extraordinaire, se croyait appelé, au temps de la vieillesse de Louis XIV, à remplacer sa fortune et sa renom-

mée, parce qu'il se sentait une envie démesurée d'être roi, et parce qu'il aimait les plaisirs et la magnificence.

Il entra en Pologne à la tête d'une armée saxonne pour y soutenir son parti. Il parvint à se faire couronner après avoir renoncé à la religion protestante, et ramena enfin les chefs du parti français réduits au désespoir; car le prince de Conti arriva tard, avec peu de forces, à Dantzig, et retourna aussitôt en France.

CHAPITRE VI.

Règne d'Auguste II. — Première influence de la politique russe sur l'état de l'Europe. — Charles XII. — Obstination courageuse de la nation polonaise. — Fautes de son monarque.

Auguste II fit aux Polonais de magnifiques promesses. Il s'engagea par les *Pacta conventa* à reconquérir les provinces que la Pologne avait perdues dans les guerres précédentes, et il commença à remplir aussitôt cet engagement pour persuader de sa fidélité.

Auguste voulait la guerre, mais il la voulait pour lui, pour avoir le prétexte de former des alliances favorables aux projets qu'il s'était formés sur sa future destinée; il la voulait pour plaire à la maison d'Autriche qui se préparait à la guerre de la succession et qui flattait ses projets, il la voulait pour avoir le motif de garder des troupes saxonnes en Pologne contre la loi de l'État. Il la fit d'abord aux Turcs pour reprendre la forteresse de Kamienietz, la Podolie et l'Ukraine.

Ce fut en allant à cette guerre qu'il eut une en-

trevue avec Pierre Ier [30], qui revenait de Vienne et de ses voyages, pendant lesquels il s'était initié dans les secrets de la politique de Charles-Quint, de Louis XIV, et dans les arts que cette politique regardait comme moyens uniques de civilisation.

Cette entrevue lia les deux princes, et fut l'origine de l'influence du cabinet russe sur les affaires de Pologne. Pierre Ier, à Saardam, encore sous l'habit de charpentier, jeta son plan et sentit le parti qu'il pouvait tirer de l'élection de Frédéric-Auguste. Il envoya l'ordre à quelques régimens de la soutenir.

Cette entrevue confirma Pierre dans les idées qu'il avait conçues. Avec un caractère sauvage, une ame forte, un sens droit, il eut tout ce qui lui fallait d'habileté pour séduire Auguste II. Il s'en empara, et Auguste II, livré à son imagination, sensible à de petites jouissances d'amour-propre, entra dans toutes les vues de Pierre. Le tzar, élève de la politique moderne, n'en paraît-il pas le maître à son début? Il avait jugé la situation des principales puissances de l'Europe. Il jugea le moment favorable pour étendre sa domination sur la Pologne et sur la Turquie. Le roi de Pologne dut être le principal instrument de ses conquêtes. Voilà de la politique. Ainsi le prince de Russie entra dans cette carrière que Charles VIII avait commencé en Italie, et en sut bientôt autant

que le fameux inventeur de l'équilibre, le stathouder-roi Guillaume. Un prince ambitieux dans le nord comme les princes le sont dans le midi, sans aucun savoir, devine bientôt ces secrets qui coûtent tant de larmes et de sang à l'humanité.

La malheureuse Pologne fut la victime de ces hauts calculs politiques.

Cette nation toujours guerrière, composée de nobles ou de soldats, sans commerce, sans industrie, gouvernée depuis 1574 par des princes étrangers, ne connaissait pas plus la politique que les sauvages qui s'effraient de l'éclipse du soleil ne connaissent l'astronomie. Ceux mêmes qui la conduisaient n'en savaient pas plus qu'elle.

Voilà cette nation infortunée livrée en 1693, par son propre roi, à une nouvelle manœuvre de cette politique qui lui a fait tant de mal pendant le règne de la famille de Vasa!

Auguste II, après la conférence avec Pierre Ier, se mit à la tête de ses armées composées de Polonais et de Saxons. Il obtint bientôt des Turcs une paix honorable. La Porte, par le traité de Karlowitz de 1699, restitua à la Pologne la forteresse de Kamienietz, la Podolie et l'Ukraine. Le roi n'aurait pas signé encore la paix, mais la discorde, l'animosité, la haine qui éclataient entre les Polonais et les Saxons, si différens les uns des autres par leur esprit et leur discipline, l'effrayaient sur

l'avenir. Si Auguste II se fût aussi bien montré dans l'affaire de l'électeur de Brandebourg, qui avait occupé militairement la ville d'Elbing [34], il aurait glorieusement fini le dix-septième siècle.

La modicité de la somme que la république ne pouvait payer à l'électeur prouve l'état du trésor de Pologne et sa déplorable administration. La conduite du roi dans cette affaire fut pleine de faiblesse et manqua de dignité. Elle justifia la méfiance que sa politique inspirait aux Polonais.

A la fin du XVIIe siècle s'arrêta la gloire militaire des Polonais. Le roi, se défiant d'eux, craignait de les employer dans ses guerres ; les Polonais se défiaient plus justement encore du roi. Auguste II, occupé de projets contraires aux intérêts des Polonais, ne pouvait avoir de confiance que dans ses sujets saxons. Il gardait toujours son armée en Pologne et ne se servait que des agens étrangers.

Toute la nation se plaignait des troupes du roi qui restaient dans le pays, et on lui demandait de les congédier. Il le promit ; et au lieu de remplir sa promesse, il ouvre le XVIIIe siècle, ce siècle qui devait être si fertile en désastres pour les Polonais, par une guerre contre la Suède. Il la commence sans la déclarer, sans avoir rempli envers les états de la république les formalités que la loi lui ordonnait.

Pour calmer les esprits, il se couvrit du même

prétexte qu'il avait déjà employé dans la guerre des Turcs si heureusement finie : il annonça aux Polonais qu'il allait leur conquérir la Livonie pour remplir encore l'engagement contracté envers eux par le *Pacta conventa*.

C'est ainsi qu'un roi de Pologne engagea pour la seconde fois la nation dans une guerre avec la Suède, qui devait lui causer des malheurs bien plus grands que la première. Mais la nation, dans l'état où elle se trouvait, ne pouvait se garantir des piéges d'un roi victorieux aidé par une partie de l'aristocratie trompée ou corrompue.

Cette guerre était préparée par le cabinet de Vienne, qui voulait occuper la Suède pour qu'elle ne secondât pas les vues du cabinet de Versailles dans la guerre qu'on préparait pour la succession d'Espagne. La France était bien moins prévoyante. Pourquoi ne songeait-elle pas au service que Gustave-Adolphe lui avait rendu dans la guerre de trente ans? Pourquoi ne pensait-elle pas à la Suède, à la Pologne, au nord? L'Autriche se servit cette fois-ci de l'expérience du passé, mais cette expérience la guida mal. Dans des systèmes arbitraires comme ceux de la politique, l'expérience trompe souvent, comme un rayon de lumière trompe dans l'obscurité. L'expérience ne sert qu'à la raison et aux sciences.

Charles XII [32] n'était pas alors connu en Eu-

rope; son père, mort en 1697, lui laissa la Suède mécontente et épuisée par une mauvaise administration. Un projet de partage de ses États pouvait paraître à la politique une entreprise facile.

Auguste II, Pierre Ier, Frédéric II[33] roi de Danemark, entrés dans la ligue, avaient uni des forces qui devaient écraser le jeune prince de Suède. Le roi de Pologne, flatté d'être le chef de l'expédition, exalté par ses premiers succès, loin d'avoir la mesure du caractère de Pierre Ier, loin d'apprécier le patriotisme des Polonais, se croyait déjà à la tête de la première puissance du Nord; mais Charles XII indigné, se tourne contre le Danemark, le soumet, se porte avec 20,000 hommes en Livonie, force les défilés gardés par 30,000 soldats, tombe sur le camp russe de 80,000 à Narva, le force, le détruit, et avec sa petite armée vient sur la Lithuanie.

On dirait que cette fois-ci, au moins, la foudre du ciel écrase un projet de partage.

Cette ouverture de campagne est encore aujourd'hui, malgré tous les faits militaires du XVIIIe et du XIXe siècle, la plus admirable dans toutes les annales de la guerre.

L'énergie du jeune guerrier entraîne sa petite armée avec une vitesse qui paraît multiplier sa force, détruit les obstacles et disperse des masses qui lui sont opposées : il fait en si peu de temps de

si grandes choses! La Suède et l'Europe étonnées sont frappées d'admiration; sa gloire tout d'un coup devient populaire; l'admiration se lève partout en Suède et en Europe; on ne raisonne pas, on admire; on se croit juge éclairé d'un grand homme, en le mettant au-dessus de Gustave-Adolphe, de César, d'Alexandre, etc... Cette admiration a fait au commencement du XVIIIe siècle ce qu'elle a fait, ce qu'elle fera toujours. Elle exalta l'orgueil de Charles XII, violent, impétueux par tempérament, et vindicatif par caractère.

Charles XII arrêta dans sa pensée étroite et esclave de son caractère, le détrônement d'Auguste II. Il est vrai que celui-ci l'avait attaqué sans raison et sans lui avoir déclaré la guerre au nom de la nation dont il était le roi électif. Charles XII entre en Pologne avec cette pensée et la poursuit.

Les Polonais, toujours divisés en partis, forment des confédérations, demandent la paix au vainqueur pour la république de Pologne dont les états n'ont pris aucune part dans cette guerre et que le roi avait commencée sans les en avoir instruits; mais le vainqueur met toujours pour première condition à la paix le détrônement d'Auguste II et l'élection d'un nouveau roi. Il poursuit toujours sa première pensée. Jamais une nation libre n'eut plus de sujets de se plaindre de son roi que la nation polonaise n'en avait en ce

moment ; mais cette nation généreuse, voyant son prince poursuivi par la vengeance, ne voulut pas l'abandonner, lui resta fidèle et refusa toujours d'accepter la paix à cette condition. De nouvelles confédérations se formèrent pour appuyer le roi, et de nouvelles demandes pour la paix furent rejetées par le vainqueur inflexible. Si Auguste II eût bien connu la nation ; s'il eût eu avec elle cette franchise, cette loyauté qui l'entraînaient toujours, il aurait pu profiter de ses dispositions, et les Polonais armés auraient bientôt débarrassés leur pays et leur roi de ce terrible ennemi.

Charles XII aurait succombé sous la bravoure des Polonais qui combattirent pour l'honneur de leur nation et de leur roi sous Auguste, comme Charles-Gustave avait succombé sous Jean-Kasimir. Charles XII n'était qu'un homme de guerre d'un grand caractère, d'un courage vrai, appuyé sur lui-même ; mais le caractère militaire de la nation polonaise était justement fait pour rivaliser le sien. Charles-Gustave était un capitaine distingué qui calculait, faisait des plans, organisait des campagnes, observait son ennemi, refusait le combat, savait attaquer et défendre, etc. ; et il devait être pour les Polonais un plus dangereux ennemi que Charles XII. Quand Jean-Kasimir repoussé par l'inflexibilité de Charles-Gustave avait quitté le pays, la nation sauva le pays et le

roi; bientôt l'électeur de Brandebourg duc de Prusse, qui était entré dans l'alliance avec Charles-Gustave, l'abandonna et fit le célèbre traité de Velau avec Jean-Kasimir en 1657, qui fut suivi de la paix d'Oliwa de 1660.

Ces deux époques comparées prouvent ce que valaient les deux rois, et ce que valait l'aristocratie sous eux à ces deux différentes époques.

Auguste II faisait la guerre en Pologne comme Charles XII : tous deux ne cherchaient que des partisans, et tous deux écrasaient le pays avec leurs armées. Le roi de Pologne voyant qu'il ne pouvait obtenir la paix d'un ennemi implacable, ni par lui ni par les confédérations qu'il formait, se lia plus étroitement avec Pierre Ier, et attira une armée étrangère dans le pays déjà ravagé et abîmé par l'armée saxonne et l'armée suédoise.

La nation polonaise refusait encore la paix que Charles XII lui offrait en la menaçant de tout son courroux. Elle tenait toujours à son prince malheureux, à ce roi qui dans le bonheur comme dans le malheur n'a jamais rempli ses devoirs envers elle, et ne s'était jamais occupé que de sa propre ambition; à ce roi, qui même dans cette guerre se conduit en ennemi dans sa propre capitale après y être entré au moment du succès, en 1704.

Charles XII, à force de victoires sur Auguste

et sur ses armées, parvient enfin, aidé de quelques polonais qui aspiraient au trône, à organiser une confédération disposée à signer toutes les conditions de la paix. Le cardinal Radzieiowski, primat de Pologne, persuadé qu'Auguste ne pouvait plus se relever de ses infortunes, l'abandonne, proclame le trône vacant et donne à cette confédération suédoise une forme légale.

Ces primats, ces évêques qui se jetaient dans les partis en Pologne, n'étaient guidés que par des passions, et vivaient dans les intrigues.

Le primat espérait placer sur le trône son candidat ; mais il avait mal jugé les hommes et les circonstances : l'esprit de l'intrigue, les passions honteuses détruisent le jugement.

Charles XII présenta son candidat avec l'ordre impératif pour qu'il fût élu. Il le fut !

Le primat n'aurait-il pas dû prévoir cette humiliation, dont le vainqueur d'Auguste et non de la Pologne devait accabler la nation? Cette seule considération l'aurait dû attacher à l'ancien roi. Mais celui qui n'est pas fidèle aux liens divins, aux liens de famille, peut-il l'être aux liens politiques?

CHAPITRE VII.

Stanislas Leszczynski. — Lutte continuée par Auguste II. — Création de l'ordre de l'Aigle Blanc. — Charles XII en Allemagne. — Ses fautes. — Celles d'Auguste II.

Le candidat de Charles XII prouva au moins que ce vainqueur de vingt-deux ans qui aimait le despotisme, qui était absolu, impérieux, volontaire, avait une ame fière. Il ne fit pas un choix parmi les hommes bas et vils; il le fixa sur un jeune Polonais de vingt-sept ans, connu par son esprit, ses talens et sa probité. Ce dernier aurait mérité d'être placé sur le trône par la volonté libre de ses concitoyens, s'il n'eût pas obtenu la faveur d'un prince étranger, qui donna, dans l'ivresse de sa gloire, l'exemple pernicieux d'influencer les élections en Pologne par la force des armes.

Stanislas Leszczynski[34], aimé et estimé de Charles XII, a prouvé dans toutes les catastrophes et par toutes les actions de sa vie qu'il n'avait dû sa faveur qu'à cet instinct heureux d'un prince doué du véritable caractère, du véritable courage qui

s'allient souvent avec l'extrême orgueil, mais qui méprisent l'envie, la bassesse et la lâcheté.

Jamais Charles XII n'aurait pu réussir à commander de cette manière, même à un fantôme de souveraineté nationale, si l'aristocratie se fût conservée ce qu'elle était encore sous les Jagellons, ce qu'elle était encore sous les Vasa. La nation, toujours dans le même état social, au même degré de civilisation, avec les mêmes habitudes domestiques, gardait le même caractère; mais divisée en partis, subdivisée en nouvelles fractions par le système du cabinet de Saxe, par toutes les intrigues de la politique, écrasée par les armées étrangères qu'elle n'avait pas attirées, que pouvait-elle faire? malheureuse, elle s'insurgeait, se formait en confédération et devenait plus malheureuse encore! Ainsi Charles XII fut satisfait dans sa vengeance. Auguste II fut détrôné, et Stanislas Leszczynski fut couronné roi de Pologne.

Ce nouveau roi ne put ni ne dut inspirer aucune confiance à la nation. Il ne fit rien ni pour se consolider, ni pour soulager son pays, ni pour appuyer son protecteur.

Il ne montra pas de talens administratifs, mais on serait injuste si on le jugeait sévèrement et sans avoir égard à sa position.

Chassé d'un endroit il marchait dans un autre pour en être chassé, et paraissait subir une puni-

tion cruelle pour avoir osé prendre la couronne de la main d'un étranger qui, sans avoir conquis sa patrie, l'outrageait en méprisant ses droits les plus sacrés.

Auguste II résistait toujours avec son armée et des Polonais qui lui restaient attachés.

Il espéra trouver un moyen de salut en instituant l'ordre de l'Aigle blanc, dans une cérémonie éclatante à laquelle assista Pierre I. Cette décoration était destinée à ceux qui devaient ne pas l'abandonner dans sa mauvaise fortune.

Ce trait donne la mesure d'Auguste II et de sa politique.

Il ne connaissait pas la nation polonaise, il la craignait, il minait ses forces, et il jugeait l'aristocratie polonaise par les nobles qui l'entouraient et le flattaient sans cesse.

L'aristocratie en Pologne n'était plus en 1705 ce qu'elle était en 1633, quand Wladislas voulut établir un ordre militaire avec l'approbation du pape Urbain VIII pour lui donner plus de prix. Alors tous les Polonais le refusèrent comme ils refusaient toutes les distinctions et tous les titres étrangers. Cette aristocratie avait de l'orgueil qu'elle appuyait sur la force, la dignité et la gloire de sa nation; son orgueil était l'orgueil national: il peut produire de grandes choses! L'aristocratie sous Auguste II s'était augmentée pen-

dant les deux règnes précédens de ces hommes qui ne connaissent la patrie que par les priviléges qu'elle leur accorde et qui les ont conduits à la fortune. S'ils avaient beaucoup de vanité, cette vanité était encore la vanité nationale; mais elle annonçait déjà la vanité personnelle, l'égoïsme individuel qui devaient commencer bientôt de nouveaux ravages dans l'aristocratie polonaise.

Si Auguste II eût su parler à la nation, s'il en eût appelé à l'honneur, au courage des Polonais, il aurait bientôt trouvé des forces pour vaincre l'armée Suédoise, si peu nombreuse, et que l'intrépidité de son roi rendait seule terrible.

Il n'a su employer que de petits moyens et a dû rendre enfin sa situation désespérée en Pologne.

C'est à cette conduite faible et mal calculée qu'on peut attribuer la proposition que le nouveau roi de Prusse [35] Frédéric Ier osa lui faire, de se contenter de la Pologne et de céder la Lithuanie au nouveau roi Stanislas.

Il méritait cette ingratitude de la part d'un prince qu'il avait ménagé aux dépens des intérêts de la Pologne et au profit de ses propres intérêts, et qu'il avait reconnu roi de Prusse, malgré l'opposition des états de la république qui se rappelaient la conduite de l'électeur de Brandebourg, duc de Prusse, en 1554, quand il entra dans

l'alliance de Charles-Gustave, projetant une invasion en Pologne. La république, qui était en outre justement mécontente de sa conduite dans l'affaire d'Elbing, voyait dans son ancien feudataire, devenu roi, un voisin dangereux.

Le titre de roi n'était pas indifférent; il augmentait la puissance dans l'opinion des peuples, dans celles des gouvernemens, à cette époque où l'on ne pouvait l'accorder ou l'accepter dignement que par des motifs approuvés par le droit public et avec des solennités civiles, politiques et religieuses.

La nation polonaise l'avait bien senti; et si Auguste II avait été pénétré des sentimens qui devaient animer le roi de Pologne, il aurait trouvé dans l'insolente proposition de Frédéric Ier un moyen de relever l'esprit des Polonais et de leur plaire; il aurait pu rappeler au duc de Prusse qu'il était vassal de sa couronne.

Auguste II ne se montra en Pologne ni habile politique ni bon général. Il ne sut qu'accepter et donner des batailles, où Charles XII, avec son courage, la confiance qu'il inspirait à ses soldats, sa ténacité sans exemple dans le combat, avait toujours l'avantage.

Auguste n'aurait dû faire qu'une guerre défensive. Cette guerre, dirigée sur un bon plan, sur la connaissance des localités, aurait dû se terminer

par la perte de Charles XII, en deux campagnes. Ni Auguste, ni Charles XII n'ont fait en Pologne une guerre qui puisse servir de modèle, et qui puisse leur mériter le titre de capitaines.

Aussi Charles XII, victorieux après chaque bataille gagnée, chaque campagne finie, se trouvait-il presqu'au même point et présentait-il les mêmes avantages à un général qui aurait su défendre son pays. Il sentit enfin sa position, et en 1706 transporta la guerre en Saxe. Il aurait dû suivre plus tôt cette marche que le cabinet de Versailles ne cessait de lui conseiller.

Charles XII, d'un caractère franc, vrai militaire, n'avait de confiance que dans sa propre bravoure et son épée; il regardait toutes les manœuvres de la diplomatie comme indignes d'entrer dans les projets qu'il formait pour arracher la couronne de Pologne à l'ennemi qui était venu l'attaquer si injustement dans ses États.

Charles XII en entrant en Saxe, précédé par sa renommée, l'eut bientôt soumise. Ce vainqueur, au milieu de l'Allemagne, effraya toutes les puissances qui se trouvaient dans la guerre allumée pour la succession d'Espagne. Toutes attendaient la détermination qu'ils prendraient, toutes étaient disposées à suivre sa décision.

Il aurait pu devenir le héros de l'Europe; il aurait pu faire cesser cette guerre injuste contre

l'Espagne, appuyer les droits naturels de cette nation, et dicter une paix digne d'un prince qui avait combattu pour l'indépendance de son pays contre ceux qui étaient venus pour le partager. Cette guerre aurait bien valu celle de Gustave-Adolphe, et elle aurait fait plus de bien à la Suède! mais cette gloire n'est point celle du vainqueur; elle est celle du héros, du grand homme: comment les confond-on?

Charles XII, dominé par son caractère borné, par sa passion pour la guerre, possédé par la vengeance, ne voit dans l'empire que le roi de Pologne, que l'électeur de Saxe, qu'il poursuit à outrance.

Les anciens comme les modernes donnent aux hommes supérieurs qui influent sur les destinées des mortels, ou par leurs écrits ou par leurs actions, des génies, des esprits, des anges qui les inspirent. Le bon génie, l'ange de la lumière, inspire toujours l'humanité, la justice, la raison; le mauvais génie, l'ange des ténèbres, inspire ces vainqueurs qui placent leur gloire dans le carnage et la dévastation. Quand l'humanité la jugera-t-elle enfin cette gloire? La vengeance fut le génie de Charles XII, ou plutôt la furie qui l'égarait.

Charles XII ne resta en Saxe que pour accabler d'humiliation son ennemi malheureux. Il ne

connaissait que les jouissances de l'orgueil qu'il concentrait en lui-même.

Auguste n'était pas réduit à l'extrémité ; il avait obtenu même un avantage considérable sur les Suédois en Pologne quand il ratifia la paix d'Altranstadt, signée par ses agens, et quand il abdiqua la couronne en faveur de Stanislas Leszcynski: la crainte que le roi de Prusse ne s'alliât avec la Suède le décida promptement. Il s'apercevait alors de ce que valent les liens politiques entre les princes dominés par l'ambition ou la vanité.

Auguste avait eu quelques beaux momens, mais tout en lui annonçait la faiblesse et n'inspirait que la pitié.

Comment avait-il pu livrer ce Livonien Jean Paktul, qui, abandonnant sa patrie pour fuir la disgrace injuste de son prince, se rendit auprès de Pierre Ier, devint son ambassadeur à Dresde, et là, conseiller intime d'Auguste II, finit par inspirer la défiance, et fut rendu enfin à son roi, ce vindicatif Charles XII? Quel exemple pour ces êtres abjects qui, tourmentés du démon de l'intrigue, changent de partis, de maîtres, et s'offrent toujours au plus offrant ou au plus fort!

Comment avait-il pu se charger lui-même de demander comme un bienfait la garantie de ce traité qui l'accablait, à l'Autriche, à l'Angleterre, à la Hollande, qui l'avaient abandonné à ses pro-

pres forces, et qui ne cherchaient qu'à flatter son inhumain vainqueur !

Que la politique de conquêtes, d'envahissemens, de partages devient petite et misérable quand elle n'est pas appuyée du *droit du plus fort!* Que ce droit est fragile !

Ce traité de 1707 qui anéantissait un des ennemis de Charles XII, fortifiait en même temps le courage d'un autre bien plus dangereux. Ce droit sauvage, ce droit du plus fort dont Charles XII abusait tant, devait bientôt lui être ôté par cette fortune qui l'usurpe sur la nature, par cette trompeuse idole qui éblouit de son faux éclat et qui couronne les plus grands forfaits.

Pierre Ier, indigné de voir traiter avec cette dureté Auguste II son allié, jura de vaincre ou de mourir plutôt que d'accepter la paix.

Il se prépara à une guerre d'extermination, et ses préparatifs déterminèrent bientôt Charles à quitter la Saxe et l'Allemagne pour aller détrôner en Russie Pierre Ier.

Restant dans l'empire, Charles XII, placé dans les plus belles circonstances où puisse se trouver un mortel, aurait pu faire de grandes choses avec de petits moyens, et obtenir enfin un rang parmi les grands hommes ; mais il voulait toujours dévorer son ennemi ; l'animal féroce a l'instinct, guide sûr, quand il poursuit son *droit du plus fort ;*

l'orgueil extrême servait d'instinct à Charles XII et le trompait.

Il aurait pu donner la paix au midi comme au nord de l'Europe ; il aurait pu seul avec sa petite armée devenir le médiateur entre deux puissantes maisons, celles d'Autriche et de Bourbon ; il aurait pu, en tirant les Polonais de l'anarchie et en posant à leur gouvernement des bases fixes et bien garanties, donner à la Suède une paix durable et glorieuse. Mais le pouvait-il dans ce temps où la politique était presque à la vraie politique ce qu'avait été autrefois l'alchimie à la chimie, l'astrologie à l'astronomie, la physique du moine Bâcon à la physique du chancelier Bâcon et de Newton? Il pouvait beaucoup: il ne fit rien, ni pour son peuple, ni pour les nations de l'Europe, ni pour sa gloire. Il ne parut entouré de tant de moyens pour rendre son nom immortel dans la guerre comme dans la politique, que pour éclairer les humains sur cette grandeur des héros qu'on aime tant à prôner ; il parut sans humanité, sans jugement, sans raison, avec son orgueil, son caractère et son courage, comme pour prouver que, même le caractère fort, l'orgueil indomptable, inaccessible à la vanité, le courage vrai, ne font pas des héros de ceux qui manquent d'humanité, de jugement et de raison.

C'est l'ame qui manqua à Charles XII. Sans

ame on est toujours mal inspiré à la tête des affaires et des intérêts de ses semblables.

Revenu en Pologne, il trouva le pays dans la même situation : un parti tenait encore à Auguste II, un autre demandait une nouvelle élection; le roi Stanislas Leszczynski avait aussi des partisans; Pierre Ier avait des intrigues dans tous ces partis, appuyait la nouvelle élection, qui lui paraissait être dans l'opinion de la nation, et formait ses plans pour l'avenir. La nation polonaise, qui n'avait jamais bien connu son état social et politique, jugeait toujours bien ce qu'elle jugeait par les inspirations de son caractère franc et généreux et par ses sentimens; elle ne pouvait pas être pour Auguste, qui dans son bonheur agissait sans franchise, et qui dans son malheur avait abdiqué avec faiblesse la couronne sans avoir su en appeler au courage des Polonais pour le défendre.

Elle ne pouvait pas être attachée à Stanislas Leszcynski, qu'un prince étranger lui avait donné dans un accès de fureur guerrière et de vengeance. Elle aurait été disposée à se choisir un nouveau roi, à suivre les conseils d'un prince éclairé par la bonne politique.

Pierre Ier s'aperçut qu'il fallait respecter la nation dans ses opinions, dans ses affections politiques; mais il ne l'aperçut que par des éclairs de

son génie qui, privé de cette raison qui se fonde sur l'expérience, éblouissait plus souvent qu'il n'éclairait. La nation polonaise devait regarder Pierre Ier comme Charles XII dont les armées détruisaient ses provinces; elle devait se défier des conseils, des amis et des ennemis de son roi Auguste II. Un négociateur français cherchait au milieu des Polonais à établir l'union et la paix; tantôt il prêchait dans le désert, tantôt il s'adressait à des convertis; mais n'étant pas muni d'instructions précises et de moyens suffisans pour tenir en bride Charles XII, Pierre Ier et Frédéric Ier, il ne pouvait offrir aucun appui aux Polonais. Il ne pouvait pas même balancer, dans les circonstances critiques où la France se trouvait, l'influence de l'Autriche dans le nord, et il ne servait qu'à montrer que le cabinet de Versailles prenait toujours à la Pologne cet ancien intérêt si souvent stérile.

La malheureuse Pologne, abîmée par la guerre civile, par les guerres étrangères, par la peste qui en fut la suite, ne désirait que d'être débarrassée et de ses deux rois, et de leurs protecteurs.

Charles XII, en revenant de l'Allemagne, se trouva n'avoir point consolidé le parti de Stanislas, comme Pierre Ier, pendant son absence, n'avait pas fortifié celui d'Auguste II. Le Suédois vindicatif, en rentrant en Pologne, ouvrit la cam-

pagne contre les Moskovites par l'exécution cruelle de l'infortuné Jean Paktul qui, en quittant la Suède, s'était retiré en Russie. La vengeance dominait ce caractère indomptable; il se montrait au moins franc, sans hypocrisie dans ses terribles accès, et l'injustice et la trahison les provoquaient; mais pourquoi a-t-il choisi la Pologne pour son terrible théâtre? La Pologne n'a jamais commis une grande injustice, n'est jamais entrée dans aucun complot contre aucune nation, aucun gouvernement; son histoire est pure de tous ces grands crimes.

Au milieu des révolutions qui tourmentèrent la Pologne pendant des siècles, le poète Dante, ce juge énergique de la trahison, n'aurait pas trouvé de criminels qui méritassent d'être placés à côté des hommes qu'il place dans son enfer pour avoir trahi, au sein de républiques turbulentes du moyen âge, leurs amis, leurs concitoyens, leur prince et leur patrie. Il trouverait des ambitieux, mais non des traîtres, et les condamnerait à vivre éternellement hors de leur patrie trop bonne pour eux, et à perdre l'estime de leurs compatriotes, pour avoir cherché ouvertement chez les étrangers un appui non contre leur patrie qu'ils croyaient aimer encore, mais contre ceux qui la dominaient.

Charles XII et Pierre Ier ont été forcés d'esti-

mer quelquefois cette franchise et cette énergie avec lesquelles on leur annonçait la détermination de servir l'un ou l'autre parti.

L'un des plus habiles partisans qui se trouvaient dans l'armée polonaise qui combattait avec les Russes, fut un jour ouvertement et injustement injurié par un général russe sans éducation, le fameux Menzikoff; il lui répondit en homme de cœur, en lui annonçant qu'il quittait dès cet instant le parti qui avait le malheur d'être sous ses ordres. Pierre s'aperçut bientôt de ce qu'il avait perdu, et blâma fortement son favori.

CHAPITRE VIII.

Bataille de Poltawa. — Auguste II remonte sur le trône. — Influence toujours croissante de la politique moscovite. — Cour d'Auguste II. — Les mœurs françaises introduites en Pologne. — Résultats bons et mauvais de la politique du roi. — Mort d'Auguste II.

Cependant Charles XII avançait contre Pierre Ier avec l'intention de le détrôner comme il avait détrôné Auguste II. Pierre se décida à quitter la Pologne, et à aller défendre ses États, résolu d'y périr plutôt que de signer une paix semblable à celle d'Alt-Rastadt.

Si Charles XII eût calculé sa campagne, si sa témérité ne l'eût pas entraîné, si l'esprit de vengeance qui le dominait lui eût permis de juger son ennemi, il aurait trouvé des ressources en Pologne, parmi les Cosaques, pour forcer Pierre Ier à accepter la paix avec honneur.

Il ne prévit rien, ne combina rien, et trouva à

Poltawa ce qu'il aurait dû déjà trouver à Dresde, en Pologne, ce qu'il aurait trouvé sur le chemin de Moskou ou dans cette capitale; il trouva la ruine entière de son armée et de sa gloire militaire.

Mais il fut grand; il put se dire : *Tout est perdu hors moi! je me reste!* Il ne négocia pas; il resta le même dans le malheur. Il alla avec son épée chercher un asile dans les États du Grand-Seigneur, d'où « il étonna, comme le dit un pu-« bliciste français, l'Europe par les bizarreries « sublimes de sa fermeté, de son audace, de ses « espérances et de son oisiveté »; aussi l'Europe admira-t-elle un grand caractère s'appuyant, dans le bonheur comme dans le malheur, sur lui-même, et qui, agrandissant l'humanité, ne tomba que de la hauteur de sa propre gloire. Aussi reparut-il dans ses États pour y faire encore des choses étonnantes, et mérita-t-il de mourir de la mort de Gustave-Adolphe, de Turenne, de Zolkiewski, de Jean-Bart, le 11 octobre 1718, au siége de Frédérichschall en Norwége. Pierre Ier, homme supérieur dans son siècle par son caractère ferme et son sens droit, fonda sur la seule bataille de Poltawa la grande époque de son empire. Il ne courut pas après de grandes batailles, il se prescrivit des bornes. L'homme qui ne se pose pas de limites, quels que soient d'ailleurs ses talens,

est à coup sûr un grand fou. Les hommes supérieurs, les hommes vraiment raisonnables, respirent dans la raison de leur siècle comme ils respirent dans l'air. Pierre Ier, dans le siècle de Louis XIV, se forma des principes de politique, de législation qui coûtèrent bien cher à la Pologne. Après Pierre Ier, la Russie eut-elle raison de continuer à les appliquer? Nous savons maintenant que les nations les plus policées ne sont pas les plus civilisées; car la civilisation naît plutôt de la connaissance que l'homme a de ses droits et de ses devoirs, que des arts et des sciences; nous savons qu'on peut prendre par l'astuce ou par la force des provinces, des peuples, des nations, et s'affaiblir au lieu de s'agrandir: mais ce que nous savons dans notre siècle, ce qu'on saura mieux encore dans le siècle qui va succéder au nôtre, Pierre Ier, animé de la passion *de régner avec gloire*, ne pouvait pas le savoir dans le sien.

La bataille de Poltawa releva bientôt Auguste II; il protesta contre le traité d'Alt-Rastadt, considéra les négociations de ce traité comme entachées de trahison, et se rendit en Pologne en 1710, à la tête d'une armée. Il tenait à la main la bulle du pape, qui relevait les Polonais du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à Stanislas. Pour recouvrer cette couronne qu'il avait dépo-

sée dans les mains de son vainqueur, sa modération avec le parti contraire, sa clémence envers ses ennemis personnels, firent bientôt plus pour ses affaires que sa politique et ses forces.

Le roi Stanislas vit que la guerre civile allait se prolonger; et en bon Polonais, en homme reconnaissant, il quitta la Pologne pour aller défendre contre les Russes la Poméranie, une des provinces de son bienfaiteur. Cette vertueuse conduite sembla lui donner l'habileté militaire.

Il demanda à Charles XII le consentement d'abdiquer la couronne, et de finir ainsi les maux de sa patrie. Il alla lui-même en Turquie pour lui demander cette permission, et ne l'obtint pas. Il se soumit à ce caractère imposant, le servit avec courage et dévouement, et lui donna toutes les preuves possibles d'amitié et de reconnaissance. Si l'on aime à oublier Stanislas comme citoyen, on se le rappelle comme ayant exercé envers son protecteur une des vertus qui caractérisent sa nation. Charles XII se montra digne de son ami: il lui céda la jouissance de sa principauté des Deux-Ponts, en attendant qu'il pût le consolider sur son trône. Ceux qui étudient les événemens des peuples en révolution ne s'étonnent pas qu'Auguste soit devenu de nouveau roi de Pologne; mais ne devrait-on pas s'étonner que

les malheurs de tous genres qui ont tant fait sur son ame n'aient rien fait sur son esprit? L'esprit dominé par l'imagination serait-il inaccessible à l'expérience, incapable d'approfondir des principes? en est-il en politique?

Auguste reprit ce qu'il appelait sa politique; il continua le même système, toujours craignant la nation dont il ne connut ni les intérêts ni les forces.

Il se lia le plus possible avec la Russie, et garda les armées qui avaient ravagé la Pologne.

L'ambassadeur russe devint une puissance, il commanda en Pologne à côté du roi, et, comme toute puissance usurpée, il commanda avec audace. Les Polonais s'en aperçurent, et revinrent à leur animosité contre Auguste.

Ils se formèrent en confédération pour se mettre au-dessus du roi et de tous les pouvoirs constitués, et demandèrent, les armes à la main, le renvoi des troupes moskovites; mais divisés en partis par leur position, par leur gouvernement, par leur propre roi, par la nouvelle politique du cabinet russe, ils ne faisaient qu'augmenter le désordre, et la nation était au désespoir.

Au moment où elle aurait pu devenir terrible pour ses ennemis et pour son roi, que fit Auguste?

il accepta la médiation de Pierre entre lui et la nation.

La peur des princes est souvent aussi nuisible aux peuples que l'audace des usurpateurs. Cette médiation commença l'influence du cabinet russe dans les affaires intérieures et extérieures des Polonais. La paix entre la nation et le roi fut signée en 1717, et elle fut la première annonce de celle des tombeaux.

Pierre Ier persuada à Auguste qu'avec une armée de quatre-vingt mille Polonais il ne pourrait jamais être sûr de sa couronne, quand même il serait toujours soutenu par la Russie. La nation consentit facilement à la réduction des troupes, dénuée qu'elle était de toute ressource pour les entretenir, par la mauvaise administration du gouvernement et par les guerres de dix-huit ans des Suédois, des Russes, des Saxons, dont le roi avait été seul auteur. Elle n'aimait pas à compter sur ses troupes, mais sur elle-même, dont ses troupes n'étaient jamais que l'avant-garde. On réduisit ainsi l'armée polonaise à trente-six mille hommes; et bientôt après, sous le prétexte qu'il n'y avait pas de fonds pour la payer, on l'abaissa à dix-huit mille hommes.

Auguste chercha à persuader à la Pologne que depuis le traité de Karlowitz avec les Turcs, l'alliance avec la Russie, et l'affaiblissement de

la Suède, elle n'avait plus besoin de tant de soldats sous les armes, qui l'accablaient de si fortes contributions.

Il satisfit à toutes les demandes de la nation, lui accorda le renvoi des troupes saxonnes, promit solennellement celui des troupes russes, voulut tranquilliser ses craintes, et réveilla ses espérances. Se trouva-t-il plus près de son but, de ce but où il parut tendre pendant tout son règne? vit-il moins d'obstacles pour rendre la couronne héréditaire dans sa maison? Une politique intérieure et extérieure, nationale et basée sur la nature et les accidens de la société polonaise, lui aurait probablement mérité le vœu de la nation.

La conduite d'Auguste, ses guerres, ne contribuèrent qu'à faire de la Prusse une ennemie dangereuse de la prospérité des Polonais, et ne fit que donner à Pierre Ier du terrain pour poser des machines destinées à ruiner les forces de la Pologne, qui aurait pu nuire à ses projets de conquête en Turquie. Pierre, qui développa dans cette négociation l'habileté de Richelieu, habileté si rarement alliée avec la force de caractère, ne songea point à briser l'existence nationale des Polonais. Il avait trop de jugement pour ne pas voir qu'on n'anéantirait jamais cette nation guerrière qui n'a jamais été conquise, qui a toujours

eu, depuis l'origine des nations de l'Europe, sa religion, son Dieu, sa langue, son gouvernement, ses institutions bonnes ou mauvaises, ses préjugés, qui a de grands souvenirs et de longues habitudes. Il ne pensa qu'à la rendre faible par l'anarchie, pour qu'elle ne pût ni aider les Turcs, ni revenir sur le traité conclu avec Sobieski en 1686, qui assurait à l'empire russe de grandes provinces et une bonne frontière. Auguste, en désorganisant la force armée de l'État, en introduisant dans les affaires intérieures l'influence du cabinet étranger, a fait plus de mal qu'aucun roi étranger n'en avait fait depuis 1574. Il en fit un plus grand encore en donnant au caractère, aux mœurs, à l'esprit de l'aristocratie de nouveaux alimens.

Ce prince aimait les spectacles, le luxe domestique, et aspirait à représenter dans le nord la magnificence de Louis XIV. Les modes, les costumes, les manières, la langue, tout était français à la cour de Varsovie.

Les femmes embellissaient cette cour, et, pour l'embellir, déparaient leur enceinte domestique, enceinte sacrée où elles avaient exercé, comme dans l'ancienne Rome, une de ces influences salutaires qui dans l'anarchie, dans l'absence du gouvernement, dans le silence des lois, dans les guerres civiles, dans les guerres étrangères, em-

pêchaient la dissolution de la société, rendaient les crimes rares, et protégeaient les dix-neuf vingtièmes de la nation, que la loi ne protégeait que faiblement. Leur influence devait être grande dans l'état de civilisation et au degré de raison nationale où se trouvait la Pologne.

Les courtisans polonais adaptaient comme ils pouvaient leur esprit et leur cœur à la cour du roi; mais ils préparaient leurs enfans à mieux jouer qu'eux sur ce théâtre. Ils cherchaient des maîtres étrangers, pour leur apprendre à bien prononcer la langue française, et pour leur donner cet esprit, cette grace, ces talens qui distinguent les hommes aimables en société. Les jeunes gens parcouraient l'Europe; les femmes les imitaient. Les jeunes gens, les femmes apprenaient rarement des choses utiles; car pour recueillir le fruit de longs voyages, il faut des études préliminaires et beaucoup de travail; mais ils acquéraient le goût des petites choses, des jouissances frivoles, des besoins futiles. Il ne faut, pour acquérir cela en voyage, qu'un esprit léger, un cœur vide, et beaucoup d'argent. Les jeunes gens revenaient paresseux et vains, et apportaient au service de leur patrie la paresse et la vanité, source de tant de misère. Heureusement que l'influence de l'aristocratie en Pologne ne fut pas grande : l'aristo-

cratie polonaise n'était pas constitutionnelle, et ne s'appuyait que sur l'opinion libre et indépendante de la nation. Tous les nobles se croyaient égaux par la loi; les maximes nationales, les institutions proclamaient cette égalité populaire.

Pendant que des nobles se corrompaient, d'autres n'oubliaient pas encore les anciens exemples de cette aristocratie qui ne s'était formée que par des talens patriotiques, des vertus civiles, des actions militaires, et des fortunes acquises avec honneur et gloire.

Heureusement quand une partie de la nation se corrompait par l'influence du roi et de ses courtisans, une autre s'éclairait par l'expérience. Dans les guerres avec les Suédois, avec les Saxons, la noblesse apprenait ce qu'elle ne savait pas: elle commença à connaître les causes de l'anarchie; elle alla s'instruire dans les académies étrangères, dans les bons livres, dans les voyages studieux. Les villes polonaises se peuplèrent d'étrangers capitalistes et industrieux; ceux-ci trouvaient un appui dans la politique même qui cherchait à affaiblir la nation, et contribuaient insensiblement par leurs travaux, par le commerce, à former la raison nationale et une autre nation.

Les grandes nations ont des sources de vie indépendantes de la politique moderne; cette politique les croit souvent faibles quand elles sont fortes,

fortes quand elles sont faibles. La nature physique, soumise tous les jours à l'expérience des hommes, sacrifiée à son étude, examinée d'après des principes vrais, à l'aide d'instrumens sûrs, présente encore tous les jours de nouveaux secrets. La nature sociale, livrée à des systèmes formés si souvent par le hasard, la passion, l'ignorance, ne peut être facilement connue.

La politique ne paraît pas encore savoir que le malheur et le temps instruisent les nations, et qu'en les rendant plus malheureuses, elle continue souvent à les rendre plus sages et plus fortes. Elle paraît encore ignorer qu'elle fait souvent plus de mal à ceux qui l'emploient qu'à ceux contre lesquels elle est employée.

La Pologne, abandonnée à elle-même, vivait dans l'anarchie comme dans son état naturel; mais quand elle vit que cette anarchie devenait l'instrument de sa ruine, et dans les mains de son propre roi, et dans celles de ses voisins, elle commença à voir que cet état n'était point naturel, et commença par cela même d'en sortir.

Auguste, qui attirait par cette politique tant de calamités sur la nation, n'attirait-il pas sur lui-même des malheurs?

Il voulait régner sur les Polonais par l'appui de l'étranger, et l'étranger régna bientôt plus encore sur lui que sur les Polonais.

La Russie se forma un parti parmi les protestans qu'elle protégeait contre les catholiques et contre le roi.

En 1661 la diète, sous Jean Kasimir, roi dévot, avait décidé que tout gentilhomme polonais adhérant à la confession d'Augsbourg pouvait être élu nonce, et remplir toute autre charge publique; et en 1718 la diète, sous Auguste né protestant, a contesté à un nonce le droit de voter dans son sein, parce qu'il professait la religion réformée.

La politique étrangère obtint ainsi avec adresse, contre le sentiment de la nation et du roi, un motif pour appuyer son nouveau parti, et pour se l'attacher de plus en plus; et le traité d'Oliwa, de 1660, qui ne devait servir que pour appuyer les droits qu'il stipule, lui servait pour légitimer ses intrigues.

Auguste s'en aperçut; et pour se débarrasser des troupes moskovites, s'allia avec la Prusse: mais la Prusse pouvait-elle être plus favorable à la Pologne et à son roi? Elle s'érigea en protectrice de la ligue des princes protestans de l'empire d'Allemagne, et à ce titre elle soutint, en vertu du traité d'Oliwa, les protestans de Pologne pour entretenir l'anarchie.

Les Polonais, dominés par les passions poli-

tiques, s'étaient toujours montrés indulgens pour les opinions religieuses; mais irrités d'un côté par les protestans que des puissances étrangères appuyaient, excités de l'autre par le pape qui exerçait en Pologne une vraie magistrature par son nonce et les évêques, ils se trouvèrent entraînés dans ces nouveaux piéges de la politique étrangère.

En sortant des guerres civiles, des guerres étrangères, ils se sont vus tourmentés par des querelles religieuses et les menaces de guerres civiles et d'invasion étrangère.

Tout n'était pas l'ouvrage du roi, mais tout était l'effet de sa politique; aussi lui attribua-t-on tous les maux, et le contraria-t-on même là où l'intérêt de la Pologne demandait qu'on le soutînt.

Son fils naturel, le célèbre maréchal de Saxe [36], fut élu duc de Courlande et de Sémigalle, pour succéder à Ferdinand, dernier mâle de la race de Kettler, vassal de la Pologne, qui devait reprendre son fief après l'extinction de la famille. Les Polonais refusèrent d'appuyer son élection. Le roi, dans cette affaire plus que dans aucune autre, dut voir que cette politique *du plus habile* ne valait pas mieux que le droit *du plus fort*. Avec cette politique, il s'est trouvé moins avancé dans

son projet de devenir roi héréditaire à la fin qu'au commencement de son règne.

La nation, quand elle soupçonna que le roi voulait se nommer un successeur, se prépara à la résistance. La Russie et la Prusse, qui ne voulaient pas que la Pologne eût un gouvernement, qu'elle sortît de l'anarchie, l'entretinrent habilement dans ces dispositions. Avec une autre politique, basée sur les véritables intérêts de la nation, Auguste aurait pu devenir roi héréditaire des Polonais; la Pologne serait sortie de l'anarchie, pour se placer, suivant son rang, parmi les nations de l'Europe. Les puissances du nord auraient suivi les développemens naturels de leurs forces, et ne se seraient pas élevées sur de faux systèmes de législation, de gouvernement et de politique, au commencement de ce même siècle qui a proscrit, dans tous les règnes de la nature comme dans toutes les sciences humaines, les faux procédés et les faux systèmes.

La fin du XVIIe siècle et le commencement du XVIIIe présentent de grandes leçons, de grandes expériences à la politique moderne: les dernières années de la vie et la mort de Louis XIV, la vie entière et la mort d'Auguste II. Cette époque, en Pologne, paraît mériter une attention plus grande que celle qu'on lui a accordée jusqu'à

présent; puisse-t-elle, bien comprise, éclairer et les Polonais, et la politique dont ils sont la victime!

Auguste régna en Pologne vingt-cinq ans, malheureux au milieu des fêtes, et mourut malheureux en 1733.

SECONDE PARTIE,

DEPUIS LA MORT D'AUGUSTE II

JUSQU'EN 1788.

CHAPITRE PREMIER.

Coup d'œil en arrière. — Stanislas remonte sur le trône de Pologne. — Auguste III le lui dispute à l'aide des armées étrangères. — Fautes du cardinal de Fleury. — Stanislas renonce à la couronne.

La Pologne a suivi dans sa vie sociale une marche bien différente de celle des nations qui ont commencé en même temps qu'elle. Elle est arrivée à la monarchie sous les Jagellons, sans avoir passé par le gouvernement féodal qui a presque partout empêché le développement de l'idée du bien public. On n'a pas non plus vu se former en Pologne le tiers-état, qui dans d'autres pays a aidé les rois à détruire le gouvernement féodal, dégénéré en tyrannie et qui a toujours eu soin de se garantir en même temps de la tyrannie des rois.

Depuis 1386 jusqu'en 1574 les Polonais vécurent sous une monarchie constitutionnelle, et

leurs princes obtinrent un grand crédit et inspirèrent une haute confiance. Après la mort du dernier Jagellon, les possesseurs des terres, tous nobles et soldats que l'intérêt commun réunissait en nation, formèrent une république plus semblable à celles de Rome et de la Grèce qu'aux États de l'Europe moderne.

Si elle se fût trouvée dans la position géographique de l'Angleterre, abandonnée à elle-même et à sa propre expérience, elle aurait fini naturellement par fonder une bonne constitution et par se donner un gouvernement et des lois analogues à sa nature sociale.

Les Polonais avaient en effet l'idée du bien public, de l'intérêt commun, avec cela l'amour de la liberté, et ils possédaient les élémens du gouvernement représentatif.

Mais placée sur le continent, n'étant pas en harmonie avec la civilisation de l'Europe, et n'ayant aucun rapport direct avec les gouvernemens des autres nations, la Pologne a été détournée du droit chemin par des événemens qui doivent être approfondis pour savoir quelle est sa force et quelles sont ses destinées futures.

Les rois étrangers ont été une des causes qui ont empêché la Pologne de se mettre en rapport avec les autres puissances de l'Europe.

Une autre cause non moins puissante a été le

voisinage de l'Autriche, qui, par la Silésie, touchait à la Pologne du côté de l'occident, et qui, depuis que la Hongrie était tombée sous son sceptre, veillait à ce que les anciens liens entre la noblesse de Pologne et celle de Hongrie ne se renouvelassent pas, et regardait toujours les Polonais comme des voisins dangereux. Elle faisait de sourdes ligues avec les rois étrangers que la Pologne appelait au trône, s'alliait sans cesse avec la Russie, et employait avec cette dernière puissance tous les moyens possibles pour anéantir les forces physiques et politiques de la Pologne.

Les rois étrangers n'avaient ni les mœurs, ni le génie, ni les principes, ni ce qui était encore un malheur, les préjugés de la nation. Avec les ministres à vie qui abusaient du pouvoir législatif, usurpaient le pouvoir exécutif et détruisaient l'autorité du sénat, les rois étrangers devaient précipiter la Pologne dans l'anarchie. Ils avaient étudié cet art qu'on nomme la politique, qui lie et désunit les rois sans s'inquiéter des peuples. Cet art est né dans le pays des beaux-arts en même temps que le système de conquêtes et d'envahissement, et presqu'au moment où les Polonais se préparaient à former une république et à se rendre, par cela même, incapables de suivre les progrès de cet art nouveau.

Il eût été heureux pour la Pologne que pen-

dant le XVIIe siècle tout entier ses rois eussent ressemblé à Étienne Bathori qui ne régna malheureusement que dix ans. Si elle avait eu ce bonheur, le génie militaire de la nation, qui contribuait dans ce siècle à maintenir son anarchie, se serait soumis à des règles certaines; le pays éclairé par son roi sur les abus commis par les ministres, aurait imposé au moins l'ordre et l'ensemble à l'exercice de leurs fonctions; alors la Pologne serait restée forte et aurait su contenir l'ambition de ses voisins.

Les rois étrangers, et surtout Auguste II, ont toujours entretenu avec les autres princes de l'Europe des correspondances et des négociations qui avaient pour but des intérêts contraires à ceux de la nation. Ils se servaient pour cette diplomatie d'agens dévoués à leurs vues personnelles, et qui n'étaient point Polonais.

La Pologne n'avait point de ministres des affaires étrangères, point d'agens diplomatiques et point d'hommes versés dans la politique et la diplomatie de l'Europe pour la garantir des artifices de ces deux arts, fondés entièrement sur les conventions des cabinets.

Ses rois, pour réussir dans leurs projets, ménageaient les ministres, distribuaient des charges et des domaines parmi l'aristocratie qui s'était formée au sein même de la noblesse. Les ministres,

l'aristocratie divisaient la nation et la rendaient faible.

Les ministres sans responsabilité agissaient arbitrairement; ils ne savaient ni administrer ni rendre des comptes.

La Pologne vivait sous des princes qui ne la gouvernaient pas et sous des ministres qui n'administraient pas. Il en résultait qu'elle n'avait au milieu d'elle aucun homme instruit dans la science du gouvernement, dans l'art de l'administration et qui eût de saines notions de comptabilité.

Quand le pays s'insurgeait, quand il s'organisait en confédération, il se trouvait des hommes sincèrement dévoués à leur patrie, braves, énergiques, mais il ne se rencontrait aucun homme d'état qui sût établir un système régulier d'administration, car le génie sans expérience, sans travail, ne trouve aucun art, aucune science.

Si la Pologne avait des soldats habiles, des hommes de guerre célèbres avant même que les princes de Nassau et les rois de Suède eussent établi l'art militaire parmi les modernes, c'est qu'ils se formaient par l'expérience et dans les travaux de la guerre dirigés par des rois dont l'esprit sympathisait avec celui de la nation.

Ces considérations, appuyées de l'histoire depuis 1574 jusqu'à la mort d'Auguste II en 1733,

aideront encore à comprendre comment le cabinet de Pétersbourg qui avait réussi à dissoudre et à désorganiser l'armée polonaise en 1717, a pu diriger le gouvernement de la Pologne. Mais en s'emparant de ce gouvernement il ne s'est pas emparé de la nation qui, sans être gouvernée, sans être administrée, conservait au milieu de l'anarchie des sentimens de patriotisme et d'indépendance que partageaient même, il faut le dire, son aristocratie et ses ministres.

Cette brave nation, digne d'un meilleur sort, a montré après la mort d'Auguste II, à la diète de convocation où l'on s'occupa de l'élection du nouveau roi, que le temps et le malheur l'avaient instruite. Cette diète déclara, à l'unanimité, que la Pologne ne voulait plus de rois étrangers, et que pour éviter l'abaissement et la misère à la nation il lui fallait un Piaste.

Le même prince que la volonté de Charles XII avait fait roi de Pologne en 1704, Stanislas Leszczynski, dont la fille était devenue, en 1729, reine de France, grace à des combinaisons très singulières [1], se présenta à la diète d'élection avec une lettre de Louis XV son beau-père, et fut réélu roi de Pologne, le 26 août 1733.

Frédéric-Auguste [2], électeur de Saxe, n'aurait pas pensé, sans la vanité de sa femme, fille de l'empereur Joseph Ier, à cette royauté qui avait

coûté à son père tant de chagrins, tant d'humiliations et tant de dépenses inutiles. Mais l'Autriche et la Russie, qui s'étaient prononcées d'abord pour un Piaste, le portèrent à demander la couronne, persuadées qu'elles trouveraient en lui un meilleur instrument de politique que dans le candidat de France, bon Polonais, estimé de la nation à cause de ses lumières et de sa conduite dans l'adversité.

Quand l'Autriche engagea Auguste II, en 1696, à se présenter pour candidat à la couronne de Pologne, après la mort du roi Jean Sobieski, on était à la veille de la guerre pour la succession d'Espagne; par-là elle se fortifiait contre la France, et cherchait à éloigner du trône de Pologne le prince de Conti, appelé par la grande majorité de la nation.

Quand l'Autriche et la Russie réunies offrirent en 1733, après la mort d'Auguste II, à Frédéric-Auguste, électeur de Saxe, de le placer les armes à la main sur ce trône où son père avait fait tant de mal, l'Autriche n'ayant en vue que la *pragmatique sanction* [3], se préparait à résister à la guerre qu'une nouvelle succession allait allumer dans l'Europe, et voulait éloigner du trône polonais le beau-père du roi de France que demandait la nation entière.

La Russie s'occupait du duché de Kourlande,

qui relevait de la république de Pologne. L'Autriche et la Russie, unies déjà par un traité en 1726, se liaient ainsi de plus en plus; la Russie entrait dans la politique de l'Europe; la Pologne, sans gouvernement, sans politique, se trouvait livrée à un roi dévoué à la Russie et à l'Autriche, et ces puissances, qui dans les dissensions nées des successions de Charles II et de Charles VI ne parlaient que du système de l'équilibre, ne voyaient pas ou feignaient de ne pas voir quel coup leurs intrigues portaient à ce fameux système, présenté comme la base de la politique européenne.

Frédéric-Auguste accepta l'offre de ces deux puissances. Il promit à l'Autriche de ne pas suivre la politique de son père, de se soumettre à la pragmatique-sanction, de la défendre; en même temps qu'il jurait à la Russie de se conformer en tout aux leçons et aux exemples paternels, ne régnant en Pologne que par l'influence et sous la protection des Tzars.

Il se présenta aux Polonais à la tête des armées autrichienne et moskovite, et devint ainsi le digne successeur de son père. Quelques sénateurs corrompus par les bienfaits ou séduits par l'espoir des faveurs de la maison de Saxe, cinq ou six cents nobles égarés, élurent pour leur roi Frédéric-Auguste, contre la volonté unanime de la nation

qui avait déjà reconnu Stanislas pour son monarque.

Depuis que les Polonais regardèrent comme leur plus beau privilége la libre élection de leurs rois, et depuis qu'ils permirent aux princes étrangers de se porter candidats à la couronne, il s'établit parmi eux des principes de politique intérieure nuisibles à l'ordre et à la moralité sociale.

En effet, il dut être permis de se mettre en rapport avec ceux qu'on se proposait d'élire pour roi. Les agens des cabinets étrangers n'inspirèrent pas cette horreur salutaire qu'ils auraient dû toujours inspirer à un fidèle sujet de l'Etat, à un bon citoyen de la république. Toute la nation polonaise se déclara pour Stanislas et fut disposée à le soutenir avec tous ses moyens et toute son énergie. Elle eut cette fois-ci à sa tête son digne et respectable primat [4], qui, trop sévère pour les dissidens, prouva au moins, lors de cette élection, que sa conscience était aussi pure devant Dieu que son cœur était dévoué à la patrie.

Si Stanislas fût né dans un pays où à l'abri d'un gouvernement et d'une administration organisés sur des principes sûrs eussent pu fleurir des hommes d'État, des militaires capables de former des armées, de combiner des plans de campagne,

il aurait pu résister à toutes les armées étrangères. Il se serait soutenu sur le trône contre l'Europe entière, et aurait commencé cette grande époque que les Polonais attendent toujours comme une justice de Dieu, de ce Dieu des nations vers lequel toutes les générations Polonaises lèvent chaque jour leurs bras innocens.

Mais Stanislas n'avait ni les talens d'un homme d'Etat, ni ceux d'un militaire. L'aristocratie qui l'entourait avait sans doute du patriotisme, du dévouement et du courage, mais il lui manquait les mêmes talens qu'à son roi. A l'approche des armées ennemies il ne resta point à Varsovie pour défendre cette capitale. Il commit une faute contre le bon sens militaire; il alla s'enfermer dans Dantzig, ville fidèle à la république comme à son roi.

La France promettait d'envoyer des secours en troupes et en vaisseaux, pour défendre la souveraineté de la Pologne contre l'Autriche et la Russie. Ces secours arrivèrent en effet et ne servirent qu'à donner de nouveau aux Polonais la leçon qu'ils avaient déjà reçue en 1696, lors de l'élection du prince de Conti. Puisse-t-elle leur apprendre à jamais que les nations ne peuvent être ni servies ni défendues que par leurs propres travaux !

Le cardinal de Fleury[5] était à la tête du gouver-

nement en France, à l'âge où, dans tous les États, on cesse plutôt qu'on ne commence à se mêler des affaires. Le jeune roi Louis XV, en nommant son vieil instituteur principal ministre, donna de grandes espérances aux Français qui aiment tant à espérer.

Placé au bord de l'abîme par de longues guerres, des systèmes désastreux de politique et de finances, ce peuple voyait avec plaisir commencer un nouveau règne par un acte de reconnaissance et de respect envers un homme d'âge et d'expérience; on croyait déjà que la justice et la raison allaient diriger l'État.

Le cardinal Fleury, s'il eût été plus jeune, s'il eût reçu une éducation et s'il eût eu des habitudes qui l'eussent préparé à l'administration des États, aurait pu justifier une grande partie de ces espérances populaires. Et même s'il avait su au moins mieux appliquer les bons principes qui distinguèrent son administration, le règne de son élève aurait probablement fini comme il avait commencé, et il aurait été suivi d'autres règnes heureux.

Mais il fallait bien connaître toutes les anciennes liaisons de la politique française dans le Midi comme dans le Nord, les étudier avec soin et se montrer partout juste et ferme. Il fallait sans doute éviter la guerre par humanité et par raison,

mais il ne fallait jamais oublier la dignité et l'honneur de la nation et de son monarque. Le cardinal aurait dû établir un système de finances basé sur les revenus de toutes les classes, en harmonie avec toutes les fortunes, et le soutenir par la probité, l'ordre, l'économie dans la dépense comme dans la recette. Il devait surtout organiser le gouvernement, et mettre à la tête de chaque département un homme connu dans la nation par sa probité, son jugement et son caractère.

L'administration aurait reçu par-là un principe de vie et d'action indépendant du premier ministre vieux et caduc, et il aurait suivi fidèlement l'impulsion de ce premier ministre honnête et dévoué à son roi et à l'État.

La conduite du cardinal de Fleury en Pologne dut donner la mesure de son caractère à tous les cabinets de l'Europe. Il envoie à Dantzig 2,400 hommes pour soutenir le beau-père du roi de France sur un trône qu'il était si important pour la politique française de conserver, et cela dans le moment où le Nord prend une face nouvelle, où la Pologne, la Turquie, la Suède, se voient dans un danger imminent, où toutes les relations de la politique française s'affaiblissent par cela même, et où toutes celles de la politique autrichienne paraissent dans l'instant se fortifier. Le commandant de cette petite armée arrivée à sa destination,

voyant les forces immenses qui assiégent Dantzig et qui s'opposent à son débarquement, se persuade que son expédition ne peut pas être sérieuse, s'arrête, et va relâcher en Danemark pour y attendre les ordres ultérieurs de son gouvernement.

Le comte de Plélo, ministre français à la cour de Copenhague, qui voit dans cette prudence du commandant l'honneur des armes françaises compromis, lui donne l'ordre impératif de se rendre à sa destination ; il fait plus, il se met à la tête des trois régimens qui formaient ce faible corps, débarque, marche au secours de la ville ; il est écrasé et reste lui-même sur le champ d'honneur.

La Russie envoya à Dantzig 20,000 hommes, 15 vaisseaux de ligne et plusieurs frégates sous le commandement du fameux maréchal Munich[6], hardi dans ses entreprises, fier, impérieux, craint du soldat et de l'officier, sans égard dans la discipline militaire pour le rang et la naissance, et qui mérite d'être distingué de la foule de ces étrangers qui avaient appris aux Russes la guerre, la politique et la civilisation de l'Europe ; ce que les Russes auraient bien mieux appris d'eux-mêmes avec le temps, guidés par la raison nationale, formés par leur propre expérience et leurs propres travaux. Le roi Stanislas Leszczynski, enfermé à Dantzig, se vit, après la catastrophe du

brave Plélo, sans aucune espérance et près de tomber dans les mains de l'ennemi qui, acharné contre lui, et sans égard pour les liens qui l'unissaient à la maison de France, osa mettre sa tête à prix. Il prit la triste détermination de quitter la place assiégée et de chercher son salut, déguisé en paysan : il le trouva. Deux jours après, la ville capitula et reconnut l'électeur de Saxe pour son roi ; ce qui ne l'empêcha pas d'être traitée par le maréchal Munich avec une sévérité qui excita dans le temps l'indignation générale. Les Polonais, fidèles à la patrie et au roi, laissés à Dantzig, eurent encore des traitemens plus cruels à essuyer.

Stanislas, échappé comme par miracle, va-t-il se mettre à la tête de son parti, bien nombreux, bien déterminé, bien fort et auquel il ne fallait qu'un chef habile pour obtenir de grands résultats ? Non ! Il n'espère plus que dans la protection du roi de France.

Ce parti animé par l'honneur national se soutint encore, abandonné de Stanislas.

Si en 1717 Auguste II, aidé par Pierre Ier, n'eut pas détruit l'armée Polonaise et avec elle l'organisation et les traditions de la guerre, qui formaient toute l'instruction militaire des Polonais, il se serait trouvé des hommes qui auraient eu plus d'espérance que leur roi et auraient repoussé ce prince étranger qu'appuyaient les ar-

mées nombreuses de l'Autriche, de la Russie et de la Saxe commandées par les généraux les plus habiles.

On s'aperçut dans cette circonstance que le premier roi Saxon, à tous les maux causés à la Pologne, a ajouté celui qu'Omar avait fait à l'Égypte en brûlant la bibliothèque d'Alexandrie.

Que seraient en effet toutes les sciences, toutes les lettres, tous les arts, si on en ôtait les traditions rédigées?

Toute la bibliothèque militaire des Polonais se trouvait dans l'organisation de leur force armée et dans ces traditions d'où les princes de Nassau et les rois de Suède, ces premiers classiques de la guerre moderne, ont tiré tant de lumières: heureusement les Omar ne peuvent jamais faire de complets incendies!

Auguste III, placé sur le trône de Pologne, entouré des troupes étrangères, convoqua la Diète. La nation, assemblée au milieu des armées ennemies, se montra avec son ancienne énergie.

Elle déclara qu'elle ne procéderait pas à l'élection de son président, du maréchal de la Diète, avant que les armées ennemies sortissent du territoire de la république.

Cette détermination vigoureuse intimida les protecteurs du nouveau roi; et si la politique française eût agi pour la Pologne, comme celles

d'Autriche et de la Russie agissaient contre elle, la Pologne se serait tirée honorablement de cette crise. Le cabinet de Versailles eut un bien beau moment après la campagne de 1734 contre l'Autriche. Charles VI, après avoir perdu l'Italie à l'exception de Mantoue, se trouva seul avec la Russie contre la France victorieuse; les Anglais l'avaient laissé à ses propres forces pour lui mieux prouver l'importance de leur alliance; les États généraux des Provinces-Unies gardaient la neutralité habilement ménagée par le cardinal de Fleury; la Russie ne lui offrait que dix mille hommes qui marchaient sous le commandement du général Lascy, vers le Rhin, comme pour constater l'alliance de la Russie avec l'Autriche et l'entrée solennelle du cabinet de Pétersbourg dans la politique de l'Europe. Le vieux ministre du jeune monarque ne sut pas profiter en homme d'État de ce beau moment; s'il avait eu des vues justes sur l'avenir, il aurait pris la Pologne pour la base principale de toute sa négociation : l'Angleterre et les Provinces-Unies, éclairées par le roi de France et persuadées de la franchise de sa conduite, l'auraient probablement secondé.

Auguste III aurait été forcé d'abandonner le trône usurpé, enlevé à la baïonnette, contre l'intérêt et l'honneur de tous les trônes à Stanislas

Leszczynski presque unanimement élu par la nation, dont les droits et la souveraineté étaient aussi anciens et aussi sacrés que ceux de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche. L'esprit de modération tant vanté dans le cardinal de Fleury, très louable après le règne de Louis XIV, suivi d'une malheureuse régence, aurait ainsi vu une époque heureuse dans la politique moderne ; mais la politique moderne ne devait pas avoir d'époques heureuses pour les peuples.

Le cardinal de Fleury, voyant que les puissances maritimes s'occupaient des affaires de Pologne et se préparaient à présenter un projet de pacification, s'adressa directement au conseil de l'empereur Charles VI pour lui offrir la paix à des conditions avantageuses à l'Autriche et profitables à la France. Les préliminaires en furent signés à Vienne en 1736 ; la Russie et Auguste III y accédèrent, et ces préliminaires servirent de base au traité définitif, conclu en 1738. Les puissances maritimes et la France obtinrent de l'Autriche et de la Russie quelques phrases diplomatiques en faveur de la Pologne sur son indépendance, sur ses droits incontestables, et la Russie et l'Autriche gardèrent sur le trône de Pologne le prince dévoué à leurs intérêts, pour continuer à anéantir et cette indépendance et ces droits. Stanislas eut les duchés de Lorraine et de Bar, qui ne durent appartenir

à la France qu'après sa mort. Il fut traité en prince, grace à sa fille ! et ses malheureux concitoyens, en peuple !

Il dut renoncer à la couronne et se soumettre à son sort avec la douleur de n'avoir rien obtenu pour sa patrie ! Mais sa patrie ne lui devra pas moins le nom chéri de *bienfaisant* que ses vertus domestiques lui firent mériter dans ses États et en France.

CHAPITRE II.

Le système envahisseur de la Russie se développe. — L'impératrice Anne. — Elle s'entoure d'étrangers. — Affaire du duché de Kourlande. — Guerre de la Russie contre la Turquie funeste à la Pologne. — Le comte de Brühl, premier ministre du roi Auguste III. — Régence de Biren en Russie. — Sa lutte avec Munich. — Chute de Biren. — Chute de Munich.

La Russie venait de faire son premier pas politique dans le nord; et commençait à étendre ses vues ambitieuses sur la Pologne, la Turquie et la Suède. L'Autriche la soutenait sans s'apercevoir que son influence pourrait un jour pénétrer jusqu'au sein de l'empire d'Allemagne.

On prévoit dans les sciences, dans les systèmes formés par la raison et l'expérience, on ne prévoit guère dans la politique moderne où les petites passions, les petits intérêts agissent continuellement et de tant de manières, forment et détruisent tant de systèmes différens.

C'est une époque brillante de la politique du cabinet de Pétersbourg que celle que Pierre Ier commença en Pologne vers l'année 1717. Elle est suivie par sa veuve qui contracta une alliance en 1726 avec l'Autriche. Le traité de Vienne signé par l'impératrice Anne[7] se présente aussi comme une conséquence de ce beau système. Comment se forma-t-il? Ce sont des étrangers qui, ne connaissant ni la Russie ni ses intérêts, excitent l'ambition des princes moskovites et les poussent dans la carrière des Charles-Quint, des Louis XIV, au moment où l'Espagne et la France offraient cependant au monde de si grandes leçons de politique. C'est un maréchal de Munich, possédé d'une ambition aveugle, d'une activité inquiète, né pour la guerre, mais pour la guerre seulement; c'est un comte Ostermann[8], fils d'un pasteur luthérien de Westphalie, arrivé aux premières dignités plutôt par la finesse et les intrigues que par les talens; c'est un Biren[9], tiré de la classe obscure par les faiblesses de sa souveraine, et arrivé par l'impudence au timon de l'empire; né cruel, souple et disposé à profiter et d'un Munich et d'un Ostermann : ce sont ces hommes qui s'emparent du gouvernement sous une femme digne peut-être de meilleurs amis et de plus fidèles conseillers.

Avant d'échanger le titre de duchesse de Kourlande contre celui d'impératrice de toutes les Rus-

sies, Anne avait juré d'observer la constitution de l'État présentée par le haut conseil et le sénat. Cette constitution fait honneur aux lumières de l'aristocratie russe à cette époque; l'impératrice s'était également engagée à éloigner les étrangers de son conseil, et le premier usage qu'elle fit cependant de sa puissance fut d'appeler autour d'elle les trois hommes dont nous avons parlé, qui, à l'ombre de son nom et de son autorité, ne tardèrent pas à se débarrasser par la terreur et par l'intrigue de tous les Russes qu'animait l'amour de leur pays et de leurs princes, pour suivre plus à l'aise ce système d'invasion générale qui, ruineux pour le pays, n'offrait d'avantage qu'à leur ambition et à leur fortune particulière.

Ils n'eurent besoin dans les applications de ce système ni de la connaissance de la langue, ni de celle des usages, des mœurs, du génie, des intérêts de la nation. Qu'avait-il besoin de savoir tout cela pour gouverner un pays où Pierre Ier n'avait respecté aucune loi; et où la princesse qui succéda à sa veuve Catherine commença son règne par violer les constitutions de l'État?

Tous les Russes, éclairés non par cet esprit qui naît de l'imagination et par une civilisation imposée, mais par la raison nationale formée par leur expérience et leurs travaux; tous les Russes qui réfléchissent doivent être persuadés que, grace

à ce système, l'intrigue, la corruption sont entrées en Russie et se sont étendues dans toutes les branches de l'administration de l'empire.

On n'aime point à voir parmi les étrangers qui ont troublé la Russie par leur ambition et leurs intrigues le maréchal de Munich, dont le courage, le talent réel auraient été honorés dans des pays où il y a une patrie qu'on peut adopter, sans que celle qu'on a quittée puisse en rougir.

Biren, auquel les faveurs de l'impératrice Anne, duchesse de Kourlande, permettaient d'aspirer à tout, voulut être duc de Kourlande et de Sémigalle.

La majorité de la noblesse courlandaise protesta contre cette extravagante prétention d'un homme qui, naguère attaché aux écuries de l'ancien duc, osait aspirer à remplacer la célèbre famille des Kettler, éteinte par la mort de Ferdinand.

Les états de la république de Pologne, suzeraine de la Kourlande et de la Sémigalle, se fit un titre d'une loi de 1589, qui disait « qu'après l'extinction de la ligne de Kettler, le duché de Kourlande serait incorporé à la république de Pologne et divisé en palatinats. » L'extrême minorité de la noblesse renouvela en Kourlande, en 1737, ce qu'elle avait fait en Pologne en 1734. Biren est proclamé à Mittau duc de Kourlande par la même

faction qui, à Varsovie, proclama Auguste III roi de Pologne. Biren favorisa Auguste, et Auguste, reconnaissant à son tour, favorisa Biren. Il fut placé, contre le vœu des états de Kourlande et de Pologne, contre les droits des nations, contre les lois de tous les pays, parmi les princes souverains de l'Europe. Ce trait nouveau de politique fut un de ces germes empoisonnés qui ne sont pas tombés sur un rocher infertile au commencement du XVIIIe siècle.

Le nord commençait à suivre la politique du midi, le midi était destiné à suivre un jour la politique du nord. Quelle leçon !

Le maréchal de Munich conduisit avec la plus grande habileté la guerre contre les Turcs. L'Autriche s'unit imprudemment à la Russie pour accabler la Porte-Ottomane comme elle s'y était unie pour écraser la Pologne. Le général russe fait d'admirables campagnes : celle de 1737 rappelle la guerre de César dans les Gaules, et le place parmi les premiers capitaines des temps modernes. Mais que valurent à la Russie ces belles campagnes? cette gloire militaire d'un étranger?

La Russie perdit 50,000 hommes de ses vieilles troupes dans le temps où l'art de la guerre, ce fléau de l'humanité, consistait encore à faire de grandes choses avec de petites armées et à ménager surtout la vie des hommes ; elle perdit des

capitaux immenses ; et victorieuse partout, maîtresse de la Moldavie, du fort d'Azof sur le Palus-Méotides, du fort d'Otchakof sur le Pont-Euxin, elle se trouva heureuse de pouvoir acheter la paix par le sacrifice de toutes ses conquêtes. Que serait-elle devenue si les Turcs, guidés par le bon sens militaire, eussent adopté un plan de guerre défensive combiné d'après la nature de leurs armes et les données du pays et du climat?

Cette guerre, malheureuse pour les Turcs, malheureuse pour les Russes, fut bien plus malheureuse encore pour la Pologne.

Depuis le traité d'Oliwa où la France s'était intéressée à l'existence de la Pologne, la Turquie seule avait conservé la sage politique sur laquelle s'appuyait ce traité.

Elle en avait donné des preuves dans son traité du Pruth par lequel Pierre Ier fut forcé d'évacuer la Pologne et de jurer de ne plus se mêler des affaires intérieures de cette république. Le serment fut bientôt violé, à l'exemple du roi Auguste II qui en violait de plus sacrés ; mais enfin le traité subsistait, et ce fut la paix, fruit de cette dernière guerre, qui l'annula.

Il faut le dire, les traités de paix dans notre politique moderne, garantissent bien le *droit du plus fort ;* ils peuvent garantir un système d'*équilibre*, de *balance*, tel que celui que Guillaume III intro-

duisit pour mettre en équation le droit du plus fort; mais garantissent-ils aux nations et aux peuples la justice éternelle?

La Pologne fut ruinée par les marches et le séjour des troupes russes commandées par Munich, qui le premier, dans le XVIIIe siècle, fit la guerre sans aucun ménagement pour les habitans et pour les soldats.

La Pologne, pour que l'ambition de Biren fût satisfaite, perdit une de ses plus belles provinces, et la guerre la ravagea pour que les projets ambitieux de Munich s'accomplissent.

Elle se disposait enfin à employer la force, à se soulever tout entière; mais elle fut abandonnée par le prince faible et paresseux qui agissait en Pologne comme un lieutenant du cabinet de Pétersbourg. Cependant elle eut parmi ses maisons patriciennes des hommes dignes d'illustrer leur famille. Le grand-général de la couronne [10], ministre de la guerre, du même nom que le primat, se montra, à la tête de l'armée, ce que ce prélat s'était montré à la présidence des états. Il fit de fortes représentations à l'électeur de Saxe, aux généraux russes et à Pétersbourg, et ces représentations ne restèrent pas sans succès. Ce ministre d'état eut de l'orgueil et des préjugés, mais ils tenaient plus à la civilisation de son pays qu'à son esprit, qu'à son cœur, et il eut des sen-

timens et des vertus patriotiques. Il ne donna point à ses descendans des exemples ni de cet orgueil insensé qui voit tout en lui-même, ni de cette vanité puérile qui veut briller partout, qui ont causé tant de mal à eux et à leur patrie.

Le principal ministre comte de Brühl [11], aidé de la protection de la Russie, s'était emparé de toute la confiance du roi, de toute son autorité, et s'en servait pour exécuter les ordres et pour céder à toutes les insinuations de cette puissance.

Ce ministre eut cet esprit des mots, des petites choses qui devenait à la mode dans les cours. Il eut le talent de flatter même les passions grossières. Il acquit une grande fortune et la dépensa en grand seigneur, fier de rappeler ainsi la mémoire d'Auguste II. Il eut de la bassesse et de l'orgueil, et sut les employer pour suppléer aux talens qui lui manquaient.

Il employa malheureusement ces hommes bien connus en Pologne depuis Auguste II, légers, vains, serviles, imitateurs des vices de la bonne compagnie qui le prônaient et le proclamaient un grand homme d'état et le ministre par excellence.

La Pologne présenta pour la première fois au monde le spectacle d'une nation dont le principal ministre était dévoué ouvertement à un gouvernement étranger, et on le voyait sans indignation.

Ce ministre, formé par le *génie* de la diplomatie du Nord, servit toujours d'instrument pour enfoncer de plus en plus les Polonais dans l'anarchie, et pour affaiblir leur considération dans l'Europe.

Sous lui toutes les places à la nomination du roi étaient données aux protégés de la Russie. Les aventuriers arrivaient en foule avec les recommandations des étrangers en faveur à la cour de Pétersbourg, pour obtenir en Pologne des charges honorifiques, des titres, des grades militaires, pour s'y créer une fortune ou relever celles qu'il avaient perdue, et de là courir en Russie ou dans les autres cours de l'Europe faire parade de leurs titres et de leur insuffisance.

Sous Auguste II on a détruit l'armée polonaise, sous Auguste III on a cherché à l'avilir. Combien de fois l'honneur national, le nom militaire des Polonais furent-ils mal appréciés par des étrangers qui ne savaient pas que cet honneur et ce nom ne tenaient nullement aux honneurs et aux grades que les rois saxons ont tant et si indignement prodigués.

La guerre des Turcs finie donna au maréchal de Munich et aux étrangers qui dominaient en Russie une grande influence.

La renommée de ce général servit à affermir la puissance de Biren et la politique nouvelle.

Biren, voyant la fin de l'impératrice Anne s'approcher, voulut se faire donner la régence et la devoir en apparence aux vœux de la nation; Munich, par ses intrigues et ses soins, obtint un écrit par lequel les états de la Russie prieraient Biren d'accepter, après la mort de l'impératrice, la régence jusqu'à la majorité du jeune prince fixée à l'âge de 17 ans: ce trait peint Biren.

Ainsi un grand capitaine, un homme d'un grand courage militaire devint l'instrument d'un homme sans aucun talent réel qui ne sut que manier la fourberie et la terreur.

La politique d'invasion et d'envahissement et la gloire militaire des étrangers ne servirent qu'à pousser au pouvoir un Biren qui, après avoir gouverné pendant dix ans un grand empire sous l'impératrice Anne, devint après sa mort le régent de cet empire; et ce règne d'un aventurier qui n'avait rien de grand, ni dans l'esprit, ni dans l'imagination, ni dans le cœur; ce règne injuste, capricieux, insolent, dur, cruel, fut un des plus brillans dans les annales de la guerre et de la politique.

Il fut bientôt précipité du haut de cette grandeur factice, et prouva encore que si la terreur et la ruse peuvent servir de moyens pour arriver au despotisme, elles ne garantissent pas le despote.

Ce même Munich, qui avait tant intrigué pour faire donner la régence à Biren, persuadé qu'il en obtiendrait facilement le grade de généralissime de terre et de mer, se voyant éloigné des affaires par un homme qui craignait l'ambition militaire et qui était d'autant plus fin et plus faux qu'il n'était pas brave, commença à travailler contre son ouvrage. Les supplices, les cruautés augmentaient tous les jours le nombre des ennemis de Biren, et l'indignation publique, en augmentant, favorisa les projets de l'ambitieux Munich.

Ce régent, ce tyran, qui cherchait à se persuader et à persuader aux autres que sa puissance suprême était inébranlable, fut arrêté pendant la nuit, condamné à mort, et sa peine ayant été commuée en celle de l'exil, il fut relégué en Sibérie.

Le maréchal Munich, sûr cette fois d'obtenir le grade de généralissime, fut le demander et s'attira un refus. Il pensa à une province de Pologne, à devenir duc de l'Ukraine comme Biren était devenu le duc de Kourlande; il ne réussit dans aucune de ces vues élevées. Il n'avait qu'une grande réputation militaire, de grands talens, et il fallait alors une haute faveur auprès d'une impératrice ou d'une régente. L'attitude de la nation polonaise, appuyée des familles distinguées par leur patriotisme que la conduite de la cour indignait,

rendait son projet sur l'Ukraine chimérique, aussi l'abandonna-t-il presque au moment où il l'avait conçu.

Il aurait pu aspirer au duché de Kourlande pour l'élection que la nouvelle régence, au mépris des formes et de tous les droits de la Pologne, continuait à dicter de Saint-Pétersbourg, mais ce duché avait été donné d'avance au prince Louis de Brunswick, frère du mari de la régente, malgré la protestation du maréchal de Saxe qui s'appuyait sur son élection libre et légale de 1727, et malgré l'opposition des Kourlandais. Munich n'obtint que la place de premier ministre; haut et présomptueux, il indisposa bientôt contre lui le comte Ostermann, aussi rusé que Biren, aussi ambitieux que Munich, et plus impénétrable que tous les deux.

Il se perdit bientôt plus encore par son orgueil imprudent que par la cabale d'Ostermann.

Disgracié, il a dû à sa gloire et à la reconnaissance que lui devaient les Russes pour les avoir délivrés d'un monstre, de n'être pas envoyé cette fois en Sibérie.

Biren et Munich auraient dû servir d'exemples à ces ambitieux qui, par la politique et par la guerre, cherchaient en Russie le pouvoir et la fortune.

Mais ces exemples ont plutôt éveillé l'ambition

chez les Russes que découragé les ambitieux étrangers. Le système politique resta le même, et on lui sacrifia toutes les richesses et tous les capitaux de l'État.

CHAPITRE III.

Guerre de la succession de Charles VI. — Elle est funeste à la Pologne. — Guerre de la Suède avec la Russie. — Humiliation de la première de ces deux puissances. — Grandeur de la seconde. — Influence toujours croissante de la cour de Russie sur celle de Pologne.

En 1741 la succession de l'empereur Charles VI fit prendre les armes à toute l'Europe. La pragmatique sanction renouvela dans la branche actuelle de la maison d'Autriche ces mêmes dissensions que le testament d'une autre branche de cette maison avait allumé dans l'Europe au commencement du siècle.

La succession de l'Espagne, comme la succession des États de l'Autriche, n'ont été pour la Pologne que l'école du malheur. Sous les rois saxons, elle était toujours plongée par les guerres, et par la politique qui dirigeait ces guerres, dans l'anarchie qui détruisait toutes ses forces nationales.

La France ne songea pas à la Pologne, mais elle songea à la Suède; elle craignait que le cabinet de Pétersbourg ne se déclarât pour Marie-Thérèse, fille du défunt empereur, et elle décida la Suède à déclarer la guerre à la Russie, qui observait strictement le traité de Neustadt depuis 1721.

Cette guerre fut déclarée sous des prétextes bien misérables. La Suède prétendait délivrer les Russes du joug de la tyrannie des étrangers.

Tous les prétextes sont bons à la politique moderne, et tous ceux avec lesquels on réussit sont excellens.

Le despotisme victorieux de Charles XII avait ôté aux Suédois leur énergie militaire et leur bon sens. Ce despotisme avait fait sur eux l'effet d'une fièvre brûlante, d'une grande maladie mentale qui avait affaibli leur tempérament et leur tête.

Les Suédois furent battus par les Russes commandés par le maréchal de Lascy, compagnon de Munich dans la dernière guerre contre les Turcs; bon militaire et éloigné de toutes les intrigues indignes d'un homme d'honneur. Dans le temps qu'un étranger gagnait des batailles, d'autres étrangers contribuaient à culbuter la régence de la princesse Anne, douce, aimable, sensible, et qui méritait l'attachement de la nation par ses bienfaits.

Élisabeth[42], fille de Pierre Ier, est proclamée impératrice. Le chancelier d'Ostermann, le maréchal de Munich sont condamnés, Ostermann à périr du supplice de la roue, et Munich à être écartelé. Ils obtiennent grace de la vie d'une princesse qui jura, en montant sur le trône, que personne ne serait puni de mort sous son règne. Pourquoi ne promit-elle pas que personne ne serait torturé?

Ostermann, si différent de Munich dans le bonheur, montra le même courage dans l'infortune, et fit voir ce qu'on voit si souvent, que c'est l'épreuve de la prospérité qui est la vraie pierre de touche des hommes supérieurs.

Ils sont relégués en Sibérie, ces étrangers, ces apôtres de la politique et de la guerre d'invasion. Les uns y disparaissent, les autres remontent sur le théâtre, pour professer toujours la même doctrine.

Les ambitieux, comme ces martyrs qui consolidèrent la religion, parurent par leurs catastrophes fortifier leur système politique. Les Suédois ne profitèrent pas de tous ces bouleversemens que les mêmes ressorts produisent au milieu des cabinets comme au milieu des nations.

Les Suédois continuent la guerre comme ils l'avaient commencée. Ils abandonnent les forteresses; ils capitulent dans des retranchemens in-

expugnables, à des conditions honteuses; ils livrent leurs chevaux, leurs armes aux Russes, là où le maréchal Lascy se serait cru téméraire de les attaquer. Ils s'étaient donné pourtant, après la mort de Charles XII, une constitution libérale, fruit de l'expérience, des lumières et du patriotisme de quelques citoyens estimables.

Cette constitution n'a pas calmé toutes les passions, n'a pas soumis tous les intérêts, n'a pas fondu tous les partis; cette constitution n'a pas été entièrement dictée par la raison nationale, qui ne jette pas ses lois dans des moules, et ne les établit qu'à la longue et guidée par des principes sûrs.

Il y avait parmi les Suédois des hommes qui se détestaient plus qu'ils ne détestaient l'ennemi.

Les Suédois, après la chute des étrangers en Russie, demandaient Vybourg et toute la Finlande pour cesser les hostilités. On rejeta leur demande, et un étranger, qui avait honoré le pays, les força bientôt à demander la paix comme une grace. Voulant la faciliter, ils avaient même nommé, pour le successeur de leur vieux roi, le duc de Holstein, fils de la sœur aînée de la nouvelle impératrice; mais le prince, déclaré héritier de la couronne de Russie, refusa celle qui lui était offerte. Ils obtinrent enfin cette paix en 1743[43], après avoir passé par toutes les humilia-

tions dans la guerre comme dans les négociations, et après avoir prouvé tout ce que la discorde peut faire en peu de temps d'une nation brave, qui a cependant un gouvernement, une constitution et une administration.

Cet exemple releva les malheureux Polonais, qui restaient en corps de nation avec toute leur gloire militaire pendant deux cents ans, sans gouvernement, sans administration, plongés dans l'anarchie par le système de leurs rois et par la politique de leurs voisins.

Cette paix releva le cabinet de Pétersbourg, et donna de l'éclat au commencement du règne d'Élisabeth. Elle arriva au moment où l'Europe en guerre voyait à la tête du gouvernement français un vieillard qui faisait perdre à la France la plus belle occasion de se relever à l'intérieur comme à l'extérieur de l'état d'abattement où la fin du règne de Louis XIV, la régence et son système des finances, la guerre de la succession d'Espagne et la paix d'Utrecht l'avaient mise.

Cette occasion manquée fut une des causes des grandes calamités de la France et de l'Europe. Le cardinal de Fleury ne connaissait pas même le système politique de France, ne savait pas négocier en ministre ni faire la guerre en homme d'état. Ses conseils ont perdu la Suède, ses intrigues ont compromis la dignité de la France,

et son abandon absolu de la cause des Polonais a donné la première idée à Frédéric II de partager la Pologne.

L'Angleterre voyant cette conduite du cabinet de Versailles revint à son ancien système d'équilibre, qui lui avait tant coûté jusqu'en 1701, et qu'on croyait abandonné depuis la paix d'Utrecht, soutint l'Autriche par des subsides, chercha à entraîner la Hollande dans la guerre, et dans les changemens intérieurs favorables à sa politique chercha à se rapprocher de la Russie.

L'Autriche, relevée par le courage de Marie-Thérèse [14], soutenait la guerre avec honneur; et un si beau commencement de règne, sous une femme, ne pouvait manquer de faire une impression favorable sur la Russie, où une femme régnait également.

Toutes les circonstances contribuèrent ainsi à rendre, à la paix, la position de la Russie brillante à l'extérieur. Elisabeth, en nommant le fils de sa sœur aînée pour son successeur, légitima ses droits à l'intérieur et se consolida sur le trône de son père. L'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse vinrent l'y saluer en demandant son alliance et l'approbation des traités conclus. Elle y fut troublée par une conspiration dont les apparences compromettaient les cabinets de Vienne et de Berlin, et qui au fond se réduisait à des

plaintes indiscrètes de malheureuses femmes dont les amis et les frères gémissaient en Sibérie. Ces femmes étaient belles, et leurs crimes devaient paraître énormes à une princesse qui se croyait la plus belle des femmes, et qui a voulu être la plus puissante au risque de perdre sa vie et sa beauté, deux choses qu'elle aimait également. Elisabeth punit cruellement tous les coupables de cette conspiration, sans aucun égard au sexe ni au rang dans la société. Quelle justice!

La vie fut conservée à ces infortunés! quelle fidélité au serment! Les grandes passions avec un grand pouvoir bouleversent le monde; les petites, quand elles vivent chez les puissans, oppriment l'humanité.

Des principes et des lois peuvent seuls garantir les humains, puissans ou faibles, des grandes et des petites passions des mortels; l'Éternel, le vrai Dieu, ne s'est-il pas prescrit des règles pour gouverner le monde? le soleil et tous les astres ne les suivent-ils pas?

Depuis cette conspiration l'impératrice conserva toujours de la haine contre le roi de Prusse Frédéric II. Marie-Thérèse sut obtenir la paix d'un ministre[15] qui, élevé à l'école des étrangers et né russe, ne connaissait de précieux que la fortune et le pouvoir. Cet élève surpassa ses maîtres, pour le malheur de son pays.

La maison d'Autriche tenait à cette alliance et faisait des sacrifices pour la garder; quoiqu'elle s'aperçût enfin que cette alliance, qu'elle avait formée la première et qu'elle regardait comme un chef-d'œuvre de sa politique, présentait pour elle de grands dangers en Allemagne, surtout depuis qu'un prince allemand était appelé à la succession de l'empire russe, et depuis qu'une princesse allemande était choisie pour son épouse. Le temps ne confirme que les chefs-d'œuvre des sciences basées sur les principes de la raison et de l'expérience des siècles. Il a ratifié le traité de Westphalie, inspiré par le respect dû aux opinions et aux intérêts des nations et des peuples; il n'a encore ratifié aucune de ces opérations de politique fondées sur les passions des cabinets, qui changent avec les hommes et les circonstances.

La conspiration qu'Élisabeth avait su déjouer influa sur sa conduite à l'extérieur comme à l'intérieur. Ne se croyant jamais affermie sur ce trône dont elle s'était emparée, elle favorisait malgré elle cette chancellerie secrète, cette inquisition d'état qui a rendu son gouvernement terrible pour la Russie et désastreux pour le caractère et la morale de la nation.

Plus on cherchait à la tranquilliser par les dénonciations et la surveillance, moins elle se

sentait tranquille ; elle aimait pourtant son pays !

Un bon ministère composé de gens éclairés et honnêtes l'aurait bientôt tranquillisée en lui représentant la bonne volonté de ses sujets et leur amour sincère. En rendant le repos à sa conscience et en établissant le règne des lois, il l'aurait rendue plus puissante et plus heureuse ; mais son ministre, ses favoris l'effrayaient plus qu'ils ne la calmaient. Le ministre n'étudiait que ses passions, ses affections, les goûts qui la dominaient, pour appesantir plus à l'aise son pouvoir odieux sur les Russes. S'il a bien saisi la politique extérieure des étrangers qui l'avaient précédé, s'il s'est bien persuadé que la gloire militaire formait le plus fort appui de cette politique, il n'a rien compris au système qu'ils avaient introduit pour la civilisation intérieure de l'empire, dans lequel il se trouvait naturellement des principes que l'expérience et la raison humaine démontrent vrais pour tous les pays et pour tous les peuples.

Elisabeth avait un penchant pour tout ce qui était national, pour les mœurs et les usages russes. Un ministre homme d'état, législateur, aurait profité de ce penchant heureux pour rendre ce règne à jamais mémorable en commençant la vraie civilisation avec le secours de la raison nationale, en établissant l'administration, la comptabilité, sans

lesquelles les meilleures lois, les meilleures constitutions ne peuvent pas prospérer.

Ce ministre, au contraire, s'est servi de ce penchant pour revenir à ces ordonnances qui ne polissaient la barbarie que pour la rendre plus hideuse dans sa corruption.

Si le despotisme rend même les penchans heureux des princes un instrument de malheurs pour leurs sujets, quelle garantie peut-il présenter aux princes mêmes?

Élisabeth n'aimait pas la guerre; mais le ministre savait toujours arriver à son but en excitant et en flattant les affections domestiques de l'impératrice. Cette princesse se décida enfin à envoyer trente-cinq mille hommes au secours de Marie-Thérèse, qui passèrent et repassèrent en Pologne pour ravager ce malheureux pays abandonné par son roi à la Russie, plutôt que pour aider l'Autriche qui signait la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. Les Russes, comme les Polonais, auraient trouvé dans Élisabeth une princesse disposée à la justice et à la paix, si son cabinet avait connu la bonne politique et les vrais principes du gouvernement.

La Russie se serait aujourd'hui glorifiée peut-être du règne de son Élisabeth, si elle eût pu lui donner le même esprit qui garantissait Élisabeth d'Angleterre de ses faiblesses domestiques.

La vie des hommes lui était chère; elle n'aimait pas verser le sang humain; elle était fière d'être Russe, voulait le bien de son peuple, et trouvait le bonheur dans la paix. Que faut-il de plus pour gouverner avec gloire un pays? de bonnes lois, des conseillers sages et respectés de l'opinion, qui mettent des bornes aux passions privées des princes, et les garantissent de l'intrigue et de la corruption.

Les mêmes maux que la Pologne avait soufferts sous l'impératrice Anne pesèrent sur elle plus que jamais pendant le règne d'Élisabeth. La politique d'Ostermann et de Biren continuait, et trouvait toujours dans le roi de Pologne et dans son ministre de dociles instrumens.

Le duché de Kourlande, depuis la nomination de Biren, restait toujours à la disposition de la Russie. Auguste III, soumis par son ministre aux ordres du cabinet de Pétersbourg, n'osa jamais faire aucune représentation sur tous les changemens arbitraires qui s'accomplissaient dans cette province de Pologne. Biren fut remplacé par Louis de Brunswick; le duc de Brunswick fut renvoyé, sans que le roi de Pologne osât faire un manifeste pour mettre au moins, par des formes politiques, sa dignité et son honneur à l'abri des reproches de tous les rois de l'Europe.

L'indifférence des cabinets, dans cette circon-

stance, n'est pas moins étonnante. Le héros de Fontenoi, qui avait droit à ce duché comme légalement élu par les États de Kourlande, aurait dû au moins éveiller l'attention du cabinet de Versailles sur cette violation continuelle des droits de la souveraineté dans le nord.

Le ministère de Pétersbourg, enhardi par cette indifférence, administra pendant vingt ans à son profit ce duché; ses agens y avaient établi un régime russe sous le nom d'Auguste III.

Ce nom couvrait ainsi, en Kourlande comme en Pologne, les injustices, les dilapidations, les désordres que le ministre d'Élisabeth, aidé du ministre saxon, commettait pour son propre profit, plus encore que pour les intérêts toujours mal entendus de son cabinet.

Si les princes avaient eu une politique fondée seulement sur des motifs, sur des considérations avoués par la prudence ordinaire, et dirigés par le principe de leur propre sûreté, auraient-ils laissé la nation polonaise ainsi abandonnée à la merci d'un cabinet qui, dans les vues de ce système politique qui, soutenu par la guerre, avait tant de fois déjà bouleversé l'Europe, agissait sans consulter les intérêts de la nation et du prince?

La Pologne prouvait ce que valait le calcul de ce fameux équilibre politique, dans lequel qua-

torze millions d'ames ne formaient pas même un infiniment petit.

Si une puissance peut se mêler des affaires intérieures d'une autre puissance, il n'y a plus de souveraineté ni dans les nations, ni dans les gouvernemens.

L'indépendance d'un Etat compromise devrait menacer celle de tous les autres.

Tous les systèmes politiques qui n'auraient pas ce principe pour base se réduiraient toujours à celui *du droit du plus fort*, celui des bouleversemens, des destructions et des calamités sans fin sous lequel l'humanité gémit.

La Pologne, dans l'état où le système de ses voisins la tenait depuis le commencement du siècle, ne pouvait rien par elle-même, sans gouvernement, sans administration, sans politique, livrée par son roi et son ministre à toutes les manœuvres, à tous les piéges de la politique du nord.

On ménageait par tous les moyens la liberté et l'indépendance individuelle, parce que c'était le seul sentiment qui, blessé, aurait pu éveiller la nation et lui faire sentir sa position.

On formait une nouvelle aristocratie, on distribuait des places, des domaines à la disposition de la couronne, à des hommes indiqués au ministre par les agens de cette politique.

On ménageait l'autorité des ministres polonais ; on respectait toutes les prétentions absurdes de l'ancienne aristocratie ; on influençait habilement l'élection des membres des tribunaux suprêmes ; on les remplissait d'hommes nouveaux pour enrichir la nouvelle aristocratie et pour menacer les fortunes de l'ancienne.

Les diètes qui exerçaient la souveraineté nationale étaient rompues à dessein depuis trente ans. Elles seules pouvaient s'occuper et des opérations du gouvernement et de tous les rapports extérieurs de l'État, qui pendant ce temps restaient en suspens.

On détruisait tout les liens politiques entre les citoyens, tous ceux de la nation avec les autres gouvernemens pour arriver ainsi à la ruine de la liberté civile et de l'indépendance politique de la nation.

L'histoire moderne présente au jugement de la postérité des rois qui, aidés de ministres habiles, ont travaillé à établir leur pouvoir, leur gouvernement sur la ruine de tous les droits, sur toutes les classes de la nation, pour se rendre plus forts et plus puissans ; mais avant le XVIIIe siècle, on n'avait pas vu encore un prince chef d'une grande nation qui, aidé d'un ministre corrompu et flatteur, employât trente ans de son règne pour détruire les forces politiques de la nation, pour la

tenir assoupie dans l'anarchie et pour favoriser ainsi la politique des ministres d'une puissance étrangere.

Les Polonais n'ont jamais eu d'idées exactes sur la liberté politique; leur liberté civile n'était pas garantie par la force publique.

Chacun garantissait sa liberté, et tous s'unissaient dans le danger commun, par ce sentiment qui n'existait, par malheur en Europe, qu'en Pologne, pour défendre celle de son parti ou celle de tous les citoyens. Dans ce sentiment se trouvent presque tous les liens qui retenaient cette nation de nobles et de soldats unie pendant des siècles, sans avoir ni gouvernement, ni administration régulière. Ainsi on pouvait tenir cette nation assoupie, en laissant intacte sa liberté civile, ses usages, ses mœurs et ses habitudes.

Mais comment les gouvernemens de l'Europe ont-ils pu abandonner à cette politique une grande nation qui avait en elle tous les germes de la puissance et de la richesse, qui se développaient à son insu par les forces de la nature sociale de quatorze millions d'ames qui auraient dû les frapper, eux qui voyaient dans leur peuple la marche et l'action des instrumens de la civilisation moderne!

Si l'Europe avait eu une politique raisonnable, uniforme, exercée non par des diplomates d'in-

trigue, mais par des agens éclairés par des études et l'amour du bien public, elle aurait connu tous les ressorts du mécanisme social de la Pologne, elle l'aurait dirigée par ses traités et ses conseils dans l'emploi de ses forces et de ses richesses. Si les rapports politiques ne garantissent ni la sûreté ni l'indépendance des nations contre l'invasion de la politique perfide des nations voisines, ne font-ils pas en Europe ce que les lois feraient dans un pays où elles ne défendraient pas les hommes faibles contre les hommes puissans et les simples contre les astucieux?

CHAPITRE IV.

Critique de la politique de l'Europe, et principalement de celle de Frédéric II. — Influence anglaise en Pologne. — Influence française. — Le cardinal de Bernis.

Frédéric II [16] était le prince qui devait apprécier le mieux la situation de la Pologne, la politique de l'Europe et celle qui tendait à détruire la souveraineté de la nation polonaise. Mais il n'avait que l'ambition d'agrandir ses états, d'en former une des principales puissances du Nord, et ne voyait que des moyens ordinaires pour arriver le plus tôt possible à son but.

S'il fût né avec le vrai génie de la politique, il aurait étudié la nature sociale des nations, il serait remonté à la source des vrais principes, il aurait consulté la raison du siècle, et la raison des nations où toutes les institutions, tous les gouvernemens sont comme plantés et d'où ils tirent leur vie; il y aurait vu les germes des événemens tout prêts à éclore et aurait fait peut-être dans la

politique ce que Newton avait fait dans la physique.

L'existence de la Pologne serait entrée dans ses hauts calculs. La France et l'Angleterre les auraient appuyés. L'Autriche à cette époque n'aurait pas pu les déranger, et la nation prussienne, placée sur des bases inébranlables, aurait été elle et son gouvernement, ses lois, sa dynastie, à l'abri de toutes ces maladies qui attaquent les gouvernemens, les institutions systématiques, et parmi lesquelles il s'en trouve tant de mortelles.

Frédéric, né avec de grandes dispositions pour acquérir des talens, doué d'une trempe de caractère despotique, trouva dans son éducation toutes les facilités pour cultiver ces dispositions naturelles, et aucune pour cultiver sa raison et la développer à l'aide de cette science admirable que Locke nomme *la science des causes et des principes.* Il a suivi une route commune pour arriver à la grandeur, il s'est servi des instrumens connus. Sa carrière a été brillante, sa réputation immense, dans ce siècle où l'esprit, aidé de l'imagination, décidait de toutes choses sans en connaître les principes.

Frédéric II, sorti heureusement de la guerre de la pragmatique-sanction par les traités que celui d'Aix-la-Chapelle a confirmés, voyait dans

l'Autriche à qui il avait pris la Silésie une puissance à jamais ennemie, comme il voyait dans la Russie l'ancienne, la constante alliée de l'Autriche, et placé entre ces deux puissances, il ne pouvait être tranquille sur l'avenir.

Les deux impératrices Marie-Thérèse et Élisabeth avaient en outre contre lui des motifs d'animosité personnelle.

Dans cette position il pouvait s'appuyer contre l'Autriche du parti protestant en Allemagne, à la tête duquel il se trouvait naturellement placé, depuis que l'électeur de Saxe Auguste II avait abandonné sa religion pour le trône de Pologne, et depuis que la Suède ruinée par les guerres de Charles XII avait perdu son influence avec ses forces; il aurait, d'un autre côté, opposé à la Russie la Pologne, dont il pouvait et devait devenir le protecteur et le voisin fidèle.

Sa politique posée sur ces deux bases, appuyée par ses propres forces, son administration économe et ses alliances, ne l'aurait pas mis dans tous ces dangers, pendant la guerre de sept ans, auxquels il n'a échappé que par miracle, par un de ces coups que ni la raison ni même la politique n'auraient jamais prévus.

Cette heureuse issue, due à la fortune, a couvert de fausses combinaisons et a donné dans l'Europe à cet esprit léger à cette ignorance qui

s'empare des grandes affaires, une dangereuse autorité.

La Pologne aurait dû frapper l'esprit observateur de Frédéric quand il l'a vue soulevée et partagée en deux partis après un calme de quarante ans, au milieu duquel l'oisiveté et le luxe auraient dû amollir les Polonais, au milieu duquel le système de leur roi et celui du cabinet russe, joints à l'anarchie, auraient dû affaiblir au moins ces sentimens de liberté et d'indépendance qui se manisfestaient partout.

L'Angleterre et la France, après la paix de 1748, songeait déjà à une nouvelle guerre. Elles fixèrent un instant leurs regards sur la Pologne, et par de simples insinuations elles l'arrachèrent tout entière à sa léthargie.

Tous les nobles polonais se groupaient autour de leurs chefs partagés entre le parti anglais et le parti français. L'un songeait à une monarchie constitutionnelle, l'autre pensait à un conseil exécutif responsable; tous les deux, éclairés par les malheurs de leur patrie, paraissaient sentir la nécessité absolue d'un gouvernement qui pût la tirer de l'anarchie.

Cette époque, sur laquelle l'histoire de la politique moderne ne manquera pas de s'arrêter, prouverait seule combien les Polonais eussent été disposés à écouter les conseils d'une politique

sage et raisonnable, qui n'aurait cherché qu'à les tirer de l'anarchie et à les replacer parmi les nations de l'Europe.

La France a eu à cette époque, à laquelle tant d'événemens futurs se rattachaient, des données pour un des plus beaux systèmes de politique moderne, et le roi de Prusse aurait pu y jouer un grand rôle. Toutes ces données furent connues de Frédéric; mais au lieu d'en former un plan pour couvrir sa monarchie contre toutes les attaques de la Russie et de l'Autriche, pour brider l'ambition de ces deux puissances par la justice, la raison, la vraie politique, pour influencer les cabinets de Versailles et de Londres par des rapports nouveaux, il n'a tiré parti de sa situation que pour ourdir quelques intrigues en Pologne, en Turquie, en Tatarie, qui ont contribué à la ruine de ces pays et peut-être nui à l'agrandissement du sien. S'il eût cherché à consolider sa monarchie en liant son existence de roi à celle des nations, sa monarchie serait sans doute aujourd'hui et plus grande et plus solide; il ne savait pas ce que le temps peut nous apprendre sur la nature et la vie des nations; ce temps nous en apprendra bien plus! Louis XV, en suivant les sentimens que les vertus de son épouse, née Polonaise, lui ont inspiré pour la Pologne, a prouvé dans cette circonstance comme dans tant d'autres

tout ce que ce prince malheureux aurait pu faire pour la France s'il eût eu un cabinet, un conseil indépendant de ses faiblesses domestiques et responsables devant l'État.

Mais il eut de ces conseils, de ces cabinets qui disparaissent après n'avoir causé que des malheurs, et laissent les princes infortunés seuls responsables devant leurs contemporains et leur postérité.

Le ministère anglais cherchait en Pologne à former un parti qui voulût un gouvernement fort et monarchique. Ce ministère n'a jamais soutenu en Europe les principes républicains; fatigué d'une opposition continuelle dans le parlement et dans la nation, il se trouve naturellement disposé, dans les négociations extérieures, pour les principes contraires à ceux auxquels il travaille à résister sans cesse à l'intérieur. Ce système, cette routine diplomatique ont formé toute sa politique depuis 1688 jusqu'en 1814.

Le ministère anglais n'a jamais connu la nation polonaise, et il n'a jugé le parti qu'il était parvenu à réunir, après la paix d'Aix-la-Chapelle, que par ses chefs. Ces hommes, pénétrés des abus que l'absence du gouvernement avait fait naître dans leur patrie, sentaient la nécessité d'établir l'ordre dans la nation. Ils savaient comment le pouvoir royal s'est formé dans les pays où le tiers-

état avait appuyé pour son bien et pour sa sûreté l'autorité du monarque; ils savaient comment des ministres fameux ont écrasé tous les obstacles avec la terreur et la force. Ces hommes avaient des connaissances historiques, ils avaient un génie tout ministériel: ils y joignaient un caractère ferme. En France, sous Louis XIII, à la tête d'un gouvernement déjà fort par lui-même et fort du tiers-état, ils auraient pu donner par leur administration vigoureuse un nouvel éclat à leur illustre nation, mais en Pologne où il fallait organiser la nation avant d'y trouver la force pour organiser le gouvernement, ils ne pouvaient qu'ajouter un triste épisode à sa longue et funeste anarchie. Ils ne pouvaient avoir cette expérience sans laquelle le génie même, dans les affaires humaines, marche en aveugle, là où depuis deux cents ans la confusion régnait dans les hommes comme dans les opinions, où les travaux des gens éclairés ne formaient ni les capitaux de la richesse matérielle ni ceux de la raison nationale; ce n'est certainement pas là qu'ils pouvaient apprendre le mécanisme du gouvernement, approfondir, apprécier tous les ressorts et tous les principes de l'administration, et sans cette connaissance pratique ils ont dû infailliblement échouer comme tant d'autres qui ont échoué après eux par ces mêmes raisons.

On cherchait la force pour rétablir l'ordre en Pologne, mais ne sachant pas la trouver dans la nation, on la cherchait, conduit par cette routine funeste que l'élection des rois étrangers avait établie, dans les cabinets ennemis; on la cherchait dans les combinaisons de cette diplomatie qui employait tous ses moyens pour entretenir l'anarchie en Pologne.

Si la politique de l'Europe avait eu alors des vues de conservation, de civilisation et non de destruction et de ruine, la Pologne, guidée par cette politique, éclairée par des conseils, serait bientôt arrivée à une monarchie légitime qui aurait rappelé aux Polonais celle des Jagellons et les aurait à jamais attachés, pour leur bonheur et pour le repos des nations, à l'ordre social et aux lois de la constitution. Elle y serait arrivée seule si cette politique lui eût laissé seulement quelques années de plus. Dans la nature politique sociale le temps est aussi un grand obstacle, et son emploi au milieu de tous ces systèmes faux, absurdes, y est peut-être encore moins connu que dans tous les actes de la vie.

Les agens anglais en Pologne s'étaient liés avec le parti qui, pour tirer la nation de l'anarchie, voulait la soumettre à cet ordre qui régnait dans les monarchies européennes. De leur côté, les agens français s'étaient emparés, avec un talent rare,

de tous les chefs de la nation qui voulaient l'ordre, la monarchie, fondés sur les principes républicains.

Si la politique avait consisté à cette époque à défendre l'existence des gouvernemens et des nations, les cabinets de Versailles et de Londres n'auraient-ils pas trouvé plus de facilités pour aider la Pologne à se tirer de l'anarchie, à se mettre sur la route de la civilisation et en harmonie avec les maximes de leurs principes d'administration, que les cabinets de Pétersbourg et de Berlin n'en ont eu pour la tenir dans l'anarchie et pour lui ôter peu à peu la force et la capacité de résister un jour à leurs vues aussi anti-sociales qu'anti-politiques? Ni le ministère anglais, ni le ministère français n'ont su profiter de la Pologne, même pour leurs projets du moment, dans cet intervalle entre la paix de 1748 et la guerre de 1756, intervalle qu'il fallait cependant bien employer, et dont les événemens postérieurs ont démontré assez l'extrême importance.

Cette histoire de l'Europe, depuis 1748 jusqu'en 1756, bien analysée, bien approfondie, prouverait seule quelle terrible influence peut avoir la politique extérieure, arbitraire, irréfléchie sur la sûreté des trônes et la tranquillité des peuples.

Le ministère anglais se montra moins habile encore qu'à l'ordinaire dans cette circonstance de sa politique systématique.

Il permit à son ambassadeur d'appuyer de son crédit à Saint-Pétersbourg le jeune agent [47] des chefs de ce parti polonais qui cherchait l'appui de l'Angleterre, qui se flattait d'obtenir de l'impératrice Élisabeth la permission de travailler de bonne foi à établir un gouvernement en Pologne.

L'ambassadeur anglais prouva que les mœurs privées, les principes de conduite devraient toujours être sévèrement examinés dans les diplomates que leur pays envoie exercer des fonctions secrètes et délicates au milieu des étrangers. Il joua dans les affaires polonaises un rôle peu convenable à son caractère public et à celui de sa nation ; montra plus de talent pour les intrigues du palais que pour celles du cabinet, et ne fit que donner l'éveil à la Russie et la mettre à même d'observer et de surveiller en Pologne les deux partis qui s'étaient formés depuis le commencement du malheureux règne d'Auguste III.

Le ministère anglais contribua ainsi à augmenter l'influence du cabinet russe, sans faire aucun bien à la Pologne et sans tirer parti pour son propre pays du mouvement qu'il aurait dû favoriser. Combien de subsides pourtant n'ont pas fait ce que la bonne direction de ce parti en Pologne aurait pu faire dans le temps pour les intérêts de l'Angleterre ! Il fallait plutôt laisser

les Polonais à leur sort que de s'en occuper d'une manière aussi légère et aussi indirecte.

Tout doit être important dans la politique nationale ; la plus petite négociation comme la plus grande doit être dirigée par le même esprit, et garantie par les mêmes moyens de l'influence de la perversité et de l'ignorance des agens d'exécution.

Si le cabinet britannique ne se fût pas occupé des Polonais, il n'aurait pas pu être accusé aujourd'hui du mal que son ambassadeur causa sans s'en douter en contribuant par des intrigues blâmables à préparer le dernier règne en Pologne ; ce règne que la dignité des nations et la majesté des couronnes auraient dû empêcher, et sous lequel s'ouvrirent les premières scènes de tous ces actes qui ont fini un siècle et en ont commencé un autre, qui nous rappellent le bouleversement de l'empire romain, et ces troubles de l'Europe que la guerre de trente ans n'a terminé que par la justice et la raison qui dictèrent le traité de Westphalie.

Dans la politique, les bévues, les erreurs petites, en apparence, doivent produire souvent de grands résultats par l'influence qu'elles ont sur les masses, les intérêts des gouvernemens et des gouvernés. Et comment les prévenir dans ces systèmes arbitraires qui ne sont pas fondés sur les

principes de législation et d'économie politique, ni dirigés par l'expérience et l'observation, si on n'admet par des règles certaines de conduite, des calculs de probabilité pour les événemens possibles?

Cela n'arrangerait pas, il est vrai, tous ces gens qui, avec de l'esprit et de la faveur, se croient propres aux plus grandes places, se croient des hommes d'État, des administrateurs, car il faudrait, pour suivre de tels systèmes, des hommes formés par l'expérience et l'étude, comme il en faut pour la guerre, pour l'artillerie et le génie.

Le cabinet de Versailles aurait trouvé son roi bien disposé à approuver un plan qui aurait eu pour but de mettre de justes bornes à la puissance de la Russie, à celle de la Prusse, et d'affermir l'existence nationale des Polonais. Mais ce cabinet n'était pas malheureusement à l'abri des faiblesses du prince qui aurait pu être un des meilleurs monarques par son cœur et son esprit, si la constitution de l'État, forte, vigoureuse, basée sur les intérêts de la nation, eût pu soutenir à chaque instant le caractère irrésolu du maître et le défendre contre ses propres passions qu'excitaient continuellement la flatterie, la corruption et l'intrigue. Un abbé poète [18], de beaucoup d'esprit, grace à la protection d'une femme en faveur qu'encensaient tous les poètes-philosophes, comme

pour justifier le faible et malheureux roi devant sa conscience et devant son peuple, aurait-il dû arriver à la tête du cabinet de France? Un abbé, une femme galante, ont changé tout d'un coup, avec une légèreté qui devait déjà amener de grandes catastrophes, un système politique auquel Henri IV, Sully, Richelieu, Louis XIV avaient attaché leurs noms immortels. La France, rivale de l'Autriche depuis deux cents ans, devient tout à coup son amie, son alliée. Les traités d'Oliwa, de Westphalie, et tous les anciens rapports politiques de la France se trouvent ou détruits ou affaiblis par un traité qui ne remplace aucun des avantages qu'on sacrifie.

L'Autriche, dans cette négociation, n'a point agi sans motifs, ni abandonné son système d'agrandissement et de conservation. Occupée d'une seule idée, de reprendre la Silésie et d'arrêter tous les projets qu'on pouvait former contre sa puissance en Allemagne, elle ne se lie avec la France que pour la détacher des affaires de l'Empire et des intérêts du roi de Prusse. Si elle s'éloigne pour le moment de l'Angleterre, elle ne rompt pas tous les nœuds avec elle, pour pouvoir ramener, en temps convenable, ce *fameux équilibre* que Guillaume III opposa au système français.

Elle conserve son alliance avec la Russie, et la

rend plus forte par cela même que les liens de la France avec l'empire de Turquie, la Suède et la Pologne s'affaiblissaient de jour en jour.

Aussi ce traité augmenta-t-il le crédit du cabinet de Vienne et donna-t-il à son négociateur[19] une réputation bien plus grande que ses talens et son caractère ne la méritaient.

CHAPITRE V.

Guerre de 1756. — Position de la Pologne. — Une nouvelle aristocratie se forme en Pologne. — Ses fautes. — Discrédit dans lequel elle tombe. — Inconvéniens qui en résultent. — La Russie donne le duché de Kourlande au fils d'Auguste III. — Fautes de Frédéric II. — Critique de sa politique et de son caractère. — Mort de l'impératrice Élisabeth. — Pierre III. — Pouvoir que Frédéric II exerce sur ce faible prince.

L'alliance de la France et de l'Autriche parut en Europe un événement extraordinaire, une véritable révolution dans la diplomatie.

Le temps prouva ce que valent ces événemens extraordinaires, ces révolutions dans les cabinets, et pour ceux qui en profitent, et pour ceux qui en sont les dupes.

La guerre de 1756 entre la France et l'Angleterre éclata dans le même temps et prouva encore combien les lumières du siècle avaient peu d'influence sur la politique.

Le progrès des lumières faisait espérer à la fin de la guerre de la succession de l'Espagne, et à la suite de la paix d'Utrecht, que les gouvernemens, occupés désormais du commerce, abandonneraient à jamais cette ambition où Charles-Quint et Louis XIV n'ont trouvé que la ruine de leurs monarchies. Aurait-on cru alors que le cabinet de Londres, qui devait constamment obéir à l'opinion, aux lois, à la raison de sa nation, commencerait la guerre quarante-deux ans après, animé par cette même ambition, et qu'il chercherait la monarchie universelle par mer, comme on l'avait cherchée par terre?

Le système du commerce, celui des colonies, auraient pu entraîner dans la guerre la France et l'Angleterre; mais pourquoi toutes les nations se mêlèrent-elles de cette querelle, élevée pour quelques terres incultes de l'Amérique septentrionale? Dans cette nouvelle guerre d'ambition, l'Autriche combat avec la France, l'Angleterre s'allie à la Prusse, et la guerre amène sur l'Europe les mêmes malheurs qu'auparavant.

La Pologne, abandonnée par la France, par l'Autriche, par l'Angleterre et par la Prusse, est entièrement livrée à l'influence de la Russie. Une nation de quatorze millions d'hommes ne pèse rien dans cette balance où l'Acadie, petite partie d'une presqu'île dans le Nouveau-Monde, est

d'un si grand poids. Les Polonais n'ont jamais été conquérans; ils ont toujours gardé fidèlement tous les traités; ils sont restés en paix avec l'Europe durant la guerre de la *pragmatique sanction*, et ils restèrent de même pendant toute la guerre de sept ans. Ils auraient trouvé une belle occasion de secouer le joug des étrangers, de se donner un gouvernement capable de les tirer de l'anarchie, s'ils avaient eu un autre roi, ou si leurs chefs eussent été aidés ou par le cabinet de Versailles ou par celui de Londres.

Auguste III et son ministre n'ont jamais connu en Pologne d'autres intérêts que ceux du cabinet de Pétersbourg.

Quand toute la nation, excitée par ses chefs, paraissait disposée à suivre l'impulsion ou de la France ou de l'Angleterre pour sortir de l'anarchie dans laquelle on l'enfonçait de plus en plus, le roi ne s'attachait à aucun parti, et son ministre les surveillait tous pour remplir les intentions du ministre de l'impératrice Élisabeth, et pour mériter sa protection. Cette soumission aux ordres d'une puissance étrangère fut un exemple nouveau pour l'Europe; a-t-il servi à relever le trône, à affermir l'autorité du monarque?

Les sentimens du roi et du comte de Brülh étaient partagés par cette espèce d'individus qui sont, dans les républiques comme dans les

monarchies, jouets de la vanité et de l'ambition. Ils formaient, depuis le règne d'Auguste II, une espèce d'aristocratie très peu nombreuse. Elle commença en sens inverse de l'ancienne aristocratie polonaise : ceux qui la composaient cherchaient d'abord la fortune dans les faveurs de la cour, dans les désordres des tribunaux, dans les intrigues des familles, dans la régie des biens, des propriétés des riches, et arrivaient ensuite aux honneurs, en se liant par des mariages, par des intérêts domestiques et politiques, avec les maisons illustrées par des services jadis rendus à la patrie et à l'État.

Ces nouveaux nobles étaient généralement regardés comme ces parvenus qui révoltent par leurs hauteurs la classe d'où ils sortent, et par leurs bassesses celle où ils sont entrés. Si ces parvenus, plus encore par vanité que par cupidité, se livraient aux manœuvres de la politique étrangère ; si les cours étrangères, par ignorance des mœurs et des lois du pays, les traitaient de *magnats*, de *grands seigneurs*, ils étaient bien loin d'inspirer dans la nation ni les mêmes égards que les magnats hongrois, ni les mêmes craintes que les boyards valaques. Cette aristocratie bâtarde, en servant les cabinets étrangers pour arriver aux places lucratives et honorifiques, leur donnait de fausses notions du caractère national et

des sentimens de l'antique aristocratie polonaise.

Si elle causait des malheurs à son pays, elle entraînait aussi, par son ignorance et sa vanité, ceux qu'elle servait dans des mesures qui devenaient funestes à eux-mêmes, à leurs successeurs et à l'Europe.

Elle était soumise au roi étranger et à son ministre, plus étranger encore, comme le roi et son ministre étaient soumis au ministère de Saint-Pétersbourg. Aussi, dans les maisons patriciennes, on montrait cette noblesse aux jeunes gens, comme à Sparte les esclaves ivres étaient offerts aux yeux de la jeunesse, pour la dégoûter de la débauche.

Incapable de connaître le pays, proscrite dans l'opinion, elle ne pouvait donner aux étrangers, dont elle était l'agent, que des idées erronées sur l'état physique et moral des Polonais, sur les forces, les lumières et les partis de cette nation nouvelle, qui depuis Auguste II se formait à l'école du malheur et de l'oppression étrangère.

La soumission d'Auguste III fut récompensée par une province polonaise, comme pour établir une maxime « que la politique nourrit la poli-« tique », qui devait amener celle-ci, « que la « guerre nourrit la guerre. »

Le duché de Kourlande, dont le cabinet de Pétersbourg s'était emparé et qu'il administrait à

son profit, devint la récompense du roi qui, saxon ou russe, n'avait jamais rien eu de polonais. Les États de Kourlande reçurent l'insinuation ou l'ordre d'élire pour leur duc le prince Charles, fils chéri du roi de Pologne.

La nation polonaise sentit ce nouvel outrage : son sénat fit des réclamations; mais le ministre du roi, aidé des chefs de ce parti que l'Angleterre avait si mal secouru, parvint bientôt à rétablir le calme.

Ces chefs tenaient toujours à leur projet de donner à la Pologne un gouvernement régulier et capable de résister à l'ambition de ses voisins. Séparés du roi, ils étaient soutenus par le même système qui soutenait et le roi et son ministre. Ils se flattaient de se servir de cette même politique pour arriver à leur but, et d'être plus habiles que ceux qui travaillaient à détruire les forces de leur patrie pour la subjuguer. Leur erreur tenait peut-être plus encore à leur orgueil qu'à leur raison; mais cet orgueil annonçait au moins l'ame élevée, l'esprit fier de l'ancienne aristocratie polonaise.

Aussi, nés à Rome, ils auraient mérité, avec tous leurs défauts, tous leurs mécomptes qui tenaient à tant de circonstances, une place dans les Vies de Plutarque. Ils avaient une influence réelle dans la nation, due à leur nom, à leur for-

tune, à leurs places et à leurs talens, et ils s'en servaient pour la tenir tranquille, croyant la conduire, à son insu, au bonheur dont ils s'occupaient à leur manière, et qu'ils espéraient de bonne foi.

Dans la nouvelle guerre ainsi que dans la dernière, le roi combattait, comme électeur de Saxe, pour les intérêts de l'Autriche, et les États de Pologne restaient toujours en paix. Les Polonais, contenus par leurs chefs qui attendaient le moment favorable dans la politique de l'Europe, souffraient patiemment toutes les violations des traités qu'il avait conclus avec la Russie et la Prusse.

Si on eût eu plus de confiance dans ses propres forces, si on eût su organiser, diriger, administrer ces forces, seules capables de relever, de soutenir la nation, que n'aurait-on pu faire à cette époque comme à tant d'autres! Mais à quoi sert la matière première, la meilleure comme la plus forte, quand le talent et la persévérance ne savent pas la mettre en œuvre? Les Polonais étaient moins avancés dans l'art de gouverner, d'administrer les états que dans tous les autres arts de l'industrie humaine. Mais en jugeant les événemens dans leur nature, par leurs causes, leurs effets éloignés et non par leurs résultats momentanés qui tiennent communément, surtout dans

notre siècle, à tant de circonstances, à tant d'illusions indépendantes du calcul de la raison, on doit s'étonner que Frédéric, dans l'intervalle des guerres de la pragmatique-sanction et de sept ans, n'ait pas arrêté l'organisation fixe de la Pologne comme une des principales données de sa politique.

L'Autriche, mal disposée pour la Pologne dès le temps où la famille des Jagellons y régnait ainsi qu'en Bohême et en Hongrie, plus mal encore à la fin du XVIe siècle, lorsque les Polonais battaient ses armées et faisaient prisonnier l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur[20], s'était liée avec la Russie depuis que la Hongrie et la Bohême étaient tombées sous le sceptre de sa maison afin de travailler conjointement à détruire l'esprit militaire des Polonais, cette ame de leur nation.

Cette politique de l'Autriche aurait dû attirer sur la Pologne l'attention d'un prince qui avait des projets nouveaux sur le Nord pour l'agrandissement de la monarchie prussienne, projets contraires aux intérêts de la maison d'Autriche, alliée de la Russie, projets qui perdaient l'appui de la France depuis le traité de 1756. Il aurait fallu appuyer ces projets sur de nouveaux principes de politique indépendans des petites passions des

cabinets et antérieurs à l'existence des cabinets mêmes.

Aussi il serait facile de démontrer que Frédéric, ce roi si célèbre chez les nations modernes, n'a pas eu une politique digne de sa réputation.

Dans la politique raisonnable, les principes de conquête ne sont jamais séparés de ceux de conservation; les uns et les autres servent de base à tous les calculs.

Frédéric suivait dans le Nord avec ses talens, son activité, sa ténacité, la politique d'Auguste II, de Charles XII et de Pierre Ier. Il tenait à son siècle par cet esprit fertile en expédiens qui n'approfondit pas les principes, ne s'embarrasse pas des conséquences, et suit plus l'imagination que l'expérience. Il tenait à son siècle par cette philosophie qui n'est pas la science des causes et des principes, comme la philosophie de la raison, mais qui est l'art de conduire les humains à leur bonheur individuel. Doué de cet esprit et de cette philosophie, Frédéric, monarque absolu, maître déjà du bonheur de tant de mortels, marchait à l'agrandissement de sa nouvelle monarchie par des voies qu'on ne connaissait pas encore dans les monarchies de l'Europe, fondées dans l'opinion des peuples sur la justice éternelle, sur la morale de tous les siècles, et sur la religion de Jésus-Christ.

La Pologne n'eut que trop lieu d'apprécier dans ses rapports commerciaux, judiciaires, monétaires, les effets de cette nouvelle application de la philosophie du sensualisme à la politique moderne.

En étudiant la guerre de sept ans avec une raison impartiale, indépendante des autorités des écrivains admirateurs de la philosophie, des talens et de l'esprit de Frédéric, on évalue aujourd'hui à leur juste prix tous ces expédiens que les principes éternels conservateurs des sociétés humaines devraient faire rejeter dans tous les siècles et plus encore dans le nôtre.

Malgré tous ces expédiens, Frédéric ne se trouva-t-il pas au bord du précipice, avec toute sa gloire et toute sa monarchie, en 1757 comme en 1761? que lui auraient-ils produit si le général russe Apraxin, après sa belle campagne de 1757, eût poursuivi ses succès avec vigueur, et ne se fût pas rendu coupable en se retirant sans autre motif que le désir de plaire au grand-duc, héritier présomptif de l'Empire et ami passionné du héros?

L'armée russe n'a-t-elle pas obtenu de grands succès sur les généraux prussiens?

Le général Soltikof n'a-t-il pas remporté une grande victoire sur le roi de Prusse lui-même, n'a-t-il pas fait sa jonction en sa présence avec les généraux autrichiens, jonction importante pour

les opérations du moment et exécutée par des manœuvres habiles?

Les capitales de la Prusse, Kœnigsberg, Berlin, n'ont-elles pas été prises par les généraux russes? Et au moment où le général Romanzof, après un siége long et meurtrier, prenait Colberg, lorsque l'impératrice Élisabeth terminait ses jours en pleurant sur toutes ces victoires qui coûtaient tant de sang et de misère à l'humanité, Frédéric ne se vit-il pas alors dans un état désespéré?

N'était-il pas écrasé lorsque, par un de ces changemens de fortune inouïs, le grand-duc [21], devenu empereur, non-seulement lui accorde la paix, mais encore lui donne pour auxiliaires ces mêmes troupes russes qui, conjointement avec l'Autriche, venaient de le mettre à deux doigts de sa perte?

L'alliance de l'Autriche avec la France avait étonné l'Europe éclairée au commencement de la guerre : celle-ci dut encore la surprendre. L'on passait ainsi d'un étonnement à un autre sans pouvoir appliquer aux événemens mêmes les calculs de la raison la plus vulgaire.

Secouru ainsi inopinément, Frédéric sortit de la guerre de sept ans avec sa gloire personnelle et les avantages acquis dans la guerre de la pragmatique-sanction.

Mais ce résultat extraordinaire justifie-t-il sa

politique? L'armée russe, par ses seules victoires, n'avait-elle pas arrêté ses conquêtes, ses grands projets?

Il fut accablé par des forces immenses, il est vrai; mais il sut se montrer ferme, calme dans ses malheurs comme dans sa prospérité. Il intéressa l'Europe à sa grande fortune, il s'acquit un grand nom dans un de ces siècles de bouleversemens, au milieu desquels les plus turbulens deviennent de grands hommes avec plus de facilité que les hommes vraiment grands n'obtiennent ce titre dans ces siècles heureux marqués, non par la caducité, mais par la force des institutions humaines.

Frédéric, dès ce moment, parut sentir que de lui-même il n'était pas assez fort pour se maintenir dans le Nord au premier rang; aussi employa-t-il tout son esprit pour conserver l'alliance qu'il avait contractée avec la Russie et encadrer ses vues d'agrandissement dans la politique du cabinet de Pétersbourg.

Il resta depuis sans système politique au milieu des cabinets qui changeaient les leurs par intrigue ou par caprice.

Si son génie politique eût pu devancer l'expérience, s'il eût senti l'importance des vrais principes, il aurait laissé après lui un cabinet organisé comme il a laissé une administration, un code, une armée; la monarchie prussienne, ainsi con-

stituée, n'aurait pas, par son abaissement rapide, prouvé d'une manière évidente que les États sont mieux garantis par des systèmes politiques extérieurs, sages et raisonnables, que par les armées les mieux disciplinées, et que les variations arbitraires dans les systèmes politiques peuvent amener des bouleversemens dans les systèmes intérieurs des nations, qui doivent être soumis aux combinaisons de la raison nationale et des lumières du siècle.

Pierre III, par son traité avec le roi de Prusse, se perdit dans l'opinion. De belles ordonnances qui auraient dû immortaliser son nom et rendre sa mémoire chère à ses sujets ne purent réparer l'impression fâcheuse que sa conduite politique avec le roi de Prusse, avec le roi de Danemark, avec le duc de Kourlande, avec Biren, avait faite sur tous les esprits.

Il en fut cruellement puni. Il ne suivit pas la raison, et tomba bientôt victime des passions qu'il avait excitées et qu'il avait enhardies par les insultes faites à l'opinion et à la raison nationale. Sous le despotisme comme sous la monarchie, l'opinion défend les princes, dans un moment où les lois ne les défendraient pas.

Frédéric perdit dans Pierre III un ami passionné, un admirateur fougueux; mais il trouva bientôt des consolations dans sa philosophie. Cette

perte dérangea ses plans, mais son esprit lui fournit bientôt de nouveaux expédiens.

Les philosophes qui admiraient sa philosophie, les hommes d'esprit qui rendaient hommage à son esprit, formèrent à Frédéric, à la paix, une puissance morale, une puissance d'opinion vraiment importante, et le présentèrent comme exemple à tous les princes.

Il aurait été difficile d'imiter Frédéric dans tous les développemens de son grand caractère, qui était le même au milieu des adversités comme au milieu des succès; dans sa justice sévère pour ses sujets, qui ne se démentit à aucun instant de sa vie; dans l'emploi de son temps, dans son ordre, son économie, sa simplicité antique; aussi les princes qui, pour mériter les éloges des philosophes et des gens d'esprit, cherchèrent à l'imiter, ne l'imitèrent-ils pas dans sa véritable grandeur. Ils singèrent son originalité, ses bizarreries, sa philosophie railleuse et superficielle qui remplaçait chez lui la véritable philosophie, la philosophie des législateurs, des hommes d'état, fondée sur l'étude de la nature sociale, de la raison unie à la morale et soutenue par l'observation et l'expérience des siècles.

Cette imitation devint funeste à la monarchie. Elle introduisit peu à peu dans les gouvernemens le mépris des principes, de l'opinion, des an-

ciennes pratiques; elle mit à la mode le despotisme arbitraire soutenu par des hommes à projets, sans vrais talens acquis par l'étude, mûris par la méditation et le travail: on oublia que le bonheur et la richesse des nations sont dus aux travaux sérieux beaucoup plus qu'à l'esprit et au génie même; on parut ignorer que si les hommes d'état peuvent donner quelques instans aux amusemens de l'esprit, ils doivent toute leur vie aux études et aux travaux sérieux. L'absence des principes dans les affaires publiques se fit bientôt sentir dans la conduite et la moralité de ceux qui les dirigeaient; l'influence des affaires publiques sur les affaires privées, des administrateurs sur les administrés, fut bientôt aperçue.

Les anciens philosophes de l'Inde, de l'Égypte n'admettaient à leur doctrine et n'initiaient à leurs secrets sur la nature physique du monde que des élus, des adeptes éprouvés; Frédéric et ses philosophes publiaient leurs maximes sur la nature sociale applicables à l'égoïsme privé comme à l'égoïsme public, sous toutes les formes, dans des écrits à portée de toutes les intelligences et de toutes les classes.

Aussi l'application de cette philosophie dans le Nord à la politique du Midi produisit bientôt des résultats terribles au système monarchique,

qui rappellent ceux que la politique du Midi, appliquée à l'autorité de l'Église, avait causés à la monarchie dans un autre siècle.

Ce que Frédéric ne pouvait pas apprécier dans son temps nous pouvons l'apprécier dans le nôtre.

Cette puissance d'opinion due aux écrivains sans principes, aux philosophes sans conscience, aux poètes sans moralité, a-t-elle été utile à la monarchie? l'expérience a bien prouvé le contraire. Aidé de cette puissance, Frédéric se rendit despote, et put se croire plus habile que *le prince* dont il avait critiqué la politique; l'auteur de l'anti-Machiavel aurait dû mieux connaître son siècle plein de faiblesse politique; il ne serait pas placé aujourd'hui au milieu des ruines, en attendant qu'un siècle de raison, de force politique prononce sur ses titres à la reconnaissance de la monarchie, et sur le rang qui lui appartient au milieu des hommes.

Hobbes et Voltaire ont été dangereux à la monarchie quand ils ont prôné les nouveaux instrumens du despotisme.

La philosophie guidée par la raison, la religion guidée par la conscience seule peuvent servir à rendre les mortels sous des gouvernemens légitimes plus raisonnables et plus heureux.

Puissent les gouvernemens, après de telles ex-

périences, n'encourager, ne protéger que des écrivains laborieux qui traitent ce qu'ils connaissent, qui mettent des principes et de la conscience dans tous les travaux qu'ils présentent au public pour contribuer à former ou éclairer la raison nationale!

CHAPITRE VI.

L'impératrice Catherine II. — Influence fatale de la prétendue philosophie sur l'esprit des gouvernemens au XVIIIe siècle. — Catherine rétablit Biren dans le duché de Kourlande. — Le roi Auguste III quitte la Pologne. — Ambassade de Keyserling.

La mort de Pierre III fit voir que le despotisme personnel, terrible pour les sujets, est encore plus terrible pour les despotes entourés des courtisans corrompus par l'exercice du pouvoir absolu. En Russie, la corruption était augmentée par la culture des arts, qui, dans une nation où le législateur n'est pas encore parvenu à inspirer un profond respect pour la raison et la morale publiques, ne peut qu'éveiller l'imagination, exciter les passions et augmenter les besoins.

Si l'impératrice Anne se fût soumise à l'organisation du gouvernement que le Haut-Conseil lui avait présentée en 1730, ce gouvernement, perfectionné avec le temps, aurait pu rendre la

puissance du souverain indépendante de ses passions, de ses faiblesses, comme de l'intrigue, de la corruption des favoris; ainsi, la puissance du monarque serait devenue naturellement sacrée; le mal aurait été attribué à des conseillers perfides, le bien à la bonté, à la justice, à la raison du prince, qui a tant d'intérêt à rendre son peuple heureux et content, et ne doit être censé faire par lui-même que le bien. Le prince le plus absolu ne trouve-t-il pas sa sûreté et celle de sa puissance et de sa gloire garanties par la responsabilité des agens du pouvoir? Cette responsabilité ne devrait-elle pas former sous tous les gouvernemens une des lois fondamentales de l'État?

Sous le despotisme de l'ancienne Égypte on jugeait les rois après leur mort.

Ne pourrait-on pas, dans nos États modernes, examiner, au moins après la mort des princes absolus, la conduite et la fortune de leurs favoris et de leurs ministres?

La Russie même sans constitution, avec une loi de responsabilité, aurait-elle été livrée sous l'impératrice Anne à un Biren? Bestucheff, sous l'impératrice Élisabeth, aurait-il rendu le règne de cette princesse odieux?

Les princes nés sur le trône, abandonnés à leurs passions, conservent toujours quelques sentimens favorables à leurs peuples. Les esclaves,

devenus maîtres, ne peuvent jamais imiter ces sentimens, et leurs passions, irritées par la crainte et l'orgueil, doivent rendre leur despotisme tantôt cruel, tantôt absurde, et toujours honteux pour les princes comme pour les peuples.

Une loi de responsabilité aurait empêché Pierre III de rappeler Biren de son exil où il devait attendre, au milieu des bêtes féroces, la mort qu'il avait méritée par tant de crimes et tant de perfidies.

Cet acte n'avança pas la catastrophe qui précipita ce malheureux prince du trône; mais il contribua à persuader qu'une maladie mentale avait amené la chute de ce prince.

Catherine II signala le commencement de son règne par la clémence, qui ne fut pas chez elle, il faut l'avouer, une vertu politique et factice.

La princesse Sophie-Auguste, fille de Christian-Auguste, prince régnant d'Anhalt-Zerbst, amenée à Moskou en 1744 pour épouser le grand-duc de Russie, embrassa la religion du peuple Russe, et reçut le nom de Catherine [22].

Cette princesse, montée sur le trône de Russie en 1762, se crut obligée d'embrasser la religion politique du cabinet de Pétersbourg.

Catherine II, avec une imagination romanesque, le goût des arts et des plaisirs, l'amour

excessif de la gloire et de la renommée, à la tête de l'empire Russe, devait faire naître dans son siècle des événemens extraordinaires.

Dans un pays civilisé par la raison nationale, les institutions et les lois, cette princesse célèbre aurait respecté l'opinion publique comme elle respectait les préjugés de toutes les classes de son peuple; elle eût mérité l'admiration de ses sujets; aucune nation n'aurait pleuré sur les titres de sa grandeur, aucun siècle ne les aurait contestés, car la véritable grandeur, fondée sur la justice et la raison, doit avoir l'assentiment de tous les peuples et de tous les siècles.

Dans une autre cour que celle de Russie, son imagination, ses goûts, ses passions, toutes ses qualités brillantes auraient naturellement reçu des développemens bien différens. Elle aurait trouvé d'autres circonstances et son esprit lui aurait présenté d'autres combinaisons; mais les Russes sous son règne n'étaient pas encore sur le chemin de la véritable civilisation. La noblesse n'avait pas encore appris ce que valait la gloire des conquêtes en elle-même pour la sûreté du pays; le peuple tout entier n'avait pas encore eu à se défendre contre le génie de destruction, qui, de de l'orient à l'occident, du midi au nord, bouleversa les États pour construire de leurs ruines un seul édifice politique en faisant toujours valoir les

mêmes droits, les mêmes moyens, la même politique dont on avait sans cesse abusé avant lui. Les Russes n'étaient pas encore à cette époque terrible où l'Éternel devait conduire au milieu d'eux ce génie de destruction, pour y bouleverser le superbe édifice de la politique de Catherine, et pour faire voir ce que vaut cette ambition des princes séduite par la fausse civilisation, la fausse gloire, la fausse politique.

Catherine, une fois décidée à régner comme l'impératrice Anne, comme l'impératrice Élisabeth, se soumit malgré son esprit, son caractère et ses talens à l'influence des mêmes élémens. Les favoris, les ministres, même sans caractère, sans esprit, sont des gens si habiles! Aussi l'historien Lévesque dit-il :

« Quand on se rappelle les cruautés exercées « en Russie par Biren, sous le règne de l'impé- « ratrice Anne, on éprouve quelque peine en le « voyant rappelé par Pierre III, et cette peine « augmente lorsque Catherine lui accorde sa pro- « tection pour le rétablir dans le duché de Kour- « lande, possédé alors par le prince Charles de « Saxe. »

Le prince Charles, fils d'Auguste III, que tous les princes de l'Europe auraient dû protéger, assiégé pendant six mois dans son palais par les troupes de la Russie, abandonné à lui-même et

secouru seulement par quelques braves Polonais, fut forcé d'abandonner ses états à Biren. Cette nouvelle violation des droits de la souveraineté atteignit enfin le roi, lui fit sentir quelque chagrin de tenir la couronne de ce Biren lui-même et des armées russes. Le sentiment paternel blessé produisit l'effet que le sentiment royal n'avait jamais pu produire. Auguste III, rappelé un instant à sa dignité, convoqua le sénat, voulut réveiller cette énergie des Polonais qu'il n'avait cessé de comprimer pendant trente ans de son règne. La nation aurait été disposée à soutenir, dans cette occasion, son honneur et ses droits; mais le roi, toujours dominé par un ministre qui ne savait qu'obéir et flatter pour se soutenir en place, ne présenta aucun plan, aucun moyen, ne forma aucune alliance politique pour attaquer la puissance à laquelle il laissa entièrement l'autorité royale en Pologne pendant si long-temps. Le prince Charles, par sa fermeté et sa courageuse résistance, intéressait vivement les Polonais, mais les chefs des partis cherchaient à les calmer, en attendant de nouveaux événemens, que l'âge et la mauvaise santé du roi faisaient déjà présager.

Le sénat fit toujours voir, en se prononçant unanimement, après sept jours de délibérations, en faveur du prince Charles, ce qu'Auguste III aurait pu exécuter en Pologne pour le repos des

Polonais, pour les intérêts de sa famille, et pour la dignité de la monarchie.

Catherine voulut suivre les traces de Pierre-le-Grand et mériter des éloges de son siècle; avec l'esprit et les connaissances de son temps, avec les formes de la justice et les apparences de la philosophie, elle espérait mériter au moins la même renommée que Frédéric.

Quelques aphorismes sur l'humanité, sur la liberté des consciences, sur la nature de l'homme servaient à cette époque à parer les actions et les écrits des hommes.

Grace à cette hypocrisie, les puissans de la terre obtenaient des louanges que l'humanité et la raison ne pouvaient approuver; et les écrivains sans talent arrivaient à être proclamés philosophes.

On veut aujourd'hui que cet art de tromper soit la philosophie, pour attribuer à la philosophie tous les malheurs de notre siècle.

Qui les produisit ces malheurs? les écrivains seuls? Mais auraient-ils fait tant de mal si les puissans de la terre soumis à la loi de Dieu, à la loi de leur pays, à la loi sacrée de l'humanité et de la raison, se fussent contentés de l'approbation de leur conscience et de la bénédiction des peuples?

Non, cet art des déclamateurs n'est point la

philosophie, cette philosophie fondée sur les principes de la nature sociale, que l'expérience et l'observation doivent former pour éclairer et non pour tromper les hommes en société. Cet art, qui sert à river les fers des peuples en rompant le lien social des nations, n'est point cette philosophie qui étudie les lois, auxquelles tout dans la nature physique, comme dans la politique, doit être soumis, et qui ne reconnaît ni les despotes, ni les esclaves, ni les droits sans les devoirs, ni les devoirs sans les droits.

Tous ces artifices ne tromperaient ni les princes ni les peuples si la philosophie formait la raison nationale, et si cette raison dirigeait l'esprit et l'opinion dans les sciences politiques.

Le fanatisme, le mauvais esprit, la corruption n'ont ils pas donné aux passions des armes contre la religion? Et cependant, au milieu des hypocrites triomphans comme au milieu des fourbes punis, la religion n'a-t-elle pas toujours reçu le premier hommage de la raison du législateur?

La vraie philosophie ne cherche pas à plaire à l'esprit, mais elle veut surtout éclairer la raison et dominer l'imagination. C'est elle qui tire peu à peu, de l'expérience et de l'observation sur la nature *sociale*, des principes pour la raison *nationale*, pour la raison *politique*, qui rend la science du gouvernement positive, et la fait marcher par

les mêmes moyens que toutes les autres sciences des hommes.

Cette philosophie, qui puise sa force dans les principes et les méthodes, peut seule assurer les progrès de l'esprit humain, empêcher sa marche rétrograde et le retour vers la barbarie.

L'opinion courageuse du sénat de Pologne en faveur du prince Charles, duc de Kourlande, étonna le cabinet de Pétersbourg. Il voyait dans la longue délibération et dans l'unanimité du sénat l'esprit de la nation.

Cette nation, plongée dans l'anarchie depuis cent quatre-vingt-huit ans, désorganisée dans ses armées depuis quarante-cinq ans pour faciliter les projets de la Russie; sans aucune délibération publique depuis trente ans, sans gouvernement, sans justice, conservait encore toute son énergie.

Aussi se détermina-t-on à prendre de nouvelles mesures pour diviser les malheureux Polonais, les maintenir dans l'anarchie et sous le joug de la politique étrangère.

Le roi de Prusse, sorti heureusement d'une guerre désastreuse, pensait à compléter ses armées, à rétablir ses finances, et à former une alliance intime avec la Russie. A l'aide de ces trois moyens, il espérait en imposer à l'Autriche, à la France, sur lesquelles sa conduite passée ne lui permettait plus de compter, et amener des cir-

constances favorables pour l'agrandissement de sa monarchie, principal but de toutes ses pensées.

Il employait déjà toutes les séductions de son esprit pour capter la bienveillance de l'impératrice Catherine, quand les difficultés survenues en Pologne lui présentèrent une nouvelle occasion de la gagner.

Ce grand prince, pour en profiter, ne négligea aucune invention politique ; il employa le calcul des petits expédiens diplomatiques, dont l'application à la politique a valu depuis 1756 au ministre Kaunitz autant de réputation parmi les diplomates, que les infiniment petits en avaient valu à Leibnitz parmi les géomètres.

Toutes ces inventions, tous ces petits expédiens devaient réussir à préparer la douloureuse agonie d'une brave nation.

Mais ces inventions, contraires à la morale et à la religion des peuples; ces expédiens, désapprouvés par les mœurs des nations civilisées, n'ont-ils pas affaibli le respect pour la vieillesse de l'édifice gothique que le prédécesseur de Kaunitz, le baron Ufeld, avait conservé encore par la rigueur des procédés dans la chancellerie, et par la gravité des formes dans les négociations?

Ces inventions, ces expédiens, si opposés à la raison de l'Europe, n'ont-ils pas contribué à tous

ces désastres qui accablèrent bientôt les monarchies européennes?

Catherine II, livrée aux passions de la jeunesse, s'abandonna naturellement à leur influence dans ses premières vues politiques, qui devaient décider de tout sous son mémorable règne. Le héros de son temps l'encouragea; appuyée de cette autorité, elle ne rendit la Kourlande à Biren que pour relever cet exemple de la faveur de l'impératrice Anne, et pour préparer les Polonais à des événemens extraordinaires.

Auguste III, avec son caractère et son ministre, ne pouvait rien entreprendre en Pologne contre la Russie.

Un parti puissant lui était opposé; ce parti, ménagé depuis long-temps, favorisé plus que jamais par le cabinet de Pétersbourg, espérait bientôt donner à son pays un gouvernement, et le délivrer de l'anarchie. La nation se voyait dans une crise, et restait fidèle au roi. Ce roi, affligé à la fin de ses jours du malheur si peu mérité de son fils bien-aimé, accablé par cette même puissance à laquelle il avait pendant trente ans abandonné les intérêts de sa couronne, excitait la compassion de cette nation généreuse. Tous les chefs de partis s'agitaient, rassemblaient leurs forces, quand un envoyé extraordinaire de Russie arriva à Varsovie.

Keyserling [23], ancien professeur à Kœnigsberg, qui avait quitté l'académie pour aller chercher fortune à la cour de la princesse Anne, et dont Biren avait reconnu un des premiers l'aptitude pour la diplomatie, fut ce fameux envoyé. Il connaissait l'histoire de la liberté de l'ancienne Grèce, de l'ancienne Rome; il connaissait mieux encore celle de la cour du Bas-Empire, celle du moyen-âge, et il savait appliquer cette science à la diplomatie moderne.

Cet homme savant fit voir pour la première fois en Pologne jusqu'où la vanité et la cupidité peuvent conduire, dans la carrière politique, un esprit versé dans les sciences, sorti de ses habitudes, de ses travaux, n'ayant aucun principe de la philosophie *sociale*.

Il trompa les uns par les formes perfides de la liberté; il trompa les autres par la peinture ancienne des intérêts et des sentimens de sa cour; il trompa tous les partis, et se crut un grand politique.

Il montra au milieu des Polonais ce monstrueux talent de concilier les ordres du despotisme avec les manières du républicanisme. Tous ses artifices devaient, au moins pour quelque temps, produire leur effet sur un peuple simple, brave et religieux.

Le roi épouvanté, malade, quitta la Pologne,

accompagné de son ministre, homme sans énergie, qui seul était l'auteur de toutes les calamités de son maître. Cette conduite du roi dut surprendre une nation guerrière et ferme dans ses sentimens.

L'ambassadeur de Russie en fut content. Il commença à préparer les Polonais à recevoir un jour le roi que sa souveraine paraissait leur destiner. Il faisait adroitement la peinture de deux règnes de la maison de Saxe, si funeste à l'indépendance nationale, pour prouver que la Pologne ne pourrait jamais conserver sa *liberté*, son *antique constitution*, si *solennellement garantie par la Russie*, si elle ne se décidait pas à élire pour son roi un Polonais digne de sentir le prix des lois de ses ancêtres. L'agent du roi de Prusse prêchait la même doctrine. Le parti qui gouvernait la Pologne en l'absence du roi appuyait le beau raisonnement du savant ambassadeur; car il conservait toujours l'idée de tirer son pays de l'anarchie, et, soutenu par la Russie, il espérait une élection favorable à ses projets.

CHAPITRE VII.

Mort d'Auguste III. — Poniatowski. — Son élection. — Attitude de la Pologne. — Situation respective des cabinets de France et d'Autriche.

La Pologne brave et forte, mais étrangère aux ruses de la politique, croyait à la sincérité des conseils de ceux qui la gouvernaient : elle supportait avec patience les vexations exercées sur ses frontières par des voisins à qui elle n'avait jamais donné le moindre sujet de plainte ; toutes ses espérances étaient portées sur le choix qu'elle devait faire d'un Polonais pour roi ; on lui indiquait ce choix comme unique remède à ses maux ; elle pressait de tous ses vœux le moment de l'élection que la maladie du roi rendait prochaine ; elle pensait alors qu'elle allait avoir un gouvernement stable et assurer à jamais la liberté.

Toujours fidèle à ses engagemens, elle se reposait sur les anciens traités ; toujours franche et loyale, elle ne pouvait croire, malgré son expé-

rience que des voisins, princes forts et puissans, voulussent agir contre la dignité de leur caractère dans le XVIIIe siècle comme les princes faibles n'auraient osé agir dans le XIIe.

Moins elle comprenait la politique, sa *balance*, son *équilibre*, plus elle avait de confiance, persuadée que son existence devait être mieux défendue par les intérêts de l'Europe que par le courage de ses concitoyens. Elle ne commença à sentir sa position politique qu'à la mort d'Auguste III. Pourquoi ce prince, avec des mœurs douces, des intentions bonnes, ne régna-t-il que pour le malheur de ses sujets de Pologne et de Saxe? Si des lois fortes l'eussent défendu contre la perversité de ses ministres et contre ses propres faiblesses, il aurait pu régner pour l'honneur de la monarchie et le bonheur des Polonais et des Saxons.

La Pologne s'aperçut bientôt que la Russie et la Prusse, liées intimement, agissaient de concert pour la forcer à accepter un roi qui convînt à leurs vues.

Un beau jeune homme[24], que ne recommandaient ni les services rendus à la patrie, ni ses vertus, ni ses talens, ni même les titres de ses ancêtres, fut présenté aux Polonais pour être roi, par les cours de Pétersbourg et de Berlin. L'illustration historique de ce candidat ne remontait pas

plus loin que son père, ce Poniatowski [25], qui, fidèle à Charles XII, avait su néanmoins mériter la faveur d'Auguste II.

Si on examine la conduite des cabinets de l'Europe à cette époque, si on réfléchit sur les jugemens des écrivains, des gens d'esprit, si on s'arrête sur les sentimens des classes élevées, partout on verra que l'expérience et l'observation n'avaient aucune part à la raison politique.

La manie de faire de la politique avec l'esprit, la mémoire et l'imagination sera mise par l'histoire au rang des causes premières qui ont amené tous ces malheureux phénomènes politiques dont les suites se font sentir encore.

La Pologne, abandonnée par les cabinets des nations civilisées, par les écrivains philosophes de son temps, par l'opinion des beaux esprits des cours, se montra digne d'elle-même, de ses ancêtres et de sa gloire passée par les sentimens et le courage qu'elle déploya.

Tout le vieux sang polonais se révolta, toutes les anciennes familles se mirent à la tête de la nation indignée, quand fut connu le candidat qu'on osait proposer à la couronne des Jagellons, des Bathori, des Jean Sobieski.

L'envoyé Keyserling, vieilli dans l'intrigue, ne savait employer que cette arme contre les Polo-

nais. Un jeune ambassadeur[26], neveu du ministre, vint à son secours avec des troupes russes et des pouvoirs immenses ; il se conduisit en jeune homme fougueux, sans jugement et sans raison, qui, n'ayant jamais connu que des esclaves et des maîtres, n'avait aucune idée, ni des hommes, ni de leurs institutions sociales, et à qui l'orgueil de représenter sa souveraine avait tourné la tête.

Ce jeune Russe pourtant avait de l'esprit ; il parlait bien de la littérature et des arts. L'accueil distingué que lui avait fait Frédéric avait commencé sa réputation. Son ambassade prouve ce que valait la science politique chez une nation où un vieillard prostituait la science pour tromper une nation libre sur le sort qu'on lui préparait, où un jeune étourdi violait, à force ouverte, les droits des États, et prostituait le pouvoir sans jamais consulter la justice ni la raison.

Cet odieux envoyé ne servit qu'à irriter les Polonais contre les Russes, et qu'à relever leur esprit national, que le cabinet de Pétersbourg cherchait à comprimer depuis 1717.

Stanislas-Auguste Poniatowski fut placé sur le trône par les armes et les intrigues de la Russie ; la nation se voyant trompée résista à toutes les menaces, et voulut qu'on violât toutes les formes pour bien établir qu'on violait tous les principes du droit des gens.

Deux vieillards respectables, le grand général Branicki[27] et le maréchal de la diète Malachowski[28] se trouvaient parmi les dignes chefs de la noblesse, dans ce moment de résistance civique. La vertu militaire et la vertu civile des Polonais parurent unies, pour montrer à l'Europe le sentiment de la nation outragée. Branicki, dernier de sa famille, vit s'éteindre dignement son nom dans l'histoire de l'ancienne aristocratie polonaise; il brilla à la fin comme au commencement de l'histoire polonaise. Et ce nom, devenu propriété nationale, ne peut être profané! Le porter maintenant serait d'avance faire hommage à la patrie de sa vertu et de ses talens.

Malachowski honora l'aristocratie, et donna un grand exemple à sa famille. Il aurait dû être imité, cet exemple, avant la fin du siècle, et dans les momens de l'espérance, comme dans les momens de la crise terrible des Polonais!

Les agens de la Russie, appuyés de nombreuses armées, seraient-ils parvenus à établir Poniatowski sur le trône, si ce parti, qui depuis 1752 se tenait au timon des affaires avec le projet de faire cesser l'anarchie, ne s'était cru plus fort avec ce roi pour parvenir à son but, et n'eût pas eu la faiblesse de céder d'abord pour résister après?

La noblesse, dirigée par des chefs sages et vénérables, était contenue dans ses explosions.

Elle voyait le roi de Prusse disposé à soutenir par tous les moyens les opérations du cabinet de Pétersbourg, et ne voulant pas légèrement attirer en Pologne les armées prussiennes, elle croyait de bonne foi que son attitude seule rappellerait les alliés à leurs devoirs et à la défense de leurs propres droits violés en Pologne.

L'énergie unie à la sagesse montrait à cette époque combien la raison *politique* de cette nation de nobles avait fait de progrès depuis l'élection d'Auguste III. L'existence seule de ce parti, qui voulait un gouvernement, qui savait s'emparer de l'autorité, concevoir et développer un plan, en est une preuve, mais une preuve malheureuse. Ce parti ne joignait pas à la connaissance théorique des monarchies modernes l'expérience de l'administration des États : sans cela il aurait probablement réussi dans son entreprise. Cela démontre du moins que cette anarchie, qui n'a jamais fait de mal qu'aux Polonais, et qui a servi de prétexte à la politique étrangère, aurait pu cesser aussitôt que ceux qui tendaient à détruire la Pologne auraient consenti à lui donner une constitution monarchique et des lois conformes à son caractère national.

Keyserling apprit la nomination du nouveau roi au moment où la Parque prenait les ciseaux pour couper le fil de sa vie.

Ce savant homme s'intéressait à Stanislas-Auguste, moins peut-être par la reconnaissance que celui-ci lui devait que par l'espoir de faveurs nouvelles; aussi il se ranima, fit un panégyrique plein d'érudition et expira.

S'il est mort sur le champ de bataille, a-t-il gagné une victoire qui pût contribuer à la gloire de la science diplomatique?

Comblé d'honneurs et de récompenses, a-t-il combattu pour l'honneur et les intérêts de sa souveraine?

Quand on examine la situation de la cour de Pétersbourg et la corruption des agens qu'elle employait, on est forcé de douter si l'impératrice Catherine avait désiré cette nomination au moment où on la lui annonça. Que le pouvoir absolu est funeste pour les princes comme pour les peuples! que les passions des courtisans sont dangereuses quand la faveur les exalte, et quand l'esprit public, l'opinion nationale, la loi de l'État ne les contiennent pas!

La Pologne devait espérer dans le cabinet de Versailles, dont l'ambassadeur avait quitté Varsovie en protestant contre une élection faite plutôt par les Kosaks et les Russes que par les Polonais. Ce cabinet, conduit depuis 1761 par un ministre habile, connaissait par sa propre expérience le caractère, l'esprit et l'ambition de Frédéric.

Elle devait espérer que le cabinet de Vienne, que la Russie venait d'abandonner pour se lier intimement avec le roi de Prusse, sentirait combien les projets sur la Pologne menaçaient la puissance de la maison d'Autriche en Allemagne.

Le traité de 1756, entre la France et l'Autriche, devait contribuer encore à fortifier toutes ses espérances.

Ces deux puissances alliées n'avaient-elles pas un même intérêt à défendre la Pologne attaquée dans sa liberté intérieure comme dans son indépendance nationale par la Russie et la Prusse, qui, dans cette même diète que l'ambassadeur de France avait déclarée non-valide, faisaient reconnaître par la force des armes l'impératrice Catherine comme l'impératrice de toutes les Russies, et le roi Frédéric comme le roi de toutes les Prusses?

A cette époque, on pouvait juger si ce fameux traité de Kaunitz avait été dicté par un grand homme d'État, s'il convenait à la maison d'Autriche comme à la maison des Bourbons, et s'il pouvait remplacer pour la sûreté de l'Europe le célèbre traité de Westphalie. Si le ministre Kaunitz eût su profiter des dispositions favorables du duc de Choiseul [29], il aurait placé son nom à côté de celui des Richelieu. Il aurait prouvé, en agissant avec la France, en vertu de ce traité et pour l'existence des nations, que son génie avait prévu

les événemens du nord quand il concevait ce traité en 1756. La Russie et la Prusse seraient restées dans leurs limites; la Pologne et la Turquie auraient gardé leur frontière et leur souveraineté; l'Europe n'aurait pas été bouleversée par cette politique sans principes qui a donné l'exemple de n'écouter ni la raison, ni la justice, ni même la religion.

Le cabinet de Vienne ne répondit pas à ces justes espérances; il employa de petites négociations, de petites intrigues, obtint de petites sûretés diplomatiques, calma ses propres inquiétudes, et revint bientôt à ses anciennes habitudes, de craindre la France, d'espérer dans la Russie et de se munir tant bien que mal contre la Prusse.

Le duc de Choiseul ne perdait pas de vue les affaires du nord, et ne s'effrayait pas de tous ces projets romanesques du cabinet de Pétersbourg, mais dissimulait en attendant le moment opportun; il travaillait en secret à son pacte de famille qui lui promettait une force contre l'Angleterre, une grande considération dans l'opinion de tous les cabinets, et une influence nouvelle dans les affaires de l'Europe.

La nation polonaise, humiliée du joug qu'on lui imposait, indignée du pouvoir qu'un jeune ambassadeur, entouré d'une jeunesse dissolue et d'un faste asiatique, exerçait dans son palais, pa-

raissait se préparer en silence à secouer ce joug et à anéantir ce pouvoir. Tous les Polonais respectés pour leurs vertus, leurs lumières, leurs noms, leur âge, leur fortune, ne semblaient former qu'un vœu.

Le nouveau roi lui-même, conduit par ce parti qui voulait donner à son pays une constitution régulière, se montrait Polonais en créant plusieurs institutions militaires, en rendant justice à des hommes qui n'avaient que des talens.

L'union des sentimens dans tous les partis, dont presque tous les chefs se trouvaient être des vieillards, donnait à la nation la physionomie de ces premiers âges de la société où la vieillesse renfermait toute la raison et toute l'expérience de la vie sociale des nations. Cette attitude respectable rendit l'ambassadeur, qui ne respectait ni les usages ni les lois, peu dangereux pour les mœurs publiques; mais elle éveilla de nouveau l'attention des cabinets de Pétersbourg et de Berlin.

CHAPITRE VIII.

Saldern. — Affaire des dissidens. — Confédération de Radom. — Diète de 1766. — Tyrannie russe. — Exils. — Projets de Catherine II sur la Turquie. — Politique de la Prusse, de l'Angleterre.

La Russie et la Prusse n'avaient aucun reproche réel à faire aux Polonais, ni devant les rois, ni devant l'opinion éclairée des peuples. La religion vint au secours de la politique pour désunir les Polonais, et la philosophie servit à justifier la politique.

Saldern [30], né en Holstein, de pédagogue devenu diplomate en Russie, laborieux, actif, avec un esprit fin et un cœur corrompu, gagna la confiance d'un ministre indolent, et fut jugé digne de remplacer Keyserling dans la diplomatie savante. Cet homme fit preuve d'une habileté vraiment infernale en créant l'affaire des dissidens.

On prendrait le diplomate Saldern pour un des héros de Milton ; son plan etait véritablement satanique ; il fut exécuté, et qu'il coûta de sang et de larmes aux malheureux Polonais !

Il parvint à désunir par la religion, au milieu du XVIIIe siècle, ce peuple qui était resté le plus tolérant de l'Europe dans le XVIIe. Avec l'intrigue et la corruption il forma un parti de protestans. Avec l'intrigue et la corruption il exalta les passions des catholiques.

La diète de 1766 se prononça avec la plus grande énergie contre toutes les demandes des protestans et facilita les premières manœuvres de cette politique qui, sous des formes philosophiques, voulait attenter d'abord à l'honneur et après à la vie d'une nation innocente et brave.

Les écrivains trompés ou vendus, les protestans peu éclairés ou mal instruits, vantaient dans tous les pays la philosophie des souverains du Nord, qui excitaient le fanatisme en Pologne dans le temps où les Polonais, unis et guidés par leurs évêques patriotes, rejetaient les protestans, moins comme de mauvais catholiques que comme de mauvais citoyens qui, dans la crise politique où se trouvait leur patrie, arrivaient sous la bannière de l'ennemi pour parler de leurs droits quand cet ennemi anéantissait tous ceux de la nation.

L'ambassadeur russe demandait avec un ton

impératif et des formes menaçantes la liberté des dissidens; il citait à faux les traités de Velau et d'Oliwa; il demandait pour tous les Polonais, catholiques comme protestans, ces anciennes libertés qui ont causé l'anarchie, *ce liberum veto* avec lequel un seul citoyen pouvait anéantir toutes les délibérations de l'assemblée; il demandait que la diète nommât une commission organisée d'une manière où la pluralité, réduite à huit voix, pût décider souverainement sur l'affaire des dissidens; sur la garantie de toutes les lois de la république, que la Russie s'arrogeait, et qui mettait la Pologne sous son despotisme absolu; sur la nécessité d'une armée auxiliaire russe qui devait protéger cette garantie dérisoire destructive de la liberté que les Polonais voulaient avant tout.

Toutes ces demandes sont inconcevables, mais les notes de cet ambassadeur sont plus inconcevables encore, et forment aujourd'hui des pièces importantes pour l'histoire de la fin du XVIIIe siècle. Cet ambassadeur appuyait ces demandes, ces notes par la force armée. A quoi servit donc cette politique exercée en Pologne et que le cabinet de Berlin autorisa contre les maximes de Machiavel qui recommande tant à son prince de ne pas démasquer les ressorts de sa politique? — Elle a servi, comme elle servira toujours, à rendre le despotisme odieux, et à irriter les peuples

contre tous les actes arbitraires, à affaiblir la force du droit du plus fort.

La nation polonaise, qui depuis quarante ans n'avait plus d'armée, ne délibérait plus sur ses affaires, ne s'occupait plus du métier de la guerre, n'était menée, sous l'influence du cabinet de Pétersbourg, que par l'intrigue et la force brutale, déploya de nouveau et tout à coup son caractère guerrier et indépendant.

Le roi, effrayé de l'attitude de sa nation, se déclara pour la majorité de la diète et osa braver pour quelque temps la puissance qui lui avait donné la couronne.

Un roi, homme d'état, guerrier, se serait trouvé peut-être dans une circonstance favorable pour tenter le salut de son pays et mériter ainsi la confiance de la nation. Stanislas-Auguste avait le cœur polonais, mais son esprit, égaré dès son entrée dans le monde par une petite ambition, et son ame, livrée à la vanité, le rendaient faible et incapable de grandes vues. S'il avait parfois de bonnes résolutions, son esprit et son ame ne s'en pénétraient pas. C'est ainsi qu'après avoir rêvé avec le parti qui, le poussant au trône, voulait un gouvernement, la restauration de la patrie, il sacrifia tous ces projets à l'espoir que lui donna l'Autriche du mariage d'une archiduchesse.

Ce cabinet a pu promettre au simple gentil-

homme Poniatowski, devenu roi, ce qu'il avait réellement accordé à Michel Coributh Wisniowiecki, appelé par un coup de fortune des derniers rangs de la noblesse au trône de Pologne. Mais ce ne fut probablement qu'une de ces insinuations, un de ces jeux de la nouvelle méthode de Kaunitz, pour obtenir du roi de Prusse la promesse solennelle qu'il ne se mêlerait pas des affaires de Pologne.

Frédéric fit bien volontiers cette promesse ; par son ministre à Varsovie, il donna aux ministres des puissances protestantes de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suède qui soutenaient les droits des dissidens, l'exemple de se borner absolument à cette affaire, et de laisser, pour le reste, la Pologne et les Polonais à la discrétion de l'ambassadeur russe. Il fit plus, il vanta le génie de Kaunitz, le présenta comme son maître en politique, et détourna le danger qui menaçait ses projets sur la Pologne.

Ce combat de deux athlètes peint bien leur art et leur talent. La malheureuse Pologne était loin de ce haut degré de civilisation ; aussi elle devait succomber sous tant d'art, sous tant de talens exercés par de tels adversaires !

La Russie, débarrassée par son fidèle allié des obstacles minutieux de la diplomatie, se mit à se garantir contre l'orage que l'esprit de la diète et

la conduite du roi lui annonçaient. En Pologne, son ambassadeur voyant que les menaces, les confiscations temporaires, les dévastations militaires et tout l'appareil de son étrange politique ne pouvaient pas rompre l'opposition, revint aux formes légales qu'un de ces abbés corrompus [31] qui, coupables envers leur Dieu et leur conscience, cherchent à s'étourdir dans le tourbillon de l'intrigue, lui présenta comme propres à favoriser sa politique.

On organisa une confédération, une insurrection nationale pour couvrir tout l'odieux du despotisme étranger, pour rendre nationale l'affaire des dissidens, et pour connaître tous ceux qui désiraient que la nation prît les armes et se constituât libre et indépendante.

On réussit à persuader à quelques protestans que par ce moyen ils auraient la majorité; on réussit à faire croire à quelques chefs qui préféraient perdre leurs biens immenses et chercher un asile hors de leur patrie, à reconnaître le nouveau roi, que par ce moyen la dernière élection serait déclarée nulle, et on fit en 1767 la confédération de Radom.

Cette confédération fut une épreuve glorieuse pour la nation.

De cent soixante dix-huit principaux membres ou maréchaux assemblés par tous les artifices ima-

ginables, et sous la direction desquels la noblesse de toutes les provinces devait agir, six seulement osèrent se déclarer de l'avis contraire à l'opinion générale. Entourés de l'armée, en présence des officiers russes, et sous la bouche de leurs canons, ces braves et généreux citoyens oublièrent leurs femmes, leurs enfans, leurs biens, pour ne songer qu'à leurs devoirs, à leur patrie.

Il y a souvent dans l'histoire de l'anarchie polonaise de ces beaux momens qui pourraient embellir les annales de la Grèce et de Rome. Non, une nation sortie d'une seule souche, toujours guerrière, pendant quatorze siècles souveraine et indépendante, composée de quatorze millions d'ames, animée de tels sentimens après deux siècles d'anarchie, non, une telle nation ne sera point anéantie!

L'ambassadeur de Russie voyant que l'adresse ne lui réussissait pas, reprit bientôt sa diplomatie militaire et recommença ses actes de despotisme soldatesque.

Le roi, intimidé, accéda à ce fantôme de confédération réduite à six voix, et fut forcé, comme pour garantir sa sincérité, de nommer à la primatie, à la première dignité de Pologne, l'auteur de cette confédération, cet abbé sans mœurs, sans talens, intrigant subalterne sous Auguste III,

depuis publiciste effronté de l'ambassadeur russe ; ce fut un tel homme qui fut appelé au premier évêché du royaume après la mort du prince primat, bon ecclésiastique, citoyen faible, mais honnête.

Ce nouveau primat n'aurait pas eu certainement l'assentiment des six maréchaux de la confédération.

La ville de Dantzig, dont presque toute la population professe la religion réformée, menacée d'être bombardée, refusa constamment de signer la confédération de Radom. Toutes les villes se montraient animées des sentimens de la noblesse, et les catholiques comme les protestans aspiraient, non à la liberté de conscience dont ils jouissaient, mais à la liberté civile et politique, à l'exemple des nobles polonais.

La nation polonaise paraissait avoir pour la première fois ce tiers-état dont les travaux seuls forment et les nations et leurs richesses.

Ne prendrait-on pas cette politique étrangère, exercée par le despotisme extravagant au milieu d'une nation indépendante, pour un système de gymnastique patriotique? car le despotisme ne raisonne ni ne juge : aussi il périt par sa ruse comme par sa force, et souvent (et c'est sa punition méritée) il est détruit par les instrumens mêmes dont il s'est servi.

La diète, formée sous cette confédération de Radom, devait prononcer sur toutes les demandes de la Russie. Assiégée par des troupes, entourée de tous les dangers, en présence des soldats de l'ambassadeur russe, cette diète mémorable parut digne de représenter la même nation que les cent soixante et douze maréchaux de la confédération s'étaient disposés à défendre. Parmi les sénateurs, les évêques se montrèrent les plus courageux et les plus éloquens, et manifestèrent au monde chrétien, dans ce moment de profanation, les sentimens du clergé polonais qui alliait toujours les vertus évangéliques avec l'amour de la liberté et de l'indépendance de son pays.

Les deux évêques Gaëtan Soltyk [32] et Joseph Zaluski [33] parurent comme les apôtres au milieu du sénat pour défendre l'église et la patrie : ils souffrirent le martyre.

L'ambassadeur de Russie, contre toutes les lois des nations civilisées, fit arrêter ces deux prélats respectés de la nation entière et les envoya, de sa propre autorité, en Russie. Le grand général Vinceslas Rzewuski [34] montra la même énergie que les deux évêques, et mérita de partager cette barbare punition ; son fils, un des membres éloquens de la chambre des nonces, l'accompagna dans cet exil pour le consoler de n'avoir pu trouver la mort le sabre à la main.

Le fils n'eut pas l'ame du père : il quitta bientôt cette glorieuse route pour celle des honneurs, des dignités, de la fortune. Le malheureux! la postérité ne l'aurait pas connu ; mais se rappelant son père, elle se demande aujourd'hui comment le fils d'un tel père put être mauvais citoyen ?

Ce coup d'état d'un ambassadeur révolta tous les Polonais, et fit éclater dans la capitale et dans les provinces des actes de dévouement dont l'histoire ne manquera pas de rendre compte.

Elle n'oubliera pas surtout le chancelier Zamoyski, digne descendant de ce Zamoyski, que les historiens de Pologne surnomment le Grand, et qui aura toujours une place remarquable dans les annales politiques par la durée et par la nature même de l'anarchie attribuée à ses conceptions législatives.

Ce ministre rendit au roi les sceaux des États de la république ; et, menacé de saisies, de confiscations, de prison, répondit tranquillement : « Je « ne confirmerai jamais par ma signature aucune « opération tyrannique. » On le surnomma *le Vertueux*, on le regarda en Pologne, pour ses vertus domestiques, sa raison éclairée, son jugement sain, comme une des autorités nationales les plus respectées. La nation où des ministres soutiennent l'honneur d'hommes d'État par la probité et le patriotisme, sacrifient des fortunes

immenses, héritages de leurs pères, pour sauver cet honneur, qui donnent, comme Zamoyski, la liberté à tous leurs paysans, marquant leurs jours, sans orgueil, sans vanité, par des actions utiles, par de bonnes œuvres, et qu'elle révère plus encore pour leurs vertus que pour leurs talens, serait-elle destinée à perdre son indépendance et sa vie politique? Quel présage pour les nations de l'Europe!

Les troupes russes, concentrées autour de Varsovie en fermentation, calmèrent bientôt les inquiétudes de leur ambassadeur. Il crut, d'après les maximes du despotisme, que la tranquillité de la capitale assurait celle des provinces.

Il n'écouta ni la diète qui lui demandait avec énergie la liberté des sénateurs comme justice, ni même le primat son protégé, qui la lui demandait comme grace, et se mit à exercer plus que jamais le gouvernement militaire le plus monstrueux. Un comité de la diète fut institué pour décider sur toutes les demandes du cabinet de Pétersbourg. Présidé par l'ambassadeur russe ou par le primat qui lui était dévoué, il accorda ce que la force en délire pouvait seule demander.

Des sujets, des officiers russes attachés à la légation, obtenaient le droit d'hommes libres, de citoyens, de nobles, pour jouir légalement des biens confisqués sur les Polonais proscrits pour

leur courage, par la volonté de l'ambassadeur qui marquait à son gré les victimes comme il distribuait à son gré leurs dépouilles.

Les cabinets de l'Europe ne pouvaient pas ignorer ce que la politique exécutait en Pologne depuis 1764. Ils devaient connaître en 1768 tous ces projets qu'une imagination enhardie par de premiers succès, guidée par l'esprit, le sentiment et la passion, dicta à une princesse née pour dominer, placée à trente-quatre ans sur le trône de Pierre Ier et de l'impératrice Anne.

Ils devaient connaître tous ces projets, apprécier leur influence, et les arrêter dès le commencement. Ainsi auraient agi des cabinets guidés par des principes stables. Au moment où une puissance osait former des projets pour en détruire une autre par la force ou la politique, les gouvernemens de l'Europe se trouvaient par cela même placés sous la loi des peuplades des forêts de l'Amérique; leur sûreté, leur existence, dépendaient du droit du plus fort ou du plus rusé.

L'impératrice Catherine, à l'exemple de Frédéric qui s'occupait de la création d'une monarchie et qui réussissait si bien, voulait aussi créer des royaumes, des empires. Abandonnée à son imagination et à son cœur, elle forma, dans les premières années de son règne fameux, des anciens projets du cabinet de Pétersbourg, un seul

dont les motifs devaient séduire les beaux-esprits de son temps, et dont l'exécution devait étonner toutes les puissances par le développement des forces de la Russie.

Elle voulait faire cesser la domination des Turcs en Europe, pour rendre les beaux pays que ces barbares profanent au commerce, à l'industrie, à la civilisation. Les Polonais, les Grecs, les Tatars entraient dans ses combinaisons; mais ils n'entraient que pour leur bonheur, pour recouvrer leur antique liberté, et pour relever la Grèce, pays classique des arts et de la philosophie. Ce projet ne pouvait rencontrer aucun obstacle dans le conseil du gouvernement russe, soumis à la volonté absolue du prince, et ne connaissant la politique que comme les autres arts de l'imagination, sous la direction des étrangers employés pour civiliser et enrichir la Russie.

L'opinion publique, la constitution du pays, les lois, les maximes de l'État, la raison nationale, ne pouvaient opposer en Russie aucun obstacle à l'exécution de ce projet.

Le roi de Prusse, allié habile et complaisant, admira et appuya tout de son autorité.

Ce prince, trop philosophe pour aimer les merveilles, ne vit dans cette entreprise réussie ou manquée qu'un moyen probable de s'agrandir au détriment de la Pologne, et de réaliser un jour

l'idée qu'il ne perdait jamais de vue depuis l'issue heureuse de l'occupation militaire de la Silésie, idée prédominante de son ancêtre le grand électeur, dont il se rapprochait par le caractère et le talent.

Le cabinet de Londres, livré au système du commerce comme Frédéric à celui de l'agrandissement de sa monarchie, chercha dans ce moment à renouveler ses traités avec la Russie, et se prêta à faciliter par mer une brillante expédition contre la Porte-Ottomane, son alliée fidèle.

L'impératrice Catherine, à la tête d'un grand empire despotique et militaire, crut se voir, au milieu de l'Europe moderne, comme les premiers monarques des Assyriens s'étaient vus jadis au milieu de l'ancienne Asie. L'histoire doit répéter un jour à ce sujet, dans les annales de la politique européenne, ce que Tacite dit du gouvernement des empereurs, à l'occasion de la nomination de Galba par des soldats hors de Rome : « Le secret « du gouvernement de l'Europe fut découvert à « cette époque. »

L'imagination de l'homme, employée à créer ses plaisirs, son bonheur, sans écouter ni la raison, ni la nature, ruine sa santé, sa vie, et le comble de misère; que ne fait-elle pas au milieu des peuples livrés sans aucun frein à sa domination!

La diplomatie et l'administration de la Russie s'occupaient en silence de l'exécution de ce vaste dessein; des jeunes gens ardens, élevés dans l'obéissance passive, sans aucune expérience, inspirés par l'ambition d'une reine absolue et généreuse, en surveillant les projets, aplanissaient les difficultés. Le principal ministre, adroit mais inactif, négligeait les détails, présentait des résultats favorables, et travaillait à assurer dans tous les cas son crédit et son pouvoir, quand en Pologne éclata une insurrection nouvelle.

CHAPITRE IX.

Confédération de Bar. — Guerre entre la Turquie et la Russie, excitée par la France en 1769. — Noble conduite du roi et du sénat. — Fautes de la confédération. — Conduite militaire des Turcs et des Russes. — Nouvelle politique de Catherine. — Envoi d'un nouvel ambassadeur en Pologne. — La France secourt les confédérés. — Campagnes de 1770 et de 1771. — Expédition navale des Russes. — Résultat de ces campagnes. — Disgrace du duc de Choiseul, funeste à la Pologne.

La nation, depuis l'élection du nouveau roi et les excès de l'ambassade russe, se préparait à la résistance; tous les partis, animés d'un même sentiment, n'attendaient qu'un moment favorable; mais les hommes éclairés par l'expérience du passé empêchaient toujours d'éclater. Persuadés que sans armée régulièrement organisée, sans finances, sans administration, il serait difficile d'improviser dans l'intérieur de leur pays une force capable de résister aux armées russes soutenues par les troupes aguerries et bien disciplinées du roi de Prusse, ils cherchaient préalable-

ment à s'assurer si l'appui des gouvernemens de l'Europe n'amènerait pas des chances plus favorables au courage et à l'énergie de la nation.

Les Turcs, *ces barbares indignes de vivre sous les garanties politiques de l'Europe civilisée* (*), avaient déjà, en décembre 1767, forcé la Russie de signer une promesse d'évacuer la Pologne, et de la rendre à sa constitution et à ses lois.

Le cabinet de Versailles employait toute son influence à Constantinople pour éclairer le Grand-Seigneur sur le danger qui menaçait son empire, et pour lui prouver que le sort de la Pologne était lié plus que jamais à celui de la Turquie.

La conduite du ministre français, à cette époque, envers les Turcs fut aussi sage que loyale. Il suivit son ancien système, mais il n'oublia ni les droits de l'honneur, ni ceux de l'humanité. Instruit par des agens probes, actifs, intelligens, de tous les projets de la Russie et des moyens dont on voulait les appuyer, il présentait au divan des mémoires, lui donnait des conseils, des avertissemens, sans jamais compromettre les Grecs des provinces turques, qu'on préparait depuis des années par des émissaires trompés ou fourbes à prendre les armes contre le despotisme ottoman.

Le ministre français montra dans ses relations

(*) Phrase du jargon politique.

avec les Turcs, les Tatars, les Grecs, la même prudence, la même probité et le même respect pour la vie et le repos de l'humanité, qu'il avait montrés avec les Polonais.

Il approuvait en Pologne ces hommes éclairés qui voulaient retarder l'insurrection jusqu'au moment où la France, unie à la Turquie et à l'Autriche, pourrait l'appuyer par son alliance et l'aider de ses forces.

Mais quand une seule pensée, un seul sentiment domine une nation qui veut être par elle-même et sous ses propres lois; quand une entreprise offre une gloire certaine dans la postérité et une reconnaissance assurée dans tous les nobles cœurs, est-il possible de retarder l'explosion? Les Polonais se trouvaient dans la situation que le célèbre secrétaire de la république de Florence regarde comme la plus dangereuse pour l'oppresseur; tous ils rougissaient de vivre sous le despotisme étranger exercé par un ambassadeur qui, jeune, étourdi, ne savait que se servir franchement de la force, et qui s'en servait toujours pour violer les lois de la patrie et de la raison.

Quelques braves osèrent se montrer à Bar[35], ville du Palatinat de Podolie, à vingt lieues du Dniester, qui sépare la Pologne de la Turquie. Là, ils appelèrent aux armes tous les Polonais, et proclamèrent la confédération. Cette insurrection,

appuyée par la nation, devenait légale et souveraine, en vertu de l'antique loi ou plutôt de l'antique usage du pays. Leur chef ou plutôt leur maréchal compta bientôt sous ses ordres dix mille combattans, courageux, mais sans aucune connaissance de la guerre. La politique infernale de la Russie, de connivence avec les rois étrangers, avait éteint toutes les traditions militaires. Si cette première légion se fût retranchée dans une des nombreuses positions qu'offre le Dniester, elle aurait bientôt commencé un grand ouvrage, elle aurait pu justifier glorieusement sa vocation. Attaquée, elle aurait long-temps résisté, soutenue par les renforts qui lui seraient arrivés de tous côtés; forcée, elle aurait eu une retraite assurée sur le territoire ottoman. Mais son général, guidé par le seul instinct du courage, attendit bravement à Bar, dans une position détestable et jugée telle par tous les gens du métier, l'armée russe qui se hâtait d'arriver, pour écraser dans son origine cette formidable entreprise. Il fit tout pour prouver qu'il était digne de conduire les plus braves; il montra que les Polonais n'avaient rien perdu de leur bravoure militaire et de leur dévouement à la patrie dans cette oisiveté forcée à laquelle la politique étrangère les avait condamnés pendant cinquante et un ans. Il se retira du combat avec deux mille hommes, et vint deman-

der un asile au pacha de Chocim. Là, il vit arriver une autre légion, sous les ordres d'un maréchal qui, fier d'appartenir à une maison illustrée sous les rois saxons par la conduite ferme et patriotique de ses deux chefs, crut marcher sur les traces du primat Potocki et du général Potocki, ses aïeux, qui n'abandonnèrent pas leur parti armé contre l'élection illégale d'Auguste III, et soutinrent jusqu'à la fin de leur vie l'honneur et la dignité de leur nation.

Malheureusement la mésintelligence ne tarda pas à naître entre ces deux chefs. Ils étaient de partis différens. Pulaski appartenait à cette nouvelle noblesse qui s'était élevée aux honneurs et aux dignités en flattant et en servant bassement les rois étrangers. Il devint la victime de l'orgueil aristocratique; mais cet orgueil crut peut-être poursuivre la trahison. Pourquoi faut-il que l'amour de la patrie, comme celui de la religion, soit si souvent profané par les aveugles passions des hommes! Les fils, morts au champ d'honneur, prouvèrent par leur héroïsme l'innocence de leur père. En Pologne, en Amérique, le nom de Pulaski est maintenant inscrit avec honneur dans l'histoire et sur les monumens publics, au milieu des noms de ceux qui ont défendu l'indépendance et la liberté.

Dans tous les partis, sous tous les régimes,

sous tous les climats, le cœur polonais bat pour la patrie; corrompu, gangrené, il s'anime encore par ce sentiment. Toute l'histoire prouve que les Polonais, indépendans dès leur origine, libres sous les rois, organisés depuis 1574 sur le modèle des peuples de l'antiquité, n'ont conservé leurs vertus, leur caractère, au milieu de deux cents ans d'anarchie, que par l'amour de la patrie fortifié du désir de la gloire, de l'estime publique. Maintenant qu'ils sont plus éclairés, que le temps et les malheurs ont augmenté leur nation des classes laborieuses, le même sentiment les anime encore, et le malheur n'a servi qu'à les unir davantage.

L'armée des confédérés, commandés par un seul chef, fixa l'attention du divan, et le décida à se prononcer pour la guerre.

L'empereur Mustapha [36] se sentait l'esprit guerrier depuis que la renommée de Frédéric, soutenue par la diplomatie du cabinet de Berlin et prônée par tant d'écrivains, électrisait jusqu'aux eunuques du sérail. Le sultan désirait combattre les Infidèles; mais des ministres vendus savaient toujours le calmer et le retenir dans le repos. La France, appuyée des derniers événemens en Pologne, en promettant la neutralité de l'Autriche, parvint enfin à faire déclarer la guerre à la Russie en septembre 1768.

Le cabinet de Pétersbourg se vit alors dans une situation critique. Ces beaux plans qui consistaient à faire déborder l'Europe, l'Asie, l'Afrique sur Constantinople, à insurger la Grèce, l'Égypte, à organiser les mameluks sous le redoutable Aly-Bey, à faire flotter le pavillon russe sur la Méditerranée, qui ne le connaissait pas encore, tout était suspendu, tout échouait par l'initiative que prenaient les Turcs en déclarant la guerre et en marchant sur la Pologne. D'un autre côté, l'insurrection polonaise s'étendait de plus en plus; le kan Crim-Guerai, adversaire aussi acharné de la Russie que Mithridate le fut de Rome, reparaissait avec ses Tatars; les Musulmans de l'Asie et de l'Europe couraient aux armes avec l'enthousiasme du fanatisme.

Si le ministre français eût pu diriger cette guerre, s'il eût préparé par des officiers habiles un plan défensif, calculé sur les ressources du pays, il aurait commencé avec les Polonais, les Turcs, les Tatars une époque heureuse dans la politique et dans la guerre. L'art, la justice, la raison auraient obtenu une éclatante victoire. Ce génie, qui ne connaît ni l'art, ni la justice, ni la raison, qui devait enfanter un jour tant de monstres, aurait été étouffé dans son berceau.

L'impératrice, justement effrayée, tourna sa première pensée vers la Pologne. L'ambassadeur

de Russie proposa au roi et au sénat une alliance; mais le sénat et le roi, soutenus par l'énergie de ce parti qui depuis des années travaillait secrètement à établir un gouvernement stable, refusèrent d'attaquer la confédération.

Cette noble résistance, ce généreux accord d'un roi nommé par la Russie et poursuivi par cette même confédération, d'un sénat qui délibérait sous les baïonnettes russes, et qui avait sous les yeux l'exemple de ses devanciers proscrits et décimés pour avoir voulu résister, d'un parti qui avait tout à espérer des Russes et tout à craindre de leur vengeance; tout cela ne prouve-t-il pas quel est l'amour de la patrie chez les Polonais, quelle leur volonté d'avoir des lois à eux, un gouvernement à eux, d'être enfin peuple parmi les peuples? Cette résistance aurait dû être un trait de lumière pour la confédération de Bar; elle aurait dû lui faire voir la possibilité d'unir toutes les forces de la nation, et de les diriger vers le même but. Mais le sens pour recevoir la lumière politique n'était pas encore développé dans la nation.

L'étranger qui avait travaillé avec tant de succès, depuis le commencement du XVIIIe siècle, à prolonger l'anarchie en Pologne, cherchait toujours à désunir les Polonais.

La diplomatie de Pétersbourg, celle de Berlin,

inspiraient dans le conseil du roi, dans celui des confédérés, de fausses espérances, tandis que les armées russes couraient d'un endroit à l'autre pour détruire des insurrections.

Le conseil des confédérés, composé de membres envoyés par les confédérations des provinces, ne représentaient bien que le sentiment et les passions qui animaient la nation. Dominé par la malheureuse idée « que la politique étrangère « sauverait enfin la Pologne, *nécessaire au bon-* « *heur et à l'équilibre de l'Europe*, » il écoutait facilement toutes les insinuations de cette politique : la connaissait-il, cette politique? Les plus instruits parmi ces membres n'étaient pas les plus éclairés, éblouis de cet esprit du siècle qui admirait la philosophie de Frédéric, la législation de Catherine, sans jamais approfondir les principes de la philosophie et de la législation; ils ne croyaient pas que des princes philosophes et législateurs pussent jamais penser à détruire une nation libre, indépendante, et qui, désorganisée par son anarchie, n'avait jamais troublé en rien le repos de ses voisins, et ils croyaient que les meilleurs conseils pouvaient leur venir des ministres ou des publicistes étrangers.

Abandonné au bon sens naturel, ce conseil aurait pu parvenir à organiser l'insurrection, à la diriger, à lui donner une administration, et avec

l'expérience, le travail, l'activité, obtenir ce que bientôt après obtint le congrès des Américains insurgés.

Le bon sens national, en 1754, se trouva dominé par l'esprit politique des anciens Grecs, des anciens Romains; il se laissa guider, en 1769, par cet esprit politique du XVIIIe siècle, qu'Auguste II avait propagé chez l'aristocratie polonaise. Cet esprit, dans le pays où la raison nationale, les travaux administratifs, l'expérience et l'observation du gouvernement ne pouvaient pas le guider, devait produire dans une classe appelée aux affaires publiques une époque plus funeste encore que dans aucun autre pays. Lucien nous peint les sophistes qui avec un bâton, une barbe, un manteau, se croient philosophes, et détruisent la philosophie; que dirait-il, s'il voyait des hommes qui avec quelques idées, quelques phrases, quelques petits traits d'imagination, quelques vers prononcés à propos dans une langue étrangère, se croient des ministres, des hommes d'État, et détruisent sans le vouloir l'État et la patrie!

Quand le conseil de la confédération de Bar transporta son siége en Hongrie sous la domination de l'Autriche, et après en Silésie sous celle de la Prusse, il donna la mesure de son esprit politique. Quand il demanda à Jean-Jacques

Rousseau, à l'abbé Mably, des constitutions, il donna celle de son esprit législatif.

La confédération de Bar restait toujours sans gouvernement. Ses chefs militaires se tiraient des combats souvent avec gloire; ils se battaient vaillamment; mais dans la politique, dans la négociation, ces braves se conduisaient comme les aveugles qui veulent décider de la peinture.

Le traité qu'ils conclurent, le 1er mai 1769, avec la Porte-Ottomane, démontre combien ils furent incapables de juger leur propre situation et les intérêts, la force, l'esprit de leur nation.

Avaient-ils besoin de ces cent mille Turcs unis à deux cent mille Polonais pour débarrasser leur pays de tous les ennemis, et pour reconquérir son ancienne indépendance? Ils s'engagèrent à nourrir ces formidables armées, quand eux-mêmes vivaient au jour le jour, sans magasins, n'ayant ni administration, ni comptabilité. Pour faire cesser les ravages des Russes, la malheureuse Pologne devait-elle être livrée aux Turcs et aux Tatars? Il fallait examiner avant tout si le despotisme avait réduit la liberté à cette nécessité fâcheuse de se servir des étrangers.

Si l'aristocratie ne raisonnait pas encore, la nation, qui depuis Auguste II travaillait plus, s'instruisait davantage, raisonnait déjà. Ce traité

fit voir à quelles têtes le gouvernement des confédérés se trouvait confié.

Les hommes éclairés, que le roi savait attirer à lui et qui formaient une opinion respectable autour des ministres et du sénat, se persuadèrent que la nation ne pourrait jamais rien espérer de négociateurs qui cédaient des provinces sans aucun droit et attiraient des barbares dans leur pays sans nécessité.

Ils pensèrent qu'il valait mieux supporter l'ancien état de choses, et attendre des circonstances propices pour l'améliorer, que d'aller au-devant d'une nouvelle anarchie. Auraient-ils été si prononcés dans leur jugement ces hommes éclairés, s'ils n'avaient pas cru, avec tous les Polonais, à cette maxime que la Pologne nécessaire à l'existence politique, à *l'équilibre* de l'Europe, ne pouvait jamais être partagée, et s'ils n'avaient pas espéré, d'un moment à l'autre, une occasion plus heureuse d'arriver au gouvernement régulier dont toute la nation, tous les partis leur paraissaient sentir le besoin.

Ainsi la confédération de Bar, qui avait excité l'enthousiasme de toute la nation, qui aurait pu attirer à elle le roi, le sénat et tous les ministres, perdit l'assentiment des gens éclairés et fut abandonnée entièrement à l'ignorance et à l'esprit d'aveuglement de ses chefs présomptueux.

Le gouvernement des Turcs ne se montra pas plus habile dans sa politique et dans ses négociations, et conduisit la guerre bien plus mal que les confédérés.

Ces Turcs, qui pendant trois siècles avaient effrayé l'Europe, avaient perfectionné l'art de la guerre, à qui on doit un modèle des bastions, une invention des parallèles dans les tranchées, entrèrent en campagne, après 31 ans de repos, comme des hordes qui ne savent rien prévoir, rien organiser.

Les Polonais à l'ouverture de la campagne de 1769 leur avaient conservé la forteresse de Chocim. Cette campagne aurait pu être décisive si on eût su profiter de l'inexpérience du jeune général qui commandait en chef l'armée russe, sans connaître ni les hommes, ni les lieux, ni même les premiers principes de l'art militaire.

Les Russes arrêtés devant Chocim furent bientôt obligés de repasser le Dniester. Les Turcs s'approchèrent de la Pologne : ne devait-elle pas trembler à l'approche de ces libérateurs ! à la fin de la campagne leurs armées immenses se trouvèrent en grande partie détruites par la disette et l'indiscipline.

Les grandes armées les mieux disciplinées se détruisent d'elles-mêmes, et tendent toujours à détruire la civilisation. Pourquoi ces grandes armées?

Les plus grands résultats que l'histoire de la guerre nous présente n'appartiennent-ils pas à de petites armées, à des capitaines habiles, à des peuples civilisés?

Les Russes et les Turcs prouvèrent dans cette campagne que la connaissance approfondie de l'art de la guerre et de l'administration peut seule obtenir des succès durables.

Les Russes en petit nombre, commandés par un autre général, n'auraient pas été si fortement repoussés. Les Turcs bien dirigés, soutenus par une administration, auraient encore obtenu la victoire malgré les ravages de la disette et de l'indiscipline.

Les Turcs se trouvèrent au bout de huit mois de guerre dans une triste situation, et si le général russe eût gardé le commandement, il aurait pu attribuer à ses combinaisons, à ses mouvemens calculés, les effets de l'imprévoyance et du désordre de l'ennemi.

Combien de batailles, combien de campagnes sont appréciés ainsi par les gens qui, sans connaître les premiers principes de l'art, jugent d'après le succès seul les batailles, les armées et les généraux!

L'impératrice Catherine montra à cette époque, par toutes ses nouvelles dispositions en Pologne et en Turquie, qu'elle savait tirer des leçons de

l'expérience, et que chez elle l'imagination et sa volonté pouvaient être réglées par la raison. Elle envoya en Pologne un vieil ambassadeur[37], connu déjà des Polonais par ses mœurs douces et ses procédés honnêtes, et elle donna le commandement de l'armée contre les Turcs à un général qui s'était distingué dans la guerre de sept ans.

L'arrivée du nouvel ambassadeur en Pologne releva l'autorité du roi, mais ne diminua en rien les forces des confédérés. La France, en leur accordant des secours, en leur faisant passer plusieurs bons officiers et d'excellens ingénieurs, avait remonté la partie militaire. Les confédérés n'exposaient plus imprudemment leurs troupes dans les plaines, ils avaient des postes fortifiés, ils exerçaient leurs soldats et concentraient davantage l'ensemble de leurs opérations.

Si la partie civile, si le gouvernement de la confédération avaient reçu en même temps une pareille amélioration, la Pologne aurait pu encore être sauvée. Il ne fallait que quelques hommes capables d'inspirer de la confiance, pour conduire les affaires à l'intérieur et à l'extérieur. Ils ne se seraient pas organisés en gouvernement en Hongrie, en Silésie; ils seraient restés au milieu des confédérés armés, et auraient bientôt réuni toute la nation. Le malheureux préjugé de l'aristocratie polonaise, de chercher

des appuis, des conseils dans les cours, dans les cabinets et de se diriger d'après ce principe, a empêché ces hommes de paraître.

Les hommes ne manquent jamais; ce sont les circonstances qui manquent aux hommes pour se développer.

L'empereur Mustapha, dont toute la raison était puisée dans l'Alcoran, ne pensa pas même aux causes de la destruction de ses armées, qui auraient dû être victorieuses; il chercha seulement à les réparer, à les rendre plus nombreuses et à leur donner un chef plus digne d'obéir à la loi du prophète. Aussi le général comte Romanzof [38], élevé à l'école de Munich et à celle de Frédéric, se plaça-t-il dans la campagne de 1770 au rang des premiers généraux de son temps. L'ordre sévère de sa souveraine lui ôta cette fois son indécision, qui tenait chez lui plutôt à la douceur du caractère qu'à la faiblesse de l'esprit. Cette glorieuse campagne produisit un grand effet en Europe; on n'oublia aucune circonstance, aucun rapprochement pour mieux faire valoir dans l'opinion les victoires de l'armée russe.

Cette armée, sous l'impératrice Catherine, triomphait là où Pierre-le-Grand avait désespéré de la victoire; elle prenait, mettait en cendre cette forteresse de Bender où Charles XII avait trouvé asile.

Les poètes, les écrivains, exaltaient à l'envi ces triomphes ; faut-il s'étonner que Catherine, que le désir de leurs suffrages avait en grande partie entraînée à cette guerre, se soit laissée enivrer par ces louanges, et que, sentant sa propre force, elle ait opéré une des plus grandes catastrophes du dernier siècle? Et n'est-on pas en droit d'en jeter le blâme sur ces mêmes poètes, sur ces mêmes écrivains?

La campagne de 1771 ne fut pas moins heureuse. Le prince Dolgorouky força les fameuses lignes qui traversent l'Isthme de Perekop, depuis le Pont-Euxin jusqu'au Palus-Méotides.

Ce rempart fait par les Tatars, aussi célèbre que la muraille des Chinois, dont Munich avait déjà prouvé la faiblesse, fut franchi par l'armée de Catherine.

Toute la presqu'île de Krimée, excepté une seule forteresse, se trouva soumise dans un mois. Le khan Sélim-Guéray alla mourir à Constantinople, et les Tatars mirent leur indépendance sous la protection de la Russie.

Si la campagne de 1770 rappelait la gloire de Pierre-le-Grand, la campagne de 1771 rappelait celle d'Ivan-Vassiliévitsch [39].

L'impératrice Catherine, placée entre deux princes d'un grand caractère, soutenait bien la comparaison par la gloire de ses armes. Quand

les khans de Kasan et d'Astrakan avaient été soumis à la fin du 15e siècle, la Russie orientale et le centre de l'empire se trouvèrent moins exposés aux incursions des Tatars. Quand le général Dolgorouky eut conquis la Krimée, le dernier rejeton de ce peuple, formidable pendant tant et tant de générations, tomba dans la situation des Cosaques et eut à attendre le même sort. Mais que produisit cette gloire militaire à l'humanité, aux peuples, à la Russie elle-même?

Le crédit public était anéanti, les richesses nationales desséchées dans leur source, par les dépenses de la guerre et par le papier-monnaie; car, c'est une chose particulière au gouvernement despotique, que sous lui, les meilleures inventions deviennent pernicieuses par l'abus qu'il se hâte d'en faire.

La peste ravageait Moskou; une horde entière de quatre cent mille Kalmouks, se retirait avec des troupes innombrables à l'autre extrémité de l'Asie, sous la dénomination de la Chine, et faisait un vaste désert du royaume d'Astrakan.

Un cosaque du Don, Pougatchef[40], échappé des prisons, réussit sans connaissances, sans éducation, à former un parti que des troupes russes ne parvinrent à réduire qu'en joignant l'artifice à la force.

Que cette gloire militaire est trompeuse! Ces deux belles campagnes, dues à l'expérience et aux mesures de la sagesse, ne servirent qu'à couvrir

quelque temps aux yeux de l'Europe les malheureux résultats de ces expéditions maritimes inspirées par l'imagination et la passion, et dont l'exécution avait été confiée à des jeunes gens tirés de leurs casernes par la fortune si souvent aveugle.

Si cette expédition eût été dirigée par la même expérience et la même sagesse qui avaient réparé les fautes dans les armées de terre, elle aurait pu produire des événemens aussi mémorables; elle n'a amené que d'affreuses calamités sur les Grecs du Péloponnèse, insurgés pour recevoir la liberté que la Russie leur avait promise; ils furent le jouet d'intrigues qui leur coûtèrent bien cher.

Quand on regarderait comme une gloire l'incendie de la flotte turque et le passage des Dardanelles, cette gloire ne serait pas russe; elle rejaillirait tout entière sur les officiers anglais qui servaient à bord de la flotte russe. L'anglais Elphinston prépara les brûlots, l'anglais Dugald se chargea de les conduire, les attacha lui-même au câble du vaisseau turc, et, le visage brûlé, se jeta à la nage pour regagner les bâtimens russes; l'anglais Greig commanda des vaisseaux qui protégèrent ces brûlots. Ce fut Elphinston encore qui força le passage des Dardanelles. Ces officiers anglais firent tout, et prouvèrent la part que le gouvernement anglais avait eu dans cette expédition qui a coûté

tant de larmes et de sang aux infortunés soulevés par de si beaux sentimens, et abandonnés avec si peu de générosité à la vengeance cruelle des Turcs. Que les Anglais reprennent cette gloire maritime, que les étrangers reprennent la gloire politique! Toutes ces gloires n'ont produit que des malheurs et des révolutions. Les Russes, livrés à leurs propres travaux, éclairés par leur propre raison nationale, sauraient bien se civiliser eux-mêmes; ils auraient bientôt leur marine, leur politique, leurs arts, leurs sciences, et s'en serviraient pour augmenter et conserver leur bonheur, les richesses de leur pays, et non pour ruiner des nations et des peuples.

Les Polonais et les Turcs, organisés et dirigés suivant les principes de la guerre, auraient pu facilement faire échouer les plans de ces deux campagnes.

L'inexpérience du général russe, son ignorance absolue de la science importante des positions, n'ouvraient-elles pas aux Turcs, au commencement des hostilités en 1769, le chemin pour attaquer la Russie au cœur de ses États? S'ils eussent laissé une partie de leurs immenses armées en présence de l'ennemi découragé et pressé du côté de la Pologne par les troupes des confédérés, et s'ils eussent marché avec leurs soldats d'élite par Bender, et la nouvelle Servie vers Kiow

sur le Borysthène, ils auraient pu finir glorieusement la guerre. Les armées russes en Turquie et en Pologne auraient été forcées par ce mouvement de quitter leurs positions, et de marcher pour la défense de leur propre pays. Les Polonais, ne craignant plus l'entrée des Turcs en Pologne, les auraient aidés par tous les moyens, auraient poursuivi les Russes jusqu'à leurs frontières attaquées par les Ottomans pour la première fois.

Que seraient donc devenus tous ces projets merveilleux de conquêtes exécutés par terre et par mer *pour le bien de l'humanité et pour les progrès de la civilisation?* Échoués, ils auraient laissé sans doute encore l'Europe dans l'illusion; couronnés du succès, ils ont prouvé ce que l'humanité et la civilisation peuvent espérer du despotisme, de ses victoires, et des succès de sa politique.

Les Grecs devaient souffrir pour la liberté; les Tatars devaient perdre leur indépendance; les Polonais devaient être privés de leur patrie. Ces grandes calamités déposeront toujours contre cette politique qui, transportée dans le Nord, a fait plus de ravages dans le XVIIIe siècle que la famine, la peste et la guerre.

Les Turcs furent vaincus par les armes de la Russie plus que par sa politique. Les campagnes

de 1770 et de 1771 leur ont ôté tout espoir de résister et d'arrêter l'influence du cabinet de Pétersbourg en Pologne.

Les confédérés de Bar, privés des secours de la Porte, se trouvèrent en même temps presque délaissés par la France. Le ministre, qui pendant dix ans rétablissait avec un rare talent l'ancien système du cabinet de Versailles, cherchait à l'appuyer sur les conventions jurées, et se prononçait hautement pour l'indépendance de la Pologne, se trouva disgracié par une de ces petites cabales du palais que son beau caractère ne savait point déjouer[41]. Le duc de Choiseul éloignait de ses calculs ces passions basses, ces intérêts vils que la diplomatie commença à prendre en considération à l'époque de 1756.

Il perdit sa place, et la monarchie française un ministre qui aurait soutenu sa dignité dans le Nord comme dans le Midi, au moment qui décidait la ruine de l'édifice politique de l'Europe.

CHAPITRE X.

Politique des princes qui se sont partagé la Pologne. — Frédéric II. — Joseph II. — Catherine II. — Marie-Thérèse.

Les confédérés, abandonnés par la France, auraient pu encore résister avec leur courage aux forces de la Russie; mais pouvaient-ils résister, avec *l'innocence primitive* de leur état social, à la politique astucieuse de leurs voisins?

Depuis 1764 jusqu'en 1772, le cabinet de Berlin ne perdit pas un seul instant de vue les Polonais, et il occupait toute sa diplomatie, tantôt aussi profonde que celle du moyen-âge, et tantôt aussi minutieuse que celle de Kaunitz, à faciliter le projet qu'il gardait secret depuis l'heureuse issue de l'occupation de la Silésie, d'agrandir la monarchie prussienne à leurs dépens.

L'idée de violer les droits les plus sacrés des nations et les principes les plus révérés de la morale publique, pour agrandir et consolider une

monarchie, est une des idées nouvelles qu'aucune raison nationale ne peut excuser et qu'aucun sentiment social ne dut approuver dans le XVIIIe siècle.

L'esprit et le talent, guidés par une sage politique, ne bâtiront jamais sur des principes destructeurs; ils suivront dans les travaux politiques la marche des autres sciences humaines.

Le cabinet de Berlin a montré beaucoup de talent, beaucoup d'adresse et beaucoup d'esprit pour conduire son projet à maturité, et pour décider le premier partage de la nation polonaise, indépendante depuis l'origine de l'Europe moderne, appuyée sur tous les traités, toutes les conventions, tous les droits qui garantissent l'existence des nations, des peuples et des familles, trois fois plus nombreuse que la Prusse, formant d'un seul et même peuple un des plus puissans États de l'Europe, long-temps suzeraine, bienfaisante, juste et loyale des marquis de Brandebourg.

Ce projet, contraire aux maximes de tous les cabinets de l'Europe, était contraire aux systèmes et aux intérêts des puissances qui devaient contribuer à son exécution. Si une nation peut être partagée, toutes peuvent l'être; le droit du plus fort ou du plus habile remplace le droit des nations, et c'en est fait de la politique et des gouvernemens.

L'Autriche, à peine sortie de la guerre de sept ans, entrant dans l'alliance de la Prusse pour envahir la Pologne, justifiait l'envahissement de la Silésie, exposait toutes les provinces de sa domination au même sort, et légalisait les nouveaux moyens d'agrandissement du roi de Prusse, devenu depuis 1756 le dangereux rival de l'Empire. La Pologne lui inspirait jadis des craintes sur la Hongrie, sur la Bohême; mais depuis, paralysée par la politique étrangère, elle lui servait à contenir, à diriger la Russie, et pouvait l'aider à se rendre dans le Nord plus puissante que la Russie et la Prusse. Ainsi l'Autriche, en s'alliant avec la Prusse, agissait contre ses anciens principes.

La cour de Pétersbourg, consentant au partage de la Pologne, laissait voir combien était illusoire cette garantie à la faveur de laquelle Pierre Ier avait établi son influence en Pologne; elle admettait la Prusse et l'Autriche à partager cette influence qu'elle conservait seule depuis 1719; elle rendait le roi de Prusse arbitre de la politique, en même temps qu'elle le rendait plus fort et par l'amélioration de sa frontière du côté de la Russie, et par les provinces polonaises, qui non-seulement augmentèrent le territoire et la population de sa nouvelle monarchie, mais encore les sources de ses richesses.

La cour de Pétersbourg, comme celle de Vienne, ne suivait donc pas de vrais principes politiques en signant le partage de la Pologne.

Quelle fut donc la cause d'un si grand événement? Comment l'Autriche et la Russie se trouvèrent-elles entraînées à faire un pacte contraire à la politique de l'Europe, et contraire à leurs propres systèmes?

La cause se trouve dans cette politique arbitraire, qui n'est pas fondée sur les véritables intérêts des nations, et qui est abandonnée tout entière à la volonté du maître. Quand la justice et l'ordre dans l'intérieur des États dépendent d'un homme et de sa volonté, la vie et la propriété des particuliers ne sont pas mieux garanties par les institutions que l'existence et le territoire des nations ne le sont aujourd'hui par les traités.

Dans le moyen-âge, les gouvernemens, comme les peuples, manquaient de bonne foi et d'équité; et les rois, comme les sujets, ne se faisaient faute de brigandages et de larcins.

Le temps enfanta des lois civiles qui, en établissant l'ordre dans la société, améliora les membres de cette société; mais les gouvernemens restèrent au-dessus des lois. A cela deux causes: d'abord le droit divin sur lequel ils se fondèrent avec l'aide de la religion; ensuite le pouvoir militaire, que les rois se sont réservé.

La politique consista à donner la force nécessaire à un homme pour en gouverner des millions d'autres; mais elle s'occupa seulement de maintenir les rois, d'augmenter leur puissance, et non pas de leur former des intelligences égales à leur pouvoir, et de venir au secours de la nature, qui donne rarement aux hommes les talens et le caractère nécessaires pour gouverner leurs semblables. Ainsi la science politique ne se basa pas sur la morale, et laissa le champ libre aux petites comme aux grandes passions.

Les gouvernemens, préoccupés seulement de la force, ne donnèrent rien à l'expérience et à l'observation; ils ne réduisirent pas la science à des lois fixes; ils ne se formèrent pas une raison politique.

D'un autre côté, les sujets s'aperçurent des fautes des gouvernemens; et comme sous l'abri des lois civiles ils exerçèrent leur intelligence dans l'industrie et le commerce, ils parvinrent à avoir un instinct merveilleux pour juger la conduite de ceux qui les gouvernaient. C'est alors que se forma une *raison politique nationale;* c'est alors que naquit l'opinion publique.

Elle eut d'abord peu d'influence sur la politique extérieure, même dans les pays où les relations étendues de l'industrie et du commerce lui fournissaient plus de lumières.

La politique extérieure se maintint sous le bouclier de la force, hors la portée de l'opinion, grace à la diplomatie, qui est à la politique ce qu'un mauvais système de procédure est aux lois civiles.

Les gouvernemens gênés, froissés dans l'intérieur par l'opinion, cherchèrent à satisfaire leur ambition à l'extérieur; ils cherchaient la gloire, pour éblouir de son éclat cette puissance naissante.

La Russie, sortant à peine de cette barbarie qui a suivi la destruction du Bas-Empire, de même que la barbarie du Midi a suivi la destruction de l'empire romain, se trouva sous le despotisme d'un prince animé du génie de la gloire.

Ce prince commença par de grands revers, s'obstina à résister, imita l'art de son vainqueur, et finit par de grands succès. Émerveillé de la science de la destruction, il s'en servit pour organiser son despotisme, et la Russie commença sa civilisation sous le régime militaire, comme le midi de l'Europe avait commencé la sienne sous le régime féodal.

Dès ce moment la Russie ressembla à une vaste forêt, cultivée pour fournir les outils et pour entretenir le feu de la guerre.

La guerre parut devenir l'unique objet du gouvernement; il ne protégeait que les arts, que

les hommes propres à en avancer les travaux.

La politique, dénuée de morale, fut le premier art que des êtres avides de fortune, accourus de toutes contrées, s'empressèrent d'apporter et d'inoculer à ce gouvernement naissant.

Ces hommes iraient de même au milieu des sauvages de l'Amérique, pour leur apprendre à détruire, à tromper leurs semblables avec plus d'art, s'ils y trouvaient des récompenses et des honneurs.

La Russie devint bientôt formidable dans le Nord; elle écrasa la Suède et éclipsa la gloire de ses rois célèbres. Elle s'empara de la Pologne, par ce système *de ruses de guerre*, cette politique du gouvernement militaire, qui de sa nature doit tendre à détruire, et ne peut respecter ni les opinions, ni les sentimens, ni les lois qui conservent les nations. Elle annonça hautement ses prétentions sur la Turquie, comme ses droits à la succession du Bas-Empire.

L'Autriche favorisa long-temps toutes ces vues, dirigées contre les alliés de la France, et crut long-temps l'alliance intime avec la Russie utile à ses intérêts, nécessaire à son système politique, à sa domination, à sa sûreté en Allemagne, en Bohême et en Hongrie.

La France employa rarement des moyens directs pour défendre la Suède, la Pologne, la Tur-

quie; elle les défendit par des négociations; mais ses négociations eurent rarement cet ensemble qui conviendrait à un système politique bien ordonné, bien dirigé. Quand l'alliance de 1756 avec l'Autriche dénatura ce système, la France ne sut pas, souvent même ne put pas faire valoir ses forces immenses qui auraient certes réprimé ces puissances militaires.

L'Angleterre ne s'occupa en Europe, depuis le traité d'Utrecht, que de commerce; regarda la Russie comme une mine mercantile à exploiter, et se forma, pour sa politique continentale, des préjugés contraires à ses lumières, à sa civilisation, à ses finances et surtout aux intérêts de son gouvernement, comme le temps le démontre tous les jours davantage. La Russie, favorisée par les systèmes politiques mal combinés et encore plus mal exécutés des grandes puissances de l'Europe, arriva facilement à de grands succès, à une grande gloire.

Elle avait imité les autres, elle fut imitée à son tour.

Quand il n'y a que des systèmes et aucun principe puisé dans la nature *sociale* pour les juger, le système qui réussit, qui conduit à cette gloire, aussi fausse et souvent plus funeste que ce système même, doit naturellement paraître le meilleur aux hommes élevés dans des systèmes et

exaltés par le pouvoir, dont ils n'ont pas en eux la mesure naturelle et hors d'eux le guide sûr.

La politique du Nord changea; les gouvernemens cherchaient à soumettre l'opinion des classes laborieuses, qui devenait partout une puissance, et ils affectaient en conséquence de ne regarder les peuples que comme *matière première*, indispensable à quiconque veut s'organiser militairement.

Les uns voulaient se mettre au niveau de la Russie qui, forte de son état militaire et plus encore de sa renommée, entrait dans toutes les affaires: les autres espéraient, par les mêmes moyens, arriver un jour à la même fortune.

La Prusse profita le mieux de l'exemple de la Russie. Son gouvernement, presque despotique, employa tous ses moyens pour avoir une grande force militaire. Avec une armée nombreuse, bien disciplinée, avec un trésor pour l'entretenir dans le temps de guerre, Frédéric n'attendait qu'un moment favorable pour tenter fortune. Quand il commença à régner, il se sentit destiné à relever la royauté dans sa race, et à être placé à côté du grand électeur.

Il entra aussitôt en guerre, fut heureux, et commença à fonder sa monarchie en Europe, de même que Pierre Ier y avait fondé son empire.

S'il chercha, en homme habile, à adapter le

régime militaire à l'état de la civilisation de son peuple, il n'eut dans sa politique extérieure qu'un seul principe, qu'un seul but, celui d'édifier la monarchie prussienne et de la rendre une des premières et des plus puissantes de l'Europe.

Frédéric rencontra des obstacles, et dans les principes qui dirigeaient les consciences des hommes, et dans ceux qui dirigeaient les cabinets des princes. Élève de cette philosophie qui juge les principes dans le sens absolu, sans chercher avant à en connaître l'origine et tous les rapports, et qui attaque tantôt avec la force, tantôt avec l'adresse les institutions qu'elle juge contraires à la dignité de l'espèce humaine, il conserva toujours peu de respect pour *tous ces vieux principes* sur lesquels reposaient pourtant *tous les vieux trônes.*

L'opinion de son siècle, dont il admirait l'esprit, dirigée plus par les écoles des écrivains que par les doctrines religieuses, que par les systèmes politiques, lui parut la seule puissance à ménager. Courtisan délié de cette puissance, il fit ce que font les courtisans, il ne pensa pas que cette puissance fut la même qui devait bientôt anéantir tout l'édifice moderne du despotisme, de la monarchie universelle, semblable à un fleuve qui roule toujours, disparaît quelquefois pour mi-

ner, et reparaît ensuite pour détruire et bouleverser.

La véritable philosophie *sociale*, qui peut compter parmi ses élèves des rois chefs des peuples et des nations, mais qui n'éclaire jamais de sa lumière pure ni les despostes, ni les tyrans, ni les esclaves, aurait appris à Frédéric la nature de son siècle et celle de cette opinion qu'il croyait tromper, quand il n'en était qu'un ouvrier, et quand il ne travaillait que pour rendre de plus en plus son autorité imposante.

Et pourtant l'art de ménager l'opinion de son siècle fut admiré dans Frédéric! Prince protestant, il devint le héros de l'Europe, mais en soutenant les chefs de l'opinion ligués pour attaquer les anciennes hiérarchies; et non comme Louis XIV, en relevant avec franchise et dignité les institutions monarchiques, et en jetant l'éclat de son règne sur le despotisme et sur ses formes.

Ces deux héros de l'Europe, étudiés sous ce point de vue, pourraient apprendre aux hommes d'état la nature et la puissance de l'opinion des deux siècles.

Frédéric II, favorisé par l'opinion, soutenu par la force de son gouvernement militaire, se regarda comme au-dessus de tous ces systèmes et de tous les traités qui avaient garanti jusqu'à

son temps les droits politiques parmi les nations civilisées.

Il eut, comme Louis XIV, parmi les princes ses contemporains, des admirateurs qui croyaient, en l'imitant, augmenter leurs pouvoirs, rendre leur autorité plus despotique et arriver à la gloire.

Joseph II[42], qui n'avait pas imité le régime militaire et la politique de la Russie, fut fier de suivre les traces d'un roi qui, pour ses travaux destructeurs de la guerre et de la politique, recevait le titre de grand parmi les rois, de philosophe parmi les écrivains.

Joseph et Catherine suivirent la même marche pour obtenir les mêmes faveurs de l'opinion; elle les accordait ces faveurs, mais plus elle accordait aux puissans de la terre, plus elle-même elle devenait puissante.

On lui promettait d'être juste, humain, raisonnable, de suivre ses lois, fixes comme celles de l'Éternel; elle publiait ces promesses, et les commentait pour motiver toutes les faveurs qu'elle accordait.

Elle distribuait la gloire, préconisait la grandeur, déclarait que la raison *nationale*, *politique* se levait sur tous les horizons, pour éclairer la nature *sociale* et faire apprécier au juste tous

ces météores qui par leur fausse lumière égaraient l'esprit des princes et de leurs sujets; elle savait bien que cette raison rendrait un jour plus hideux, plus faible le despotisme débarrassé de ses anciennes formes, et qui n'en prenait de nouvelles que pour tromper, pour opprimer toujours, et non pour inspirer la confiance et pour obéir franchement à l'influence du siècle.

Joseph et Catherine, à la tête de deux grandes puissances militaires dans le Nord, en rendant hommage à l'opinion soulevée contre tous les genres de despotisme, voulaient paraître les réformateurs des anciens systèmes, voulaient être les législateurs de leurs peuples.

Exaltés par leur situation, par le sentiment de la force *publique*, guidés par leur intelligence naturelle, toujours débile si la raison *publique* résultat de l'expérience et de l'observation ne la fortifie, et si une éducation analogue aux circonstances de la vie ne l'étend, ils ne pouvaient que détruire et commencer ces longues séries de destruction que le despotisme parcourt jusqu'à sa propre et entière destruction.

Frédéric travaillait à agrandir, à reconstruire la monarchie prussienne; mais il travaillait plus encore à détruire; la politique n'était pas encore soumise à l'observation, à l'expérience, n'avait pas encore des principes posés, formait encore

un art basé presque entièrement sur des conventions arbitraires et non sur une science fondée sur la nature des hommes réunis en société, sur les intérêts, les besoins des peuples et sur ceux des nations civilisées. La raison *politique* n'éclairait pas encore les princes les plus éclairés. Frédéric, chef absolu d'un gouvernement militaire, ne devait pas sentir toute l'influence de la force morale, ni connaître ses rapports avec cette même opinion qu'il encensait; il fallait peut-être du génie pour le deviner, et ce génie qu'il fallait ne s'est encore jamais alliée avec celui de la guerre.

Frédéric, pour former sa monarchie, travaillait à anéantir la nation polonaise. Il cherchait à détruire les droits des peuples, des nations sur lesquels reposent toutes les sociétés, tous les États, toutes les monarchies sans lesquels la nature *sociale* périt pour faire place à la nature sauvage.

La raison naturelle, le sens commun *politique* n'auraient-ils pu démontrer toutes les funestes conséquences de cette entreprise? Quand les dieux, dit un ancien, condamnaient un peuple à l'esclavage, à la mort, ils lui ôtaient avant la raison. La main de Dieu ne paraît-elle pas dans cette entreprise aveugle? Si Frédéric tentait de s'emparer de la Pologne par la force, il aurait au moins fait valoir un droit, celui du plus fort, il

aurait inspiré au moins un sentiment, celui de la terreur.

Il savait qu'il n'arriverait pas à son but par la force, et il savait que l'opinion ferait justice de son entreprise; mais il poursuivait toujours ce qu'il regardait comme sa destinée; il se croyait avant tout le créateur de sa monarchie. Persuadé que tout consistait à obtenir et que la force saurait garder ce que l'esprit et l'adresse auraient su gagner, il employa l'art de négocier. Il se rendit dans cet art plus habile encore que dans celui de ménager l'opinion, que dans celui de la guerre.

Il le perfectionna cet art et se montra, en l'exerçant, le moins scrupuleux peut-être de tous les princes de la monarchie moderne. Il parvint avec le temps, en profitant de toutes les circonstances, à faire agréer son projet à l'Autriche et à y entraîner la Russie.

L'empereur Joseph, accompagné du prince Kaunitz, se rendit à l'invitation de Frédéric, en 1769, au camp d'évolution. Là, traité comme un jeune héros destiné à soutenir la grandeur de sa maison et la gloire militaire de son siècle, il se laissa facilement persuader que le partage de la Pologne ne nuirait en rien, ni à cette grandeur, ni à cette gloire.

Le premier ministre du cabinet de Vienne,

comblé d'éloges, écouta favorablement le projet du grand roi qui paraissait le regarder comme son maître en politique, et comme un homme d'état dont les conceptions avaient plus fait dans la guerre de sept ans que les manœuvres et le génie du modeste Landon.

Joseph et Kaunitz retournèrent à Vienne, pleins d'admiration pour le roi de Prusse; ils voulurent inspirer leur sentiment à l'impératrice Marie-Thérèse, mais cette princesse avait cette conscience politique et religieuse qui garantissait autrefois les peuples contre la volonté des princes; cette princesse était trop pénétrée des anciens principes qui formaient encore la base des monarchies, pour ne pas se défier de Frédéric et de sa philosophie politique.

L'orgueil de Marie-Thérèse, soutenu par sa conscience, aurait probablement résisté aux charmes de l'esprit de Frédéric, si puissans sur la vanité; mais son fils et son ministre de confiance surent pourtant peu à peu ébranler sa politique et calmer sa religion. Marie-Thérèse consentit enfin à ajouter, contre tous les droits naturels et politiques, une partie de la Pologne à ses états, et accéda à cette alliance, qui fera une époque mémorable dans l'histoire de la politique comme dans celle du système monarchique.

Le prince de Kaunitz avait violé le traité de

Westphalie par sa célèbre négociation de 1756, et il a déchiré tous les traités par la fameuse transaction sur la Pologne. Sous ce point de vue son nom doit être immortel.

CHAPITRE XI.

Catherine sollicitée d'accéder à la ligue contre la Pologne. — Elle s'y refuse. — Conduite des confédérés. — Leurs fautes. — Enlèvement du roi de Pologne. — Premier partage en 1772.

Frédéric, après s'être assuré des bonnes dispositions du cabinet d'Autriche, chercha à sonder celles du cabinet de Russie. Il envoya en 1770 le prince Henri son frère, fidèle compagnon de sa gloire militaire, à Pétersbourg, pour remplir cette commission délicate. L'impératrice Catherine, en guerre avec les Turcs, en guerre avec les Polonais, reçut l'illustre messager avec politesse, l'écouta avec grace, mais se détermina à employer tous les moyens pour faire échouer le projet du roi de Prusse.

Cette princesse suivait la politique de Pierre Ier; elle voulait paralyser les forces des Polonais, détruire leur esprit guerrier, diriger leur anarchie; mais elle avait trop de sens politique pour ne pas

voir tout ce que la Russie perdrait si elle consentait au partage de la Pologne.

Les Polonais, étrangers aux secrets de la politique, ignoraient les bornes de cette garantie, qui servait en Europe de titre au cabinet de Pétersbourg pour se mêler de leurs affaires; mais tous étaient persuadés que la Russie, en vertu de cette garantie, avait contracté au moins un devoir sacré, celui de les défendre contre toute puissance qui voudrait abuser de l'état de faiblesse où on les retenait à dessein.

Le garant qui les eût livrés leur eût paru ressembler à un gardien qui remettrait son dépôt, à une sentinelle qui abandonnerait son poste, à un général qui livrerait son armée.

La politique de l'impératrice Catherine eut d'autres motifs; mais elle se trouva appuyée cette fois par de simples considérations que la morale et l'honneur dictaient aux Polonais. La bonne politique sera toujours d'accord avec la morale et l'honneur.

Aussi quand Machiavel traite des *hauts faits* de la politique des petits princes de son siècle, il recommande le respect pour la morale publique. Il conseille de ne jamais commettre ces *hauts faits*, s'ils peuvent un jour être dévoilés aux yeux profanes. S'il ne recommande pas la vertu, il recommande l'hypocrisie.

Que deviendraient les sociétés civilisées, les armées disciplinées, sans la morale publique, sans l'honneur national!

La malheureuse Pologne, plongée dans l'anarchie, abîmée par les guerres civiles, victime de la politique de ses voisins, restait tranquille sur son existence, quand le plus grand prince de son temps, fort de sa réputation militaire et d'une armée immense, employait tant d'art pour décider l'Autriche et la Russie à exécuter sur elle un acte que les lois de la paix, comme celles de la guerre, condamnaient également.

Si les confédérés de Bar eussent suivi un plan militaire et politique calculé d'après les circonstances intérieures et extérieures, tout cet art, appuyé de tant de force, aurait pu encore échouer; mais livrés entièrement à l'influence étrangère, les uns croyaient que l'Autriche s'intéressait à leurs succès, parce que l'Autriche, pour mieux les surveiller, pour attirer leur argent, leur assurait sa neutralité; les autres se persuadaient que la Prusse protégeait leur indépendance, parce qu'elle écoutait leurs plaintes, leur vendait des canons, des munitions, et accordait à leur gouvernement, incapable de gouverner, d'administrer, incapable même de diriger le courage de la nation, un asile à Teschen en Silé-

sie: tous pensaient que la Russie seule était le véritable ennemi de leur patrie.

Aussi quand le cabinet de Pétersbourg, éclairé sur la mauvaise politique, sur la conduite insensée de ses agens, changea de système, chercha à pacifier la Pologne et à détourner ainsi le projet du cabinet de Berlin, il trouva les Polonais inaccessibles à ses nouvelles propositions et à toutes ses confidences sur leur sort futur. Que le despotisme ne profite-t-il de cette leçon! Il verrait que les instrumens de sa volonté le détruisent en même temps qu'ils détruisent ses victimes.

Si la Russie avait eu d'autres ministres, d'autres ambassadeurs en Pologne; si un homme étranger à sa domination comme aux peuples civilisés, comme à l'humanité, si un colonel Drewitsch n'eût pas déshonoré ses armées en faisant couper les bras aux confédérés pris dans les combats, en vendant à la Prusse des prisonniers polonais; si tous les généraux, tous les officiers supérieurs eussent ressemblé au comte de Romanzof et à ceux qui, à son exemple, respectaient leurs noms et cherchaient à honorer les armes de leur pays; la Russie eût facilement persuadé aux confédérés que l'intérêt de leur patrie, dans le moment, demandait l'union des Polonais sous la garantie, et qu'il n'y avait que ce moyen pour

empêcher ce partage, convenu déjà entre la Prusse et l'Autriche.

Les Polonais, tant de fois trompés, tant de fois outragés dans tout ce qui leur était le plus sacré et le plus cher, devaient-ils se fier plutôt aux paroles de paix des uns qu'aux insinuations des autres? Les confédérés unis auraient pu, ne se fiant qu'à leur courage, n'écoutant que ce saint dévouement des cœurs polonais pour la patrie, réussir encore.

Mais le temps d'épreuves n'était pas fini : la nation n'était pas encore détrompée sur cette politique qui paralysait ses forces comme sa raison.

Quand ces malheureux confédérés, abandonnés à eux-mêmes, ne pouvaient avoir d'espérance que dans l'union de tous les Polonais, leur gouvernement à Teschen, séduit par les conseils de la politique prussienne, déclara Stanislas Poniatowski déchu de la couronne de Pologne, et proclama l'interrègne. La partie de la nation attachée au roi et aux ministres, qui jusqu'à ce moment aimait à croire que la confédération était dirigée par de fidèles alliés de la république, qui la soutenait, faisait des vœux pour le succès de ses armes, attendait encore un instant favorable pour se joindre à elle de toutes les forces, de toute la volonté de la nation. Frappée de cette mesure que le temps et les circonstances ren-

daient si imprudente, elle commença à songer à la paix, à finir les calamités de la guerre, qui, conduite par des conseils pervers, ne lui promettait que de nouvelles calamités.

Si les confédérés, par leur courage et des faits militaires admirables, se soutenaient toujours dans l'opinion de la nation, leur gouvernement par son inexpérience, par des actes irréfléchis, continuait à affaiblir de plus en plus leur parti.

Le roi fut enlevé au sein de Varsovie [43], au milieu d'une nombreuse garnison, par des braves qui surent s'introduire dans la capitale et exécuter cette opération de partisans, unique peut-être dans les annales de la guerre.

Ils ont accompli bien d'autres actions, qui prouvent ce qu'un gouvernement sensé, indépendant de la politique étrangère, aurait pu faire en Pologne à cette époque, ce qu'un gouvernement sensé, instruit par l'expérience et laborieux aurait pu y accomplir à toutes les époques pour le salut de la patrie.

Ces hommes intrépides s'étaient emparés du roi pour le conduire, vif ou mort, suivant leur ordre, au lieu destiné. Emportés par le fanatisme, ils jurèrent de ne pas reconnaître ce roi; mais quand, poursuivis, ils se virent forcés d'ôter la vie au prisonnier désarmé, ils ne purent pas commettre l'assassinat. Un seul parmi eux s'oublia; tous les

autres le rappelèrent à l'instant à l'honneur national.

Tous se sentirent nés en Pologne, pays où les crimes furent toujours si rares, et la trahison, l'assassinat les plus rares de tous; pays où la loi antérieure à toutes les lois et à tous les ordres, imprimée par l'éducation, formait heureusement la conscience, inspirait l'horreur du forfait et du déshonneur.

Le roi, sauvé comme par miracle, revenu à Varsovie, augmenta naturellement la force de son parti.

La médisance, unie à la calomnie, jetèrent feu et flamme sur le gouvernement et sur les chefs des confédérés. La politique étrangère profita de tous ces événemens, agit dans tous les sens, et chercha à diminuer l'intérêt que la Pologne, si injustement traitée, inspirait aux cabinets et à l'opinion éclairée de l'Europe.

La Russie voulut réellement s'opposer au partage de la Pologne; elle finit par persuader au parti du roi et aux ministres que les Polonais ne parviendraient jamais à empêcher l'exécution du projet arrêté dans les cabinets de Berlin et de Vienne, si tous, unis et pacifiés, ne se déclaraient pour sa garantie.

Les confédérés restèrent inflexibles, refusèrent constamment la pacification proposée, et se mon-

trèrent disposés à mourir plutôt les armes à la main.

Le comte Romanzof, général en chef de l'armée russe, éprouvait des difficultés dans ses négociations avec la Turquie; il annonçait la campagne prochaine comme inévitable.

La Prusse, active dans sa politique en Turquie comme en Pologne, présentait des armées nombreuses, prêtes à marcher au premier signal.

La Prusse et l'Autriche promettaient à la Russie de consentir à un traité avantageux pour elle, avec la Porte Ottomane, si elle entrait dans leur ligue contre la Pologne.

Catherine II, pour sortir d'une guerre que la politique sage n'aurait jamais conseillée, se vit forcée de céder aux instances de Frédéric II, et de signer ce premier partage de la Pologne, impolitique pour la Russie et malheureux pour l'Europe.

Si les chefs des confédérés eussent été aussi bons généraux qu'ils se montraient habiles et audacieux partisans, ils auraient pu encore résister long-temps aux trois grandes puissances militaires qui dans les ténèbres des cabinets, contre cette générosité même que le sentiment de la force inspire, au milieu de la nature sauvage, s'étaient stipulés la part de la Pologne qui convenait à chacune d'elles.

Ils s'étaient emparés en février 1772, par un de ces coups hardis et adroits qui caractérisent l'esprit militaire des Polonais, du château de Krakovie.

Cette prise, dans le temps, aurait pu devenir importante; mais il fallait savoir garder la ville, se rendre maître de la Vistule, profiter des positions, faire une guerre de circonstances, de manœuvres, de partisans, bien organisée, et liée dans toutes ses parties.

Cette guerre serait devenue meurtrière pour la Russie, imposante pour la Prusse et l'Autriche; elle aurait existé dans sa vigueur au moment où la nation avait enfin appris ce partage qui l'a indignée par son injustice autant que par les moyens dont on s'était servi pour y arriver.

Cette guerre serait devenue nationale; unie à celle de la Turquie, elle aurait pu éloigner de l'Europe le funeste événement que l'esprit de Frédéric, dégagé de vieux principes et fertile en expédiens, lui prépara.

Mais malheureusement les confédérés n'avaient aucun plan dans la guerre, aucun système dans le gouvernement; ils devaient succomber plus encore sous la diplomatie du cabinet de Berlin que sous la furie et la politique de la Russie.

La Prusse travailla sans relâche, depuis 1764 jusqu'en 1772, pour avoir des complices, pour

neutraliser les cabinets, pour paralyser les forces morales et physiques des malheureux Polonais, et pour exécuter sur leur nation, au mépris de tous les traités, de tous les droits politiques, un *coup d'État* sans exemple dans les annales de l'Europe moderne. La guerre de sept ans avait valu à la monarchie prussienne la Silésie ; les sept campagnes diplomatiques de son cabinet lui ont valu une portion de la Pologne, inondée du sang et des larmes des habitans fidèles à leur patrie.

CHAPITRE XII.

1772. — Examen des prétentions de la Prusse, — de l'Autriche, — de la Russie. — Conduite des autres puissances.

Les conquêtes de la force peuvent ajouter à la force; elles ont, au moins, pour elles les illusions de la gloire; les conquêtes de la ruse, toujours réprouvées par la raison, par la morale publique, finissent toujours, à la longue, par affaiblir les États. Ces sept années de la diplomatie de Frédéric II ont été certainement une des causes de la décadence en Europe du système monarchique et comme le premier symptôme de l'affaiblissement de la monarchie prussienne, dont ce célèbre roi ambitionnait tant d'être le fondateur. Dès 1740, ce grand fondateur arrêta, dans sa pensée, que la Silésie, la Prusse polonaise, la Gueldre hollandaise, la Poméranie suédoise devaient agrandir son empire. Il connut trop tard la na-

ture de son siècle, il resta en chemin, mais la monarchie reçut le germe de la destruction.

La Prusse avait montré beaucoup d'habileté, beaucoup d'adresse pour préparer la scène politique, pour arranger les acteurs, pour disposer le théâtre, mais elle a violé dans son dénouement toutes les formes que le respect pour la raison de l'Europe, la justice des nations, la morale des peuples devait commander à la politique.

L'armée prussienne d'un côté, l'armée autrichienne de l'autre, s'étaient approchées d'abord des frontières de la Pologne, sous le prétexte d'arrêter la peste que les Russes en guerre avec les Turcs pouvaient communiquer; bientôt après ces armées occupèrent les provinces échues en partage à leurs princes, par un pacte secret convenu entre le roi Frédéric II, l'empereur Joseph II et l'impératrice Catherine, sans la participation des états de Pologne et sans le consentement des gouvernemens de l'Europe.

Le 11 septembre 1772, les trois ministres des trois puissances liguées demandèrent au roi Poniatowski la convocation de la diète, pour approuver leurs prétentions savamment exposées dans des mémoires imprimés, et pour rétablir l'ordre et la tranquillité dans la nation polonaise.

Ces mémoires sont des monumens précieux qui donnent une idée de la diplomatie légale des ca-

binets du Nord, et font apprécier la justice et la raison des hommes d'état qui les ont alors dirigés.

Ils prouvèrent à l'opinion éclairée de l'Europe que la justice, la raison des princes ne ressemblent en rien à la justice, à la raison qui guident les nations et les peuples.

Ces mémoires devaient établir les droits des princes qui cherchaient à s'emparer de la nation polonaise par la force ou par l'adresse, et ils n'ont servi qu'à relever les véritables droits, et à rendre la victime plus intéressante, qu'à faire voir combien sont odieuses les combinaisons politiques de ces princes qui n'écoutent que la voix d'une astucieuse ambition, et qu'à rendre plus importantes que jamais les lois sacrées du droit des gens.

Le cabinet de Berlin fondait les droits de Frédéric sur des actes des princes de Poméranie passés au treizième siècle, sur un des pactes convenus entre l'électeur de Bavière et le duc de Stettin en 1338; et il cherchait à prouver que la maison de Hohenzollern, arrivée à la dignité électorale de Brandebourg en 1417, après l'extinction de la tige de Bavière, devait laisser ces droits toujours intacts au fondateur de la monarchie prussienne; ces droits sur la Poméranie devaient en outre s'étendre sur la Pomérellie ou la Cas-

subie, pays situé entre la Vistule, la mer Baltique et la Notetz, quoique la Pologne eût possédé ce pays depuis 1290 jusqu'en 1772, sans qu'aucun duc de Stettin, aucun électeur de Brandebourg l'eût jamais réclamé.

Frédéric-Guillaume, ce grand électeur dont Frédéric II admire tant la politique, avait pactisé de 1655 à 1657 six fois, tantôt avec la Pologne contre la Suède, tantôt avec la Suède contre la Pologne; dans tous ces traités la conquête de la Poméranie, de la Cassubie est assurée ou à Charles-Gustave roi de Suède, ou à Jean-Kasimir roi de Pologne, et nulle part Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, ne songe à y fonder quelque prétention personnelle. Dans le septième traité, le célèbre traité d'Oliwa de 1660, il garantit au contraire et solennellement la possession de ces provinces à la Pologne, et Frédéric II lui-même n'avait-il pas garanti la possession de tous ces pays par la Pologne, quand les états consentirent enfin en 1764 à reconnaître le titre de roi dans sa famille?

Kasimir-le-Grand, roi de Pologne, céda la Poméranie aux chevaliers teutoniques en 1343, cinq ans après ce pacte de 1338, en vertu duquel les électeurs de Brandebourg devaient succéder aux ducs de Stettin à défaut d'hoirs mâles, et l'électeur Louis l'aîné de Bavière, successeur

*

éventuel des ducs de Stettin, ne fit aucune protestation contre cette cession. La maison de Hohenzollern possédait l'électorat de Brandebourg quand la Pologne, dans les traités de 1433, de 1436 et de 1466, traita avec l'ordre Teutonique, transigea sur la Poméranie; les électeurs de cette maison, successeurs éventuels des ducs de Stettin, ne protestèrent nullement. Depuis l'extinction de la maison ducale de Stettin, arrivée en 1637, les électeurs de Brandebourg, qui succédèrent à tous les droits des ducs de Stettin, tinrent toujours la même conduite et gardèrent toujours le même silence sur ces droits.

Il prouva plus ce savant cabinet; il prouva que la Prusse polonaise, le long de la rive droite de la Vistule, formée des palatinats de Marienbourg, de Culm et de l'évêché de Varmie, appartenaient au chef de la maison de Brandebourg, pour l'indemniser de ce qu'il avait été privé pendant 450 ans de la Poméranie ou de la Cassubie, réclamée en vertu de vieux documens en 1772. Si des actes pareils, si des pactes de cette nature pouvaient former la justice des États, la chicane pourrait bouleverser toutes les nations, tous les héritages des princes, tous les droits des gouvernemens.

La Pologne avec des titres puisés dans des chroniques du XIIIe siècle, prendrait avec plus de

justice presque toutes les provinces de la monarchie prussienne. La Silésie même lui appartiendrait, puisqu'elle lui avait appartenu jadis, et si la paix conclue en 1466 à Thorn avec les chevaliers teutoniques n'anéantit pas les prétentions de la Prusse à la Cassubie, celle conclue avec l'Autriche en 1743 n'anéantit pas non plus les prétentions de la Pologne sur la Silésie qui sont bien autrement fondées.

Que deviendrait la sûreté des fortunes particulières, que deviendrait celle des fortunes publiques, sans la prescription, que tous les législateurs comme tous les publicistes reconnaissent pour un des principes conservateurs de la société?

La prescription garantissait la Pologne; la justice éternelle, la raison des siècles la garantissaient; toutes les lois, tous les traités, tous les droits des Etats et des princes devaient la garantir.

Elle ne put succomber que sous la force. Le droit du plus fort, ce droit terrible, aurait peut-être pu imposer silence à tous les autres droits, si la profanation de toute justice, si des insultes à la raison des nations, des peuples, ne l'eussent pas accompagnée.

La cause des Polonais, écrasés par la force, opprimés au nom de la justice et de la raison, devint ainsi la cause de toutes les nations, de tous

les peuples. Frédéric, ce grand roi, crut pouvoir tromper la justice et la raison de son siècle, et rendit faible le droit de la force.

Le roi des animaux ne trompe pas, aussi son droit fait-il trembler tous les habitans des forêts et les fera-t-il trembler toujours.

Pourquoi Frédéric n'agit-il pas de même? La force ne fut pas inhérente à sa nature, il n'en put avoir la conscience et le sentiment. Ne prouverait-il pas, ce grand roi dont on a tant admiré l'esprit, les talens, l'héroïsme, que la force des Etats détruit ces Etats mêmes si elle n'est pas dirigée par la justice et la raison, d'où émanent toutes les forces sociales comme toutes les constitutions politiques? La force de société se trouve toujours mal dirigée, même par la raison individuelle, elle doit être dirigée par la raison de la *société*. Après avoir organisé la force, si on n'organise pas *la raison* pour la diriger on n'a rien fait pour le bonheur et la sûreté de la société.

Ce problème, un des plus difficiles de l'art social, résolu, servirait de base pour toutes les constitutions légales.

Quelle idée peut-on avoir de la raison de ce grand roi qui prend à la fin du XVIIIe siècle la Prusse polonaise, pour l'indemniser de n'avoir pas possédé pendant 450 ans la Cassubie dont il s'empare sous des titres que les tribunaux de

l'Europe comme ceux de la Prusse eussent tous rejetés comme nuls?

La Cassubie eût-elle appartenu en bonne justice à Frédéric, ce prince, législateur de son peuple, eût dû, suivant le principe de son code, avoir égard aux améliorations de cette province, riche, populeuse en 1772, et qui n'avait dans le XIIIe siècle qu'une seule ville, Dantzig, encore bien misérable. Ces améliorations ne l'indemnisaient-elles pas suffisamment?

La raison qui prouvait jadis que les rois n'étaient comptables de leur conduite qu'à Dieu seul, ne valait-elle pas mieux pour la monarchie?

Elle corrompait les monarques, mais elle n'avilissait pas leur autorité.

La raison de Frédéric-le-Grand fut pourtant imitée par des princes qui croyaient partager sa gloire, en répétant ses maximes, en employant ses procédés. Charles-Quint, Louis XIV n'eurent-ils pas de pareils imitateurs? Le cabinet de Vienne suivit en tout la marche du cabinet de Berlin. Guidé par la même raison et par la même justice, il prouva dans un mémoire très savant que Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, avait manifesté en 1412 ses prétentions sur la Podolie; il prouva que plusieurs rois de Hongrie prenaient dans le XVe siècle les titres de roi de Galicie et de

Lodomésie; il fonda ainsi ses droits et conclut que l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, pouvait s'emparer de ces provinces quoique la Pologne les eut possédées depuis 1018, en vertu de titres avérés, reconnus depuis 300 ans par la maison d'Autriche. Pourquoi l'Autriche n'a-t-elle jamais annoncé des prétentions sur ces provinces avant l'époque de 1772? n'eut-elle pas occasion d'en parler quand elle traitait avec la Pologne en 1677 et en 1733, ou en 1736, quand unie à la Russie, elle forçait cette même Pologne à accepter un roi de son choix? ne déclara-t-elle pas solennellement encore le 16 mai 1764 qu'elle protégerait toujours tous les titres, tous les droits et toutes les possessions de la Pologne?

Une forte armée eût mieux appuyé de telles prétentions, que toute cette logique fallacieuse des cabinets. La politique qui n'aurait pas cherché appui dans la raison et dans la justice, qui serait arrivée franchement avec le droit du plus fort, aurait été à la fois plus raisonnable et plus juste.

Le cabinet de Pétersbourg se crut obligé d'imiter l'exemple de la Prusse et de la Russie, et d'exposer dans un mémoire ses prétentions sur les provinces polonaises dont il s'emparait.

Il démontra, avec moins de finesse peut-être mais avec autant de raison et de justice, que la

Pologne avait empiété sur les frontières de la Russie un terrain considérable depuis l'embouchure de la Duina jusqu'au Dniéper, terrain qu'elle possédait depuis 60 ans; il affirma que trois mille paysans russes se trouvaient accueillis en Pologne. Il évalua tous les dommages causés par les infractions des Polonais aux traités de commerce, par les péages que la noblesse recevait sur les rivières, par les tribunaux qui refusaient la justice aux sujets russes, et prouva ainsi que les provinces qu'il envahissait en vertu du traité de partage, étaient volées en vertu des droits fondés sur la raison et la justice.

La Russie, après avoir dominé presque cent ans en Pologne contre toutes les lois de la raison et de la justice, a bien l'audace d'accuser en 1772 cette malheureuse Pologne devant le tribunal de la raison et de la justice. Jamais peut-être la politique ne donna un conseil plus funeste au système monarchique. Pourquoi n'accuse-t-on pas cette politique comme on accuse la philosophie? La fausse philosophie a produit des malheurs; mais la fausse politique en a produit de bien plus grands. Si le cabinet de Pétersbourg avait eu des réclamations à faire valoir, ne les aurait-il pas produites en 1717, quand son ambassadeur était admis comme médiateur entre le roi Auguste II et la nation polonaise? ne les aurait-il pas pro-

duites en 1718, 1724, 1726, et surtout à la diète de pacification de 1736, où le roi Auguste III, sa créature, les aurait soutenues de toute son autorité et de toute l'influence de son parti? ne les aurait-il pas enfin produites aux diètes de 1764, 1766, 1768, où il présenta tant d'autres demandes qui se liaient naturellement avec toutes ces réclamations?

Doit-on donc s'étonner que ce tribunal de la raison et de la justice se soit prononcé pour la cause des Polonais? que ce droit du plus fort, si mal déguisé dans le siècle éclairé par la politique des puissances militaires, fut reconnu incompatible avec tous les droits des nations, des peuples et des gouvernemens légitimes de l'Europe civilisée?

La Pologne aurait bien pu former des prétentions raisonnables et justement fondées; la Russie lui a causé tant et de si grands dommages! La Russie ne lui devait-elle pas des indemnités pour tous ces magasins, tous ces vivres, toutes ces fournitures, si long-temps livrés à ses nombreuses armées qui, depuis les guerres de Pierre Ier avec Charles XII jusqu'après la mort d'Auguste III, la dévastaient, la minaient, et ne cessèrent de la dévorer, depuis l'élection de Stanislas-Auguste jusqu'en 1772?

Les prétentions, les plaintes de la Pologne

contre la Russie, la Prusse et même contre l'Autriche auraient été accueillies par tous les tribunaux; mais la Pologne ne répondit pas aux trois Mémoires des trois cabinets en exposant ses prétentions, en motivant ses plaintes; elle répondit en opposant à d'odieuses prétentions, qu'appuyait seulement le droit barbare du plus fort, les droits sacrés de toutes les nations, de tous les peuples, et elle répondit avec la dignité, la franchise, l'énergie d'une nation libre et indépendante. Le roi, entouré de ses sénateurs, dirigé par des hommes de mérite qu'il protégeait et qu'il avait le talent de s'attacher, parut digne, dans sa réponse, de parler au nom de sa nation. D'après l'avis du sénat, signé par des chanceliers d'État, il protesta contre l'occupation injuste, violente, des provinces polonaises par les armées de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie; il opposa l'ancienne et paisible possession de la Pologne, possession garantie par les déclarations de ces mêmes puissances, dans les traités solennels d'Oliwa, de Welau, garantie surtout par ces droits sur lesquels s'appuient tous les États, tous les gouvernemens et toutes les nations de l'Europe moderne.

Cette protestation, accompagnée de réponses aux *exposés des droits* des trois cours, fut transmise aux ministres envoyés de la Prusse, de l'Au-

triche et de la Russie. Il fallait plusieurs jours pour lire toutes ces réponses, pour faire des réflexions, pour se concerter, pour se communiquer des observations. Les trois envoyés répondirent le même jour, et prouvèrent ainsi aux Polonais que la justice ne servait que de masque à leur politique. Ces envoyés se contentèrent de dire que les réponses à leurs Mémoires, réponses qu'ils n'avaient pas lues, étaient insuffisantes, et ils renouvelèrent dans des termes impératifs la demande de convoquer au plus tôt la diète, pour sanctionner les droits de leurs maîtres. Le masque une fois tombé, ils continuèrent à dire comme Tartufe :

Tous vos emportemens ne sauraient m'émouvoir,
Et je ne songe à rien qu'à faire mon devoir.

Le roi, conseillé par des ministres, des sénateurs, par des citoyens éclairés, adressa encore, avant de convoquer la diète, à tous les cabinets de l'Europe, sans en excepter ceux de Berlin, de Vienne et de Pétersbourg, un appel à leur véritable politique, à leurs propres intérêts; il réclama avec toute la force de la raison la médiation, l'appui des puissances amies et alliées de la Pologne; mais nulle part il ne trouva justice.

Si les puissances prenaient part au sort déplorable de cette malheureuse nation, si elles blâ-

maient les procédés de ses voisins, elles donnaient en même temps le conseil de céder aux circonstances, et de subir la loi du plus fort.

Les cabinets ne vécurent depuis que sous cette loi. L'Autriche et la France, en signant le traité de 1756, ont violé celui de Westphalie. L'Autriche, la Prusse et la Russie, en signant le traité de partage, ont violé ceux d'Oliwa, de Welau, ont violé tous les traités.

Les monarques de l'Europe qui ne s'opposèrent pas de toutes leurs forces à ces violations ont contribué à la ruine de ces principes, de ces conventions qui formaient le système de la politique extérieure des États.

En laissant opprimer, anéantir un peuple que recommandaient tant d'intérêts, tant de souvenirs, ils ont forcé les peuples à s'occuper eux-mêmes de la conservation de leur existence et de leurs droits. De là les révolutions qui ont signalé la fin du dernier siècle, et qui durent encore aujourd'hui. Qui devront-ils en accuser?

CHAPITRE XIII.

Amélioration sensible des classes intermédiaires en Pologne. — Il se forme une opinion opposée à la résistance. — Le roi, cédant au vœu général, convoque la diète.

Les nations modernes ont entre elles des rapports nombreux que les peuples de l'antiquité ne connaissaient pas. Certaines classes, dans tous les pays qui travaillent, qui savent employer le temps, qui s'occupent de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des arts, des sciences, communiquent entre elles, et rendent naturellement dans nos temps la politique extérieure très importante.

Ces classes font la gloire comme la richesse des États; elles font aussi la raison nationale, cette raison qui depuis l'origine des sociétés ne se forme que de l'observation et de l'expérience sur toutes les branches du travail des hommes.

C'est au milieu de ces classes que l'imagination, la volonté et le jugement réunis ont produit tout ce qui est grand et beau dans le monde social; c'est au milieu de ces classes que règne la véritable opinion publique, dont les jugemens ne sont jamais impunément dédaignés. Ces classes, froissées de tant de manières par la politique, abandonnées à la volonté, à l'imagination, à l'esprit d'hommes qui ne connaissaient ni le prix ni le résultat du travail, sentirent enfin le besoin de soumettre cette politique à l'influence de la raison nationale et à ces travaux méthodiques auxquels la société civilisée doit sa législation, sa morale, ses arts et ses sciences.

Ne pourrait-on pas démontrer jusqu'à l'évidence que sans la révolution dans la politique extérieure, révolution à laquelle Kaunitz et Frédéric ont le plus contribué, l'Europe serait encore restée long-temps tranquille, et que les États qui la composent, n'étant pas troublés par des révolutions extérieures, auraient pu subir peut-être lentement, depuis cinquante ans, les améliorations que l'opinion générale et l'esprit d'indépendance commençaient à préparer d'une manière visible dans presque toutes les contrées.

Aucune nation n'a plus souffert de la politique extérieure que la Pologne. Plongée dans l'anar-

chie, elle y fut retenue par cette politique pendant deux cents ans. Si elle a conservé la vie au milieu de ces longues, de ces terribles agitations qui détruisent souvent aussi promptement des gouvernemens que les violentes convulsions tuent les hommes, elle le doit à son caractère originaire, soutenu par une constitution particulière qui, semblable à ces systèmes d'éducation nationale auxquels toute la science politique des anciens paraît s'être réduite, mériterait d'être mieux étudiée. Ce caractère sera un jour apprécié, servira peut-être, dans plusieurs de ses traits, de modèle, d'exemple, et donnera à la nation polonaise, bien légèrement jugée jusqu'à présent, sa juste valeur parmi les nations et les peuples modernes.

Tant que la nation polonaise ne s'occupa que de travaux agricoles, et ne confia la culture qu'à la classe des serfs qui, comme les ilotes de Lacédémone, comme les esclaves des anciennes républiques, restaient étrangers aux bienfaits de l'organisation sociale, et qui pouvaient tout au plus conserver leur moral bon mais brut; cette nation ne pouvait pas acquérir ces capitaux que le travail des hommes libres seul produit chez les nations civilisées, et d'où naissent leurs richesses, leurs arts, leurs sciences et leur influence politique.

Tant que les classes qui formaient en Europe l'opinion générale n'existèrent pas en Pologne, l'opinion n'y fut qu'une espèce de fanatisme de liberté dont pût se servir la patrie, mais qui ne pouvait rien fonder.

Cependant, au milieu des dissensions intérieures, des guerres civiles, des guerres étrangères que la politique suscita aux Polonais pour détruire leurs forces nationales, ces classes, vouées aux travaux, à l'étude, à la méditation, se formaient peu à peu, et annonçaient l'aurore de la raison nationale que l'expérience de tant de malheurs avait préparée depuis long-temps.

L'influence de ces classes, depuis la mort d'Auguste III, fut remarquable; on l'apercevait dans le parti du roi, comme on l'apercevait dans celui de la nation. Les funestes préjugés contre la science politique, les préjugés barbares sur la naissance disparaissaient, et le travail, l'instruction, les talens commençaient à être plus respectés que les priviléges dont on voyait de si détestables abus. Cette influence salutaire paraissait dans tous les actes émanés du roi nommé par la Russie, dans tous ceux du sénat, comme dans toutes les protestations de la confédération de Bar. Tous les partis se réunissaient pour protester contre l'envahissement de la Pologne, envahissement qui frappa tous les esprits, comme le dé-

nouement horrible d'une longue tragédie. Si les Polonais, opprimés par trois grandes puissances militaires, abandonnés à leur malheureux sort par toutes les puissances de l'Europe, n'ont pas suivi l'impulsion naturelle de leur caractère connu; s'ils n'ont pas couru aux armes en désespérés, ils ont prouvé par-là cette influence de la raison nationale qui déjà les éclairait.

Des hommes laborieux, observateurs instruits, éclairés par les événemens qui dans les révolutions se succèdent rapidement, rapprochent les effets des causes, rendent pratique la science difficile de l'histoire, et avancent comme dans une serre chaude la raison nationale, commençaient à diriger l'opinion, et ils prouvaient que la Pologne, ruinée par tant de calamités, épuisée par les cinq dernières années d'une guerre affreuse, résisterait difficilement aux armées de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, et que vaincue, sa résistance et ses généreux sacrifices ne serviraient qu'à justifier les excès du spoliateur; car on maudit le droit du plus fort, et on respecte encore celui du vainqueur.

Ces hommes cherchaient à persuader non-seulement qu'il ne fallait point recourir pour le moment à la violence, afin de résister à une violence si bien caractérisée, mais qu'il ne fallait plus compter à l'avenir, pour défendre l'existence

nationale, que sur les propres forces de la nation. Ils voulaient que le pays restât pendant quelque temps tranquille, pour que, grace aux travaux des citoyens, l'institution nationale se formât par les arts de la paix et de la guerre, par les sciences, et surtout par la raison politique, sans laquelle un peuple n'arrive jamais ni à un bon gouvernement, ni à une bonne administration. Malgré son beau caractère, son esprit guerrier, le patriotisme qui n'avait jamais cessé d'exister chez elle, la Pologne ne possédait pas de lois, d'institutions auxquelles elle pût se rattacher pour arriver à cette raison politique sans laquelle un peuple n'obtient jamais ni un bon gouvernement, ni une bonne administration, raison qui dirige la vraie civilisation des peuples, mais qui, comme toutes les branches de la raison nationale, se fortifie de l'expérience et de l'observation.

Pourquoi Jean-Jacques Rousseau n'a-t-il pas prêché cette raison avec son admirable éloquence? S'il se fût persuadé que l'homme de la nature sociale n'est point l'homme de la nature sauvage, il aurait trouvé dans l'absence de cette raison tous les maux qu'il attribuait aux arts et aux sciences; il aurait trouvé des motifs pour faire aimer la vertu, la nature; il aurait moins exalté l'imagination, il aurait moins plu à l'esprit de son temps, mais il aurait mis plus à la portée du cœur de

son lecteur la liberté qu'il voulait lui faire aimer.

L'opinion presque générale qui se déclara en Pologne fut qu'on devait y laisser tranquillement opérer le droit du plus fort, et n'y mettre aucune opposition militaire. Le roi, dirigé par cette opinion, après avoir reçu les réponses peu satisfaisantes des gouvernemens à ses représentations itératives sur ce droit qui, exercé une fois, menacerait de la ruine certaine et prochaine tous les droits politiques de l'Europe, céda à la demande des envoyés des trois cours copartageantes, et convoqua la diète extraordinaire pour le 19 avril 1773, terme prescrit par ces mêmes envoyés.

CHAPITRE XIV.

Diète de 1773. — Elle se forme en confédération. — Poninski élu grand maréchal. — Son portrait. — Conduite de Poniatowski. — L'instruction publique s'organise.

Comme la diète ne pouvait, suivant les anciennes lois, prendre qu'à l'unanimité des décisions sur les matières d'État, les envoyés des trois puissances voulurent qu'elle se constituât en confédération et qu'elle pût ainsi décider sur toutes les propositions à la simple majorité des suffrages. La diète se constitua donc en confédération sous la présidence d'un homme que ces envoyés indiquèrent comme le seul polonais qui inspirât de la confiance à leurs maîtres.

Le maréchal de la diète et le maréchal de la confédération avaient presque toujours une grande influence sur les décisions de l'assemblée, parce qu'ils étaient presque toujours indiqués à son

choix par l'opinion, et par la voix de la nation.

La politique étrangère avait paru jusque-là respecter cette opinion, cette voix de la nation, et elle cherchait parmi les hommes populaires, dans les familles patriotiques, celui dont le caractère, les passions lui promettaient le plus d'accès aux intrigues et à la corruption de sa diplomatie. Mais alors toutes les convenances, toutes les formes nationales, toutes les considérations furent en même temps violées, comme pour mieux constater le droit du plus fort, et par les brigues ou par l'ordre des trois puissances, Poninski[44] fut élu maréchal de la confédération.

Il appartenait à une de ces familles tirées de l'obscurité, de l'indigence, à l'époque des élections, par les princes étrangers qui briguaient la couronne de Pologne. Ces familles se ressentaient dans leurs mœurs, dans leur caractère, de l'origine de leur fortune; elles formaient dans l'aristocratie une classe à part, et prouvaient dans toutes les circonstances le danger pour un état libre et même pour tous les états, de confier à des hommes qui tiennent aux souverains, aux gouvernemens dont les intérêts se trouvent isolés de ceux de la nation, des richesses et des dignités qui ne doivent être que la récompense des vertus, des talens, et des services rendus à la nation.

Ceux qui adoraient les dieux de la patrie, les dieux pénates des Polonais, ces hommes qui, comme dans les républiques de l'antiquité, faisaient respecter dans leurs maisons les grands modèles du caractère national, dédaignaient et abandonnaient ces familles livrées au culte des faux dieux et à l'adoration des idoles étrangères.

Quand l'Autriche et la Russie entreprirent en 1733 de soutenir avec toutes leurs forces et toute leur politique Auguste III sur le trône de Pologne, contre la volonté de la nation légalement manisfestée en faveur de Stanislas Leszczynski, elles eurent Antoine Poninski [45] pour maréchal de leur diète d'élection, pour le chef de leur confédération.

Ainsi Adam Poninski, ce fameux maréchal de la diète de 1773, avait dans son nom, dans sa maison, un titre pour inspirer de la confiance aux ennemis de son pays.

Mais un Polonais aveuglément soumis à tous les ordres de puissances étrangères, qui après avoir commis l'acte le plus violent sur sa patrie veulent le couvrir des formes légales et croient, dans leur délire politique, persuader à l'Europe que la Pologne écrasée sous leur force ne cédait qu'à la justice et ne sacrifiait qu'à ses propres intérêts, un Polonais capable d'accepter un rôle dans une scène qui serait ridicule si elle n'était

horrible, devait encore offrir d'autres garanties et des garanties personnelles.

Par son caractère, son esprit, ses passions Adam Poninski fut un sujet rare pour la tyrannie, et très capable d'exécuter toutes les extravagances du despotisme.

C'était un de ces êtres qui ne naissent, ne mûrissent que dans les égoûts des révolutions, que la philosophie sociale devrait disséquer, examiner, approfondir pour l'instruction des humains, et que l'humanité, comme la politique, devrait placer parmi les monstres dans les espèces du genre humain.

Né avec un sens faux et obstiné, il a été toute sa vie dépourvu de cette raison, de ce jugement sans lesquels l'imagination et la volonté produisent si souvent dans l'homme moral des monstruosités plus remarquables que celles que les sourds et muets et les aveugles de naissance présentent à l'observation des philosophes.

Avec une imagination mobile, il avait de l'esprit, mais il ne pouvait pas avoir une volonté ferme.

La passion du jeu, l'amour des plaisirs s'étaient emparés de lui dès sa jeunesse sans qu'il pût leur mettre un frein, et avaient détruit sa conscience due à la première éducation, aux principes religieux et politiques du pays. Cette funeste

idée, qu'un noble polonais avec la protection d'une cour puissante peut arriver à la plus grande fortune, à la couronne même, lui resta toujours et devint dans ce temps de révolutions le germe de son ambition criminelle.

L'esprit vif, fertile en expédiens d'Adam Poninski le fit remarquer aux tables de jeu par un habile agent du cabinet de Pétersbourg, par un de ces étrangers que la souplesse, l'intrigue, leur connaissance des hommes plus encore que leurs talens, faisaient passer si souvent en Russie, des places d'instituteurs, de pédagogues, aux missions secrètes de la diplomatie et quelquefois aux emplois éminens de la politique.

Adam Poninski avait de l'audace, parce qu'il avait une imagination susceptible de s'exalter, et cette audace l'aidait à braver plus encore l'opinion nationale et la morale publique que le danger; il avait de la ténacité, parce que l'ambition, fortifiée par ses petites passions honteuses, l'entraînait toujours; il n'avait pas de raison, parce que, privé de jugement, il était incapable de profiter de l'expérience, de comparer les événemens et de réfléchir sur les circonstances de sa propre vie. Avec son imagination, sa volonté sans aucun jugement, il fut facilement conduit à tous les crimes politiques. S'il avait eu le courage et le caractère qui tiennent toujours à la raison et au jugement, les

aurait il commis tous ces crimes? Où l'ont-ils conduit?

Maréchal de la diète, au-dessus de la loi et des pouvoirs constitués, maître des biens, des dignités de l'État, entouré de la puissance des cours alliées, et comblé de leurs faveurs avec des richesses immenses en terres, en capitaux, en pensions, il ne cessa jamais d'être esclave de ses funestes illusions.

Le charlatan Cagliostro le rendit un de ses plus zélés adeptes, s'empara de son esprit et commença sa ruine. Cette énorme fortune, salaire des crimes, se dissipa bientôt en folies, en extravagances.

Poninski, insolent dans la prospérité, parut vil et bas dans l'adversité; il perdit la tête, et se noya dans le vin pour étouffer ses remords. Méprisé, rejeté de toutes les sociétés, de toutes les classes, il finit ses jours dans la plus affreuse misère.

Combien d'exemples de ce genre n'offrent pas à nos yeux les révolutions politiques! Ces êtres monstrueux pourraient être regardés, dans la nature sociale, comme ces oiseaux qui annonçent les tempêtes. Ils ne paraissent que dans les révolutions, ils y respirent comme dans leur élément naturel, et disparaissent avec les causes qui les ont fait naître; ils prouvent que l'imagination, la volonté, l'esprit, les passions peuvent former au

milieu de telles ou telles circonstances des phénomènes extraordinaires; mais que ces phénomènes, sans la raison, n'agrandissent jamais l'humanité. La raison seule, acquise par l'expérience et l'observation, met toutes les autres facultés les plus délicates comme les plus fortes en harmonie, et contribue à la véritable grandeur dans les individus comme dans les nations.

Adam Poninski, chef de parti, donne l'idée des hommes qui ont servi les trois cours alliées quand elles exécutaient leur traité de partage de la Pologne. Ces hommes, peu nombreux, peu connus, ne sont pas Polonais; ils appartiennent à cette espèce, dégradée par des passions honteuses, que la patrie rejette partout; ils ressemblent à ces apostats que les vices et la débauche exténuent, qui quittent, insensés, la religion de leurs pères pour déshonorer le culte qu'ils embrassent.

Ces hommes ont rendu plus odieuse encore la politique qui ruina la Pologne. Cette politique qui emploie le citoyen pour bouleverser son pays, le sujet pour trahir son prince, l'homme pour faire des actes contre sa conscience, contre l'opinion publique, contre sa raison, contre les principes de sa profession; c'est la politique du despotisme et de la tyrannie; elle a plus nui à la monarchie que la politique du fanatisme et de la superstition n'avait nui

à la religion. La bonne politique rejette les traîtres, comme la bonne religion rejette les apostats.

Ces hommes avides d'argent firent des ravages dans la fortune de l'État, en trafiquant des domaines nationaux; ils donnèrent entrée aux injustices dans les lois, aux scandales dans les mœurs, et toujours sous la protection des étrangers. Ils mirent ainsi à la portée du jugement des classes les moins instruites la conduite des cabinets dont l'aristocratie a été si long-temps la dupe, et la nation si long-temps l'innocente victime; ils indiquèrent ainsi à tous les habitans de la Pologne les causes de leur malheur et les pénétrèrent de l'horreur de leur situation.

Quelques-uns de ces hommes acquirent des biens immenses; mais ces biens gagnés à la faveur des ténèbres, et dans les troubles, comme tous les biens mal acquis, ne prospérèrent pas; presque tous furent dissipés, et leurs maîtres réduits à la misère.

Ces hommes n'ont laissé à leurs enfans que des noms voués à l'exécration publique; n'auraient-ils pas mieux fait pour les intérêts de la monarchie, s'ils eussent conseillé d'exécuter franchement l'acte appuyé du seul droit du plus fort par la seule force?

La nation polonaise laissant sans aucune défense combler la mesure de la politique agit avec

sagesse. La diète ne manifesta sa volonté qu'une fois et elle la manifesta à l'unanimité. Elle proposa que les cours soumissent le traité de partage et toutes leurs prétentions à l'examen des puissances neutres et obéissent à la décision de ce tribunal. Elle reçut en réponse la demande, accompagnée de menaces, de nommer un comité chargé de pleins pouvoirs pour tout céder, tout signer, tout approuver. La garnison de Varsovie, formée de troupes étrangères, fut augmentée; on annonça le pillage de la capitale, on se prépara à faire des exécutions militaires.

Le maréchal de la diète avec ses satellites, ménagèrent enfin par les manéges les plus grossiers les formes dont on désirait couvrir le dénouement de l'œuvre. On légalisa le traité, plus funeste peut-être à l'Europe qu'à la Pologne, par des manœuvres que ni la majesté des nations, ni la dignité des cabinets ne pouvaient avouer.

Stanislas-Auguste, pendant cette crise, se trouva souvent aux États assemblés l'interprète des sentimens de la nation; il montra souvent dans ses discours de l'ame, de l'esprit, eut souvent de beaux mouvemens d'éloquence, mais il ne fit jamais oublier comment il s'était assis sur le trône, et à qui il devait la couronne.

Ce roi avait des qualités excellentes, du cœur, un esprit cultivé, il avait même la bravoure per-

sonnelle; il n'était pas vindicatif, il se montrait toujours bon, généreux; mais il n'avait ni le caractère d'homme d'état, ni la raison politique. Pourquoi n'était-il pas né avec le jugement sans lequel on n'a ni le caractère d'homme d'État, ni la raison politique? Dans une nation qui aurait eu une constitution forte, des lois solides, un gouvernement légal, une administration régulière, Stanislas-Auguste aurait été probablement un roi célèbre et prôné dans l'histoire. S'il eût eu le caractère de son oncle le prince Czartoryski, grand chancelier de Lithuanie, le talent militaire de son frère André Poniatowski, père de Joseph[46], général distingué de son temps, au service de l'Autriche, la trempe d'esprit et la volonté de son frère primat de Pologne, il eût pu jouer encore au milieu de sa nation, au milieu des circonstances difficiles de son règne, un rôle honorable, et laisser dans les annales de la république un nom admiré.

Stanislas-Auguste rendit pourtant dans cette diète un service signalé aux Polonais, le seul vraiment important et le seul qui devrait lui assurer pour toujours l'indulgence des écrivains comme de tous les hommes éclairés.

Au moment où les cours co-partageantes prouvaient en Pologne qu'il n'existait plus dans la politique des rois aucune loi sacrée, le pape Clé-

ment XIV[47] supprimait la société de saint Ignace et détruisait en Europe la légion la mieux organisée pour défendre le sceptre et la tiare. Les forces morales de la monarchie paraissaient tomber en ruine, du nord au midi, au moment où la Pologne se trouvait écrasée par les armées de trois monarques. Les hommes instruits durent s'en apercevoir plus promptement encore en Pologne qu'ailleurs, parce que là les événemens dévoilaient tous les mystères de la politique. Ces hommes auxquels le roi accordait sa confiance virent une belle espérance dans l'avenir, et pour préparer la nation à cet avenir, ils lui conseillèrent d'employer tous ses moyens pour empêcher au moins la dilapidation des biens immenses des jésuites, et pour obtenir que ces biens destinés dans l'origine à l'éducation de la jeunesse servissent au même but après la suppression de l'ordre.

Le roi eut le mérite de sentir l'importance de ce conseil; encouragé par l'opinion, soutenu par la diète, il parvint enfin à sauver du naufrage la portion la plus intéressante de la fortune publique. Il fit plus; il parvint à faire passer la plus belle loi qui existe en Europe sur l'organisation de l'instruction nationale et sur la magistrature, chargée de l'exécution de cette belle loi.

On sait ce que les Écossais doivent au système introduit dans leur éducation; on parle, on écrit

sur ce système, on admire ses effets salutaires, on rend graces au parlement qui laissa ce dernier bienfait à la patrie.

Connaît-on le système d'instruction publique sanctionné par la diète de 1773? On étudie si peu cette malheureuse Pologne et on la juge si souvent et si sévèrement!

Elle paraît à bien des égards moins connue que l'intérieur de l'Afrique, car l'ignorance vaut partout mieux que de fausses notions.

Cette époque du premier partage sera à jamais célèbre dans les annales de Pologne. De cette ère malheureuse, la nation pourra dater un jour les années de sa raison *politique*.

Ne mériterait-elle pas de fixer l'attention de ceux qui, à l'exemple de Montesquieu, se sentiraient dignes de méditer sur la décadence et la grandeur des nations modernes?

Quand des hommes capables de se pénétrer de la vraie cause du mal de leur patrie présentent pour le guérir un plan qui ferait honneur aux pays les plus éclairés de l'Europe, parviennent à se faire entendre de la représentation nationale et du roi, et se trouvent soutenus par l'opinion, leur patrie paraît déjà appelée à de nouvelles destinées; les préjugés de l'aristocratie barbare ne la dominent plus; elle sort de cette anarchie où la politique la plongeait pendant deux cents ans

pour détruire le caractère national, qui se conservait, de même que celui des peuples libres de l'antiquité, au milieu de tous les excès de la liberté politique, comme dans son élément naturel.

Le roi et son frère, mort primat de Pologne, ont bien mérité de la patrie en unissant tous leurs moyens pour fonder l'instruction publique. Si l'institution est due au zèle, au talent, à l'adresse du roi, ses premiers et heureux effets sont dus à la fermeté, au désintéressement, au bon esprit de son frère[48].

Ce prélat ne s'écarta jamais de la justice dans le choix des hommes, chercha toujours les vrais talens et s'attacha au mérite, au bon sens, à la raison, au travail, à la moralité. L'ordre, l'économie, l'exactitude qui présidaient à ses propres affaires furent introduites dans la recette et la dépense des fonds, et contribuèrent surtout à consolider l'institution; l'administration de l'instruction publique, avec sa comptabilité, simple, claire comme celle de Sully, sous sa surveillance active devint un modèle national.

L'instruction ainsi organisée, ajoutée à l'éducation nationale, que les mœurs domestiques, les habitudes, les usages anciens et la liberté politique avaient formée, présentait une base sûre, et c'était la première fois depuis deux siècles pour

asseoir la prospérité future de la Pologne. Elle promettait de perfectionner les institutions politiques, non par l'imitation aveugle ou irréfléchie, mais par la raison nationale; elle promettait d'étendre les bienfaits de ces institutions aux classes laborieuses, d'introduire le travail parmi tous les citoyens, et de mettre de justes bornes à toutes les libertés en établissant partout les devoirs à côté des droits.

Si la Pologne avait pu rester pendant deux générations seulement tranquille et à l'abri des atteintes de la politique de ses voisins, elle serait probablement arrivée à un gouvernement fort et sage, et aurait conservé à jamais ses droits intacts.

Mais elle avait malheureusement dans son sein une de ces colonies que l'exemple de la brillante cour de Louis XIV forma dans tous les pays monarchiques, et que l'esprit léger du siècle rendit en Europe si funestes au caractère national comme à la raison politique. Elle avait, parmi son aristocratie, des familles que l'éducation étrangère, devenue à la mode sous le malheureux règne des Saxons, rendait naturellement favorables à cette politique.

Elle avait de ces familles, dont l'instruction confiée aux hommes étrangers à la vraie science comme aux sentimens de la patrie ne marchait pas avec la morale, ne fortifiait pas le bon sens,

et ne donnait pas des lumières appropriées à leur situation civile et politique.

L'instruction qui leur ornait l'esprit des idées tirées de l'Encyclopédie, des feuilles périodiques renommées, des petits ouvrages en vogue de littérature moderne, ne pouvait pas les éclairer. Elle pouvait faire des demi-savans, des demi-littérateurs, des hommes du monde; elle ne pouvait pas élever l'homme à la dignité d'homme, pour le préparer ainsi à celle de citoyen, de magistrat, d'administrateur. L'instruction qui chargeait la mémoire de mots, qui tournait l'imagination vers les objets futiles, qui laissait inactif le jugement, le cœur, ne contribuait en rien à la raison nationale, et elle détruisait de plus en plus le caractère et l'orgueil de l'ancienne aristocratie.

Des familles élevées ainsi devaient conserver toujours leurs préjugés politiques, et les soutenir, sinon par l'orgueil, au moins par la vanité exaltée. Elles devaient, même en dédaignant la nouvelle instruction, trouver encore des imitateurs dans la classe de la noblesse appelée surtout, et par la fortune et par les rapports de famille, aux premières places de l'État. Le petit nombre restait donc constamment en proie aux illusions, aux intrigues des cabinets; mais la nation entière, celle qui habite les châteaux comme celle qui travaille dans les campagnes et dans les

villes, instruite par ses malheurs, espérait une nouvelle existence de l'instruction publique régénérée.

Stanislas-Auguste Poniatowski paraît à la postérité sous le poids de reproches graves. La patrie, les citoyens peuvent l'accuser d'être arrivé au trône par une route qu'aucun service rendu ne justifiera jamais devant l'honneur national, devant la morale publique, devant même la politique civilisée; d'avoir servi trop souvent sur ce trône, profané tant de fois par la tyrannie étrangère, d'instrument polonais à ce despotisme acharné contre la liberté et l'indépendance de la Pologne; mais l'histoire doit dire aussi quand et comment il fut aussi un bon Polonais, jeta des germes pour la prospérité future, aima son pays, soutint l'égalité de la noblesse, tendit à faire de cette noblesse un noyau digne d'une nation que les lumières de l'Europe formaient toujours depuis le commencement du XVIIIe siècle, au milieu de tous les ravages des guerres intestines. La partialité l'attaque avec animosité, avec passion; mais ces partis ne se sentent-ils pas eux-mêmes coupables? Le législateur divin ne leur dit-il pas à eux aussi : Qui de vous lui jetera la première pierre? Les Polonais honnêtes doivent, tout en gémissant sur la patrie, imiter les fils de Noé, et comme eux couvrir de leur manteau la nudité de

leur père. Les écrivains indépendans, éclairés nommeront Stanislas-Auguste avec reconnaissance, pour avoir encouragé les sciences, les lettres, les arts, et pour avoir protégé ceux qui les cultivaient avec succès et pour l'utilité publique. La postérité impartiale examinera, avant de le juger, son caractère faible, son cœur amolli par des affections domestiques, les circonstances où il était placé dès son entrée dans le monde, et qui lui valurent sa couronne d'épines.

CHAPITRE XV.

Influence du système envahisseur du Nord sur l'avenir de l'Europe. — Situation de la France. — Choiseul. — Maurepas.

La Prusse et l'Autriche, après avoir saisi les provinces polonaises, après les avoir organisées sous leur domination comme si elles avaient été rebelles et conquises, sans aucun égard à la langue, aux mœurs, aux usages des habitans de toutes les classes, laissèrent le reste de la Pologne sous l'influence que la Russie y avait exercée avant le traité de partage.

Les Polonais avaient ainsi sous les yeux les causes et les effets de la déplorable situation où la politique étrangère les avait conduits. Des provinces arrachées, condamnées au régime arbitraire, leur présentaient des concitoyens dans l'esclavage, et leur rappelaient à chaque instant où les abus de la liberté et de l'indépendance peuvent conduire.

Le gouvernement, les autorités constituées, toujours en tutelle, toujours gênés, surveillés par la même politique, présageaient le sort de ces infortunés à tous les Polonais.

Jamais un peuple n'offrit un tel spectacle; jamais aussi le malheur d'un peuple ne fut plus senti par tous les peuples et toutes les nations. Les princes du Nord, formidables par leurs armées, unis ensemble, élevés au-dessus des lois sociales, répandirent l'alarme parmi les contrées civilisées de l'Europe.

Le système monarchique que l'Église chrétienne avait peint sous des images adorées, sous des formes respectables, apparut terrible, plus encore dans sa politique extérieure que dans ses expéditions militaires.

L'influence de la politique extérieure sur la tranquillité intérieure des États devint partout visible. Les cabinets seuls ne l'aperçurent pas.

L'expérience commença à éclairer les sujets; les princes restèrent toujours les mêmes, et suivirent toujours des systèmes. Le système militaire du cabinet de Pétersbourg, devenu l'instrument de l'ambition d'un prince aussi célèbre dans le rang des capitaines par ses campagnes, que dans le rang des rois par ses plans administratifs, influa le plus sur cette époque. Favorisé par les circonstances, par ses talens et son esprit, ce

prince leva tant d'obstacles, employa tant de moyens, produisit tant d'événemens pour faire apprécier dans tous les pays tant d'inconséquences de politique et tant de ruses de cabinet! Il ne connut pas son siècle; il bâtit sans avoir sondé le terrain; il jugea trop les hommes par les soldats, et la force de la monarchie par les armées et les finances. Les princes qui l'imitaient, comme les princes qui le craignaient, contribuèrent tous, par la succession rapide des causes et des effets, à produire dans les opinions et dans les sentimens ces changemens remarquables que la philosophie sans la politique extérieure n'aurait jamais pu produire. Le tableau de l'Europe, tracé sous ce point de vue depuis le commencement du règne de Frédéric II, présenterait des résultats nouveaux, instructifs pour les gouvernemens et favorables au repos des nations.

La France prouverait seule combien la politique extérieure avait agi, dans cet intervalle, sur des mouvemens commencés presque au moment du partage de la Pologne, et qui, semblables au tremblement de terre, se sont communiqués d'un État à l'autre, comme si les États ne formaient qu'une chaîne de volcans.

Le ministère du cardinal de Fleury fut très favorable au système militaire dont la politique, tantôt sous le masque de la victoire, tantôt sous

celui de la philosophie, devait détruire entre les États les anciens liens déjà affaiblis. Ce vieillard, respectable par la sagesse et la probité de son administration, fit voir, à la tête du gouvernement absolu, ce que la vieillesse, avec des passions privées, produit dans une monarchie dont la constitution ne se trouve point à l'abri des inconvéniens de l'âge et des faiblesses de la nature humaine. Son esprit pacifique voulut, profitant de l'expérience des guerres ruineuses de Louis XIV, se tenir éloigné de l'héroïque démence des conquêtes, et ne sut que faciliter des guerres, appuyer l'esprit de conquêtes, et contribuer sans s'en douter à des bouleversemens plus épouvantables encore, qui marquent aujourd'hui sur la terre la sanglante carrière des héros. La versatilité du cabinet de Versailles, sous la direction du cardinal de Fleury pendant dix-sept années, fut peut-être plus funeste que l'ambition de Louis XIV. Le repos vanté dont la France avait joui depuis la paix d'Aix-la-Chapelle en 1748 jusqu'au traité de 1756 n'a point été stable, et l'alliance de la France et de l'Autriche commença cette série d'événemens qui ont ruiné peu à peu les forces physiques et morales de la monarchie.

Le repos peut-il être stable, s'il n'est pas le résultat d'une constitution et d'un régime éprouvé

par l'expérience et approprié à cette constitution? De même que la santé d'un individu tient à la marche régulière des fonctions, de même le bonheur d'un État tient à la sagesse des lois adaptées à sa nature sociale, et non aux hommes dont les facultés les plus éminentes ne pourraient jamais se trouver en rapport avec les besoins et les intérêts que comporte sa politique. Dans la vie domestique, où les hommes sont guidés par l'instinct de la nature, par la raison privée, où ils sont arrêtés par tant d'obstacles, retenus par tant de freins, on rencontre si peu d'êtres sages, raisonnables! voudrait-on, contre le témoignage de l'histoire entière, voir toujours dans la vie politique des miracles? L'éducation, la raison politique, des règles sûres doivent diriger tous les pas des hommes publics, si on désire que la chose publique soit un jour soumise au calcul et non au jeu de hasard, à la loterie des passions et des intérêts particuliers.

Le ministère du duc de Choiseul appartient à un homme d'État dont la conduite politique paraît motivée et presque toujours dirigée dans ce système de la monarchie auquel les Davaux[49], les Richelieu ont imprimé un caractère uniforme, respecté par les cabinets de l'Europe ; mais il faudrait en ôter au moins cette transaction avec les Génois[50], par laquelle ces républicains avides, ne

pouvant pas soumettre à leur joug de fer un peuple indépendant, le livrèrent à la France au bout de quarante ans de résistance glorieuse. Le cabinet de Versailles, au lieu de se pénétrer de la véritable grandeur d'une nation puissante, au lieu de rendre les droits au peuple faible, opprimé, de le prendre sous sa protection, de relever ainsi le crédit politique qui valait peut-être plus dans le moment que la richesse réelle de la Corse, a préféré flatter la vanité du prince amolli dans les plaisirs, ajouter aux titres de roi de France et de Navarre celui de souverain des Corses, et envoyer une armée formidable pour envahir ces pauvres et belliqueux insulaires.

Aussi, quoique ce ministère ait réparé pendant dix ans bien des brèches à la politique, ait régularisé bien des rapports dans la diplomatie, il n'a pas pu arrêter la marche arbitraire des monarchies militaires du Nord, et la France se trouve entraînée aujourd'hui, pour la leçon éternelle des hommes, à ces causes éloignées dont les effets inattendus accablent l'Europe comme la France.

L'alliance d'un dauphin de France avec une archiduchesse, la reconaissance de la dignité impériale à la Russie ne furent que de petits moyens pour isoler le roi de Prusse et le détourner du but de son ambition, au lieu que l'exemple de la

Corse, l'injustice de la France, durent encourager les projets contre la Pologne, et tous les projets d'envahissement. Si pourtant la politique extérieure de la France avait été conduite seulement par les mêmes principes, le même calcul, toujours dans la même direction depuis 1726 jusqu'en 1788, elle aurait pu épargner bien des malheurs à la monarchie, bien des catastrophes à la France. La France n'aurait pas eu pour ministre le duc d'Aiguillon[51] qui, après avoir irrité tous les esprits dans le gouvernement de la Bretagne par son despotisme insensé, par l'odieux procès de la Chalotais, est arrivé appuyé d'une faveur honteuse, à la tête du cabinet, pour laisser commencer sans opposition le partage de la Pologne contre la volonté de son maître, qui sentit vivement à cette occasion la perte du duc de Choiseul. La France n'aurait pas vu au timon des affaires politiques reparaître, au bout de vingt-cinq ans d'inactivité, le comte de Maurepas[52], toujours léger, inconséquent, et à quatre-vingts ans aussi faible de raison que de caractère. Le prince dont les qualités comme les défauts auraient pu devenir favorables aux intérêts de la nation ne se serait probablement acquis que de la gloire en affermissant la vieille monarchie par la loi nouvelle, et les droits du trône par ceux des citoyens, s'il eût eu, dès le commencement de son règne,

un ministère capable de suivre un système fixe, motivé, capable de juger les événemens de l'Europe, de dominer les circonstances, et d'employer avec sagesse les forces de l'État et l'autorité du gouvernement. L'esprit superficiel, brillant auquel la politique du Nord donna une importance si dangereuse dans les grandes affaires, n'a causé à aucun pays plus de mal qu'à son pays natal pendant les sept années de l'administration du comte de Maurepas.

La prudence versatile du cardinal de Fleury, prolongée jusqu'à la dix-septième année du règne trop long de Louis XV, avait été moins funeste à la France. Ce beau royaume fut livré, dans des momens difficiles, à des hommes qui, avec de la probité, des connaissances variées, des talens littéraires, ignoraient malheureusement le danger des innovations subites au milieu de la fermentation produite par la philosophie, la vanité des classes privilégiées et l'ambition naturelle des classes inférieures qui aspiraient déjà à faire reconnaître leurs droits naturels. Le comte de Maurepas frondait les abus en homme d'esprit, avec des mots, des épigrammes, et ne savait pas les corriger en homme d'État, avec des lois, des institutions; il ne se doutait pas quelle force il donnait à cette foule prodigieuse de gens d'esprit qui, initiés dans les écoles d'Holbach, des ency-

clopédistes, des économistes, se sentaient appelés à la destruction de tous les abus religieux et politiques. Il croyait imiter la politique de Frédéric et de Catherine. S'il voulait à sa cour des poètes, des littérateurs, ce n'était pas pour trouver dans ses loisirs des personnes éclairées, des amis instruits, mais pour avoir des agens d'intrigue plus adroits, des flatteurs plus aimables. On avait vu chez le duc de Choiseul l'abbé Barthélemi, célèbre auteur du Voyage d'Anacharsis[53], l'ami fidèle, le conseil sûr de la maison dans la mauvaise comme dans la bonne fortune. On a vu chez le comte de Maurepas un poète de société, Marson, surnommé le chevalier de Pesay[54], montrant à ses pareils un nouveau chemin de vanité, sacrifiant l'honneur des lettres et la dignité d'homme pour obtenir des honneurs, pour se parer de titres. On y a vu le fameux Beaumarchais[55], montrant aux hommes d'étude un nouveau chemin de cupidité, et faire les mêmes sacrifices pour gagner une fortune immense. Le duc de Choiseul, comme le grand chancelier d'Angleterre Shatfsbury, illustre ami de l'immortel Locke, sut respecter la profession honorable des lettres et des sciences. Le comte de Maurepas ne sut que la dégrader dans le temps où un homme d'État aurait dû chercher à récompenser la pureté des mœurs, la solidité des écrits, et aurait

trouvé un moyen pour réparer les pertes de la religion par les bienfaits de la raison unie à l'esprit, par ceux de la philosophie unie à la morale.

Le ministère du comte de Maurepas, aussi bien que ceux du cardinal de Fleury, du prince de Kaunitz, mériterait de fixer l'attention d'un écrivain qui voudrait chercher, dans la politique extérieure du XVIIIe siècle, toutes les causes des calamités européennes. Le ministère de Maurepas doit d'autant plus être étudié, qu'on voit pendant sa durée l'influence politique que la France exerçait sur l'Europe depuis Louis XIV, dominée par celle du Nord. Les règnes des hommes de génie ont toujours ces résultats. Charlemagne, Charles-Quint, Louis XIV, Guillaume III, avaient agi sur les autres gouvernemens; Frédéric, Catherine ont dû agir aussi. Dans les siècles où la raison politique n'éclaire pas plus les gouvernemens que les peuples, on voit ces actions, ces réactions politiques former des systèmes créés par des succès, détruits par d'autres succès, et les nations, comme des troupeaux, suivent paisiblement chaque régime qu'on leur impose.

Après les guerres finies par le traité de Westphalie, on aperçoit au milieu des nations l'aurore de la raison politique. Dès cette époque, la politique pour les nations n'est plus dans les systèmes ourdis par le hasard, par la fortune; elle devient

une science d'observation, d'expérience. Elle doit le devenir de même tôt ou tard pour les gouvernemens qui suivront la marche ordinaire de la raison humaine.

Les peuples ne pouvant pas être replacés dans les ténèbres, les gouvernemens seront obligés de se soumettre enfin à la raison politique.

Les guerres modernes éclairent de plus en plus les nations; ces guerres détruisent de plus en plus les forces des gouvernemens. On peut le dire, si la raison politique n'éclaire pas les gouvernemens comme les nations, on peut craindre aujourd'hui pour les empires la catastrophe de l'ancienne Rome, et pour l'Europe le sort épouvantable de l'antique Asie.

Le cabinet de Versailles, sous la direction du comte de Maurepas, ne présentait plus aucun obstacle à la politique du Nord. Ce vieillard vain, spirituel et ignorant, se prêtait facilement aux mêmes intrigues qu'avaient su mettre à profit, sous le règne précédent, la vanité ridicule d'une femme dont le crédit, pour l'honneur seul des mœurs publiques, n'aurait jamais dû franchir l'enceinte du palais [56], et l'ignorance abjecte d'une autre de la même espèce [57], intrigues qui détruisaient peu à peu en Europe la considération et la force du système politique de France.

L'esprit, la vanité et l'ignorance devinrent de-

puis des élémens de destruction dans les cabinets et dans les monarchies.

L'opinion, dont les princes du Nord avaient recherché la faveur pour parer de beaux adjectifs aux yeux du peuple leur système militaire, dut acquérir une grande influence sous l'administration débile du comte de Maurepas, ébloui avec le petit peuple du Parnasse des succès de ce système.

Cette opinion, dépourvue de raison nationale, ne put tendre par nature qu'à détruire. Elle commença à essayer ses forces sur le trône discrédité par la politique extérieure, après deux règnes funestes dans leurs succès, funestes dans leurs revers, et séparés l'un de l'autre par une régence également funeste.

Aussi toutes les opérations du principal ministre Maurepas contribuèrent-elles à la ruine de la monarchie. Ses remèdes ne guérissaient pas, et causaient des angoisses ou préparaient des convulsions.

Les hommes d'État, comme les médecins habiles, se montrent dans l'application de leur science. La digrace bien méritée de l'audacieux Maupeou [58], qui se croyait le pacha et non le chancelier de France, et se vantait d'avoir gagné le procès au roi contre ses cours de magistrature en litige depuis trois cents ans, qu'a-t-elle produit?

Turgot, Malesherbes, Saint-Germain et même Neker, soumis à un système de gouvernement rationnel, auraient pu devenir utiles, auraient pu rendre des services. Mais abandonnés à leurs propres systèmes, dirigés par cette opinion qui entraînait déjà les esprits, les imaginations dans toutes les classes, et qui n'éclairait pas encore, ils n'ont attaché leurs noms, dignes d'un meilleur sort, qu'à des destructions plus ou moins importantes.

La guerre pour soutenir l'indépendance des insurgés de l'Amérique n'aurait produit que des avantages à la France, de la gloire à son gouvernement, du bonheur à l'humanité, et une grande leçon à tous les gouvernemens de l'Europe, si l'Europe eût été régie, dans l'intérieur des États, par des systèmes administratifs fondés sur les lois, et à l'extérieur par des systèmes politiques raisonnés et en rapport avec les intérêts des nations.

CHAPITRE XVI.

Guerre d'Amérique en 1776. — Elle augmente l'influence de l'opinion publique. — Invasion de la Hollande par les Prussiens. — Premiers symptômes de révolution en France. — La politique extérieure sert à l'amélioration de l'état intérieur de la Pologne.

La guerre d'Amérique, présentée comme le résultat de la mauvaise politique des cabinets de l'Europe, prouve que les gouvernemens les plus forts en apparence avancent vers leur ruine, et y entraînent d'autres gouvernemens, s'ils suivent dans leur politique extérieure l'impulsion des intérêts, des passions et de l'esprit des hommes qui composent les cabinets. On voit par cette guerre que les peuples soumis à la volonté des princes, comme les nations soumises à la loi, se trouvent toujours à la veille de malheurs incalculables, si leurs gouvernemens conduisent arbi-

trairement et sans principes arrêtés les relations extérieures de l'État.

Les cabinets de l'Europe ont su rendre la guerre d'Amérique dangereuse pour la monarchie.

La France est dans les crises politiques ce qu'elle est dans les sciences, dans les arts; elle est comme le miroir de tous les peuples : c'est là que l'esprit humain joue son jeu le plus à découvert. Des vérités ou des erreurs inaperçues partout ailleurs y deviennent remarquables, y acquièrent de la consistance, y forment des doctrines accueillies, prônées par l'esprit, l'activité de ses habitans, toujours les mêmes dans l'histoire de la civilisation comme dans l'histoire de la raison humaine, depuis leur première origine nationale jusqu'à nos temps. L'opinion seule a entraîné le gouvernement français dans la guerre d'Amérique, guerre devenue si glorieuse aux peuples. On voit comment cette même opinion, que la politique du Nord a relevée par des manifestes philosophiques, quand elle a voulu justifier devant son tribunal ces invasions militaires en Grèce, en Turquie, en Pologne; comment cette opinion, forte de l'autorité des princes, forte de malheureux résultats si contraires à toutes les belles promesses données à des peuples infortunés au nom de la phi-

losophie, de l'humanité; comment cette opinion devint en France une puissance, osa se déclarer en faveur des peuples opprimés contre le gouvernement oppresseur, triompha de tous les obstacles, trouva des défenseurs zélés, disposés à tous les sacrifices en France, en Pologne, dans tous les pays éclairés et au milieu des premières classes de la société, pour les envoyer au secours des Américains, contribuer à leurs succès, et acquérir par ces succès mêmes de nouveaux moyens pour de nouvelles entreprises.

La guerre d'Amérique, présentée ainsi, jette un nouveau jour sur la vraie politique de l'Europe et montre l'opinion devenue indépendante des gouvernemens arbitraires, à force de bévues politiques de leur part. On y voit cette nouvelle puissance, semblable dès son commencement à celle dont les chefs de l'Église romaine surent jadis s'emparer, et l'on se persuade aisément que, dirigée par des mesures législatives, par une politique juste et raisonnable, elle deviendrait bientôt aussi favorable aux peuples qu'aux gouvernemens, cesserait bientôt de miner ces forces immenses que les ministres des princes, ignorant sa nature, ont employées contre elle jusqu'à ce moment.

Si le ministère anglais, guidé par la même loi dans les relations extérieures que dans les affaires

intérieures; si les gouvernemens eussent bien connu leurs droits et leurs devoirs, s'ils eussent su respecter l'existence des nations, l'intérêt des peuples; si le ministère despotique du lord North [59] n'avait pas révolté tous les esprits, l'opinion en France, en soutenant la cause des Américains, n'aurait pas nui au système monarchique. La guerre d'Amérique n'aurait jamais existé, si les généraux dirigés par les ministres [60] n'eussent pas cherché à inspirer la terreur par des dévastations, n'eussent pas commis des atrocités sur des sujets fidèles à leurs engagemens, fidèles aux lois contre la volonté absurde d'hommes qui voulaient appesantir un sceptre de fer sur des colonies à dix-huit cents lieues de la métropole. L'opinion n'aurait jamais pu s'attribuer des victoires, et ces victoires n'auraient jamais agrandi sa puissance déjà grande, déjà forte; mais il était du destin du système monarchique de se tuer par ses fautes.

Ce que les passions des hommes avaient fait jadis dans le Nouveau-Monde en invoquant la religion, les passions des hommes l'ont fait encore en invoquant la politique; la vraie religion et la vraie politique désapprouvèrent toujours les atrocités. L'opinion en France profita de l'indignation universelle. La guerre d'Amérique, analysée dans ses causes et dans ses effets, montre aux

gouvernemens tous les dangers d'une fausse politique extérieure.

Cette guerre, examinée en France, ferait voir les premiers résultats funestes de la politique du Nord pour la monarchie en Europe; examinée en Angleterre, elle prouverait que la politique arbitraire attire de grands malheurs sur les nations mêmes où la liberté civile et politique garantit la vie, l'honneur et les propriétés des citoyens.

Les causes et les effets de la guerre d'Amérique, ainsi présentés, pourraient démontrer que l'arbitraire produit à la longue parmi les gouvernemens les maux que l'anarchie produit parmi les peuples. Les empires du Nord deviendraient les plus formidables de tous; l'empire britannique disposerait par son crédit de toutes les richesses du monde, si l'arbitraire continuait à diriger les cabinets; et l'avenir de l'Europe ne cesserait jamais d'effrayer la raison humaine instruite par les catastrophes de tant d'empires et frappée des événemens de nos temps.

Pourquoi la guerre d'Amérique ne servit-elle pas de leçon aux hommes d'État? On vit pourtant à la paix qu'en France la mauvaise politique seule rendait cette guerre dangereuse pour le gouvernement, comme on vit en Angleterre que la politique sage aurait évité la guerre contre l'indépendance des colonies, indépendance que

l'expérience a bientôt démontrée plus utile aux véritables intérêts des Anglais que ne leur aurait jamais été l'esclavage absolu des Américains.

Mais la politique n'est pas encore, pour le bonheur des gouvernemens et des peuples, pour la sûreté des princes et des sujets, une science fondée, comme toutes les autres, sur l'expérience et l'observation. Les cabinets suivent encore, pour le malheur de l'humanité, les mêmes procédés dans la politique que les universités avaient suivis au commencement de la formation des sciences physiques et naturelles.

L'opinion continua seule à s'éclairer, à se fortifier; les cabinets marchèrent toujours dans les ténèbres du XIVe siècle.

Les cabinets du Nord regardèrent la guerre d'Amérique comme très favorable à leurs nouvelles vues; leurs publicistes la présentèrent comme une heureuse combinaison de la diplomatie. La France et l'Angleterre, occupées en Amérique, laissaient exécuter tranquillement le partage de la Pologne, se contentant seulement de ne point l'approuver. Cela facilitait extraordinairement tous les projets des monarques du Nord.

Frédéric II put se croire le fondateur inébranlable de sa puissante monarchie; Joseph II regarda déjà l'idée de réunir sous le sceptre du

chef de sa maison les deux empires d'Orient et d'Occident, comme une idée politique aussi grande que facile à exécuter.

Catherine II se vit plus près que jamais du but de sa première ambition, qui avait échoué en Grèce d'une manière si terrible pour les Grecs.

La Pologne, la Turquie, la Hollande, l'Allemagne même devinrent comme la matière première à la disposition de ces architectes du Nouveau-Monde politique. La France et l'Angleterre abandonnèrent pendant des années l'Europe entière pour s'occuper des insurgés de l'Amérique.

Elles ne se doutèrent pas un seul instant qu'en combattant pour ou contre la liberté des peuples elles contribuaient de plus en plus à fortifier en Europe l'opinion dont la politique du Nord avait commencé la puissance ; elles ne se doutèrent pas que l'insurrection américaine donnerait à cette opinion des germes, des moyens pour semer en Europe de semblables insurrections.

Les cabinets de Versailles et de Londres jetèrent eux-mêmes la première semence de révolution en Europe.

La Hollande [61], partagée entre le stathouder soutenu toujours dans son despotisme par l'Angleterre, et les états-généraux protégés dans leurs droits par la France, reçut le premier germe que le cabinet de Berlin fit bientôt éclore.

Le ministère anglais voulut retenir dans le port les vaisseaux que les états-généraux envoyaient au secours des escadres de France commandées par le comte de Grasse, et donna au stathouder un conseil que ni la bonne politique ni l'honneur ne pouvaient avouer. La flotte française fut battue par la flotte britannique, et cette défaite, attribuée à la trahison, souleva les patriotes hollandais contre les agens de la diplomatie étrangère. Ces agens, poursuivis, jugés et condamnés au tribunal de la justice, osèrent en appeler à celui de la politique. Le stathouder Guillaume V[62] trouva des protecteurs énergiques. L'Angleterre, ou plutôt les soldats prussiens, commandés par le duc de Brunswick[63], lui firent gagner son procès contre les états-généraux qui, livrés en définitive à leurs propres moyens, furent indignement abandonnés par le ministre de Vergennes[64] qui, malgré sa réputation, mériterait, pour sa conduite pusillanime en Hollande, d'être placé dans l'histoire politique à côté du duc d'Aiguillon et du comte de Maurepas.

Ce procès terminé avec les baïonnettes de l'étranger exaspéra plus encore les partis du pays; la force morale de la nation fut seulement comprimée. La Hollande présenta à l'Europe le même spectacle que la Pologne. On vit l'Angleterre jouer en Hollande, avec les formes du despo-

tisme, le rôle politique que la Russie avait joué en Pologne avec les formes de la liberté. Ces formes, contraires à la nature du gouvernement libéral en Angleterre et du gouvernement despotique en Russie, durent contribuer à mettre la politique à la portée de l'intelligence des hommes les moins instruits et les plus nombreux, qui jugent plus les choses par leurs formes que par leur fond.

Les événemens politiques de la Hollande, comme ceux de la Pologne, rendirent la politique des princes odieuse; les peuples devinrent dociles à la voix de l'opinion relevée encore par de nouveaux succès en Amérique.

La Pologne sous le joug de la Russie, la Hollande sous celui de l'Angleterre, purent être regardées en Europe comme les victimes de monstres enfantés par la politique, que les maximes de l'État en Russie, que les lois de la nation, les intérêts du commerce en Angleterre désapprouvaient également.

Toutes les espérances se tournèrent vers cette opinion qui, comme les premiers héros de l'antique civilisation, venait de commencer à attaquer sur la terre les monstres de la politique extérieure.

L'opinion devint plus forte que jamais. La France, son principal siége, annonça une grande révolution en Europe.

La diète de la Pologne outragée, le congrès de l'Amérique triomphant, les états-généraux de la Hollande profanés, tant de catastrophes produites en si peu de temps par la politique arbitraire, rappelèrent aux Français leurs états-généraux. Les états-généraux furent le mot d'ordre de l'opinion pour commencer une terrible révolution qui aurait été retardée peut-être d'un siècle encore, si la politique du Nord et celle du cabinet de Londres eussent été dictées depuis la guerre de sept ans par les intérêts des peuples et des États, et non par les passions des princes et des ministres. Cette révolution aurait pu être retardée encore, si le cabinet de Versailles eût eu seulement pendant le règne de Louis XVI un ministre comme le duc de Choiseul, un ministre qui, en suivant constamment et avec sagesse l'ancien système de la politique française, en défendant toujours l'existence des alliés naturels de la France, eût empêché le bouleversement de tous les droits des nations, la ruine de tous les traités et de tous les principes politiques, et eût mis obstacle dès l'origine à la formation de ces armées énormes, de ces empires immenses, phénomènes effrayans, qui annoncèrent jadis à l'Asie florissante son infortune et sa ruine.

Les Polonais abandonnés de l'Europe entière au moment de leur partage, virent enfin où la

politique étrangère les conduisait pendant le XVIIIe siècle, apprécièrent enfin leurs funestes illusions sur l'équilibre de l'Europe, et ne parurent pas abattus.

La Pologne, dès ce moment, mériterait surtout de fixer l'attention des observateurs politiques capables de juger un peuple, non par des individus dont les vices, les erreurs comme les maladies, ne sont pas toujours endémiques, mais par ses mœurs, son caractère, ses institutions, ses lois et toute sa situation sociale.

Ces observateurs y verraient une nation brave, sortant d'une anarchie de deux siècles, avec tout son caractère, tout son esprit de liberté, d'indépendance, cherchant, éclairée par le temps et les malheurs, ces maîtres éternels des nations, les moyens de salut dans ses propres forces et dans un système d'éducation nationale. Ils y verraient en peu d'années des effets étonnans. Toutes les classes se rapprochant l'une de l'autre, toutes se disposant au travail; le travail de toutes les classes commençant à devenir productif à la nation par l'ordre, l'exactitude, l'économie; les capitaux formant déjà des richesses; des villes se peuplant d'étrangers, de nationaux; leurs habitans jouissant de considération; l'agriculture, le commerce, l'industrie s'améliorant de jour en jour; la raison nationale se fortifiant de l'expérience,

de l'observation de tous les instans, de toutes les circonstances; faisant des applications plus justes de ces vérités prises sans réflexion à la raison, à l'esprit des Grecs, des Romains, des Français; devenant un guide dans les arts, les sciences; dirigeant l'administration dans toutes ses branches, et profitant même de la force de ce gouvernement que la Russie avait établi sous le nom de *conseil permanent*, pour avoir, dans l'intervalle des diètes, à sa disposition l'autorité souveraine.

Cette époque, aussi honorable pour la nation polonaise qu'instructive pour la raison politique de toutes les nations, ne dura pas malheureusement le temps nécessaire pour mettre une nation sur la véritable route de sa civilisation. On ignore, dans l'état actuel des connaissances sur la nature sociale, dans l'état actuel de la raison politique de l'Europe, quel aurait dû être ce temps, puisqu'on n'est pas encore d'accord en quoi consiste la véritable civilisation. Mais on voit toujours ce que la nation polonaise serait devenue, en deux générations seulement, si elle n'eût pas été arrêtée, après son partage, à la moitié de la première, dans ses heureux développemens.

Elle fut de nouveau agitée par la politique extérieure de ses voisins. Cette politique trouva de nouveau des instrumens dans la partie peu nombreuse de l'aristocratie qui, corrompue par des

vices, des préjugés introduits de l'étranger, n'avait pas voulu profiter de l'éducation nationale, et se croyait en danger au milieu d'une nation où le travail pourrait enfin devenir nécessaire pour occuper des emplois, où les premières places, où toutes les charges pourraient former un jour des professions exercées comme les autres par des hommes qui les eussent appris, qui en possédassent la théorie, la pratique, et qui aimassent le travail; où les êtres sans talens, sans vertus, sans caractère, pourraient jouir toujours de leur fortune, se parer toujours des noms de leurs pères, mais resteraient pendant la vie entière exclus de la carrière politique, des distinctions sociales, abandonnées en proie à deux furies affamés, à la vanité ridicule et à la cupidité honteuse.

CHAPITRE XVII.

Mort de Frédéric II.—Frédéric-Guillaume son successeur. —Joseph II.—Accroissement de puissance de l'opinion. —La Russie. — Ses projets de conquête.— Voyage de Catherine II en Crimée. — 1787.

La mort de Frédéric II fut un grand événement dans l'Europe et dut apporter dans la politique du nord des résultats importans.

Ce prince suivit pendant son long règne le même système ; mais il travaillait plus encore à conserver, à améliorer, qu'à agrandir ses États. Si son système n'avait pas été fondé sur les vieux erremens du despotisme, Frédéric aurait organisé sa monarchie d'une manière durable, et le trône prussien, soutenu par les forces de la nation, aurait vécu des siècles peut-être. Il n'aurait pas été aussitôt, après la mort de son fondateur, ébranlé

jusqu'aux fondemens et entraîné par la politique extérieure sur le chemin de sa ruine. Mais les talens, le caractère, l'activité de Frédéric, dirigés par l'esprit du despotisme, formèrent une monarchie militaire où la population entière ne parut être destinée qu'à tenir au complet les régimens, à travailler dans les champs, les ateliers, les comptoirs, pour fournir les magasins militaires et remplir les trésors de l'armée. Le despotisme ne s'allia jamais avec la raison politique, avec le génie de législateur; aussi il ne produisit jamais que des instrumens de destruction.

Frédéric ne pensa pas, probablement, à la fin de ses jours, à ce que sa monarchie militaire pourrait devenir, pour elle et pour l'Europe, si elle était attaquée par une révolution sous le règne de son successeur. Dominé par son système, il ne jugea que par son système, il n'étudia son successeur que comme il étudiait les hommes, les circonstances du siècle. Frédéric ressemble en politique à ces savans qui ont reculé les sciences naturelles plus qu'ils ne les ont avancées, parce que leurs systèmes les avaient toujours éloignés de la nature, véritable source de toutes les sciences.

Aucun système, dans aucune science, ne s'éloigne plus de la nature que le système du despotisme ne s'éloigne de la nature *sociale*, véritable

source de la législation comme de toutes les sciences politiques.

Frédéric-Guillaume[65], successeur de Frédéric II, après avoir été long-temps, par une discipline sévère, comprimé dans ses passions, ses goûts, ses plaisirs, se trouva tout d'un coup, à la tête d'une monarchie militaire, maître absolu de tous les trésors, chef suprême de grandes armées. Avec une imagination vive, mais faible, fatigué d'une longue contrainte, et livré tout à coup à des jouissances inconnues, il ne put contenir une fortune aussi rapide, aussi immense; on vit en lui se répéter l'exemple, tant de fois offert à la terre et tant de fois inutile aux humains, d'un prince que, pour le malheur de ses sujets comme pour le sien, ses bonnes qualités autant que ses défauts livrent à l'intrigue et à la perversité des courtisans. Pourquoi un système d'éducation, adapté au système de légitimité, ne pourrait-il pas garantir au moins les princes de tous ces dangers? Les anciens ne firent-ils pas des merveilles avec ce seul moyen?

Le trésor de Frédéric fut bientôt dissipé; la prodigalité, la dissipation de sommes immenses firent beaucoup de mal aux mœurs d'une monarchie fondée sur l'extrême économie; elles donnèrent à la circulation, à l'emploi des capitaux, des directions nuisibles à l'industrie. Le prince,

heureux, tout à coup transporté dans la région des illusions, s'abandonna pour la direction des affaires au conseil de ces étrangers, plus habiles à faire valoir leurs talens qu'à les exercer, qui arrivent à la cour des princes non pour y prêcher, comme les philosophes de l'antiquité, la raison, la justice, l'humanité, mais pour y flatter les passions dominantes, y soutenir les erreurs accréditées et pour sacrifier tout, même leurs bienfaiteurs, même l'honneur de leur pays, à la vanité, à la cupidité, seuls et uniques mobiles des actions de ces gens sans patrie.

L'administration intérieure pouvait échapper à l'influence directe de ce conseil; car sa langue, ses formes minutieuses, ses lois difficiles à apprendre, demandaient toujours des nationaux ou des hommes élevés pour servir l'État.

La politique extérieure, dirigée par des principes presque indépendans des intérêts de la nation, presque les mêmes partout, devenue facile dans les monarchies militaires depuis que les traités des nations, les usages des cabinets, les procédés des négociations y étaient impunément violés, la politique extérieure devait se trouver sous l'influence de ce conseil. On a vu en Prusse, sous Frédéric [66], comment les impôts et l'industrie confiés à la régie des étrangers, versés dans leurs métiers, pouvaient dessécher les sour-

ces de la richesse de l'État; on y a vu, sous Frédéric-Guillaume, comment la politique de la monarchie, soumise à la direction des étrangers ignorans, pouvait détruire la considération du cabinet.

La voix du peuple, en Prusse, aurait éclairé d'avance les princes. Que l'expérience au moins apprenne combien cette voix mériterait d'être écoutée, même quand le peuple accuse ce qu'il ne connaît pas, car ses souffrances lui font deviner les fautes.

Le cabinet de Berlin, après avoir réussi en Hollande à abaisser les états-généraux, à relever l'autorité du stadthouder, se crut destiné à jouer le premier rôle en Europe.

Placé entre la France et l'Angleterre, occupées des affaires domestiques d'une nation souveraine, il coupa le nœud comme Alexandre, et devint arrogant dans ses relations diplomatiques.

Le cabinet de Londres, irrité contre la France de sa conduite en Amérique, mécontent de la Russie à cause de la ligue qu'elle avait formée dans le nord contre son despotisme maritime, entretint en Prusse le nouveau système.

Le cabinet de Pétersbourg, plus à portée d'en apprécier tous les ressorts, jugea ce système moins dangereux pour son ambition que celui de Frédéric, qui se montra plus habile encore dans ses

négociations politiques que dans ses expéditions militaires.

L'intimité de l'Angleterre et de la Prusse, cimentée par la violence commise en Hollande, ne put effrayer la Russie, liée en Pologne d'un lien bien plus fort avec l'Autriche et la Prusse.

Elle vit le partage de la Pologne se consolider, par cela même que l'Angleterre, unie à la Prusse, avait fait en Hollande ce qu'elle avait désapprouvé jusqu'à ce moment en Pologne; par cela même que la France n'avait pas su agir en Hollande pour protéger la justice des nations contre l'Angleterre et la Prusse, comme elle n'avait pas su agir en Pologne contre la Prusse, la Russie et l'Autriche; la Russie vit alors la carrière ouverte à son ancienne ambition.

Catherine trouva Joseph II tout disposé à suivre la marche de son cabinet que Frédéric avait ménagé avec tant d'art toute sa vie. Joseph II se regarda, après la mort de Frédéric, comme l'héritier de sa grande renommée, et se sentit plus que jamais animé de l'esprit de réforme, de conquête et de gloire. Le cabinet de Vienne appuyait le cabinet de Pétersbourg, comme le cabinet de Berlin appuyait celui de Londres : tous étaient inspirés par la même ambition et ne s'occupaient que de projets d'agrandissement.

Joseph ne pensa pas à la France, où les rapports de politique, de famille, devaient appeler son attention; où tous les événemens, toutes les opérations des cabinets paraissaient de plus en plus étendre la puissance de l'opinion pour diminuer les forces morales de la monarchie.

L'Angleterre, la Prusse, la Russie, trouvèrent leurs intérêts dans la faiblesse du cabinet de Versailles.

Cette époque de la politique devrait fixer principalement l'attention de ceux qui étudient les causes et les effets de la grande révolution de notre siècle pour guérir, pour garantir à l'avenir les États de pareilles crises. Dès cette époque les causes et les effets dans la politique commençaient à se succéder avec une rapidité nouvelle; car la force indépendante des cabinets, la force de l'opinion, agit sur les causes et sur les effets. L'enchaînement des causes et des effets frappe l'observateur; il l'aperçoit en Pologne, en France, en Amérique, en Hollande.

Dès cette époque la politique devient une étude pratique à portée de ceux même qui ne savent réfléchir que sur les événemens de leur vie domestique. Des faits politiques, qui dans l'histoire se trouvent souvent séparés par plusieurs générations, se passent à la fin du XVIIIe siècle dans

quelques années, bouleversent des intérêts privés et éclairent la raison des hommes par leur propre expérience.

La raison politique se forme au milieu des révolutions, comme toutes les raisons, par l'expérience et l'observation sagement dirigées. Cette raison fait justice des préjugés surannés, des systèmes arbitraires; elle conduit peu à peu à des principes, à des systèmes conformes à la nature sociale de l'homme, et promet de guider les hommes dans la politique de même qu'ils sont guidés dans la physique et dans toutes les sciences.

Les cabinets de l'Europe, au moment de la révolution en France, donnèrent tous la juste mesure de leur raison politique. Ils virent, avec étonnement, de vastes cratères s'ouvrir, et ne connurent ni la nature ni la chaîne des volcans.

Les cabinets du nord, depuis le milieu du XVIIIe siècle, se servaient de l'esprit et de la philosophie du siècle pour parer leurs systèmes de conquête, et ne pensaient jamais que l'opinion du siècle pût acquérir ainsi de nouvelles forces et prendre des directions politiques.

La France aurait dû les éclairer; ils auraient dû y suivre la marche, les progrès de l'opinion qui, depuis le règne de Louis XIV, accroissait chaque jour son influence en Europe et tendait visiblement à se séparer des gouvernemens.

Tout ce qui s'était passé en France depuis le renvoi du ministre Choiseul jusqu'à l'apparition du ministre Calonne devant les notables du royaume, jusqu'au compte rendu du ministre Necker devant l'opinion publique, comme tout ce qui s'était passé depuis le partage de la Pologne, en Amérique, en Europe, n'a produit aucun effet sur la politique de la monarchie militaire.

La puissance de l'opinion commandait déjà en France, dirigeait déjà non-seulement les individus importans dans toutes les classes de la société, mais les premiers corps de l'État, vers son but révolutionnaire, s'emparait déjà de tous les intérêts par son principe de finances aussi fertile que bien adapté à son but, menaçait déjà partout la monarchie quand la Russie annonça de nouveau à l'Europe le projet de chasser les Turcs en Asie.

Au commencement du règne brillant de Catherine II on avait employé le charme de la philosophie pour justifier devant l'opinion les entreprises contre la Pologne, la Tatarie et la Grèce.

En 1787, le voyage magnifique de l'impératrice dans la Crimée qui était sous son sceptre depuis 1783, parut annoncer le superbe dessein d'arracher les plus belles contrées de l'Europe à la domination des Barbares, d'établir en Taurique un centre de civilisation moderne, et d'ériger un

temple au génie de l'humanité et aux arts là où les anciens Scythes immolaient jadis à Diane des victimes humaines.

Quelques écrivains parmi les littérateurs, quelques poètes, quelques publicistes même, admiraient encore, dans leurs écrits superficiels, les vues bienfaisantes de la politique. Ils flattaient les princes pour obtenir des récompenses, ils flattaient l'opinion dominante pour mériter des applaudissemens.

Les princes soutenus par cette autorité croyaient consolider leurs empires militaires, en fonder de nouveaux, les faire fleurir sous la discipline militaire par les arts, le commerce, l'agriculture.

L'opinion continuait à profiter de cette funeste erreur.

Le droit public de l'Europe, tombant en ruines, rendait la monarchie plus faible partout. Des hommes de lettres travaillaient à détruire les anciens systèmes. L'esprit sans la raison politique, la philosophie sans les principes puisés au sein de la nature sociale, ne pouvaient être en politique à cette époque employés par des princes comme par des écrivains, que comme instrumens de destruction.

On acquérait la fortune, la réputation en détruisant, et on détruisait avec l'esprit et la phi-

losophie, qui servaient à satisfaire le despotisme, la passion de conquêtes, la vanité et la cupidité.

L'esprit, la philosophie s'alliaient à la corruption pour la rendre moins odieuse.

Il se formait, à la décadence des systèmes politiques, une secte de sophistes modernes qui devaient détourner la révolution de son premier but, et lui imprimer un nouveau caractère par leur égoïsme étroit, leurs petites passions, leur imagination flétrie. Ils devaient servir toutes les tyrannies et les détruire toutes; ils devaient être les lâches complices de bien des crimes, devaient profaner bien des choses, bien des mots sacrés; ils devaient contribuer à rendre la gloire plus terrible que jamais à l'humanité. Cette secte nuisible à la belle littérature, aux sciences, à la politique, à la philosophie, dangereuse aux princes, aux peuples, à l'opinion, amènerait aussi la barbarie, si la nature de notre civilisation ne nous en garantissait pas.

L'impératrice de Russie, dans son voyage en Crimée, naviguant sur le Borysthène, parut forcée de s'arrêter à Kiow, au mois d'avril, où la navigation de ce fleuve est peu praticable. Elle s'y trouva au milieu de ses ministres comme dans son cabinet, reçut la visite de Joseph II, concerta de nouveaux plans contre la Turquie, de nouveaux projets d'agrandissement, de domination.

Ce qu'elle n'avait pu exécuter les premières années de son règne, soutenue par l'Angleterre, avec des forces de terre et de mer, elle crut cette fois-ci pouvoir l'exécuter, soutenue par l'Autriche, avec les armées réunies des deux empires.

La politique n'aperçut dans la situation de la France qu'une occasion favorable de profiter du moment où ses alliés se trouvaient sans appui. Elle n'y vit pas de dangers pour le système monarchique ; l'opinion et sa puissance n'entrèrent pour rien dans ses calculs.

La Hollande, l'Allemagne, la Pologne, la Suède durent regarder l'Angleterre unie à la Prusse, la Russie unie à l'Autriche, comme des forces ennemies de la liberté et de l'indépendance des nations. Les nations alliées de la France purent espérer plutôt dans l'opinion que dans la politique militaire une garantie de leurs droits méconnus par la force, et en même temps l'opinion étendait sa puissance, et augmentait en Europe le nombre de ses partisans.

CHAPITRE XVIII.

Entrevue de Stanislas-Auguste et de Catherine. — Prévenances de l'impératrice pour le roi de Pologne. — Effets nuls de l'entrevue. — Défiance des Polonais contre leur roi. — La Prusse se sépare de la Russie pour s'unir à l'Angleterre. — Circonstances favorables à la Pologne.

Le voyage de l'impératrice en Crimée fut pour la Pologne l'annonce d'une guerre certaine contre les Turcs, et lui rappela le souvenir de tant de malheurs dus au passage des armées ainsi qu'à la rivalité, aux intrigues des cabinets. Ce voyage troubla les espérances à peine commencées sur l'avenir de leur patrie. Les Polonais se sentirent agités de nouvelles inquiétudes, de nouvelles craintes sur le sort futur de leur pays.

Stanislas-Auguste alla aux bords du Borysthène pour avoir une entrevue avec Catherine, et pour connaître par lui-même ses intentions.

Retenu par les lois de l'État qui lui défendaient de passer la frontière, il ne put se rendre auprès

d'elle à Kiow. Catherine, entourée de sa cour, parée des prestiges de sa majesté, vint au-devant de lui dans des bateaux magnifiques, et s'avança jusqu'au milieu du fleuve pour recevoir le roi de Pologne. Elle voulait prouver par ce respect pour la loi, par ces égards pour le monarque, combien elle désirait à cette époque conserver en Pologne l'ordre établi sous sa garantie suprême.

Stanislas-Auguste, traité avec tous les égards, toutes les distinctions dus aux têtes couronnées, avec la grace, les prévenances d'une amitié constante et généreuse, se sentit au comble du bonheur, et crut voir la Pologne sauvée.

La politique sut faire valoir les affections naturelles, relever le prix des bienfaits; elle remua toutes les petites passions de la petite cour de Stanislas-Auguste, pour s'assurer le dévouement et la reconnaissance du roi de Pologne. Remplit-elle son but en s'assurant ainsi par ruse du prince, et en le soumettant à une impulsion contraire aux intérêts de sa nation? Le roi, étourdi plus qu'exalté par la reconnaissance, dominé par de petites passions, pouvait-il avoir quelque influence sur une nation outragée, éclairée par ses revers, malheureuse mais loyale, pénétrée de ses droits tant de fois violés, et plus que jamais animée de l'esprit de liberté et d'indépendance?

Tels furent toujours les calculs de la politique;

aussi elle fut presque toujours réduite à employer la force comme son dernier, son meilleur argument; mais aussi elle abusa de plus en plus de cette force, devenue réellement *ultima ratio regum.*

Le cabinet de Pétersbourg voulut-il sincèrement à cette époque l'intégrité de la Pologne, comme il avait paru le vouloir après la guerre de sept ans? Il aurait pu, sur ce seul principe d'intégrité, avec une politique franche, dirigée par des hommes capables d'apprécier les circonstances, les intérêts et les affections de la nation, former entre la Pologne, l'Autriche et la Russie un traité assez fort pour résister même à ces ouragans qui des Iles britanniques à l'Amérique, de l'Amérique à l'Europe, du nord au midi, et jusqu'aux confins de l'Asie, menaçaient déjà d'ébranler dans ses vieux fondemens le superbe édifice de la monarchie moderne.

Le cabinet de Pétersbourg, comme par un instinct indépendant de la raison, suivit le même système dont Frédéric II avait profité en habile diplomate, et en le suivant arriva sans le vouloir, pressé par des événemens imprévus, au même résultat dont Frédéric-Guillaume II a profité; mais ce ne fut pas sans dévoiler aux yeux des peuples de l'Europe tout l'odieux, tout le hideux de sa politique.

L'empereur Joseph II, dans son entrevue avec

Stanislas-Auguste, se montra attaché au système de Catherine II; et, cherchant à imiter Frédéric, si facile à imiter dans sa politique extérieure, s'étendit sur la générosité de l'impératrice de Russie envers la Pologne, donna au roi toutes les marques d'amitié, de considération, et dit: « Jamais je ne souffrirai qu'un seul arbrisseau soit enlevé à la Pologne. »

Catherine et Joseph combinaient dans ce moment leurs forces pour écraser la Porte Ottomane, et se servaient de leur politique, qui n'avait pour but que de paralyser l'action de la république polonaise. La royauté de Pologne subjuguée, avilie, devait peu embarrasser leurs cabinets. La nation polonaise, bien différente de ce qu'elle parut au premier partage; la noblesse plus éclairée; l'aristocratie nationale seule en crédit, au milieu des Polonais de toutes les classes, présentaient de vraies données aux calculs de la politique.

Mais Catherine et Joseph régnaient par eux-mêmes ainsi que Frédéric, et ainsi que Frédéric n'analysaient pas les nations, les peuples; ils les regardaient en masse comme la matière de la force, non de la politique, et la force comme l'appui naturel de leur volonté souveraine. Ils ne voyaient dans l'aristocratie que la parure du trône ou un obstacle au gouvernement absolu.

Ces monarques renommés, restreints à leur propre cabinet, restreints à leur horizon politique et toujours soumis aux lois de l'humanité, agités des passions de simples mortels, isolés de tous les ateliers de l'opinion populaire, de la raison politique, de l'esprit national, pouvaient-ils juger de ces différences que le temps, l'exemple des grands événemens, le malheur avec ses causes produisent à chaque génération dans une nation, et des changemens qui s'étaient opérés dans ces nations et dans leurs aristocraties? Aussi ces monarques renommés agirent comme Frédéric, ne jugèrent pas la nation polonaise, ni sa noblesse, ni son aristocratie.

Ils manifestèrent leurs intentions bénévoles au roi seul, et au roi seul firent leurs promesses. S'ils traitèrent la suite aristocratique du roi, mêlée entre leurs courtisans, avec quelque bonté, ils ne jetèrent que des regards de dédain sur les chefs de l'opposition, quelques titres qu'ils eussent d'ailleurs pour être traités au moins avec les égards dus à leur rang.

Le roi de Pologne arrêta avec les ministres de Russie un plan dans lequel la Russie consentait à permettre à la Pologne d'augmenter son armée, ses impôts, d'avoir ses propres envoyés auprès des cours étrangères, à condition que les Polonais se tiendraient tranquilles sous leur gouver-

nement, et ne formeraient pas de confédérations, dans le cas où l'impératrice aurait à soutenir une guerre contre la Porte-Ottomane.

Si ces stipulations eussent été sincères, si on les avait faites en face de l'Europe, avec la nation, elles auraient probablement empêché de grandes calamités.

Tous les Polonais éclairés et de bonne foi sentaient depuis le partage combien le repos était nécessaire à leurs compatriotes pour les former, au moyen de l'éducation nationale et du souvenir de tous les désastres de leur patrie, au travail, à l'ordre, à l'économie, pour les organiser en nation indépendante par sa propre administration, sa propre justice, son propre gouvernement, plus encore que par la bravoure des habitans. Ces stipulations, arrêtées au milieu des ténèbres du cabinet, tranquillisèrent pour le moment la conscience du roi; elles ne purent produire en Pologne aucun effet favorable aux vues de la Russie.

Dans le temps où le roi recevait tant d'honneurs, tant de promesses, les chefs de différens partis présens à Kiow n'étaient distingués à la cour que suivant l'opinion qu'ils professaient.

On réserva les ménagemens, les communications diplomatiques, les espérances d'un bel avenir, aux affidés du roi, au parti dont la coopéra-

tion était déjà assurée. On négligea les autres, on irrita l'amour-propre de ceux qui par leurs talens, leur noble caractère, leurs manières affables, plus que par leur nom, leur fortune pouvaient obtenir la confiance des hommes instruits, et par leur considération exercer une grande influence sur la nation.

Stanislas-Auguste, revenu de son voyage, remplit fidèlement ses engagemens, employa tous les moyens possibles pour persuader aux Polonais que le salut de la patrie tenait essentiellement, dans le moment, au nouveau plan du cabinet, et il eut raison cette fois; mais il ne put inspirer de confiance. La nation s'était formée au sein des malheurs dont la politique étrangère accabla la Pologne depuis le commencement du siècle. Les hommes de la nation sentaient leur force; aussi l'opposition parut-elle bientôt formidable, et toutes les raisons données par le roi ne produisirent que peu d'effets.

Depuis la dissolution de l'armée polonaise en 1717, illustrée par les victoires de Sobieski, dissolution commandée par la politique de Pierre Ier, la Pologne s'était trouvée tant de fois victime de sa confiance, qu'il ne fut pas difficile aux chefs de l'opposition d'exciter en peu de temps une défiance générale contre toutes les espérances du roi.

Ce malheureux roi, malgré de grands services

rendus en instituant l'éducation nationale, malgré l'excellente règle qu'il s'était faite de protéger dans toutes les classes les vrais talens, les travaux utiles, de remplir les places par des hommes habiles, se trouvait toujours dans la fausse position d'un prince imposé à ses sujets par l'étranger, et il ne pouvait faire même le bien public qu'en outrageant la dignité nationale. S'il se faisait des amis, il n'inspirait pas de respect aux citoyens.

Cette politique, qui avait mis en 1768 toutes les lois des Polonais sous la garantie russe; cette politique qui avait établi en 1773 le conseil permanent composé de trente-six personnes choisies dans la diète, formant le gouvernement, pour interpréter les lois; cette politique a souffert qu'un ambassadeur étranger non-seulement surveillât, en vertu de la garantie, le conseil permanent, mais qu'il se mêlât visiblement de la nomination aux emplois et de tous les détails de l'administration intérieure.

L'ambassadeur, ne connaissant que la volonté du maître, orgueilleux de la représenter, l'appliquant à chaque instant à son gré au milieu d'un peuple qui avait ses propres lois, dut rendre naturellement cette politique odieuse à la nation.

Stanislas-Auguste, président du conseil permanent, agissant en tout comme l'agent subalterne

d'une puissance étrangère, pouvait-il obtenir, comme garant des vues bienfaisantes de cette même politique, la confiance de la nation?

Le roi n'obtint pas même celle de ses propres amis. Tous ceux qui avaient la conscience politique, qui sentaient le devoir envers leur patrie comme ils sentaient le devoir envers leur Dieu, l'abandonnèrent dans cette circonstance. Toute la nation tourna ses espérances de ce côté, où se proclamait la délivrance des nations; elle n'écouta que ces prophéties qui annonçaient la *terre promise* aux peuples. Aucune nation moderne ne fut si long-temps malheureuse sans être coupable, si long-temps trompée de tous les côtés; aucune aussi ne mérita de la justice des siècles et des nations un jugement plus favorable pour ses erreurs.

Un roi d'un caractère fort, d'une intelligence politique supérieure, se serait vu peut-être heureusement placé pour préparer enfin la crise favorable à cette longue maladie chronique, à cette anarchie polonaise de deux siècles, pour concevoir, exécuter une grande entreprise salutaire à l'esprit des peuples, pour donner aux Polonais une force et un gouvernement propres à assurer leur indépendance, propres à la faire respecter. L'opinion des nations, la situation des cabinets lui auraient facilité des projets en apparence les plus hardis; que n'aurait-il pas fait, à cette épo-

que, avec la seule connaissance des hommes de son siècle et le sage emploi du temps!

La révolution en France continuait à s'étendre, se déclarait, se propageait, et la politique restait toujours la même. La Russie avec l'Autriche s'occupaient de la guerre des Turcs, demandaient Oczakow pour avoir le prétexte de la commencer. L'Angleterre avec la Prusse s'unissaient plus étroitement par le traité de Loo, et persuadaient aux Turcs de déclarer la guerre plutôt que de céder aux prétentions de la Russie.

Les craintes que ces deux puissances commençaient à concevoir de l'ambition toujours croissante de la Russie leur faisaient soutenir l'intégrité de la Porte-Ottomane, alliée naturelle de la Pologne. Ainsi les trois puissances militaires qui avaient partagé la Pologne se trouvaient désunies. Quel moment fut jamais plus favorable pour son affranchissement! La Pologne offrit au moment de la diète de 1788, pour l'extérieur comme pour l'intérieur, des données qui ne s'étaient jamais rencontrées dans sa situation politique depuis la mort de Sobieski. Il lui fallait un homme d'une certaine trempe, au centre du mouvement, pour faire valoir ces données, et cet homme ne se trouva ni sur le trône ni parmi les chefs de l'opposition.

La Pologne se vit dans un état presque sem-

blable à celui où la mort du dernier Jagellon finissait la monarchie héréditaire. Là Jean Zamoyski se présenta, et son caractère national, sa raison unie à l'expérience politique et son éloquence décidèrent la république. Il sut trouver dans le caractère national des appuis pour son système; il les aurait trouvés de même dans la raison nationale, si sa raison eût su les chercher. La Pologne aurait eu un gouvernement, une administration en harmonie avec la nature de sa civilisation, de ses travaux, et ne serait pas tombée dans l'anarchie.

L'anarchie approchait de sa fin en 1788, grace aux inconséquences, aux absurdités de la politique extérieure qui l'avait suscitée; elle finissait cette anarchie, laissant ce qui ne meurt pas, la nation, le peuple.

Mais malheureusement des hommes se présentèrent qui avaient le caractère abâtardi par une éducation étrangère, la raison plutôt éblouie qu'éclairée par l'expérience politique des Américains, par l'esprit des Français; ils ne surent pas trouver des appuis pour leur système dans le caractère ni dans la raison de leur nation, et ils les cherchèrent malgré la leçon de l'histoire, malgré les événemens de leur temps, dans la politique extérieure. Ils n'eurent pas le talent d'organiser le gouvernement, l'administration, et ne purent

conduire, avec tous leurs autres talens, toutes leurs bonnes intentions, qu'à de nouveaux malheurs un peuple énergique, disposé plus que jamais à entendre la raison, disposé à faire tous les sacrifices pour sortir de l'anarchie.

Le système de Jean Zamoyski dura deux cents ans; le leur disparut presqu'à l'instant de sa naissance, écrasé par la politique extérieure.

Stanislas-Auguste convint avec l'ambassadeur de Russie que la diète se formerait en confédération pour pouvoir décider les matières soumises à sa délibération à la majorité des suffrages. La politique, qui craignait la confédération, craignait plus la diète libre où une voix aurait détruit ses projets.

Elle avait sous sa garantie toutes les formes, toutes les lois polonaises de tous les siècles, et elle s'en servait comme d'un arsenal contre la raison et l'énergie des Polonais. Voulait-elle obtenir de nouveaux droits, elle demandait une confédération, et s'y créait une majorité en flattant, paralysant les forts, en intimidant, corrompant les faibles. Voulait-elle conserver ses anciens droits, elle réclamait la diète libre, où un seul enfant perdu pouvait perpétuer les calamités de sa patrie.

En jugeant les Polonais d'après leurs institutions, leurs lois forgées dans l'anarchie et pres-

que toujours par la politique étrangère, on apprécierait mal le degré de leur civilisation, comme on apprécierait mal leurs lumières, leur raison nationale en les jugeant d'après ces personnes que l'éducation étrangère ne paraissait former que pour les arts d'agrément, et à qui elle apprenait à imiter les goûts des autres peuples jusque dans les traits de leur esprit, jusque dans les caprices de leur imagination.

On peut ainsi juger la politique étrangère d'après ses instrumens, mais on ne peut arriver qu'à des idées fausses sur le caractère et la raison de la nation.

CHAPITRE XIX.

Diète de 1788.—Election de Malachowski à la présidence. — Il se forme une opinion contraire au conseil permanent. — Sultkowski. — Ignace Potocki. — Le marquis de Lucchesini. — Kollontay. — Politique de la Prusse.

La nation polonaise se montra en 1788 telle qu'elle était, sortant d'une longue anarchie, et fit voir ce qu'elle serait devenue en peu de temps sous un bon gouvernement, une bonne administration. On la vit presque tout entière pénétrée des causes de ses malheurs. L'opinion générale manifestée avec éclat dans les provinces et dans la capitale rendit la diète inaccessible aux craintes, aux espérances semées par la politique.

La diète, en nommant pour son président son maréchal Stanislas Malachowski[67], se déclara fidèle à l'opinion générale, en invoquant la mémoire du vieux Malachowski, de ce patriote qui avait

lutté si courageusement, uni au grand-général Branicki, contre la tyrannie étrangère.

Si on honorait ainsi par des hommages publics la vertu, ce premier, ce véritable titre de noblesse, de grandeur sous tous les gouvernemens, on verrait plus souvent deux hommes vertueux, deux grands hommes, se succéder en deux générations dans les mêmes familles.

Stanislas Malachowski jura à la diète constituée en confédération de ne jamais abandonner les intérêts de la patrie. Il ne fut pas parjure, et sacrifia jusqu'à la mort, au milieu de tous les désastres publics, sa fortune, son existence, ses opinions personnelles et son orgueil même.

Tous les nonces se prononcèrent contre le despotisme étranger, et plusieurs commencèrent à attaquer avec hardiesse l'influence du cabinet de Pétersbourg. Ce fut le signal d'une révolution. Une multitude d'hommes éloquens en Pologne comme ailleurs surent enflammer les esprits, provoquer la destruction de l'ancien édifice.

Mais en Pologne comme ailleurs ne se fit pas entendre la voix imposante des hommes d'État, des législateurs, pour conduire tous ces ouvriers de démolition, et pour les diriger sur un plan rationnel arrêté d'avance. Les Suisses se seraient-ils rendus libres de la tyrannie autrichienne, les Belges auraient-ils secoué le joug espagnol, les

Américains auraient-ils triomphé du ministère anglais, s'ils n'eussent pas obéi à la sagesse et à la raison de leurs chefs? Heureux d'avoir trouvé ces mortels privilégiés, ces gens de bien qui se forment au milieu des peuples laborieux, simples, où la conscience et la raison, dans toutes les classes de la société, sont soumis aux principes d'éducation formés par les lois de la religion et de la patrie!

En même temps que la diète se préparait à détruire le gouvernement imposé par le pouvoir étranger dans les années funestes de 1768, 1773, 1776, éclata la guerre entre la Porte-Ottomane et la Russie, et l'ambassadeur de Pétersbourg reçut l'ordre de négocier avec la Pologne un traité offensif et défensif.

Les politiques qui avaient étudié en Pologne les intérêts et la force morale de la nation avaient conçu un projet analogue aux circonstances, et avaient attiré sur lui l'attention de la diète. Mais malheureusement celle-ci négligea les principes sur lesquels on aurait pu traiter, et n'employa pas les formes de négociation qu'on aurait dû prendre dans le moment. Le ministre, habitué à l'ancienne routine dans ses rapports avec le gouvernement, ne sut pas prendre, malgré son esprit, une attitude convenable à la situation présente de son cabinet et à celle de la diète; il crut réus-

sir toujours, aidé de ces hommes qui paraissent habiles quand le despotisme les soutient par sa puissance, par son crédit, et qui cherchent à se sauver les premiers quand le despotisme se trouve à la veille du danger.

La diète ne voulut pas même entamer la négociation où on demandait sans aucun ménagement, comme une chose toute simple et toute ordinaire, trente mille nobles polonais à la solde de la Russie, pour combattre les Turcs.

Mais l'eût-elle conclue cette négociation, la nation se serait opposée à l'exécution d'un traité contraire aux opinions dominantes, aux droits, aux maximes d'État des Polonais. La politique russe offrait, en échange de sacrifices énormes, réels, des promesses tant de fois répétées, tant de fois violées, et des stipulations plus humiliantes encore que favorables à la nation.

Aurait-elle voulu irriter encore davantage les esprits exaltés déjà par la force de l'opinion, par la doctrine nouvelle, elle n'aurait pas pu trouver un meilleur moyen. C'est ainsi qu'elle agit toujours en Pologne ; c'est ainsi qu'elle fut toujours obligée d'avoir recours au *droit du plus fort*, pour réparer ses bévues : que serait-elle devenue sans ce droit? La diète attaqua le gouvernement du roi, qu'elle regardait toujours comme l'œuvre inique de la politique russe.

Le roi employa son éloquence, sa souplesse, son esprit pour résister à l'orage et pour soutenir le gouvernement. Beaucoup d'hommes éclairés l'appuyèrent, parce qu'ils voyaient dans ce conseil permanent, contre lequel on dirigeait toutes les attaques, la cause de cet ordre qui commençait à s'établir dans l'administration et dans les finances, la cause de l'organisation de l'armée, bien payée, bien disciplinée, pourvue d'écoles, d'établissemens militaires, et parce qu'ils craignaient qu'au lieu de chercher à améliorer et et à élaguer des choses vicieuses, comme par exemple la faculté d'interpréter la loi, on ne détruisît de fond en comble cette institution, et avec elle tout le gouvernement.

Ils savaient combien il avait fallu de peine et d'adresse pour l'obtenir de la politique russe, et qu'on ne l'avait obtenue qu'en lui prouvant que la Russie, presque avec le même moyen, conservait son influence en Suède.

L'art de gouverner, l'art d'administrer était si peu avancé en Pologne qu'on jugeait le conseil permanent seulement par ses droits, ses rapports inévitables avec la politique étrangère, et qu'on n'apercevait nullement ses effets salutaires sur les forces de l'État. L'ignorance unie à la mauvaise foi, à l'orgueil humilié, forma toujours un puissant parti.

Les hommes qui, soit par des vues d'ambition personnelle, soit par erreur involontaire, voulaient voir l'ancienne autorité des ministres remplacer le *conseil permanent*, criaient anathème à l'institution et à ses auteurs, et ne faisaient qu'égarer l'opinion.

Parmi ses auteurs le prince Auguste Sulkowski[68] se fit remarquer par son caractère et ses talens. Il serait peut-être difficile à l'histoire impartiale de considérer Auguste Sulkowski comme citoyen d'un État libre; mais elle doit reconnaître que dans une monarchie il se serait toujours fait une réputation distinguée parmi les soutiens du trône.

Mécontent des affaires, il voulut, au milieu de ses loisirs, de ses voyages, élever un jeune parent dont la physionomie et l'intelligence l'avaient frappé. Il prouva dans cette éducation la connaissance profonde de la politique des anciens et le talent rare de juger les hommes, de les conduire vers un but déterminé (*).

La diète n'aurait pas détruit facilement le con-

(*) Ce parent fut Joseph Sulkowski, jeune homme du plus beau caractère, d'un grand talent militaire, d'un jugement sûr, d'un esprit étendu, mort en Egypte général de brigade et aide-de-camp du général Bonaparte, après avoir obtenu tous ses grades sur le champ de bataille, plus encore pour son coup d'œil et ses traits de génie que pour sa bravoure. Il est mort sans avoir pu per-

seil permanent, si la Russie eût continué à ménager la Prusse, et n'eût pas refusé de renouveler avec elle le traité d'alliance.

Le cabinet de Pétersbourg a montré à la Prusse, à l'expiration de ce traité, la même fierté qu'il avait montrée à l'Angleterre en signant le traité de commerce avec la France. La Prusse et l'Angleterre offensées en cherchèrent d'autant plus à contrarier la Russie dans tous ses desseins, à rendre la guerre en Turquie périlleuse pour les deux cours impériales et profitable pour elles seules.

La Pologne entra ainsi sans le savoir dans les combinaisons ténébreuses des cabinets de Berlin et de Londres, pour éprouver de nouveau combien la politique des cabinets se ressemble, combien elle est la même dans ses moyens, la même dans ses fins, combien surtout elle est funeste à la bonne foi nationale et contraire à la raison, à la justice, ces deux appuis éternels de toute société. Le parti opposé à toute influence quelconque de la Russie devint aussitôt prédominant dans la diète.

fectionner tant d'ouvrages achevés, sans avoir fini tant d'autres esquisses commencées, qui tous montrent en lui des talens rares de nos temps, et augmentent les regrets de ses amis et de ses compatriotes.

Ignace Potocki [69] se montra à la tête de ce parti. Ses talens littéraires, son esprit élevé, son ame généreuse, sensible, ses beaux sentimens, son goût pour les lettres qu'il cultivait lui-même le faisaient chérir de ceux qui s'occupaient en Pologne d s sciences, des lettres et des arts.

Il choisissait sa société, ses amis dans cette classe, et cette classe entière avait la plus grande confiance dans le caractère, les lumières d'Ignace Potocki. En Pologne, comme partout où les sciences politiques n'existent pas encore, où la raison politique est à peine à son enfance, à ses premiers développemens, où la nature sociale n'est pas encore bien définie, les hommes connus par leur esprit dans les sciences, les lettres, devaient être regardés, au moment de la révolution, comme les plus propres pour éclairer et conduire l'opinion politique. Les droits des nations fondés sur ceux des hommes, les intérêts des peuples, la morale publique, la justice éternelle avaient trouvé dans le cours des orages publics, parmi ces hommes, des défenseurs, des tribuns: ces hommes ont dû naturellement inspirer de la confiance au milieu des nations, des peuples armés pour leur liberté, leur indépendance.

Ignace Potocki avec son nom, sa fortune, sa considération personnelle, appuyé des hommes

éclairés en grand nombre dans la diète, obtint bientôt une grande influence. S'il eût été un homme d'État, s'il eût eu seulement de l'expérience dans le gouvernement, dans l'administration, dans le mécanisme des forces nationales; s'il eût mieux connu les ateliers de la politique et les hommes qui y sont employés, il aurait obtenu de grands résultats, et probablement contribué à rendre son pays indépendant. Toutes les données, à l'extérieur comme dans l'intérieur, furent favorables à ses calculs. Mais il n'avait que de l'esprit; il manquait de politique, du caractère nécessaire, d'instrumens propres pour asseoir et exécuter ses calculs. Le tribunal de la postérité l'absout sur ses intentions patriotiques; il l'absoudra bien plus encore quand les progrès de la raison politique auront persuadé davantage qu'en politique, en législation, comme dans toutes les sciences, le génie de l'homme devine peu et ne produit rien qu'aidé par le travail, l'expérience et l'observation.

La malheureuse Pologne, livrée à la politique étrangère, privée d'un gouvernement stable, national, pouvait-elle offrir dans ses travaux politiques, ses établissemens administratifs, une école à la raison? Elle ne pouvait guère encore offrir que des systèmes incohérens, monstrueux ou absurdes, à des esprits disposés à l'imitation

et exaltés par les idées dominantes du siècle.

Le cabinet de Berlin se montra enfin en Pologne ennemi déclaré du système russe, et n'épargna aucune intrigue pour persuader les Polonais de sa sincérité et sa loyauté.

Tout parut nouveau dans l'ambassadeur prussien à Varsovie; rien n'y rappela l'économie, la gravité, la simplicité, les vieilles habitudes de Frédéric. Si les principes restèrent les mêmes, peu de personnes furent d'abord à portée d'en juger.

L'ambassadeur[70], Italien de nation, employé par Frédéric dans son cabinet d'étude en qualité d'homme de lettres, aussi étranger à la Prusse qu'aux intérêts de la monarchie, vint remplir cette mission extraordinaire de la part du cabinet prussien.

Aurait-on trouvé un Prussien pour jouer un pareil rôle, pour tromper des hommes dévoués à leur pays, en leur donnant des garanties sacrées sous tous les gouvernemens, en appuyant ses garanties du nom, du caractère de son roi légitime?

On n'aurait trouvé un tel acteur pour une telle scène dans aucune nation parmi les hommes dignes de contribuer par leurs actions ou leurs écrits à la gloire de leur pays. En Italie comme en France, on vit dans la littérature de ces aventuriers marquis. Mais les princes sages, les mi-

nistres éclairés avaient sur eux le jugement de leur pays, et savaient employer convenablement les hommes de lettres, les savans.

Quand Frédéric chercha des conseils pour ses travaux littéraires, il s'adressa en Italie à Algarotti, en France à Voltaire; aurait-il jamais pensé de faire son ambassadeur d'un marquis de la république de Lucques, ou de consulter sur les affaires ou sur les hommes un chevalier de Pesay?

Que de maux cette innovation dans la politique ne produisit-elle pas! combien de catastrophes a-t-elle amenées en Prusse! Elle influa puissamment sur la ruine de la Pologne; mais l'histoire des guerres terribles qui ont suivi cet événement ne le trouvera-t-elle pas lié avec la perte de la bataille d'Iéna, où le conseil de ce même diplomate détruisit en un seul instant toutes les probabilités qui promettaient la veille à la Prusse ou une heureuse issue de cette journée, ou au moins une campagne honorable pour sa brave armée?

L'ambassadeur de Prusse commença par s'emparer d'Ignace Potocki, homme loyal, simple, et bien disposé d'avance pour tous les savans, tous les hommes de lettres d'Italie, par reconnaissance pour ceux qui avaient donné à Rome la dernière main à son éducation, et qui avaient su se concilier son admiration et son estime.

Il rencontra aussi un puissant appui dans l'abbé Kollaltay[74], élevé à Rome, arrivé déjà, autant par ses intrigues que par ses talens éminens, au rectorat de l'académie de Cracovie, et dévoré d'ambition.

L'ambassadeur de Prusse, en promettant à Kollaltay la protection de sa cour pour le reste de la carrière que l'état ecclésiastique lui permettait de parcourir, se ménagea en lui un agent précieux par son activité, par ses formes aimables, ses mœurs douces, sa plume facile, brillante, persuasive, ses connaissances variées sur les intérêts des familles, sur l'histoire de la Pologne.

Il serait difficile de prononcer jusqu'à quel point Kollaltay fut la dupe de la politique étrangère, jusqu'à quel point il la dirigea; mais on pourrait répondre qu'il ne trahit pas sa patrie pour satisfaire son ambition.

Il travailla de bonne foi pour établir en Pologne la liberté raisonnable et assurer l'indépendance nationale. S'il chercha des dignités, des distinctions, ces dignités, ces distinctions étaient nationales, révérées de ses pères, de tous les fidèles, de tous ses compatriotes. S'il agit comme un ambitieux, il n'agit pas comme un suppôt de la tyrannie. Il connut moins encore que les autres chefs de la diète la politique militaire des cabinets. Il jugea l'ambassadeur de Prusse d'après les

maximes ultramontaines puisées pendant le cours de son éducation ecclésiastique.

Il n'aurait pas dû croire au dévouement de l'ambassadeur, à ce dévouement du Tartufe, aussi fatal à la politique qu'à la Pologne.

Kollaltay ignora, de même que les autres chefs, les sources des richesses nationales, de la puissance de l'État, n'eut pas l'expérience du gouvernement, de l'administration, de la comptabilité et des travaux; son esprit contribua peut-être à étendre les lumières, mais il ne put pas contribuer à organiser la force publique, qui seule commande à la politique, et seule pouvait sauver la Pologne.

Ignace Potocki et l'abbé Kollaltay inspiraient par leurs talens généralement reconnus la plus grande confiance au maréchal Stanislas Malachowski, dont l'orgueil, dominé par la vertu, ne l'aveugla jamais sur ses forces morales ni sur ses moyens de servir la patrie. Ces trois hommes déclarés franchement pour l'appui de la Prusse firent partager leurs opinions à la partie la plus éclairée, la plus honnête de la diète, et bientôt à la nation presque entière. Ils n'employèrent aucun artifice coupable, ne mirent en œuvre aucune intrigue déloyale pour propager leur doctrine. Ils commencèrent par persuader à leurs amis ce dont ils étaient persuadés eux-mêmes, et

avec leurs talens réunis ils prêchèrent l'union avec la Prusse comme un moyen sûr de salut pour leur pays, courbé depuis si long-temps sous le joug de la politique étrangère.

Le cabinet de Berlin les soutint publiquement; il exposa à la face de l'Europe, aux états assemblés la nouvelle politique de son roi, et dit ces propres paroles: « que le roi son maître appelait « la nation polonaise à la liberté, à l'indépen- « dance et à faire dans sa constitution des chan- « gemens qui lui rendissent son ancienne splen- « deur. » Il y ajouta la promesse solennelle de la part de la Prusse, d'accorder tous les secours nécessaires pour relever la Pologne. Après la lecture de cette note officielle, un sénateur, étonné d'un langage si contraire à la conduite passée du cabinet prussien, proposa, comme pour éprouver la bonne foi de cette puissance ennemie jusqu'alors de tout ordre et de toute force en Pologne, de porter l'armée de la république à cent mille hommes. La proposition fut adoptée avec enthousiasme. L'ambassadeur de Prusse supporta l'épreuve à merveille, sut montrer le même enthousiasme que la diète, et ne cessa d'encourager les Polonais à procéder hardiment sur ce chemin de délivrance, à s'occuper des armées, des impôts, des lois, et finit ainsi par détruire un reste de défiance qui existait dans le parti patrioti-

que, guidé plutôt par le sentiment que par la raison.

Frédéric-Guillaume, présenté par son ambassadeur sous les traits d'un ancien chevalier, incapable de violer la parole donnée à une brave et malheureuse nation, devint enfin le héros de ce parti.

Ce parti trompé, trahi, perdit la plus belle cause. Il ne trahit personne, ne trompa personne, et put au moins dire, comme François Ier : « Tout « est perdu, fors l'honneur. »

Le cabinet de Berlin voulut persuader à celui de Pétersbourg qu'il pourrait anéantir à volonté son influence en Pologne, y détruire sa garantie, son gouvernement, tout cet édifice diplomatique qu'il avait élevé à grand'peine et à force d'intrigues, depuis Pierre Ier et ses successeurs, et vraiment l'entreprise ne fut pas difficile. On soulève toujours une nation guerrière, indépendante depuis son origine, peu adonnée aux travaux, libre, passionnée, exaltée par des souvenirs glorieux contre le despotisme étranger; mais aurait-elle dû être tentée cette entreprise même par le despotisme avec un tel art et de tels artistes?

Frédéric II, après la guerre de sept ans, aurait pu s'occuper, en homme d'État, de la Pologne, et y trouver une base solide pour un système politique analogue aux circonstances de

son siècle. Il aurait assuré à l'extérieur sa monarchie, bien organisée à l'intérieur; il aurait arrêté surtout les funestes effets de la politique militaire sur le repos de l'Europe et sur la tranquillité intérieure des monarchies.

Frédéric II ne vit en Pologne que des provinces à prendre et à joindre à ses États. Il a fini par les prendre, sans se douter qu'il augmentait ainsi la cause de ces ouragans que l'horizon politique annonçait déjà, et qui détruisirent dans un instant des États, des monarchies, pour ne laisser exister que les peuples.

Frédéric-Guillaume se trouva au commencement de son règne dans la position la plus heureuse pour exécuter ce que Frédéric II n'avait pas pensé à faire. Les mêmes données qui auraient dû être saisies par le génie de son prédécesseur se présentèrent à sa raison pour rendre à l'Europe et à son pays le même service. Il ne connut pas la nature des événemens en France, en Amérique, en Hollande, en Pologne, se laissa diriger par la politique britannique, étroite, bercée par des intérêts et plus souvent par des préjugés de commerce, devint la proie des ministres aventuriers qui paraissaient en Europe dans la diplomatie, à la veille des révolutions, comme ces oiseaux de mauvais augure qui précèdent les tempêtes, et ne put pas apprécier la puissance de

l'opinion, qui étendait déjà presque partout son empire.

Frédéric-Guillaume ne vit aussi en Pologne que des villes, des ports, des localités à sa convenance, et fut amené pas à pas jusqu'à devenir l'instrument de cette opinion qui marche sans s'arrêter, par une impulsion naturelle toujours vers un but fixe, profitant des erreurs, des crimes, de la politique, et conservant ses forces une fois acquises.

Quelle expérience pour la raison politique depuis 1772 jusqu'au fameux traité de Bâle! Cette expérience fait voir ce que valaient cet art, ces artistes employés en Pologne pour tromper le parti patriotique et anéantir la nation.

CHAPITRE XX.

Les Polonais veulent abolir le gouvernement qui s'était formé sous l'influence russe. — Vains efforts du roi pour les y maintenir. — Suppression du conseil permanent. — Réflexions générales sur les malheurs de la Pologne et les causes qui les ont amenés. — Fin.

Le roi, le prince Primat, son frère et quelques hommes habitués aux agitations des assemblées publiques, conservaient encore leur influence dans la diète et défendaient encore les traités avec la Russie, sur lesquels reposait le gouvernement.

Stanislas-Auguste, initié plus qu'aucun autre membre des états dans les secrets de la politique, soutenait avec son éloquence ordinaire, que les mêmes avantages offerts par la Prusse pourraient être demandés, au moment actuel, à la Russie, et qu'une fois obtenus la nation trouverait plus de garanties dans la politique du cabinet de Pétersbourg que dans celle du cabinet de Berlin dont le changement de principes lui paraissait, à bon droit, suspect.

Si l'ambassadeur de Russie eût agi avec la même prudence, la même adresse, s'il eût conservé le calme et la dignité convenables, s'il se fût conduit avec moins de hauteur et plus de ménagement, on aurait pu former un parti modéré très fort, et parvenir enfin, sans éclat, sous le bouclier de la neutralité, à un résultat solide, durable, ou du moins à préserver la nation du coup mortel sous lequel elle a succombé.

Le gouvernement aurait pu être perfectionné. La même administration aurait servi à mettre sur pied le double, le triple de l'armée qu'elle avait su déjà organiser; le trésor, comme l'administration, aurait facilement augmenté ses moyens à proportion des nouveaux besoins.

Les jeunes gens à talens, élevés dans les nouveaux principes, et qui étaient très nombreux dans la diète, seraient parvenus naturellement à occuper les places du gouvernement, de l'administration, et à diminuer peu à peu l'influence des hommes ignorans, sans expérience, sans habitude du travail, dont l'esprit léger, la vanité, la paresse, les préjugés d'éducation, plus encore que les mauvaises intentions, n'ont cessé de contribuer au bouleversement de la Pologne.

Le cabinet de Pétersbourg sentit pourtant que la Pologne lui devenait plus que jamais nécessaire, qu'il lui importait plus que jamais d'y con-

server son influence. Il recommanda à ses partisans de ne pas abandonner le roi, de défendre le gouvernement, de marcher tous unis sous la direction de l'ambassadeur de Russie, pour conserver en sa faveur la majorité de la diète.

Mais le roi éprouva alors quel fonds peuvent faire les princes et les cabinets sur ces ambitieux qui, sans religion et sans patrie, sont toujours prêts pour satisfaire leur vanité et leur cupidité à vendre au plus offrant les autels et les lois de leurs pères; abandonnant un parti avec aussi peu de scrupule qu'ils l'ont embrassé, dès qu'un autre se présente offrant à leurs viles passions une plus abondante pâture.

Il vit que ceux qui écoutent la voix de la conscience et de l'honneur national ne perdent jamais, avec leurs dignités, leurs fortunes, toutes les espérances de pouvoir contribuer au bonheur de leur patrie.

Les partisans de la Russie se divisèrent. Les uns se rallièrent franchement au roi et au gouvernement, persuadés qu'avec ce gouvernement épuré, ils pourraient plus sûrement que les nouveaux partisans de la Prusse, profiter des événemens et améliorer le sort de la patrie. Les autres se joignirent à l'opposition pour l'aider à détruire le conseil permanent, et le département de la guerre, dans l'espérance de rétablir l'ancienne

autorité des ministres sur laquelle ils formaient les prétentions les plus absurdes.

Ils ne craignirent pas de braver l'ambassadeur parce qu'ils avaient à Pétersbourg un protecteur plus puissant dont ils s'étaient assurés, en lui persuadant que sous leur ministère absolu la couronne de Pologne, devenue vacante, deviendrait le prix de la faveur dont il les appuyait[72].

La diète, dominée déjà par les chefs que le cabinet de Berlin excitait toujours contre la Russie, en voyant des hommes puissans abandonner le roi, cessa tout ménagement pour la politique de Pétersbourg et manifesta l'intention de détruire le gouvernement.

L'ambassadeur de Russie déclara, que le premier changement dans les lois fondamentales de l'État serait regardé par sa cour comme une infraction aux traités, et reçut pour réponse, concertée d'avance avec la légation prussienne, que la nation polonaise voulait être libre, indépendante, changer sa constitution et ses lois comme elle le jugerait convenable à sa dignité et à ses intérêts. Le département de la guerre fut supprimé, et on institua la commission de la guerre.

La diète s'empara bientôt de toutes les branches du gouvernement, de l'administration, et les confia aux différens comités composés de ses

membres. Le roi ne nomma plus, de son propre mouvement, à aucune place ni civile ni militaire.

Jamais depuis on ne parvint en Pologne à reconstruire un gouvernement national, une administration coordonnée, et ce fut la cause principale de la ruine de toutes les héroïques entreprises des Polonais; c'est ce qui fait qu'ils n'ont pu résister à des intrigues, à des attaques combinées par des gouvernemens centralisés, pour repousser des invasions régulières. La Pologne gouvernée, administrée, serait toujours restée une nation invincible chez elle.

Tout ce qui est arrivé depuis, sa ruine totale dans la guerre, dans la politique de l'Europe, démontrent jusqu'a l'évidence qu'un bon système défensif, combiné sur les lieux, approprié au génie de chaque province, aurait pu la mettre à l'abri des coups mortels qui lui ont été portés en 1793.

Les Américains sans leur congrès, les Français sans leur comité de salut public, auraient péri comme les Polonais dans les convulsions révolutionnaires, accablés par les armées ennemies, et désunis par la politique étrangère.

Le mécanisme à peine ébauché du gouvernement, de l'administration une fois détruit, il ne resta pas en Pologne aucun atelier pour donner aux nouveaux arrivés à la tête des affaires une

idée des travaux de l'homme d'État. Dans les temps où l'on combattait avec des armées peu nombreuses et irrégulières, où les forces maritimes étaient composées de quelques vaisseaux, de quelques frégates, un ministre comme Sully, laborieux et intelligent, obtenait de grands résultats dans l'administration et dans les finances. Mais depuis que Colbert, guidé par des réflexions sur les développemens de l'industrie humaine, a su procurer à l'ambition de Louis XIV des ressources immenses, et donner à Louvois les fonds nécessaires pour former des armées sur une échelle proportionnée aux plans de son maître, depuis que Pitt, frappé plutôt qu'éclairé d'un rayon de la belle doctrine de Smith, est parvenu par la magie du crédit public à trouver sans effort des sommes à peine croyables pour soutenir son gouvernement dans de vastes entreprises et de grandes guerres, depuis que, pour résister comme pour attaquer, il faut organiser des forces énormes, l'administration de l'État et de ses finances forment des arts, des sciences qu'on doit apprendre par la théorie et la pratique. Si les gouvernemens en abusent, s'ils s'en servent pour établir le despotisme, pour couvrir des dépenses énormes en diminuant les capitaux, en tarissant les sources des richesses, ils se ruinent aussi bien par leur système d'administration des finances que par leur système po-

litique, mais les peuples héritent des méthodes et en profitent.

La diète, en abrogeant des lois, des ordonnances imposées par le cabinet de Pétersbourg, désorganisa le gouvernement; mais elle ne persécuta personne, n'attaqua pas les priviléges, respecta la liberté des opinions, des consciences, et fit voir à l'Europe que la nation Polonaise n'était pas animée de l'esprit de révolution, qu'elle voulait seulement secouer le joug de la politique étrangère, et rentrer dans l'exercice de ces droits incontestables et sacrés communs à toutes les nations civilisées et dont elle n'avait jamais abusé pendant les siècles de sa glorieuse existence.

Ceux qui ont représenté les Polonais de cette époque comme dangereux pour le système monarchique et pour la sûreté des gouvernemens existans, ne connaissaient ni leurs dispositions ni les travaux de leur diète; ou ils employaient à dessein la calomnie pour motiver, justifier d'avance tant de violence, tant d'actes arbitraires commis depuis.

Jamais peut-être un peuple dans de pareilles circonstances ne se montra plus digne de la vraie liberté, de l'indépendance nationale; mais jamais aussi un peuple ne prouva mieux combien est lente la marche de la raison politique des nations.

Les Polonais à la fin de deux siècles d'anar-

chie avaient vu dans la politique étrangère la cause principale de leurs désordres et de leurs calamités, et ils ne paraissaient pas savoir encore que cette politique, semblable au Protée de la fable, change de forme, de lieu, sans changer de passion ni de but; que sa plus grande force consiste dans ses instrumens, et que ses instrumens se trouvaient forgés au milieu d'eux.

Les Polonais se laissaient encore persuader que le cabinet de Berlin, soutenu par celui de Londres, ne devait pas avoir la même politique et le même but que le cabinet de Pétersbourg. Ils ignoraient entièrement le mécanisme secret de la politique étrangère et les penchans innés de leur aristocratie. Que pouvaient-ils faire sans tiers-état, sans peuple, pour ainsi dire, avec leurs nombreuses familles patriciennes, pour qui l'éducation étrangère, l'influence des moyens de fortune, les sources de la considération placées au dehors de la patrie devenaient autant de piéges inévitables? L'administration, les ressorts de la politique à peine connus, n'offraient pas encore une mesure nationale sûre pour apprécier sous leur véritable point de vue les circonstances et les hommes. Les travaux seuls apprennent à approfondir les vérités de toute espèce; les travaux seuls apprennent à les appliquer.

Nulle part les vérités ne prospèrent, et ne font

avancer la véritable civilisation que par les classes laborieuses.

D'un autre côté, les Polonais qui manifestaient un respect inviolable pour l'indépendance de tous les gouvernemens se montraient trop indulgens pour la conduite dissimulée, pour les avis perfides des cabinets. S'ils cherchaient à établir entre eux, entre tous les partis une union parfaite, pour arriver à ce but, ils laissaient à des hommes dénués des connaissances pratiques de l'administration et du gouvernement le soin exclusif d'organiser les forces de l'État, et à des hommes connus par leur perversité de cœur et d'esprit une part dans l'autorité publique.

Ainsi deux excellens principes de politique, le respect pour les puissances étrangères, l'union parmi les citoyens, mal appliqués, laissèrent vivre en Pologne les instrumens de la diplomatie étrangère.

Les chefs qui dominaient la diète, qui dirigeaient la nation, et les chefs du parti vaincu, restèrent toujours sous l'influence d'un mauvais génie. Si les premiers voulaient le bien, ils ne savaient ou ne pouvaient pas le faire; si les seconds voulaient le mal, ils trouvaient pour les appuyer les préjugés de l'aristocratie et les artifices de la politique. Heureusement que les Polonais, représentés par la diète, ne formaient plus

qu'une partie de la véritable nation; et la véritable nation, éclairée, fortifiée par les travaux en activité déjà dans toutes les classes de la population polonaise, était indestructible. Le génie du mal pouvait conduire les chefs de l'aristocratie jusqu'à la ruine totale de leur ancien état, infirme, caduc depuis son origine jusqu'à sa fin; il pouvait les rendre incapables d'en construire un nouveau; il pouvait même prolonger les guerres civiles, amener les guerres d'envahissement, et produire toutes ces catastrophes dont nous avons été les témoins; mais il ne pouvait pas anéantir la véritable nation polonaise. Les États sont frappés de mort par la folie et les passions des individus, mais les nations restent. Exposées aux rayons de la raison, elles reprennent leur vie avec leur gouvernement, et continuent à obéir aux décrets éternels du génie bienfaisant qui règne aussi sur la nature sociale.

En Pologne comme ailleurs, les nobles défendant les intérêts de la nation contre leurs propres préjugés, luttant dans les rangs des simples citoyens contre leurs parens, leurs amis d'enfance, leurs compagnons de fortune politique, firent de belles actions; mais ces combats contre nature ne font que faciliter la ruine de l'ancien édifice, sans en reconstruire un nouveau; et ce qui est bizarre mais réel, c'est que l'aristocratie, en se

suicidant, en crée souvent une nouvelle qui a ses vices sans ses vertus. L'aristocratie légale est la seule capable d'avoir une patrie, de la servir, la seule dont les talens, les vertus, le caractère formé par l'éducation et les lois du pays commandent constamment le respect, et dont les travaux agrandissent toujours la richesse, la gloire, la raison de la nation. Elle a la conscience politique que son orgueil même est national : elle peut faire des sacrifices, mais elle ne trahit jamais son ordre, sa caste; car ce serait un attentat contre sa propre vie politique liée à celle de l'État et au bonheur de la patrie.

Les Ignace Potocki, les Stanislas Malachowski, comme les La Rochefoucauld, les Clermont-Tonnerre, respectables par la pureté de leurs intentions, seront respectés par la postérité, mais n'affaibliront point ces observations importantes que l'histoire de l'agonie de l'antique Rome et celle de la naissance des cantons de la Suisse, des provinces de la Hollande, des États de l'Amérique paraissent également confirmer.

La ruine de l'aristocratie devança la destruction de la république des Romains. L'aristocratie légale, naturelle, fut terrible à la tyrannie chez les Suisses, les Hollandais et les Américains.

Et n'eut-elle pas de beaux momens au milieu des anciens Polonais?

C'est une plante qui vient naturellement, prospère, produit des fruits salutaires sur le terrain des nations, des peuples ; sur tout autre elle dessèche, pourrit, ou produit du poison.

Si la diète de 1788 eût été dirigée dans toutes ses opérations par l'aristocratie nationale qui représente naturellement la vertu civique, la raison, la fortune, le caractère de la nation, elle aurait probablement évité les piéges, déjoué l'intrigue, centralisé le gouvernement, trouvé dans l'État tous les moyens nécessaires pour le soutenir et le défendre.

On se le persuade quand on examine sans partialité les beaux travaux de cette assemblée à jamais célèbre, sur les pouvoirs constitutifs de l'état, sur la liberté civile et politique des classes productives de la nation, sur la justice, l'éducation, l'industrie, sur les lois municipales, qui ont été comme elles devaient l'être protectrices du peuple israélite, comme de tous les étrangers de quelque confession, de quelque profession qu'ils soient, s'ils travaillent, s'ils exercent leurs talens, emploient leurs capitaux et augmentent ainsi la richesse de leur pays adoptif.

On se le persuade, quand on étudie les hommes distingués qui parurent dans l'enceinte ou au dehors de cette assemblée pendant le temps de son existence. Combien de jeunes gens qui donnèrent les plus grandes espérances?

Weyssenhoff, à peine sorti de l'université, étonna la diète de Pologne plus encore que Barnave n'étonna l'assemblée constituante de France par sa dialectique, sa promptitude à saisir l'état de la question et les points principaux de la discussion. Ses discours improvisés brillaient par ces éminentes qualités. Il persuadait souvent en montrant seulement avec sa modestie et sa franchise comment il était parvenu à se persuader lui-même. Né en Angleterre, il eût été long-temps à côté de Fox, de Pitt; en Pologne, l'infortuné ne survécut que peu d'instans à l'anéantissement de cette constitution du 3 mai 1791, à laquelle il avait tant travaillé. Mais tu vivras toujours cher à tes amis, Weyssenhoff, et dans les souvenirs de ta patrie tu partageras toujours avec Joseph Sulkowski les regrets de tous les Polonais dignes encore de porter ce nom.

Combien de citoyens d'un âge mûr, qui sans jamais avoir quitté leurs foyers, sans avoir jamais voyagé, surent cependant indiquer avec force et éloquence tout ce qu'il aurait fallu faire pour sauver la patrie! Piekicinski n'eût-il prononcé que le discours sur les causes de la décadence funeste et des abus monstrueux de l'aristocratie polonaise, ce seul discours aurait donné une grande idée de sa raison, de ce talent rare de

dire ce que tout le monde paraît savoir d'une manière propre à frapper tous les esprits.

Tous les hommes remarquables parmi la noblesse appartenaient aux familles où l'on connaissait la politique étrangère, non par des bienfaits particuliers, mais par des malheurs publics, et où l'on préférait l'estime de ses concitoyens aux titres, aux fortunes de cette aristocratie distinguée depuis le premier Saxon, non par la gloire militaire, les vertus civiques, les talens employés au service de l'État, mais par ces honneurs, ces dignités, ces biens même que la puissance étrangère qui détruisait l'ordre et le gouvernement distribuait parmi ses ouvriers d'anarchie.

D'autres hommes remarquables sortaient des villes, des campagnes, que la noblesse presque entière, éclairée par tant de calamités, traitait de plus en plus avec une justice, une générosité sans exemple dans l'histoire de l'aristocratie.

Jean Dekert, bourgeois de Varsovie, connu déjà par le projet sur les manufactures, sur l'industrie polonaise, et surtout par une excellente organisation de la régie du tabac, montra dans ce temps l'esprit du législateur uni à la fermeté de l'homme d'État.

En Hollande il aurait pu remplacer le fameux pensionnaire Jean de Witt; en Pologne il fut

utile à son pays en dirigeant le patriotisme sincère du maréchal de la diète, Stanislas Malachowski, en éclairant, en communiquant ses idées à des nonces qui savaient juger le vrai mérite, et en fournissant des matériaux à l'abbé Kollontay, avide de profiter des lumières des autres, pour mieux plaider la cause des villes, des campagnes, ce qui devait le conduire au ministère, à la dignité de vice-chancelier de la couronne par la protection des nobles, qui après avoir accordé au peuple ses justes droits, demandèrent encore une récompense éclatante pour son tribun.

La Pologne, à cette fameuse époque, ne manqua pas d'hommes; mais ces hommes, capables de travailler à la formation d'une nouvelle nation composée de la noblesse, du peuple des villes et du peuple des campagnes, capables de créer pour cette nouvelle nation un gouvernement, une administration adaptés à sa situation et à la politique de l'Europe, ne se trouvèrent pas à portée de développer à temps leurs talens, de gagner le moment opportun, de saisir la confiance, et d'occuper les postes dont l'aristocratie intruse, quoique faible, savait toujours si bien défendre les avenues.

Ce que valent les circonstances pour les hommes, l'étude des hommes célèbres chez les

anciens comme chez les modernes nous l'apprend suffisamment.

Les Polonais ne furent pas en révolution en Pologne, le tiers-état ne se montra pas armé pour réclamer ses droits. La noblesse, aussi sage que brave, ne désira que l'ordre et qu'un gouvernement fort pour le garantir.

Toutes les classes laborieuses d'où sortent les richesses et les vrais talens ne se sentirent animés que par le sentiment de la reconnaissance. Non, la Pologne n'était pas en révolution ; et c'est cependant comme révolutionnaire qu'elle a reçu son arrêt de mort.

FIN.

NOTES.

PREMIÈRE PARTIE.

(1) Les rois polonais se divisent en trois séries : les Piasts, les Jagellons, et les rois de différentes maisons. Les Piasts régnèrent de 892 jusqu'en 1386, année dans laquelle Hedwige, fille de Louis, roi de Hongrie, épousa Wladislas Jagellon, grand duc de Lithuanie. C'est de cette époque que date la réunion de la Lithuanie à la couronne. Après la mort de Sigismond-Auguste, le dernier Jagellon, Henri de Valois commença en 1574 la série des rois étrangers de différentes maisons, qui se termina à Stanislas Poniatowski. On appelle Piasts, dans cette dernière série, les rois nés polonais : ainsi Sobieski, Stanislas Leszczynski étaient des Piasts.

(2) Voyez la note précédente.

(3) Nous empruntons au savant Lelewel le tableau suivant des mutations du territoire polonais pendant les dix siècles écoulés de l'ancienne Pologne. Ce tableau a déjà été publié tel que nous le donnons ici dans le *Tableau de la Pologne ancienne et moderne*, par Malte-Brun, dont M. Léo-

nard Chodzko a donné une édition nouvelle en 1830, ou dont, pour mieux parler, il a fait un ouvrage nouveau.

1° *La Pologne conquérante.* — *De* 860 *à* 1139 (280 *ans*).

An 700. Krakus en Chrobatie et à Krakovie. — Wisimir en Poméranie.

860. Ziémowit occupe le trône des Popiels. — Ses conquêtes et celles de ses successeurs de la Mazovie et des Lenczyçaniens.

965. Le baptême de Miéczyslas; ses conquêtes au-delà de l'Oder.

999. Conquête de la Silésie et de Breslau, de la Chrobatie et de Krakovie; de la Moravie et de la Poméranie.

1002. Conquête de la Bohême et sa perte en 1004. — Guerre avec les Allemands.

1007. Conquête de la Luzace.

1012. Celle de Lubusz.

1018. Le 30 janvier, traité de paix de Budyszyn avec l'Empire, à l'avantage de la Pologne. — Guerre avec les Russiens. Le 1er août, Boleslas-le-Grand entre victorieux à Kiow, leur capitale.

1024. Couronnement de Boleslas-le-Grand.

1034-1935. La Pologne perd la Moravie, la Chrobatie trans-karpathienne, la Poméranie, la Russie et la Silésie.

1336. Massas détache la Mazovie jusqu'à l'année 1041.

1042. La Silésie reconquise.

1054. Les États russiens tombent en partage.

1070-1077. Boleslas-le-Hardi fait la conquête de cette même Russie. — Expéditions de la Hongrie.

1081. Perte de la Russie. — Affluence des Juifs.

1109. Défaite des Allemands près de Hundsfeld (Psié-

polé), près de Breslau, sous le commandement de l'empereur Henri V.

1110. Traité de Bamberg, offert par le vainqueur, en vertu duquel Henri V se désiste de toutes ses prétentions sur la Pologne.

1119. La Poméranie subjuguée.

1121. Conquête des Lutics ou des Wilks (Wilcy).

1124. La Poméranie devient chrétienne.

1139. La Pologne est partagée en duchés.

2° *La Pologne en partage*. — *De* 1139 *à* 1333. (200 *ans*).

An 1139. Le nombre des palatins augmente.

1157. Traité de paix de Krisgowe, humiliant pour la Pologne, mais qui n'a point été exécuté.

1161. Expédition malheureuse contre les Prussiens.

1170. Le christianisme en Livonie.

1173. Formation du duché de Poméranie sur l'Oder.

1180. Synode de Lenczyça. — Etablissement du sénat polonais.

1207. La ville de Dantzig et la Poméranie sont envahies par les Danois.—Les Prussiens ravagent la Mazovie.

1219-1225. Swientopelk chasse les Danois.

1225-1228. Introduction des chevaliers teutoniques en Mazovie, par le duc Conrad.

1227. Congrès de Gonzawa (palatinat de Kalisz). — Leszek et le duc de Breslau Henri. — Guerre de la tutelle; le staroste Swientopelk s'arroge le titre de duc de Poméranie.

1240. Invasion des Mogols.

1245. La Russie-Rouge fait la conquête de Lublin.

1246. Couronnement de Daniel, unique roi catholique de la Russie-Rouge (depuis Gallicie).

1252. Couronnement de Mindowe (Mendog), unique roi catholique de la Lithuanie, par une bulle du pape Innocent IV, en 1251. — Dotations d'après les lois allemandes.

1260. Nouvelle invasion des Mogols.

1264. Les Iadzwingues ou Padloquiens défaits complètement.

1266. La Russie-Rouge battue à Piéta.

1270-1290. La Pologne fait de grandes pertes par les gages qu'elle donne, et par l'envahissement par les Allemands de la Luzace, de Lubustz, de Crossen et de la marche de Brandebourg.

1282. Invasion des Lithuaniens dans le palatinat de Lublin. — Leszek-le-Noir les repousse.

1289. Des troubles éclatent.

1295-1296. Nouvelle réunion de la Poméranie et de Dantzig, de la Pologne, de Krakovie, de Sandomierz, de Siéradz, de Lenczyça et de Brzesc-Kuïawski.

1298. Une partie de la Poméranie est perdue de nouveau.

1300. Wladislas-Lokiétek au jubilé à Rome. — Venceslas, roi de Bohême, se couronne en Pologne.

1302. Lublin est reconquis.

1303. La terre de Michalow cédée aux chevaliers de la Prusse.

1309. Perte de la Poméranie et de Dantzig. — Troubles à Posen.

1311. Troubles à Krakovie.

1319. 20 janvier, couronnement de Wladislas-Lokiétek à Krakovie.

1323. La terre de Dobrzyn revient à la Pologne.

1325. Alliance de Wladislas-Lokiétek avec Gedymin, grand-duc de Lithuanie.

1327. Les duchés de Silésie cessent de faire partie de la Pologne.

1331. 14 juin, Diète de Chenciny: c'est la première réunion convoquée par Lokiétek où l'on s'occupe des intérêts du pays. — 27 septembre, bataille de Plowce contre les chevaliers de la Prusse.

1332. La Kuïavie et la terre de Dobrzyn, conquis par les chevaliers teutoniques.

3° *La Pologne florissante.* — *De* 1333 *à* 1587. (250 *ans.*)

1335. 22 novembre, Congrès de Wyszogrod, entre Kasimir-le-Grand et les rois de Hongrie et de Bohême.

1335-1339. Désistement de la possession de la Silésie.

1339. 8 mai, Kasimir désigne le roi Louis de Hongrie à Krakovie pour son successeur.

1343. 8 juillet, Traité de paix de Kalisz, et recouvrement de la Kuïavie et de la terre de Dobrzyn.

1345-1346. Traité de paix avec le roi Jean de Bohême; Wschowa (Fraustadt) revient à la Pologne, et Swidnica (Schweidnitz) s'endétache.

1347. 8 mars, Diète de Wisliça et promulgation de nouvelles lois pour la Pologne.

1349. Guerre avec Olgierd, grand-duc de Lithuanie.

1355. Congrès de Bude en Hongrie. — Dantzig reconnue ville anséatique.

1363. Les Tatars de Pérékop se soumettent à la Lithuanie.

1365. Réunion à la Pologne de Inowroclaw, Bydgoszcz (Bromberg) et Gniewkow.

1366. Traité de paix avec Olgierd, grand-duc de Lithuanie.

1368-1370-1373. Expéditions d'Olgierd à Moskou.

1370. Krakovie est reconnue ville anséatique.

1386. Wladislas Jagellon, grand-duc de Lithuanie, élu roi de Pologne. — Première union des deux nations.

1387. Le christianisme en Lithuanie. — Etablissement des colonies tatares dans cette province.

1396. La Moldavie vassale de la Pologne.

1398. Bataille de Worskla entre les Lithuaniens et les Tatars.

1410. Victoire remportée par Wladislas Jagellon sur les chevaliers teutoniques, près de Grunevald et Tanneberg dans la Prusse ducale.

1412. Acquisition de la Starostie de Spiz (Zips), située dans les Karpates.

1413. 2 octobre, Diète de Horodlo où de nouveaux priviléges sont accordés à la Lithuanie.

1417. Le christianisme en Samogitie.

1429. Congrès de Luck (Lucéorie) entre l'empereur Sigismond et les ducs de Lithuanie.

1443. Le duché de Sévérie uni à la Pologne par achat.

1447. Kasimir règne en Pologne et en Lithuanie. — Les Lithuaniens s'emparent de Brzesc, nommé depuis Brzesc-Litewski.

1452. La Lithuanie s'empare de Luck et de Wlodzimierz en Wolhynie.

1453. Le duché d'Oswiécim acquis par la Pologne.

1454. La Prusse s'unit et se soumet à la Pologne. — Guerre avec les chevaliers teutoniques.

1457. La Lithuanie s'empare de Braçlaw en Podolie.

1460. La Lithuanie perd Pskow ou Pleskow.

1462. Les Palatinats de Rawa et de Belz reviennent à la Pologne.

1466. 19 octobre, Traité de paix de Thorn, ratifiant la soumission de la Prusse.

1468. Diète de Nowy-Korczyn. — Chambre des nonces ou députés.

1479. La Lithuanie perd Novogorod-la-Grande.

1484. Perte de Kiliia et de Biélogrod.

1490. La Lithuanie perd la Sévérie au-delà du Dniéper.

1494. La Lithuanie perd Bransk et Starodub.

1494-1513. Le duché de Zator est acquis à la Pologne.

1495. La ville de Plock retourne à la Pologne.

1496. 29 mai, Diète de Piotrkrow (Petrikau). — Prépondérance de la noblesse.

1506. Règne de Sigismond Ier.

1514. 10 juillet, Perte de Smolensk. — 8 septembre, Victoire d'Orsza, remportée sur les Moskovites.

1525. Congrès de Vienne entre l'empereur Maximilien, Sigismond, roi de Pologne, et les rois de Bohême et de Hongrie.

1526. Union de la Mazovie avec la Pologne.

1533. Traité de paix avec la Turquie.

1534. Traité de paix avec la Moskovie.

1560. Chambre des nonces (députés) en Lithuanie, et jugement territorial.

1561. Arrangement pour la Kourlande et la Livonie. — Guerre avec les Moskovites.

1569. 1er juillet-11 septembre, Réunion définitive de la Lithuanie à Lublin. — La Podlaquie, la Wolhynie, la Podolie et l'Ukraine font partie de la province dite la *Petite Pologne*.

1570. Synode de Sandomir; les ariens ou sociniens.

1578. Les jésuites introduits en Pologne par le cardinal Hosius.

1582. 15 janvier, Traité de paix à Zapole et Khivérova. — Gorka. — Conquête de la Livonie et de Polock.

1585. Nouveaux troubles en Livonie et à Riga.

4° *La Pologne en décadence. — De* 1585 *à* 1795. (218 ans.)

1588. 25 janvier, Victoire près de Byczyna (Bitschen en Silésie), où Zamoyski fait prisonnier l'archiduc Maximilien.

1595. Nouvelle confirmation de l'union des nations polonaise et lithuanienne à Brzesc-Litewski.

1595-1600. Expédition en Moldavie.

1600. Guerre de la Livonie.

1605. 27 septembre, Victoire de Kirchholm. — Le faux tzar Demetrius à Moscou. — Marie Mniszech, sa femme.

1609. Guerre avec Moskou.

1610. Victoire de Kluzyn. — Le 27 août, Wladislas, fils du roi Sigismond III, proclamé tzar de Moskovie.

1611. Smolensk est reconquis sur les Moskovites.

1612-1616. Nouvelles expéditions en Moldavie.

1620. Depuis le 17 septembre jusqu'au 7 octobre, combats près de Céçora. — Mort du célèbre Zolkiewski. — Guerre avec la Suède.

1621. Riga est perdue pour la Pologne. — La même année, la Moldavie et la Valachie cessent de relever de la république.

1633-1634. Nouvelles victoires près de Smolensk sur les Moskovites. — Le 15 juin, traité de paix signé à Wiazma.

1638. Les Kosaks sont abaissés.

1642. Introduction de la congrégation des Piaristes.

1648. Guerre avec les Kosaks.

1652. *Liberum veto.* Son application pour la première fois.

1654. Nouvelle guerre avec Moskou. — Le 29 septembre Smolensk est perdu.

1655. Guerre avec la Suède.

1656. Guerre avec l'électeur de Brandebourg.

1657. Guerre avec le palatin de Transylvanie.

1657. 19 septembre, Traité de paix à Welau. — Souveraineté de la Prusse ducale reconnue.

1658. 16 septembre, Traité de Hadziacz.

1660. 3 mai, Traité de paix d'Oliwa. — Le roi Jean-Kasimir renonce à ses prétentions sur la Suède. — Perte de la Livonie, sauf un petit palatinat du même nom. — Étienne Czarniecki, célèbre général.

1667. 30 janvier, Traité d'Andruszow pour treize ans. — La Sévérie, la Czerniéchovie, l'Ukraine transboritane et la ville de Kiiow sont cédées aux Moskovites. — Ces derniers rendent en retour Polock, Witebsk et la Livonie polonaise.

1672. Guerre avec les Turks. — Perte de Kamiéniec. — 18 octobre, Paix de Buczacz.

1674. Nouvelle guerre avec les Turks. — Jean Sobieski.

1676. 17 octobre, Traité de paix de Zurawno; la plus grande partie de l'Ukraine rentre à la Pologne.

1683. 12 septembre, Délivrance de Vienne par le roi Sobieski. — Ingratitude de l'Autriche.

1686. 6 mai, Traité de paix conclu avec les Moskovites contre la volonté nationale, par Grzymultowski, Marcien Oginski, Alex. Potocki, etc., par lequel Sobieski

cède à perpétuité Smolensk, Czerniéchow, Kiiow et Sévérie.

1699. 26 janvier, Traité de paix de Karlowitz par lequel les Turks rendent Kamiéniec et tout ce qu'ils avaient envahi en Podolie et en Ukraine.

1701. Guerre de Suède.

1718. Commencement de l'influence russe.

1738-1763. Passage continuel des troupes étrangères.

1764. Avènement de Stanislas-Auguste Poniatowski au trône de Pologne.

1768. Confédération de Bar pour secouer l'influence étrangère.

1772. Premier partage. — Une partie de la Russie-Blanche, la Russie-Rouge, la Prusse polonaise, etc. sont envahies et perdues.

1773. Diète de Poninski.

1773. Commission d'éducation nationale établie par la république de Pologne, après la suppression des jésuites.

1778-1780. Projets de lois d'André Zamoyski.

1785. Mouvement général pour la régénération de la république.

1788-1792. Diète constituante.

1791. 3 mai, constitution de Pologne.

1792. 14 mai, complot de Targowiça. — Guerre avec les Moskovites.

1793. Second partage de la Pologne par les cabinets de Pétersbourg et de Berlin.

1794. 24 mars, Guerre de l'indépendance nationale.— Le généralissime Kosciuzko fait prisonnier le 10 octobre, à Maciéïowicé.

1795. Troisième partage et anéantissement de la république de Pologne.

(4) Il y avait deux espèces de lois en Pologne. Les unes étaient observées dans la plus grande partie des villes; elles composaient le droit allemand, connu sous le nom de droit de Magdebourg. La législation nationale qui régissait le reste de la Pologne consistait en un code de Kasimir-le-Grand pour la Pologne proprement dite, y compris la Gallicie, la Wolhynie, la Podolie et l'Ukraine; en un statut de Sigismond Ier pour la Lithuanie et la Livonie; et enfin de divers autres statuts locaux pour les autres provinces. La première législation était une législation de privilége; la seconde, la législation commune.

Au temps de Boleslas, la Pologne avait des institutions nationales; mais vers le milieu du douzième siècle les petits princes qui gouvernaient la Pologne, alors partagée entre les enfans de Boleslas III, et particulièrement les ducs de Silésie, de la grande Pologne et de la Poméranie, donnèrent aux émigrés allemands non-seulement des terres, mais en même temps le droit d'être régis par leurs propres lois. Au treizième siècle, l'émigration allemande fut si considérable que plusieurs villages et presque toutes les villes, Krakovie même, se trouvèrent soumis à la législation allemande.

Malgré les invasions des Tatars en Pologne et malgré les guerres civiles qui ont contribué à la diminution de la population nationale des villes polonaises, l'industrie et la prospérité se propageaient par l'affluence des colons allemands, et une main invisible effaçait à chaque fois les traces des dévastations.

La législation allemande n'était alors qu'orale, et ne pouvait être bien connue des Polonais. Aussi les colons allemands obtinrent-ils des princes polonais de ne reconnaître pour juges définitifs dans les débats civils que la cour

de Hall et celle de Magdebourg; il en est résulté que les arrêts de ces cours étrangères avaient pleine force en Pologne.

Le treizième siècle fut pour la Pologne soumise au despotisme, ce que le dix-huitième siècle fut pour la Pologne libre : un temps d'anarchie. Ce furent Wladislas Lokiétek et son fils Kasimir-le-Grand qui rétablirent l'ordre et ressuscitèrent l'antique liberté slavonne qui s'éteignait alors à jamais en Russie et parmi les Slaves occidentaux.

Kasimir-le-Grand fit pour la Pologne deux receuils différens de lois : l'un qui porte son nom et qui renferme les anciens usages nationaux corrigés et augmentés par ce prince; l'autre qui contient les usages allemands. Le premier de ces codes fut pour presque toute la Pologne; le second pour les villes les plus considérables. Kasimir institua de plus trois cours d'appel, pour les causes jugées d'après le droit de Magdebourg : la première se tint à Krakovie pour la petite Pologne; la seconde à Petrikau pour la grande Pologne; et la troisième à Léopol pour les Russiens (c'est-à-dire pour les provinces de Gallicie, de Wolhynie, de Podolie et de l'Ukraine). Le dernier recours en matière judiciaire appartenait au roi : ainsi fut aboli le monstrueux abus des appels en des cours étrangères.

Cet état de choses dura en Pologne jusqu'à la diète constituante de 1788, ou plutôt jusqu'à la publication de la loi du 18 avril 1791 et de la constitution du 3 mai de la même année. Ces institutions nouvelles renversèrent la bannière qui séparait la bourgeoisie de la noblesse, et abolirent tout privilége.

(5) Kasimir-le-Grand, fils de Wladislas-le-Bref, fut pro-

clamé roi de Pologne en 1333, après la mort de son père. Il trouva le royaume de Pologne morcelé par l'ambition des princes voisins, et livré à l'anarchie à l'intérieur. Jean, roi de Bohême, portait le titre de roi de Pologne, et avait pour tributaires les ducs de Silésie. Les chevaliers teutoniques se refusaient à reconnaître la suprématie de Kasimir, prétendaient ne relever que de l'empereur d'Allemagne, et agrandissaient continuellement leur territoire, soit par force, soit par ruse. Les ducs de Mazovie étaient ligués avec eux, et Wenceslas, duc de Ploçk, était devenu tributaire de la Bohême. A l'intérieur, peu de villes, des finances dilapidées, une justice corrompue, la tyrannie insupportable des grands, des invasions lithuaniennes et tatares qui se succédaient continuellement: tel était l'état de la Pologne quand Kasimir prit la couronne.

Kasimir comprit d'abord qu'il lui fallait à tout prix la paix extérieure. Un traité fut conclu avec les chevaliers teutoniques par la médiation des rois de Hongrie et de Bohême; et Kasimir parvint, à l'aide d'une grande sévérité, à extirper du royaume les désordres et les brigandages. Il s'occupa ensuite de protéger contre les vexations et la cupidité des seigneurs la seule classe industrieuse de la nation, *les Juifs*, qui trouvèrent protection dans ses lois.

Deux traités successifs furent nécessaires pour terminer définitivement les différens qui s'étaient élevés entre la Pologne et les chevaliers teutoniques. La dernière paix, peu avantageuse à la Pologne, fut conclue par l'entremise du pape.

Kasimir, voyant l'impossibilité de retenir la Silésie sous sa suzeraineté, la céda au roi Jean de Bohême, qui

de son côté renonça aux droits qu'il prétendait avoir sur le trône de Pologne.

Kasimir, n'ayant point d'enfant mâle, s'occupa de sa succession. Il fit élire pour son successeur Louis de Hongrie, dans une assemblée tenue à Krakovie, qui imposa à ce prince des conditions qui sont l'origine des *Pacta conventa*, ainsi qu'on peut le voir à la note (8), relative aux *Pacta conventa*.

Kasimir, qui se trouvait à la tête d'une nation guerrière et conquérante, comprit bien qu'il fallait faire quelque chose pour sa gloire, et occuper des esprits turbulens. Il fit la conquête de la Russie-Rouge, et accorda à la ville de Léopol le droit de Magdebourg, en y conservant le rit russien.

Cependant cette conquête fut quelque temps mal assurée. Les Russes, inquiets pour leur croyance, appelèrent les Tatars à leur secours. Kasimir leur livra une sanglante bataille près de Lublin, et remporta sur eux une victoire qui sauva la Pologne d'une invasion terrible; il fut alors le Charles-Martel de la Léchie.

Les traités que Kasimir faisait avec Jean de Bohême étaient rompus aussitôt que conclus. La lutte entre ce prince, le plus turbulent de son temps, et Kasimir, ne se termina que par la mort de Jean, qui, bien qu'aveugle, fut conduit par son humeur chevaleresque à la fameuse bataille de Créci où il périt.

Kasimir réunit à la couronne le duché de Mazovie, et ayant ainsi fixé le territoire de la Pologne, il s'occupa de lui donner des lois. A cet effet, il assembla à Wisliça un conseil général composé d'évêques, de palatins, de castellans et d'autres magistrats. Ces lois semblent maintenant très grossières : la vie des hommes y était tarifée

comme dans tous les codes barbares; mais elles amélioraient véritablement le sort des serfs, et elles avaient le grand avantage de ne plus livrer la vie et les biens des hommes à l'arbitraire des juges. Ce code est en outre, par l'élégance de son style, un des monumens de la littérature latine de la Pologne. Kasimir, tout en conservant le droit de Magdebourg, établit une juridiction allemande à Krakovie, pour éviter le recours aux tribunaux étrangers.

On fait remonter à Kasimir l'origine des diètes régulières. Kasimir reconnut à la nation, 1° le droit de statuer sur les cessions de territoires, en faisant autoriser ces cessions par la signature des ordres de l'État; 2° le pouvoir législatif, en rédigeant le code des lois de concert avec les grands États; 3° le droit de fixer l'impôt. Il donna aussi, comme on l'a vu, aux États le droit d'élire le successeur du roi.

Kasimir, que la reconnaissance des peuples a surnommé le Grand, a fondé une université à Krakovie, et a peuplé la Pologne de villes. Cependant ce prince n'était pas exempt de faiblesses. Son amour désordonné pour les femmes l'entraîna dans bien des fautes, et lui fit même commettre des crimes. Il fit jeter dans la Vistule un prêtre qui le réprimandait de ses mauvaises mœurs. Kasimir mourut d'une chute de cheval.

(6) Après la mort de Kasimir-le-Grand, plusieurs candidats au trône se présentèrent, quoique la couronne eût été assurée à Louis, roi de Hongrie, du vivant de Kasimir son oncle. Cependant le parti de Louis prévalut, et il fut couronné en 1370.

Les premières actions de Louis sur le trône firent voir

à la Pologne que ce monarque, occupé seulement de régner avec gloire sur les Hongrois, la traiterait plutôt en vassale qu'en sujette. Louis commença par distribuer des domaines à des étrangers, et par donner à titre de fiefs à différens princes des portions de territoire du royaume. Il avait si peu d'affection pour la Pologne, qu'il ne la visita que rarement. Louis en donna le gouvernement à sa mère Élisabeth; cette princesse devint insupportable à la nation, et Louis la remplaça par Wladislas, duc d'Opol. Mais bientôt les grands regrettèrent une régente qui gaspillait les domaines de l'État, et elle fut remise au pouvoir.

Cependant Louis voulut assurer la couronne de Pologne à l'une de ses filles, qui en étaient exclues par le pacte qui l'avait appelé au trône. Ce fut alors que commencèrent ces concessions réciproques entre la royauté et la noblesse, qui remplirent presque tout le règne de Louis de Hongrie. La loi salique fut abolie; Catherine fut désignée pour succéder à son père en Pologne; mais on supprima les charges qui pesaient sur la noblesse. Catherine étant morte, Louis fut obligé d'employer la force et la ruse pour obtenir que sa fille Marie fût élue à la place de sa sœur. Mais il fallut qu'il se déterminât enfin à céder à la noblesse qui, à cette occasion, se soulagea de nouveau du poids des charges publiques. On imposa aussi au roi l'obligation de ne pas confier des domaines, soit héréditairement, soit à des étrangers.

Cependant Élisabeth continuait une administration fatale à la Pologne, qui n'était ni tranquille au dedans ni respectée au dehors. Les choses n'allèrent pas mieux quand Élisabeth fut morte. Louis nomma une espèce de régence, composée de l'évêque et du castellan de Krakovie

et du palatin de Kalisz. Ce fut véritablement l'évêque de Krakovie qui gouverna, et avec un arbitraire révoltant.

Cependant Louis de Hongrie profita de l'état de faiblesse où il avait plongé la Pologne pour en détacher la Russie-Rouge et la réunir à la Hongrie.

Louis mourut en 1382, après avoir régné quarante ans en Hongrie et douze ans en Pologne. Il a été considéré comme un grand roi en Hongrie et comme un mauvais roi en Pologne : c'est qu'il était Hongrois, et qu'il n'a pas sympathisé avec le peuple qu'il était appelé à gouverner.

(7) Quand Sigismond-Auguste succéda à son père Sigismond-le-Vieux, il n'avait que dix-sept ans. Comme jusqu'alors il avait mené une vie efféminée, et qu'on le croyait très occupé de ses plaisirs, sa mère la reine Bone et les grands espérèrent le gouverner facilement. Mais ce jeune prince déploya sur-le-champ beaucoup d'habileté et de fermeté de caractère. Il cacha d'abord la mort du roi; il fit entrer au château sa femme Barbe, qu'il avait épousée sans le consentement de son père; puis se rendit à Krakovie. A la diète de Petrikau, la reine Bone, le sénat et les nonces se prononcèrent contre le mariage du roi, et voulurent obtenir de lui le divorce. Le roi resta inébranlable, et eut l'art de s'attacher les nonces en proposant qu'on ne pût remplir deux charges à la fois. Les murmures contre la reine Barbe cessèrent; mais elle mourut bientôt après, non sans qu'on soupçonnât un empoisonnement.

C'est au comencement du règne de Sigismond-Auguste que la réforme de l'Église chercha à s'introduire en Pologne, et l'on ne peut trop louer le caractère polonais de ce que les dissensions religieuses n'ont pas fait verser en

Pologne des torrens de sang, comme dans les autres États de l'Europe.

Jusqu'en 1552, la haute noblesse seule, qui voyageait à l'étranger, en rapportait les doctrines de la réforme. Mais à cette époque une querelle qui s'éleva à Krakovie entre des serviteurs de l'Église et les étudians firent quitter la ville à ces derniers, qui se répandirent en Prusse, en Bohême, en Allemagne. Ils revinrent imbus des principes du protestantisme, qui se répandirent rapidement dans les deux Prusses et Dantzig. Le roi ne s'opposa que faiblement à cette importation de doctrines anti-catholiques. On put le soupçonner lui-même de ne pas être éloigné de les embrasser; car il entretenait un commerce de lettres avec Calvin, et il permettait à Luther d'imprimer sous ses auspices sa traduction de la Bible. Le pape envoya en Pologne un légat pour raffermir la foi chancelante du monarque.

La reine Bone voulut quitter la Pologne; elle se voyait avec désespoir sans influence, et elle emporta avec elle de grands trésors. Arrivée dans le royaume de Naples, elle prêta 430,000 ducats à Philippe II, roi d'Espagne. Bientôt après elle mourut par le poison que lui donna un de ses amans. Sigismond réclama la somme due par l'Espagne; la Pologne n'a pas encore recouvré cette dette, connue sous le nom de *sommes napolitaines*.

En 1555, les réformés tinrent leur premier synode à Kozmin. Ils faisaient tant de progrès, qu'à une diète les nonces demandèrent que la messe fût dite en langue polonaise, que le célibat des prêtres fût aboli, et qu'on n'envoyât plus les annates à Rome. A la diète de Varsovie, le roi, par l'organe du grand-chancelier, proclama la liberté de conscience.

Pendant que le royaume était travaillé par les discordes religieuses, la guerre éclata entre la Pologne et la Livonie. Les chevaliers du Glaive, qui étaient les maîtres de cette province, embrassèrent le luthéranisme, et assiégèrent l'archevêque de Riga dans cette ville. Sigismond-Auguste prit le parti du prélat, et le grand-maître fit hommage de la Livonie à la Pologne.

Bientôt le tzar Ivan Wasilievitch, allié avec la Suède, voulut s'emparer de la Livonie et même de la Lithuanie. De là une guerre sanglante, qui donna à l'esprit militaire en Pologne l'occasion de s'entretenir et d'augmenter la gloire de la nation.

La guerre avec la Russie, dans laquelle la Pologne et la Lithuanie s'unirent ensemble, et s'aidèrent aux jours du péril, amena la fusion définitive des deux provinces. Ce fut à Lublin que se tint la première diète, composée des nonces de la Pologne et de la Lithuanie. Depuis ce temps, la Lithuanie et la Pologne ont formé une commune république. Sigismond-Auguste mourut peu de temps après ce grand œuvre accompli. Il ne laissa pas d'enfans.

(8) Nous ne pouvons mieux faire que de transcrire ce qui dans l'ouvrage de M. Garran de Coulon, intitulé *Recherches politiques sur l'état ancien et moderne de la Pologne*, est relatif aux *pacta conventa*. Ce livre a été publié en l'an III.

« ... C'est surtout lors des élections que les plus « grandes entraves ont été mises au pouvoir arbitraire « des rois par les diètes. Mais il n'est pas exact de dire, « que ces pactes limitatifs de l'autorité royale n'aient eu « lieu pour la première fois qu'à l'avénement au trône

« polonais d'Henri de Valois, comme on l'enseigne com-
« munément. Cette négligence eût été bien inconcevable
« en Pologne, quand l'histoire des peuples voisins, et
« celle de presque toutes les nations de l'Europe, nous
« offrent ces vains contrats que la dégénération des ca-
« ractères modernes nous a fait si long-temps considérer
« comme attentatoires à la majesté royale, quand ils
« n'étaient outrageans que pour la souveraineté du peuple
« et la dignité de l'homme.

« L'irrégularité dans la succession à la couronne de
« Pologne, les fréquens détrônemens, les diètes qui se
« sont tenues dès les temps les plus anciens, et dont Dlu-
« goss indique un grand nombre jusqu'à 1180, montrent
« ce que l'on doit penser des historiens, qui ont soutenu
« avec Cromer (1), que l'autorité des rois de Pologne
« était arbitraire dans l'origine. Il est à peu près impos-
« sible que ces diètes se soient assemblées, et qu'elles
« aient disposé du sceptre sans lui prescrire des règles.
« Les lois les plus anciennes de la Pologne portent effec-
« tivement qu'elles ont été faites de concert avec les ba-
« rons et les nobles (2). Enfin il existe encore des monu-
« mens formels de ces conventions pour presque tous les
« successeurs de Casimir III (3). Lorsque les polonais ap-
« pelèrent son neveu Louis de Hongrie pour lui succéder,
« ils lui envoyèrent des ambassadeurs pour traiter avec
« lui. Les lettres qu'il donna à cette occasion, sont dans

(1) *Poloniæ*, *lib.* II, *pag.* 95, *edit.* in-4°.

(2) Voyez les textes cités par Wielhorski, Essai sur le Gouvernement de Pologne, chap. I, note 33, et celles des deux chapitres suivans.

(3) Herburti de Fulstin, *Statuta regni Poloniæ*, verbis *Electio*, *Fumalia*, *Libertat.*, etc.

« l'histoire de Dlugoss : Louis s'y engage à ne lever au-
« cun impôt sur les biens et les personnes des Polonais,
« de quelque condition qu'ils soient, au-delà de ce qui
« avait été perçu dans tous les temps par ses prédéces-
« seurs; à ne prétendre sur eux aucun droit de visite, ou
« de provisions dans ses voyages; à leur rembourser
« toutes les dépenses et les dommages qu'ils pourraient
« souffrir, s'il était obligé d'aller en guerre hors du
« royaume : enfin il leur promet solennellement la main-
« tenue de toutes leurs anciennes libertés (1).

« Louis ne tarda pas à enfreindre sa promesse. Il dis-
« posa des plus beaux domaines de la couronne en faveur
« de ses favoris, et rétablit une ancienne taxe abolie de-
« puis long-temps (2). Mais la crainte d'un soulèvement
« général, et le désir d'assurer le trône de Pologne à sa
« fille aînée, l'obligea bientot à revenir sur ses pas. Les
« impôts furent à peu près réduits dans leurs anciennes
« bornes. Louis s'engagea de plus à conférer à vie aux Po-
« lonais les places de l'administration, et à confier la
« garde des châteaux, non aux grands, mais à de simples
« gentilshommes : enfin il accorda de nouveaux privi-
« léges au sénat (3).

« Ces promesses ne furent pas mieux observées que les

(1) Dlugossi, *Hist.*, *lib. X*, *anno* 1355. Mémoires sur le droit public de la Pologne, traduit du latin de Lengnich, par Formey, pag. 5 de la préface.

(2) Dlugossi, *Hist.*, *lib. X*, *anno* 1370 *et* 1378. Histoire des Gouvernemens du Nord, par Williams, tom. IV, pag. 122 de la traduction française.

(3) Herburti de Fulstin, *Statuta Poloniæ*, vocibus *Fumalia et Libertates*. Dlugoss., *ibid.*, *ann.* 1374; *Sardinii. Annales*, *lib. VII*, *cap.* 3. Williams, *ibid.*, pag. 123.

« précédentes. Suivant quelques historiens, Louis pro-
« fita des ravages faits par les Lithuaniens durant son ab-
« sence pour conclure une paix déshonorante, et convo-
« quer à Bude en Hongrie une espèce de diète polonaise
« qui, en ratifiant ce traité honteux, eut la lâcheté de cé-
« der à la Hongrie des provinces limitrophes (1). Il ne se
« trouva à cette diète qu'une douzaine de sénateurs. Un
« seul d'entre eux s'opposa aux délibérations. Il en in-
« forma le maréchal de la diète Granowski, qui, d'accord
« avec le primat et le grand général, convoqua lui-même
« une nouvelle assemblée en Pologne. Louis y vint avec
« ses partisans pour soutenir ses usurpations : mais le
« premier spectacle qui s'offrit à ses yeux en entrant dans
« la salle d'assemblée, fut les cadavres des sénateurs traî-
« tres à leur pays, que le grand-maréchal avait fait déca-
« piter (2). On dit que c'est aux efforts faits pour résister
« aux entreprises continuelles de Louis, qu'on doit l'ori-
« gine de ces terribles confédérations dirigées contre les
« rois, qui sont si célèbres dans l'histoire de Pologne sous
« le nom de *Rokosz* (3), et qui par cela seul ne méritait
« pas tout le mal que le savant Lengnich en a dit (4). Le
« traité de Bude fut annulé à la nouvelle diète. Mais le
« plus grand des coupables, le roi fut épargné; et les Po-
« lonais sont cruellement punis aujourd'hui de leur indul-
« gence, puisque c'est, dit-on, sur ce honteux traité dont
« la réalité est même contestée, que la maison d'Autriche

(1) Lengnichi, *Jus publicum Poloniæ*, *lib. IV*, *cap.* 2. Dlugoss., *ibid.*, *anno* 1377. Sarnicius, *ibid.* Williams, *ibid.*

(2) Williams, *ibid.*, Fastes de la Pologne, an 1363.

(3) Lettres sur l'état actuel de la Pologne, let. III, n° 5, pag. 161.

(4) *Jus publicum Poloniæ*, *lib. IV*, *cap.* 13, § 7 *et* 8

« a fondé ses prétentions aux provinces méridionales de « la Pologne, qu'elle a ravies dans l'odieux partage de « 1772 (1).

« Quoi qu'il en soit, le duc de Lithuanie, Jagellon, qui « succéda à Louis, n'obtint la préférence sur ses con- « currens, que parce qu'il présentait de grands domaines, « dont la réunion importait à la Pologne, et qu'il s'en- « gagea à reconquérir la Poméranie, la Silésie et les au- « tres provinces qui en avaient été démembrées sous les « règnes précédens (2).

« La couronne, qu'on assura à son fils Uladislas VI, « fut également le prix des nouveaux priviléges accordés « aux Polonais par son père, indépendamment de tous « ceux que lui ou ses prédécesseurs avaient déjà recon- « nus (3). Ces priviléges sont plus importans peut-être « que ceux qui se trouvent dans les *pacta conventa*, signés « par Henri de Valois. Le roi s'oblige à ne conférer les « charges de l'État qu'à des naturels du pays, possession- « nés dans la province où ces charges devaient être exer- « cées, à n'y nommer jamais avant la vacance, à ne faire « battre aucune monnaie sans le consentement des pré- « lats et des grands, à ne faire arrêter aucun noble, ou à « ne le priver de ses biens qu'après qu'il serait convaincu « en justice d'un crime capital (4). Le premier Jagellon, « ayant prétendu dans la diète de Lencici, tenue en 1433, « que ces conditions étaient injustes, et qu'il ne pouvait « s'y soumettre, on somma l'évêque de Cracovie, de re- « présenter l'acte d'élection, qu'un palatin déchira à coups

(1) Williams, *ibid.*, pag. 122.
(2) Williams, *ibid.*, pag. 126.
(3) Herburti de Fulstin, *Statuta Poloniæ*, au mot *Libertates*.
(4) Dlugossi, *Hist.*, *anno* 1433, *pag.* 536.

« de sabre. Jagellon fut obligé de céder, et son fils n'en « éprouva pas moins de difficultés lors de son couronne- « ment (1).

« De nouvelles conditions furent encore imposées aux « autres princes de la maison des Jagellons (2), et le der- « nier d'entre eux, Sigismond-Auguste, parut même re- « connaître qu'il avait besoin du consentement de la diète « pour légitimer son mariage avec la princesse Radzi- « will (3).

« Il est vrai néanmoins, que les *pacta conventa*, signés « par Henri de Valois, qui lui succéda, ont été plus ex- « plicites que ceux de ses prédécesseurs. Ils portaient ex- « pressément la clause que les Polonais seraient libérés « de leur serment de fidélité, si le roi manquait à ses en- « gagemens. Voilà pourquoi, sans doute, ces *pacta con-* « *venta*, avec quelques additions ont servi de modèle à « ceux qu'on fit souscrire à tous les successeurs de Henri « de Valois. On y a posé les bornes de l'autorité du roi « dans ses rapports diplomatiques et militaires, qui sont « très étroitement circonscrits; dans l'administration de « la justice, dont il ne peut déranger le cours; dans la « formation même de sa maison, et dans la disposition « des charges et des starosties, qui ne doivent être con- « fiées qu'à des nobles possessionnés dans le pays où en « est le siége. On y assure la parfaite égalité des nobles, « contre l'introduction des titres de comtes, de marquis « et de princes. On y rappelle leurs principaux priviléges. « Tels que ce droit étrange, de ne pouvoir être arrêtés

(1) Dlugoss., *ibidem*, Hist. des Gouvernemens du Nord, par Williams, tom. IV, pag. 133 et 146. Fastes de la Pologne en 1153.

(2) Starovolscii, *Poloniæ Descriptio*, § 29, 30.

(3) Williams, *ibid*.

« même pour crimes, avant la conviction. Enfin on main-
« tient l'éligibilité de la couronne pour l'avenir, en inter-
« disant au roi toute démarche pour se donner un succes-
« seur sa vie durant, ou pour rendre le trône hérédi-
« taire (1). »

(9) Henri de Valois, fils de Henri II et de Catherine de Médicis, est né en 1551. Après la mort de Sigismond-Auguste, le dernier des Jagellons, la noblesse polonaise se réunit pour choisir un roi. La diète donna audience aux différens ambassadeurs des puissances étrangères, qui demandèrent le trône pour divers candidats. Les ambassadeurs de l'empire recommandèrent le fils de l'empereur, Ernest, duc de Raguse. L'un de ces ambassadeurs demanda que l'ambassadeur d'Espagne parlât en même temps que lui, parce qu'il soutenait le même candidat. C'était un moyen de lui obtenir la préséance sur l'ambassadeur de France, Jean de Montluc, évêque de Valence, qui réclama ses droits, et proposa Henri de Valois, duc d'Anjou, fameux par ses victoires et son attachement à la religion catholique. L'ambassadeur de Suède proposa Jean III, son maître; et le tzar Ivan Vassiliévitch se présenta lui-même. Le sultan de Turquie appuyait Henri de Valois. Henri de Valois fut élu (1573), mais sous la promesse qu'il régnerait à certaines conditions, dont voici les principales : « Le roi ne doit ni « nommer ni choisir de son vivant le successeur à la « royauté, ni à cet effet, convoquer la diète; il doit enfin

(1) Mémoires sur le droit public de la Pologne, traduit de Lengnich, par Formey. Mémoires sur le gouvernement de Pologne, par de Pfeffer, pag. 197 et suiv.

« laisser parfaitement libres les états après sa mort de « nommer le roi qu'ils voudront. Le roi ne portera pas « le titre de maître et d'héritier; il maintiendra la paix « avec les dissidens; il n'appellera la noblesse à aucune « expédition générale ; il n'établira pas d'impôts; il « n'instituera pas de nouvelles tailles; il n'enverra pas « d'ambassadeurs aux cours étrangères sans le concours « des états de la république. En cas de partage d'avis « pendant les délibérations du sénat, le roi prendra celui « qui lui paraîtra le plus avantageux et le plus con- « forme aux lois; il prendra sur les affaires l'avis d'un « conseil permanent, qui sera changé tous les six mois, « et élu par la diète. Les diètes générales seront au « moins convoquées tous les deux ans; elles ne dureront « que six semaines. Les charges, les dignités, les staros- « ties, et les domaines royaux, ne pourront être con- « fiés qu'à des Polonais. Le roi ne pourra se marier et « divorcer sans le consentement du sénat. » Enfin un dernier article délie les Polonais du serment d'obéissance dans le cas où le roi ne tiendrait pas ses sermens.

Henri de Valois avait encore obtenu la couronne à d'autres conditions : « Une alliance devait être conclue entre « la France et la Pologne, contre la Moskovie, la France « devait entretenir 4,000 Gascons au service de la répu- « blique ; elle devait entretenir une marine, pour rendre « les Polonais maîtres de la Baltique, et leur faire recon- « quérir le port et la ville de Narva ; on devait recon- « naître la dette contractée par la république , et fonder « une école à Paris pour cent jeunes Polonais. »

Des ambassadeurs polonais vinrent chercher leur prince à Paris ; la cour de Médicis, frivole et ignorante,

fut étonnée de la gravité et du savoir d'hommes qu'elle ne considérait que comme des espèces de sauvages, et dont les vêtemens bizarres frappèrent d'étonnement les Parisiens.

A peine arrivé en Pologne, la mésintelligence se mit entre le sénat et le roi, qui se livra à ses goûts de débauche et de dissipation. Bientôt Henri apprit la mort de Charles IX, et montant un cheval turk, s'enfuit en France (1574). Deux grands de Pologne qui l'atteignirent en Silésie se jetèrent à ses pieds pour le prier de revenir; il promit seulement de ne pas abandonner le royaume, et de ne pas oublier ses amis. Il donna à l'un de ces seigneurs un anneau, qui a été gardé comme un gage de la légèreté des Valois ; il est conservé dans la maison des Czartoryski. La diète se réunit, et décida que si Henri n'était pas de retour dans le royaume le 12 mai de l'année suivante, on élirait un nouveau roi.

Henri III alla régner en France, on sait au milieu de quels troubles, et à travers quels malheurs. Il mourut en 1589, assassiné par Jacques-Clément.

(10) Quand Henri de Valois eut fui la couronne qu'il avait briguée, pour ceindre son front d'un diadème plus brillant, mais qui devait lui être bien lourd, et quand le délai qu'on lui avait accordé pour le retour fut expiré, la diète d'élection se rassembla en 1575. Les candidats au trône étaient les deux archiducs d'Autriche, Ernest et Ferdinand, Jean roi de Suède, Alphonse duc de Tarare et de Modène, et Étienne Bathory duc de Transylvanie. Zamoyski, dont le parti était tout-puissant, proposa deux candidats piasts qui refusèrent de briguer le trône. Alors il fit élire Étienne Bathory, en proclamant

pour chef de l'état Anne Jagellon, sœur de Sigismond-Auguste. Étienne Bathory souscrivit les mêmes *pacta conventa* que Henri de Valois, auxquels il fut ajouté d'autres conditions, et entre autres celle d'épouser la princesse Anne.

Étienne Bathory fut d'abord obligé de faire la guerre au parti qui n'avait pas voulu de lui pour roi, et à la tête duquel se trouvait le Primat, qui avait fait proclamer roi Maximilien, empereur d'Allemagne. Étienne Bathory ne rencontra guère de résistance qu'en Prusse, et fut arrêté quelque temps devant Dantzig, qui lui paya une somme considérable pour se racheter des contributions qu'il aurait pu lui imposer.

Après la soumission de cette ville, Étienne Bathory s'occupa de calmer les dissensions religieuses; il proclama la liberté de conscience; il s'occupa également d'obtenir des subsides; il flatta le clergé.

Il fit décider ensuite la guerre contre les Moskovites et les Tatars. Étienne sentit la nécessité d'affaiblir la puissance moskovite toujours croissante, et de donner de l'occupation à une noblesse guerrière. Après deux glorieuses campagnes, durant lesquelles Étienne Bathory se montra grand homme de guerre, à la manière d'Annibal et de César, et en même temps témoigna une inébranlable fermeté, la paix fut conclue avec la Moskovie, qui rendit la Livonie et la Pologne.

Cependant les travaux guerriers d'Étienne Bathory ne l'empêchèrent pas de songer à l'amélioration intérieure du royaume. Il institua l'université de Wilna, et organisa la Livonie. D'un autre côté, il prit toutes les mesures nécessaires pour s'opposer aux Tatars, et comprit, avec l'instinct du génie, qu'un des meilleurs moyens pour ar-

river à ce but, était de se servir des Kosaks, de les enrégimenter, et de leur accorder des priviléges.

La république fut quelque temps troublée par la haine que les frères Zborowski portaient au roi et à Zamoyski, auquel il avait donné sa fille. Ils conspirèrent contre la vie de ces deux grands hommes, et suscitèrent dans l'État une tempête qui aurait pu le renverser, sans l'inébranlable fermeté du Roi, qui fit condamner à mort deux Zborowski.

Étienne profita du calme qui suivit cet orage pour préparer une nouvelle guerre contre la Moskovie à laquelle il avait su intéresser le Saint-Siége. Mais il mourut à Grodno subitement, sans avoir accompli son dessein.

Étienne Bathory a cultivé les lettres; sa latinité approche, dit-on, de celle de Térence; il était versé dans l'étude de l'histoire, et attira beaucoup de savans en Pologne.

Ce prince était âgé de quarante-quatre ans lorsqu'il fut élu en 1575, et il est mort en 1586.

(11) Les trois rois suédois dont il est ici question sont Sigismond III Vasa, Wladislas IV Vasa, et Jean Kasimir. Après la mort d'Étienne Bathory, et par l'influence de Zamoyski, en 1587, Sigismond, prince royal de Suède, issu par sa mère de la race des Jagellons, fut élu roi de Pologne. Avec lui arrivèrent les jésuites et les persécutions religieuses. Après la mort de son père, Sigismond monta sur le trône de Suède; mais il ne put s'y maintenir, car les Suédois étaient luthériens, et ils virent avec déplaisir un roi catholique, qui chercha par tous les moyens à les remettre sous le joug de l'ancienne croyance. Charles, duc de Sudermanie, que les États avaient nommé régent,

usurpa la couronne, et régna sous le nom de Charles IX. Sigismond voulut reconquérir son trône; ce qui entraîna la Pologne dans des guerres désastreuses, car Charles, non content de se défendre, attaqua les Polonais, commençant cette mission militaire des Suédois, qu'ils accomplirent en Allemagne. Les malheurs de ces guerres, l'amitié que le roi Sigismond avait contractée avec la maison d'Autriche causèrent un soulèvement général. La guerre civile éclata en 1607; mais les nobles révoltés furent vaincus par le roi. Les Polonais s'emparèrent de Moskou, sous le règne de Sigismond Vasa; mais il ne vit dans cette expédition qu'une guerre de religion, et refusa le trône de la Moskovie pour son fils, parce qu'il aurait fallu que ce prince embrassât le rit grec. La fin de son règne fut signalée par la guerre malheureuse que la Suède fit à Gustave-Adolphe. Stanislas Koniecpolski arrêta enfin les progrès des Suédois, qui signèrent en 1629 une paix par laquelle la Livonie et une partie de la Prusse leur furent cédées.

Wladislas IV Vasa succéda à son père en 1632. Il avait une valeur personnelle qui rétablit pour quelque temps l'état des affaires. Il contint les Moskovites, et regagna la Prusse par la paix de Stunisdorf. Son intolérance religieuse détruisit le système politique créé par Étienne Bathory, et grace auquel les Kosaks étaient devenus les appuis de la Pologne. Il voulut les convertir au catholicisme, ce qui causa des révoltes continuelles, sous le successeur de Wladislas IV, Jean-Kasimir (voy. note 15). Les Suédois s'emparèrent pendant quelque temps d'une grande partie de la Pologne, et les Tatars la dévastèrent.

(12) Stanislas Zolkiewski vainquit les Moskovites, en 1609, à Kluszin. Il se ressaisit de la Russie Blanche et

de la Severie. Il entra dans Moskou, s'empara du tzar Bazile, et obtint sa déposition. Il fit donner le sceptre de la Moskovie à Wladislas, fils aîné de Sigismond. Le roi de Pologne hésita à accepter le trône pour son fils, les jésuites irritèrent les Moskovites en leur annonçant qu'ils étaient les sujets du Saint-Siége. Une révolte éclata à Moskou, qui fut livré aux flammes. Wladislas, envoyé trop tard aux Moskovites, fut trop heureux de s'échapper des provinces qu'il allait gouverner. Zolkiewski, revêtu des dignités de grand hetman et de grand chancelier de la couronne, succomba à Kobilta, après avoir fait des prodiges de valeur contre les Turks en 1620. La petite-fille de ce grand homme épousa le père de Jean Sobieski.

(13) I. Jean Zamoyski, est né le 1er avril 1541 à Skokow, dans le palatinat de Kulm. A l'âge de douze ans, Jean fut envoyé à Paris pour y faire ses études, et il fut attaché à la cour du dauphin, qui fut depuis roi sous le nom de François II. Il quitta cette cour pour s'enfermer, comme il l'a dit lui-même, dans le pays latin. Il acquit la connaissance des lois à Strasbourg et à Padoue. Il fut nommé par les élèves *princeps juventutis litteratæ*, ou recteur de cette célèbre université. A l'âge de vingt-deux ans, Jean Zamoyski publia un ouvrage intitulé : *De senatu romano*. A son retour en Pologne, il fut présenté au roi Sigismond-Auguste, qui le confia au grand chancelier pour qu'il s'habituât aux affaires publiques. A la mort de ce prince le dernier des Jagellons, Zamoyski fit élire roi Henri de Valois. Après qu'Henri eut quitté la Pologne, Zamoyski dont l'influence était immense, fit donner le sceptre à Étienne Bathory, qui le créa grand-chancelier. Il joignit à ces

hautes fonctions celles de grand général, et s'associa à toutes les grandes actions d'Étienne Bathory. A la mort de ce monarque, il s'établit une lutte entre lui et les Zborowski ses ennemis. Il fut d'abord obligé de s'enfuir, mais il revint bientôt à la tête de dix mille hommes. Ce faiseur de rois fit encore élire le prince royal de Suède Sigismond Vasa. Maximilien, archiduc d'Autriche, avait été élu par le parti opposé à celui de Zamoyski. Une guerre civile commença, Zamoyski triompha de Maximilien et le retint prisonnier pendant quelque temps. Zamoyski éprouva bientôt l'ingratitude du roi qu'il avait mis sur le trône, cependant il n'abandonna pas sa fortune, et se distingua dans la guerre contre les Suédois ; mais il brisa définitivement les liens d'amitié qui l'attachaient au roi lorsque celui-ci voulut épouser pour la seconde fois une archiduchesse d'Autriche. Comme ce choix, blâmé de la nation, était un sujet de discussion dans la diète, Zamoyski vieux et infirme fit approcher du trône son siége sénatorial, et tint au monarque un discours si hardi, que celui-ci se leva en fureur, et porta la main à son épée; alors Zamoyski s'écria : « Cessez de toucher à vos armes, « prince, et faites en sorte que l'histoire ne dise pas qu'il « s'est trouvé parmi nous un Brutus et que vous avez été « un César. » Après ce discours, Zamoyski se retira à Zamosc, sans attendre la fin de la diète. Il y mourut le 3 juin 1605. Il avait fondé une université à Zamosc et y avait établi une imprimerie.

Zamoyski a gouverné sous trois rois; il est le créateur du système politique embrassé par la Pologne après la mort de Sigismond-Auguste, et qui est jugé dans cet ouvrage. Il admirait d'autant plus les anciens, qu'il avait un caractère antique, et qu'il ressemblait à ces vieux

Romains qui cultivaient également les lettres et les armes.

II. Chodkiewicz (Charles), né en 1670, était fils de Jean palatin de Wilna. Après avoir parcouru l'Europe et étudié particulièrement l'art militaire, il revint dans sa patrie, où il déploya tous les talens du guerrier. Il arrêta plusieurs fois les incursions des Kosaks, et partagea avec Zamoyski la gloire d'une bataille remportée sur Michel, prince de Valachie. Sigismond III lui donna, en 1600, la charge de grand-maréchal-de-camp de Lithuanie. Il rendit de grands services pendant la guerre de Suède, et durant cette lutte il conserva la Livonie. Il combattit ensuite avec distinction les Moskovites. Nommé grand général de Lithuanie, et en même temps grand général de la couronne, il remporta le 7 septembre 1621 une grande victoire sur les Turks, ayant sous ses ordres Wladislas fils du roi. Il mourut, couvert de gloire, cette même année. C'est un des grands hommes dont la Pologne s'honore, et sa vie écrite en deux volumes par Adam Narusewitch, est un des meilleurs ouvrages de la littérature polonaise.

III. Étienne Czarniecki est né en 1599. C'est le du Guesclin de la Pologne. Il essaya d'abord sa bravoure, en Lithuanie sur les Moskovites, et en Ukraine sur les Kosaks. Mais où il rendit les plus grands services à sa patrie, ce fut lors de l'invasion des Suédois. Il sauva Jean Kasimir qui était enfermé dans Dantzig, et entouré d'ennemis. Il livra d'heureuses et sanglantes batailles contre Charles-Gustave. Quand ce prince fit la guerre aux Danois, il les secourut, et servit encore avec la plus grande distinction contre les Moskovites. Czarniecki fit, en 1661, une entrée triomphante à Varsovie, au milieu des accla-

mations du peuple. Il reçut de grandes récompenses territoriales. Il mourut, en 1664, au milieu d'une campagne glorieuse qu'il faisait contre les Kosaks.

IV. Léon Sapiéha est né en 1557, dans la Lithuanie. Il servit sous Étienne Bathory, et se signala dans la campagne de 1579 contre les Russes. Après la mort d'Étienne, il contribua à l'élection de Sigismond III. En 1588, il fit rédiger un code de lois pour la Lithuanie, et le dédia au roi Sigismond : le code est intitulé : *Statuts du grand duché de Lithuanie.* Bientôt après il abjura la religion protestante. La guerre contre les Russes s'étant allumée en 1609, Sapiéha prit une part très glorieuse aux combats qui leur enlevèrent plusieurs provinces. En 1625, il commandait l'armée lithuanienne destinée à combattre les Suédois. Il fit lever en masse la semi-Galle, et contribua beaucoup à rendre la guerre nationale. Sapiéha remporta plusieurs avantages sur les Suédois, il les chassa de Creuzbourg, Lucyn, Brerica et Birza, et reprit la Kourlande. Sapiéha consacra la fin de sa vie à l'administration du grand duché, et mourut à Wilna, en 1633.

V. La famille Lubomirski a été très puissante en Pologne. Stanislas Lubomirski, dont il est ici question, était palatin de Krakovie. Il finit très jeune ses études, et embrassa la profession des armes. Il se distingua au siége de Smolensk, et devint fameux lorsqu'il commanda les armées nationales après la mort de Chodkiewicz. Possesseur de biens immenses, il y fit élever jusqu'à vingt églises. Il fit fortifier Wicnicz, et son corps y fut déposé lorsqu'il mourut en 1649.

VI. Pendant les guerres des Vasa, Jacques, Stanislas, et Nicolas Potocki furent tous trois successivement grands généraux de Pologne, et s'illustrèrent dans les

expéditions qui eurent lieu contre les Moskovites, les Suédois et les Turks.

VII. Stanislas Koniecpolski, castellan de Krakovie, a été grand général de la couronne. Il épousa la fille du célèbre Zolkiewski qui lui servit de maître dans l'art de la guerre. A la fameuse bataille de Cecara, il fut fait prisonnier par les Turks et conduit à Constantinople. Sa captivité dura quatre ans. Rendu à sa patrie, il devint la terreur des Tatars et des Turks. Il fit la campagne de Poméranie où il remporta près de Hamerstein une bataille décisive sur les Suédois; il leur prit trente-sept drapeaux, qu'il suspendit aux voûtes de l'église cathédrale de Saint Jean. En 1633, il illustra le nom polonais par de nouveaux faits d'armes, et mourut en 1646.

VIII. Alexandre Gosiewski, palatin de Smolensk, est un des Polonais qui ont le plus honoré leur patrie. Il accompagna d'abord jusqu'à Moskou la Tzarine Marina Mnizech; ensuite il fut autorisé par Zolkiewski à préparer les esprits des Moskovites en faveur de Wladislas, prince royal de Pologne. Ce fut Gosiewski qui apporta de Moskou à Varsovie les couronnes et le sceptre des tzars moskovites. En 1625, il remplissait les fonctions de maréchal de la diète. En 1634, il fut employé comme commissaire pour traiter de la paix entre la Pologne et la Russie. Il est mort dans un âge avancé.

IX. L'ancienne et puissante maison des Radziwill, a placé bien des noms glorieux dans les annales de la Pologne. Kristophe, George, Stanislas, Sigismond Radziwill, tous palatins ou grands généraux de Lithuanie, appartiennent à l'époque dont il est ici question.

(14) Ferdinand II. (1619 à 1637.)

(15) Jean Kasimir, fils de Sigismond III, roi de Pologne, né en 1609, succéda, en 1648, à son frère Wladislas Wasa, roi de Pologne. Il fut élu, quoique cardinal. Délié de ses vœux par le pape, il épousa Marie-Louise de Gonsague, veuve de son frère. Il fut constamment conduit par sa femme, bien qu'il ne se piquât guère de fidélité envers elle. Au commencement de son règne la Pologne fut en proie à une guerre terrible. Les Kosaks de l'Ukraine et les Tatars la désolaient. Les paysans se soulevaient également contre la tyrannie de leurs seigneurs. La lutte dura tout le temps de son règne. Les Moskovites y prirent un rôle en s'emparant de Smolensk. En 1655, un ennemi encore plus redoutable se déclara contre la Pologne. Christine de Suède, dernière représentante de la branche cadette et protestante des Wasa, abdiqua, et choisit pour successeur le prince des Deux-Ponts, de la maison Palatine, jeune, mais fameux capitaine. Kasimir avait des droits au trône, puisqu'il était le dernier rejeton de la branche des Wasa. Le nouveau roi de Suède, Charles-Gustave, lui déclara la guerre et s'empara de presque toute la Pologne. Il fallut plus de trois ans pour le chasser. Enfin il mourut, et le traité d'Oliwa, en 1660, dépouilla Jean Kasimir des droits qu'il avait sur la Suède, et pacifia la Pologne. Peu d'années après, le désir qu'avait Louise de Gonsague d'assurer la couronne de Pologne à un prince français, avant la mort de Kasimir, remplit le royaume de désordres, qui furent encore augmentés par les invasions des Kosaks, que contint heureusement la valeur de Sobieski. Louise de Gonsague mourut, et Jean Kasimir, battu par tant d'orages, abdiqua le trône en 1688, prophétisant à la Pologne son funeste partage, que déjà au reste avaient médité ses

voisins. Il se rendit en France, où il vécut en dévot et en voluptueux. On croit qu'il épousa, en 1672, la fameuse Marie Mignot, veuve du chancelier l'hôpital. Il mourut le 16 décembre 1672, dans son abbaye de Nevers.

(16) Frédéric-Guillaume, dit le Grand-Électeur.

(17) Le grand Condé, Louis II du nom, fils de Henri, prince de Condé, et de Charlotte-Marguerite de Montmorenci; il est né à Paris, le 8 septembre 1621, et mort le 11 décembre 1686, à Fontainebleau. Il fut deux fois candidat au trône de Pologne, après l'abdication de Jean Kasimir et la mort du roi Michel Wisniowieçki. Il eut de Clémence de Maillé de Brézé, nièce du cardinal de Richelieu, Henri Jules, communément nommé *Monsieur le Prince*, et qui est mort en 1709.

(18) Si l'on en croit Rulhière, dans son *Histoire de l'anarchie de Pologne*, tome Ier, page 61, édit. de 1807, les paroles de Jean Kasimir, par lesquelles il menaçait la Pologne d'un partage, en même temps qu'elles étaient prophétiques, exprimaient une crainte présente. Lors de la guerre que Kasimir eut à soutenir contre Charles-Gustave, le duc de Prusse entretenait une armée dans la Pologne, dont il était le vassal infidèle, et les Autrichiens l'imitaient pour tenir en bride la puissance suédoise. Il paraît que dans ces circonstances un ambassadeur de Suède, le comte de Stippenbach, proposa à ces trois puissances le démembrement et le partage de la Pologne. Ce projet remonte à 1658.

(19) Michel Coributh Wisniowieçki fut élu roi de Po-

logne, en 1669, sans avoir été candidat au trône. Quoiqu'il appartînt à une famille illustre, sa position n'aurait pu motiver une pareille ambition. La noblesse l'éleva au trône pour narguer les grands et pour braver le parti français qui portait le prince de Condé. Il pleura lors de son avénement; mais bientôt il se réconcilia avec sa grandeur nouvelle. Il épousa une archiduchesse d'Autriche qui ne songea qu'à le détrôner pendant tout le temps qu'il vécut avec elle. Il fut également tourmenté sur le trône par la haine qu'il portait à Sobieski. Menacé par les Turks, craignant l'attachement que les soldats avaient pour ce grand général, il acheta la paix à Buczacz par un traité honteux. Il mourut dépouillé de presque tout son pouvoir, en 1673, la veille de la bataille de Chocim, et nomma pour un de ses exécuteurs testamentaires ce même Sobieski qu'il avait tant détesté. Il avait trente-cinq ans lorsque sa mort arriva.

(20) Mahomet IV, né en 1642, fut reconnu empereur des Turks en 1649, après la mort de son père Ibrahim, qui fut étranglé par les janissaires. Ce fut sous son règne que Candie succomba, grace à l'habileté et au courage du grand visir Coprogli. Mahomet IV marcha en personne contre les Polonais, en 1672; il favorisa la révolte du comte Tékéli et de la Hongrie. Son grand visir Kara Mustapha mit le siége devant Vienne, et fut forcé de le lever en 1683, vaincu par Sobieski. Ce visir fut étranglé; et à cette époque commença la décadence ottomane. Charles de Lorraine remporta sur les Russes, à Mohalz, une grande victoire en 1687, tandis que le général vénitien Morosini s'emparait du Péloponnèse. Les janissaires irrités de ces revers, et les attribuant à l'incapacité de

Mahomet IV, le déposèrent le 8 novembre 1687. Ce sultan, qui se plaisait à des chasses où quarante mille hommes lui rabattaient le gibier, mourut de langueur dans sa prison, en 1691.

(21) Kamiéniec-Podolski (Camenecum Podoliæ), capitale du palatinat de Podolie. C'était la meilleure forteresse de la Pologne; le fleuve Smotrycz y passe. Les Turks la prirent en 1672; elle fut rendue à la Pologne par le traité de Karlowitz, en 1699. Ses fortifications ont été rasées par les Russes en 1812.

(22) Jean Sobieski, issu d'ancêtres illustres, naquit dans la Russie Rouge en 1629. Après avoir reçu, grace aux soins d'une mère héroïque, une éducation de soldat et de littérateur, il vint à la cour de France. Il y servit dans la fameuse compagnie des mousquetaires rouges. De retour dans sa patrie, il se distingua dans les guerres contre les Kosaks en 1649. Plus tard, il soutint Jean Kasimir contre Charles-Gustave, et déploya beaucoup d'habileté et de courage dans la guerre terrible que fit le Suédois à la république. En 1665, il fut appelé par la faveur de Jean Kasimir aux fonctions éminentes de grand-maréchal et de vice-grand-général. La reine, Marie-Louise de Gonzague, sut encore par d'autres séductions l'attacher au parti français. Il épousa Marie-Kasimire d'Arquien, l'une des femmes les plus charmantes de son siècle, que la reine Louise avait amenée de France en Pologne, et qui était veuve à 31 ans d'un des plus grands personnages de l'État, Zamoyski. En 1667, devenu grand-général, il livra aux Kosaks et aux Tatars une bataille qui dura dix-sept jours autour du camp retranché de Podhaïce. Jean Kasi-

mir abdiqua la couronne, et malgré Sobieski qui portait au trône un prince français, la petite noblesse élut Michel Koributh Wisniowiecki, qui appartenait à une grande famille, mais était lui-même obscur et pauvre. Sous son règne faible et orageux les Turks menacèrent d'anéantir la Pologne sous le poids de leurs puissantes armées. Malgré les exploits de Sobieski, le roi Michel contracta en 1672 une paix honteuse par laquelle il abandonna l'Ukraine, la Podolie et Kamiéniec, ce rempart de la Pologne. Il essaya de couvrir sa honte en la rejetant sur Sobieski qu'il haïssait et qu'il fit accuser d'avoir livré Kamiéniec à l'ennemi. Cette accusation fut le signal d'une lutte politique, dans laquelle Sobieski eut l'avantage. Michel avait perdu sa puissance, lorsqu'il mourut la veille d'une bataille, gagnée à Chocim en 1673 par Sobieski sur les Turks, et qui délivra la Pologne. Les comices qui se réunirent en 1674 pour l'élection d'un roi furent très orageuses. Enfin Sobieski y réunit tous les suffrages et fut proclamé roi sous le nom de Jean III. Il courut aux Turks avant de s'être fait sacrer, *Testudo ad solium, aquila ad salutem reipublicæ.* Il lutta contre eux avec avantage, et les vainquit avec peu d'hommes en 1675, à la bataille de Lemberg, qui fit l'admiration de toute l'Europe. En 1676, la paix de Zurawno fut le prix de ses victoires. En 1683, la puissance ottomane parut se décider à faire un dernier effort contre l'Occident. Tout l'empire turk s'ébranla. L'empereur Léopold qui voyait Vienne menacée, remplit l'Europe de ses craintes. Sobieski avait à choisir entre l'alliance de ce prince et celle de Louis XIV, qui voyait avec plaisir son rival dans un extrême danger. Jean III crut devoir mettre une digue au débordement des Turks. Il fit lever, le 13 septembre 1683, le siége de cette ville au grand visir

Kara-Mustapha. Il chassa ensuite les Turks de la Hongrie, et nuisit par-là à une cause qu'il favorisait au fond du cœur, celle du brave Tékéli et des révoltés Hongrois. Il existe de lui une correspondance qu'il entretint pendant ses campagnes avec la reine, qui montre la bonté et la tendresse de son ame. En 1684, il fit contre les Turks une campagne qui ne fut point heureuse. Il ne put reprendre Kamiéniec, que le traité de Karlowitz préparé par ses armes rendit à la Pologne après sa mort. Grace à l'influence des jésuites, il prit part à cette ligue d'Ausbourg qui se forma contre Louis XIV, et servit encore Léopold, qui l'avait remercié par des froideurs et des perfidies de la levée du siége de Vienne. Il forma le projet d'aller attaquer au cœur l'empire Ottoman, et afin d'avoir des armées qui pussent suffire à une si grande entreprise, il livra pour de l'argent à la Russie, en 1686, les droits de la république sur Kiiow et Smolensk. Cette grande faute empoisonna le reste de sa vie. Sa grande expédition contre la Turquie finit par une retraite désastreuse; de là datent ses derniers malheurs. Ses enfans le haïrent, et se divisèrent. Sa femme elle-même conspirait sans cesse contre lui et il mourut en juin 1696, non sans qu'on soupçonnât le poison, et qu'on n'accusât de l'avoir donné ceux-là même qui avaient été l'objet de ses adorations et de son culte.

(23) L'auteur veut parler ici d'Osman ou Othman II, qui, l'année 1621, entra en Pologne à la tête de quatre cent mille combattans. Il fut vaincu près des rives du Dniéper sur les remparts de Chocim, et souscrivit une paix honteuse. Les Janissaires qu'il avait voulu châtier se révoltèrent, et il fut déposé.

(24) François-Louis, prince de la Roche-sur-Yon, puis prince de Conti. Il était fils d'Armand, prince de Conti, frère du grand Condé et d'Anne Martinozzi, nièce du cardinal Mazarin. Il fut élu roi de Pologne en 1697, et mourut en 1709. Ce prince eut un seul fils, Louis Armand, de sa cousine Adélaïde de Bourbon.

(25) Auguste II (Frédéric) était le second fils de Jean-Georges III, électeur de Saxe, et d'Anne-Sophie, fille de Frédéric III, roi de Danemark; il naquit à Dresde, le 12 mai 1670. Auguste était doué d'une force prodigieuse; il avait reçu une éducation très distinguée; et un séjour qu'il fit en France avant la rupture de la trêve de Ratisbonne lui donna de l'élégance dans les manières, et lui inspira ce goût pour la magnificence qui plus tard rendit sa cour l'une des plus brillantes de l'Europe. Il fit la guerre à Louis XIV, sous son père; et, en 1691, ce dernier étant mort, il se rendit à Vienne, où il contracta une étroite amitié avec l'archiduc Joseph, depuis empereur sous le nom de Joseph Ier. Auguste devint électeur de Saxe par la mort de son frère aîné, en 1695. Il fit, à la tête des armées de l'Empire, deux campagnes contre les Turks, qui lui acquirent la réputation d'un bon général. La mort de Jean Sobieski lui fit songer au royaume de Pologne. Quand Auguste se mit sur les rangs, l'influence de la France allait faire nommer le prince de Conti. Auguste engagea une partie de ses états pour avoir de l'argent; il abjura le luthéranisme pour embrasser la foi catholique; un parti puissant se forma en sa faveur. Une double élection eut lieu en 1697; l'une de son rival, l'autre de lui-même. Il fit valider cette dernière en entrant en Pologne à la tête de dix mille Saxons. Monté sur

le trône de Pologne, il essaya de se rendre absolu, et, pour commencer l'exécution de son plan, il résolut de conserver auprès de lui l'armée saxonne. Pour cela, il fallait la guerre : les *pacta conventa* qu'il avait jurés lui en fournirent l'occasion. Il conçut le projet d'arracher la Livonie au jeune Charles XII. Cette province avait appartenu autrefois à la Pologne, et il avait promis, lors de son avénement, de reprendre les conquêtes des Polonais ; il conclut à cet effet un traité avec le roi de Danemark et le tzar Pierre Ier. Il assiégea Riga, sans prendre cette ville. Cependant Charles XII était vainqueur, le roi de Danemark avait été forcé à la paix, et Pierre Ier battu à Narva. Auguste sentit la nécessité de garder la défensive; il eut une entrevue avec le tzar, et contracta avec lui une nouvelle et plus étroite alliance. Charles XII entra en Pologne. Voltaire a tracé un tableau plein d'intérêt de la lutte dont ce malheureux royaume fut le théâtre ; mais peut-être n'a-t-il pas rendu assez de justice aux talens déployés par Auguste II, qui se trouvait dans la position la plus dangereuse ; il était en effet entouré d'ennemis, et il avait à combattre la désaffection des troupes polonaises tout aussi bien que la savante impétuosité des Suédois. Charles XII suivit la bonne politique que lui avait inspirée le comte Piper, de considérer comme nulle l'élection d'Auguste II. Une première bataille fut perdue près Riga par un général d'Auguste, le 13 juillet 1702. Le roi de Pologne fut vaincu dans une grande bataille, et en 1704 la diète de Varsovie le déclara indigne de régner. Comme il craignait qu'on ne songeât à élire un des fils de Jean Sobieski, il fit enlever les deux aînés ; leur cadet refusa la couronne, et Stanislas Leszczynski fut élu roi. Bientôt Auguste reprit l'avantage et chassa son rival de la capi-

tale; mais une suite non interrompue de revers, la Saxe même occupée, contraignirent Auguste à recevoir la loi du vainqueur. Il s'obligea, par le traité d'Alt-Ranstadt, à reconnaître Stanislas pour roi; et ce qu'il y a de singulier, c'est que, peu de temps avant cette honteuse stipulation, il venait de remporter une grande victoire contre un général suédois; mais elle n'était point assez décisive pour lui faire rompre des négociations commencées, et il connaissait l'intraitable caractère de son ennemi. Auguste retourna en Saxe, et s'occupa d'embellir Dresde par les arts de la paix. Cependant son humeur guerrière ne l'abandonnait pas; en 1708, il fit, sans être connu, la campagne des Pays-Bas contre la France. L'année suivante, la défaite de Poltawa, en perdant Charles XII, rendit à Auguste sa couronne de Pologne. En ressaisissant son sceptre, il reprit ses projets d'oppression au dedans, d'ambition au dehors; il attaqua la Suède, privée de son souverain. Mais après le retour de Charles XII dans ses états, Auguste manqua d'être victime de cette singulière intrigue du baron de Görtz, qui unissait l'Espagne, la Russie pour renouveler l'Europe. Ce projet, s'il s'était réalisé, aurait sans coûté la couronne à Auguste, que le tzar sacrifiait à Charles XII. Mais ce dernier mourut, et Auguste fit la paix avec la Suède. Comme il ne restait plus de prétexte pour la guerre, les Polonais virent avec indignation le séjour des troupes saxonnes dans le royaume. Une confédération se forma; il fallut que le tzar Pierre intervînt. En 1717, la paix fut conclue entre le roi et la république, et les troupes saxonnes se retirèrent. Auguste commença alors une vie d'insouciance et de volupté qui en même temps qu'elle flattait ses goûts, lui servait à corrompre la nation polonaise. On ne peut

se figurer sa mollesse et son luxe ; il donna son plus beau régiment de dragons à Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, pour douze grands vases de porcelaine. Cependant Auguste se réveilla de sa léthargie pour profiter de l'état de l'Empire après la mort de Charles VI. Il avait refusé de reconnaître la pragmatique-sanction, et il espérait, au milieu d'une grande guerre, arrondir ses états. Mais il mourut en 1733, le 1er février, sans avoir pu accomplir ses projets.

(26) C'est le cardinal Dubois qui le premier a renoncé à la politique d'imagination ou chevaleresque. Les mœurs infâmes du précepteur du duc d'Orléans ont beaucoup nui à l'estime qu'il aurait pu obtenir comme homme d'état. Il est resté comme enseveli sous ses vices. On croit qu'il a dépensé tout son talent en intrigues ; on se trompe, et nous pensons qu'il a commencé l'ère d'une politique plus raisonnable. L'alliance étroite qu'il conclut avec l'Angleterre éloigna la France de l'alliance avec l'Espagne, c'est-à-dire l'associa à la force, l'écarta de la faiblesse. Dubois rapprocha deux peuples actifs. Il mit fin à cette politique chevaleresque qu'avait suivie Louis XIV, et qu'avec étourderie Charles XII avait continuée dans le nord. Il comprit que les princes détrônés ne sont que des particuliers, lorsqu'il n'y a plus légitime espoir qu'ils reviennent au trône, et qu'en politique il s'agit de nations. Que l'on compare sa politique à celle d'Albéroni. Vrai don Quichotte en politique, quoique excellent administrateur, Alberoni se croyait à la tête de la monarchie de Philippe II ; son système, parfaitement opposé à celui de Dubois, consistait à accorder beaucoup de place en politique aux vues ambitieuses et chevaleres-

ques : aussi sa politique n'eut aucun résultat. Nous nous sommes un peu étendus sur ce sujet, parce qu'il nous semble que les publicistes n'ont pas bien remarqué cette première digue élevée contre l'imagination en politique.

(27) Après la paix de Nimègue (1658), l'ambition de Louis XIV n'eut plus de bornes. Il augmenta ses armées; il créa une marine importante, et saisit toutes les occasions qui se présentèrent pour montrer sa puissance. Il bombarda Alger et Gênes. Il brava le pape jusque dans Rome, et fit, selon l'expression de Voltaire, *de la paix un temps de conquête.* Il voulut donner un électeur à Cologne. La guerre générale éclata, lorsque Guillaume, prince d'Orange, alla détrôner Jacques II son beau-frère, roi d'Angleterre; le roi Guillaume entraîna dans sa cause l'empereur, l'empire, l'Espagne, les Provinces-Unies et la Savoie. Cette guerre fut soutenue avec éclat du côté de la France, et illustra Catinat, Luxembourg, Vauban, Tourville et Château-Renaud; mais cependant les finances s'épuisaient, la misère publique était au comble, et la France était un colosse miné pas ses fondemens. La paix fut conclue à Ryswick, en 1697. Louis XIV céda presque toutes ses conquêtes et reconnut Guillaume pour roi d'Angleterre. Les politiques dirent hautement à cette époque que Louis XIV ne fit cette paix que pour se préparer à la guerre que devait bientôt faire naître la succession incertaine du trône d'Espagne. L'état de la France aurait dû seul la lui commander.

(28) Louis XIV n'eut de sa femme Marie-Thérèse qu'un seul enfant qui vécût, ce fut Louis, dauphin, mort en 1711. Ce dauphin eut de sa femme, qui était une

princesse de Bavière : 1° Louis, duc de Bourgogne, qui mourut en 1711 ; 2° Louis, duc de Bretagne, mort en 1712; 3° Louis XV, né en 1710; 4° Philippe, duc d'Anjou, roi d'Espagne, mort en 1746; 5° Charles, duc de Berri, mort en 1714. Ainsi, lorsque Louis XIV mourut en 1715, il ne lui restait plus qu'un seul héritier, Louis XV, âgé de cinq ans, et peu d'années avaient suffi pour créer cette solitude autour de lui. Philippe V régnait en Espagne.

(29) Charles II, roi d'Espagne et des Indes, fils de Philippe IV, est né le 6 novembre 1661. Il fut proclamé roi en 1665, sous la tutelle d'Anne d'Autriche, sa mère, dont la régence ne fut point heureuse. En 1677, il s'échappa à cette tutelle, et se livra à Juan d'Autriche, dont l'administration fut antipathique aux Espagnols. La paix de Nimègue fut cimentée par le mariage de Charles avec Louise d'Orléans, nièce de Louis XIV. Charles II idolâtrait sa femme, et sa mère reprit de l'influence à la cour; mais leurs conseils ne purent le faire échapper à sa paresse. Il vivait dans son palais comme un monarque d'Orient. Il ne savait ni les affaires de l'Europe, ni celles de son propre royaume. A la mort de Louise d'Orléans, l'Autriche prit le plus grand ascendant dans les conseils du cabinet de Madrid. En 1689, Charles s'unit à l'Europe conjurée contre Louis XIV. L'Autriche lui fit épouser Anne de Neubourg, fille de l'électeur palatin, et sœur de l'impératrice. Cette seconde femme n'obtint jamais sur lui l'ascendant qu'avait eu la première. Charles n'avait point d'enfans, et pas d'espérance d'en avoir. Louis XIV, après lui avoir fait une guerre désastreuse, lui accorda un traité avantageux, dans l'es-

poir, dit-on, de voir entrer la couronne d'Espagne dans sa maison. En 1698, Charles, dont la santé était très affaiblie, fit un premier testament, par lequel il appelait le jeune prince de Bavière à sa succession. Ce prince étant mort, il se trouva en proie à deux partis qui divisaient sa cour; l'un tenait pour l'Autriche, et avait la reine pour chef; l'autre pour la France, et était dirigé par le cardinal Portocarrero, chef du conseil. Enfin, le 1er octobre 1700, Charles se décida à nommer un Bourbon son successeur, et il déclara Philippe de France, duc d'Anjou, héritier de la monarchie espagnole. Il mourut le 1er novembre de cette même année, à l'âge de trente-neuf ans.

(30) Pierre Ier est né en 1672; quoique son frère Téodor Alexiéwitsch mourut sans enfans, et lui laissa le trône en 1682, il ne régna véritablement qu'en 1689, après avoir secoué le joug de sa sœur la princesse Sophie, qui jusque là avait gouverné sous son nom. Il ne tarda pas à développer son caractère guerrier et opiniâtre. En 1696, Azof tomba en son pouvoir après une guerre de deux années. L'année suivante il commença à voyager en Europe, et alla y chercher les arts de la civilisation, qu'il voulait transporter en Russie. Il commença par la Hollande, où il devint bon constructeur de vaisseaux. Il vit le roi Guillaume à Utrecht, et passa en Angleterre en 1698, où le roi lui fit présent d'un navire. Quand il revint en Russie, il porta un coup hardi à l'influence des prêtres, et supprima le patriarchat, dont il absorba la dignité en sa personne. Il s'était antérieurement débarrassé par le massacre de la milice des strelitz. En 1700, il s'unit aux rois de Pologne et de Danemark pour accabler la jeunesse de Charles XII. On sait qu'il fut puni de son injustice à

Narva. Cette défaite ne lassa pas son activité; il continua à lutter et à soutenir Auguste II. En 1703, il fonda Saint-Pétersbourg, qui fut sa ville d'affection et sa capitale, et quelques années après il épousa secrètement une livonienne nommé Marthe, qui fut depuis appelée Catherine, et dont il était devenu épris chez le prince Menzikoff; elle sut lui devenir nécessaire, et il conçut pour elle une tendresse profonde. La victoire de Poltawa, en 1709, le vengea de la défaite de Narva, et fit écrouler la puissance suédoise. Cependant les intrigues que son rival entretenait en Turquie faillirent lui être fatales. La guerre de 1711, que l'influence de Charles XII sur le sérail contribua à faire déclarer, lui devint funeste. Enfermé dans son camp sur le Pruth, il était près de tomber dans les mains des Turks, quand sa femme Catherine obtint de lui de tenter d'obtenir la paix, et y réussit. Cette paix fut dure : il perdit Azoff qu'il avait conquis au commencement de son règne, mais il se vengea de Charles XII, en lui enlevant ce qu'il possédait hors la Suède. Il vainquit les Suédois sur mer à Aland, comme il avait triomphé d'eux sur terre à Poltawa. Il visita en 1717 la France, où le régent l'accueillit avec grace et magnificence. Cependant Pierre songeait dès lors, grace aux suggestions du baron de Görtz, esprit vif et insinuant, à s'unir à Charles XII pour replacer les Stuarts sur le trône d'Angleterre, et donner à Philippe d'Espagne la régence de France. La mort de Charles XII, arrivée en 1718, mit fin à ce projet, et la paix de Neustadt en 1721 assura au tzar les dépouilles de la Suède. Le bonheur que sa prospérité toujours croissante devait lui donner fut obscurci par la mort de son fils Alexis, qu'il eut la cruauté de faire périr, parce qu'ami des anciennes mœurs russes, il était contraire aux

idées de réforme de son père. Ses dernières guerres furent avec la Perse, à laquelle il ravit trois provinces. Le 18 mai 1724, il eut la joie de couronner Catherine; cependant de cruels démêlés s'élevèrent entre eux peu après, et il mourut en 1725.

(31) En 1698, l'électeur de Brandebourg se saisit de la ville d'Elbing, dans la Prusse royale. Il soutenait qu'il lui était dû diverses sommes par la république. Auguste II lui paya 300,000 écus.

(32) Charles XII, qui malgré sa bravoure et son génie a perdu le fruit des victoires de Gustave-Adolphe, est né en Suède en 1682. Il parvint au trône en 1697. Les rois de Danemark, de Pologne et le tzar s'unirent ensemble pour le dépouiller des états que ses aïeux avaient conquis en Allemagne et au nord de la Pologne. Il quitta son pays pour le défendre en 1700. Six semaines après il avait réduit le roi de Danemark. Il porta la guerre en Pologne, après avoir vaincu le tzar à Narva, détrôna le roi Auguste qui l'avait justement attaqué, et plaça sur le trône Stanislas Leszczynski. Il réduisit la Saxe, et fut un instant la terreur de l'Allemagne. Au lieu de rester en Saxe et de devenir l'arbitre des destinées de l'Europe, il voulut aller détrôner le tzar et s'emparer de sa capitale. S'il avait marché sur Moskou, on ne peut savoir jusqu'où ses conquêtes auraient pu s'étendre; mais il s'enfonça dans l'Ukraine, où l'attiraient les promesses de Mazeppa, chef de Kosaks révoltés contre Pierre Ier. Il le trouva déjà vaincu. Il le fut bientôt lui-même par le froid excessif qui régnait dans ces contrées, par les déserts, les forêts, les marécages, et par le tzar auquel il avait appris la

guerre. Charles XII perdit son armée devant Poltawa (1705), et il se réfugia chez les Turks. Son dessein était de décider le Grand-Seigneur à faire la guerre à la Russie. Il détermina cette campagne qui finit, grace à la lâcheté du grand-visir, par le traité du Pruth (1er août 1711). Depuis ce temps il s'obstina à rester en Turquie, pour de là intriguer dans le sérail et faire nommer des grands-visirs qui voulussent faire la guerre aux Moskovites. Enfin le Grand-Seigneur, fatigué de sa présence, excité par ses ministres qui voyaient avec peine les menées suédoises, le força à sortir de Bender, ce qui ne put s'exécuter qu'après un combat. Charles XII ne quitta l'empire Ottoman qu'en 1714. Pendant qu'il avait consumé son temps en vaines intrigues dans un pays babare, ses états avaient été livrés en proie à l'ambition de ses voisins. Le roi de Prusse s'était emparé d'une partie de la Poméranie. George, roi d'Angleterre, avait séquestré le duché de Brême et de Verden. Le tzar avait soumis la Livonie, la Carelie, l'Ingrie et la moitié de la Finlande. Il arriva trop tard, pour remédier à tant de maux. Après avoir défendu avec une opiniâtreté admirable Stralsund, il alla porter la guerre en Norwège, où il fut tué devant Frédérickshall, le 10 décembre 1718. Peu de temps avant sa mort, il avait conçu le projet d'une alliance avec le tzar, de remettre les Stuarts sur le trône, et d'aider le roi d'Espagne à prendre la régence en France; cette politique lui avait été inspirée par le baron de Gôrtz, qui s'était emparé de toute sa confiance, et qui fut décapité peu de temps après la mort de son maître.

(33) Frédéric IV (ce n'est pas Frédéric II, comme il a été imprimé par erreur dans le texte), roi de Dane-

mark et de Norvège, fils de Christian V et de Charlotte-Amélie de Hesse-Cassel, est né en 1671. Il monta sur le trône en 1690, et l'année suivante il se ligua avec la Russie et la Pologne contre le roi de Suède Charles XII. Il fut vaincu par ce jeune prince, et il signa à Travendal un traité très humiliant. Pendant la lutte qui s'établit entre le tzar Pierre, Auguste de Pologne et Charles XII, il se tint tranquille, administrant avec soin l'intérieur de ses états et se préparant des forces militaires. Après la bataille de Poltawa, Frédéric IV déclara de nouveau la guerre à la Suède, après avoir contracté une alliance offensive et défensive avec le roi de Pologne. Aidé par le roi de Prusse, il assiégea Charles XII, revenu de Bender et enfermé dans Stralsund. Stralsund se rendit, et Frédéric IV voulut passer en Scanie. Le tzar qui avait promis de coopérer à cette entreprise, se refroidit bientôt pour le roi de Danemark, qui songea dès lors à faire la paix avec Charles XII. Mais celui-ci se jeta sur la Norvège, où il mourut devant Frédérichshall. Après la mort de Charles XII, Frédéric IV conclut une paix avantageuse avec le nouveau gouvernement de Suède en 1720. Il mourut en 1730. Son fils lui succéda sous le nom des Christian VI.

(34) Stanislas Leszczynski est né à Léopol, en 1677. Sa famille, très ancienne, était alliée à presque tous les souverains de l'Europe. Quand Charles XII, roi de Suède, entra en Pologne, décidé à détrôner Auguste II, Leszczynski lui plut. Il apprit que le jeune palatin de Posnanie avait des habitudes qui ressemblaient aux siennes. Il le fit élire roi de Pologne en 1704 (le 19 juillet). Le nouveau roi manqua d'être enlevé par ses en-

nemis peu de temps avant son couronnement, qui eut lieu le 3 octobre 1705. En 1706, par le traité d'Alt-Ranstadt, Frédéric-Auguste lui céda le trône, mais Stanislas ne jouit pas long-temps de la couronne : la bataille de Poltawa, perdue par Charles XII, la lui enleva. Il fut obligé de passer en Suède, en 1712. De là il alla trouver l'opiniâtre Charles en Turquie, pour lui demander la permission de faire la paix. Celui-ci fut inexorable et donna à Stanislas la jouissance du duché de Deux-Ponts. A la mort de Charles XII, il dut quitter cette province, et il alla résider à Weissembourg. C'est là que sa fille Marie lui fut demandée en mariage pour le roi Louis XV. Cette union inespérée se conclut en 1723. Stanislas vint s'établir à Chambord. Le roi son gendre lui payait une pension considérable, et lui avait donné une compagnie de gardes. La mort d'Auguste II, arrivée en 1733, ramena Stanislas en Pologne. Il fut de nouveau élu roi; mais les Russes, qui voulaient l'électeur de Saxe pour roi de Pologne, forcèrent Leszczynski à fuir Varsovie. Il se réfugia à Dantzig; il fut assiégé par Munich; il s'évada, et établit sa cour à Kœnigsberg. A la paix, en 1737, il renonça à ses droits sur le trône de Pologne, et reçut en échange de cet abandon les duchés de Bar et de Lorraine, qui durent après sa mort se réunir à la France. Il se fit aimer de ses nouveaux sujets, par l'aménité de son caractère et sa charité. Il s'occupa de littérature, et moitié dévot, moitié galant, mena une vie douce et tranquille. Il mourut en 1766, des suites d'une brûlure très grave qu'il s'était faite au feu de la cheminée de sa chambre.

(35) Frédéric Ier, électeur de Brandebourg et premier roi de Prusse. Il naquit en 1657, du mariage de Frédéric-

Guillaume, dit le grand électeur, et de Louise-Henri de Nassau-Orange. Ce fut en 1688 qu'il commença à régner avec un faste imité de la cour de Louis XIV. Quand le prince Guillaume d'Orange eut entrepris d'enlever la couronne d'Angleterre à son beau-père Jacques II, il fut aidé par Frédéric Ier, qui permit au maréchal de Schomberg de commander les troupes destinées à cette entreprise. En 1698, Frédéric Ier se brouilla avec le roi Guillaume. L'Autriche et la France se disputèrent alors son appui. L'Autriche se l'attacha, l'empereur Léopold l'ayant créé roi en 1701. Frédéric Ier sut par une politique adroite augmenter son royaume au sein de l'Allemagne, malgré les embarras où le jetèrent les querelles de la Suède, de la Pologne et de la Russie. Il mourut en 1713, de l'effroi que lui causa la vue inattendue de sa femme (Louise de Meklenbourg), qui était tombée dans un état de démence qu'on lui avait caché. Frédéric peut être considéré comme le véritable fondateur du royaume de Prusse; il établit des académies, il éleva des édifices, et prépara par une politique adroite la grandeur des princes qui lui succédèrent.

(36) Maurice, comte de Saxe, est né en 1696. Il était fils naturel d'Auguste II, électeur de Saxe, et d'Aurore, comtesse de Konigsmark, la plus belle femme du Nord. Il fit ses premières armes contre les Français, et à l'âge de treize ans se distingua à la bataille de Malplaquet par son sang-froid et son courage. Il apprit l'art militaire pendant la guerre qui dévasta la Pologne, lors de la lutte de Charles XII contre le tzar Pierre Ier et son père. Il eut l'honneur de combattre le héros suédois à Stralsund; ensuite il servit contre les Turks sous le prince Eugène. Il vit dans l'armée que commandait ce grand général le

comte de Charolais et le prince de Dombes. Ce fut là qu'il conçut le projet d'entrer au service de France. Le régent l'accueillit avec empressement, et il semblait décidé à vivre en France, quand l'ambition le rappela dans le Nord. Grace à son père et à la protection de la duchesse douairière de Kourlande, Anne, dont il avait su se faire aimer, il fut élu duc de Kourlande. Mais Catherine Ire, qui régnait alors en Russie, n'ayant pas approuvé cette élection, envoya Menzikoff pour chasser Maurice de Mittau. Il se défendit *à la Charles XII*, dans sa principauté; mais enfin il fut obligé d'en sortir, et revint en France. Maurice de Saxe se distingua dans la guerre de la succession. En 1743, il obtint le bâton de maréchal de France. En 1745, il fut nommé général en chef de l'armée des Pays-Bas, à laquelle Louis XV s'était rendu avec son fils. Maurice était alors souffrant d'une hydropisie. Voltaire lui ayant fait part de l'inquiétude que causait à ses amis le mauvais état de sa santé, le maréchal lui répondit : *Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir.* On sait qu'à la bataille de Fontenoi, si glorieuse pour la France, il fut obligé de se faire porter dans une voiture d'osier. A la campagne suivante, il s'empara de Bruxelles. Son retour à Paris fut un triomphe. On connaît ce mot heureux d'un douanier auquel il proposait de visiter ses bagages : *Monseigneur, les lauriers ne paient pas.* Il gagna dans les années suivantes les deux grandes batailles de Rocoux et de Laufelt. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, le maréchal put jouir des témoignages de reconnaissance que lui avait donnés Louis XV. Il était, comme avait été Turenne, maréchal-général des armées du roi; on lui donna le domaine de Chambord, et l'île de Tabago lui fut concédée. Maurice profita de ses loisirs

pour aller voir le roi de Prusse, qui l'accueillit comme un prince et un héros. De retour en France, Maurice vécut au milieu des grandeurs et des plaisirs, jusqu'en 1750, qu'il mourut d'une fièvre putride, à l'âge de cinquante-quatre ans. Il dit à son médecin Sénac, avant d'expirer: « Docteur, la vie n'est qu'un songe; le mien a été beau, « mais court. »

NOTES.

SECONDE PARTIE.

(1) Mme de Prie était maîtresse du duc de Bourbon, arrière-petit-fils du Grand-Condé, et qui a été quelque temps premier ministre en France après la mort du duc d'Orléans, régent. Il y avait à cette époque en France une Infante d'Espagne qui devait épouser Louis XV. Le duc de Bourbon renvoya cette princesse, qui était encore enfant, en Espagne, et voulut unir le jeune monarque à sa sœur la princesse de Vermandois, élevée à Vermandois. Le dédain que cette princesse témoigna à Mme de Prie, quand celle-ci vint la visiter, lui coûta la couronne; la maîtresse du duc irritée, et à la suggestion d'une femme obscure, songea à unir Marie Leszczynska à Louis XV. C'est ainsi que fut fait ce mariage qui combla de joie Stanislas, et ne fut pas pour sa fille une source de bonheur.

(2) Auguste III (Frédéric), fils de Frédéric-Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, naquit en 1676, et en 1733 il succéda à son père dans l'électorat de Saxe. Vers la fin de cette année, Louis XV voulut replacer son

beau-père Stanislas sur le trône de Pologne ; celui-ci fut librement élu, mais Auguste obtint d'une partie de la noblesse et des Russes la couronne qu'avait portée son père. Ce ne fut cependant qu'en 1736 qu'il fut universellement reconnu roi de Pologne. Il avait les goûts d'Auguste II pour la magnificence ; mais il ne possédait ni sa bravoure ni son esprit. Sa seule passion était la chasse ; il abandonnait tout le soin de l'administration au comte de Brulh son favori, homme vénal et inappliqué, qui ruinait la Saxe et faisait haïr son maître en Pologne. Des diètes toujours dissoutes minaient la constitution polonaise, et le roi avait pour toute politique l'obéissance aux ordres de la Russie. La Saxe ne fut pas moins malheureuse que la Pologne sous le règne d'Auguste. Il soutint deux guerres contre la Prusse comme électeur de Saxe, et vit deux fois Dresde occupé par les troupes de Frédéric II. En 1756, il alla habiter son royaume qu'il avait jusqu'alors négligé pour son électorat. De nouveaux chagrins l'y attendaient. Il ne put maintenir dans le duché de Kourlande son fils Charles, qui en était le souverain. Catherine II remplaça ce jeune prince par Biren. En 1763, à la paix, la Saxe fut rendue à Auguste qui abandonna avec joie la Pologne où les Russes avaient des troupes, où les partis se préparaient déjà à lui donner un successeur. Il mourut en Saxe, le 5 octobre 1763. Il avait embrassé comme son père la religion catholique. Ses descendans y ont persévéré.

(3) Voyez la note 14, seconde partie, sur Marie-Thérèze.

(4) A la diète de convocation et par l'influence du primat Théodore Potocki, les dissidens furent déclarés des-

tués de leurs emplois, et on leur défendit de chercher asile et protection chez les étrangers.

(5) Fleury (André-Hercule de). Il est né le 22 juin 1653. Il se distingua de bonne heure par son goût pour le travail, l'honnêteté de ses mœurs et la sagesse de son esprit. Louis XIV sut démêler son mérite et lui donna l'évêché de Fréjus. Fleury se livra tout entier à l'administration de son diocèse, quoiqu'il se vît avec chagrin éloigné de la cour. Voltaire raconte que Fleury, écrivant au cardinal Quirini, signa sa lettre par plaisanterie : *évêque de Fréjus par l'indignation divine.* En 1715, il quitta son évêché et reçut en échange l'abbaye de Tournus. Louis XIV, par un codicile, le nomma précepteur de Louis XV. Pendant la régence du duc d'Orléans, Fleury se conduisit avec beaucoup de réserve, de prudence et d'habileté. Il se fit aimer du roi et refusa les graces que le régent lui offrait. Ainsi il persuada au jeune prince qu'il était exempt d'ambition. Quand Villeroi fut arrêté, Fleury quitta la cour et se retira à sa campagne d'Issy. Le roi pleura, et ce fut avec peine qu'on fit revenir le précepteur à la cour. A la mort du régent il aurait pu prendre toute l'autorité; mais il en laissa d'abord la plus grande partie au duc de Bourbon; cependant il le fit bientôt exiler, et régna sur la France à une époque de la vie où l'on n'est plus même d'ordinaire capable de régir ses propres affaires. Il parvint à la plus haute dignité de l'église, il fut cardinal; mais il conserva toujours de la modestie dans sa grandeur, et il montra beaucoup de désintéressement. Son administration fut calme et sans génie. C'est ainsi qu'il ne sut pas soutenir le beau-père de Louis XV sur le trône de Pologne. Il finit d'un autre côté assez heu-

reusement la guerre de 1723, et l'année 1736 acquit la Lorraine à la France. Mais Fleury ne sut point assurer la paix à l'intérieur; il laissa vivre les tracasseries du clergé, et s'augmenter sans la régler l'importance des parlemens. C'est qu'il n'avait que de la capacité et point de génie. Son but avait toujours été de maintenir la paix, et cependant il n'empêcha pas cette guerre de la succession de Charles VI qui fut si funeste à la France. Il mourut en 1743, à près de 90 ans.

(6) Munich (Burchard-Christophe, comte de). Il est né dans le comté de Oldenbourg en 1683, et dès son enfance il s'adonna au génie militaire. Il fit ses premières armes sous le prince Eugène, et fut fait prisonnier à Denain. Il paya lui-même sa rançon, et revint dans sa patrie, où il servit avec le grade de colonel. Une lutte s'étant engagée entre Charles XII, le roi de Danemark, le tzar de Russie et le roi de Pologne, il entra au service de ce dernier, et devint major-général. Mais il se brouilla avec le comte Fleming, favori du roi de Pologne, et passa en Russie, où Pierre Ier fondait alors son empire. Il fut fait lieutenant-général, et dirigea la grande entreprise du canal de Ladoga. Sous Catherine Ire et Pierre II, l'influence de Munich fut toujours croissante. Sous l'impératrice Anne, il fut disgracié pendant quelque temps, grace à la jalousie de Biren et d'Osterwald. Cependant on le chargea de faciliter l'élection d'Auguste III en Pologne, et il assiégea Stanislas dans la ville de Dantzig. Il revint triomphant à Saint-Pétersbourg, et l'impératrice lui donna le commandement d'une armée destinée à combattre les Turks. Dans sa première campagne (1736), il marcha vers la Krimée avec une armée de près de 40,000

hommes. Il emporta, l'épée à la main, les lignes de Pérékop, défendues par 100,000 Tatars. Cependant il perdit une grande quantité d'hommes, et fut voisin d'une disgrace. Il reprit le commandement, et en 1737 s'empara d'Oczakoff. Deux autres campagnes, qu'il fit encore contre les Turks, mirent le sceau à sa gloire, et augmentèrent sa faveur à la cour; néanmoins il ne put se faire nommer duc d'Ukraine comme il le désirait. Après la mort de l'impératrice Anne, Biren fut régent de l'empire sous Iwan III qu'elle avait désigné pour son successeur. Munich avait contribué à la grandeur de Biren, comptant s'y associer; mais, mécontent de celui qu'il avait servi, il aida la duchesse de Brunswick, mère de l'empereur, à renverser Biren, et sa haine se plut à tracer la prison dans laquelle son ennemi allait vivre en Sibérie. Élisabeth étant, par une nouvelle révolution, montée sur le trône, Munich fut condamné à être écartelé, puis il fut gracié, et envoyé en Sibérie. Il y occupa la maison qu'il avait destinée à Biren, et que celui-ci avait occupée pendant quelque temps. Munich resta vingt ans dans l'exil, admirable de résignation et de piété. A quatre-vingt-deux ans, il fut rappelé par Pierre III, et revint dans une cour remplie d'orages. Il n'abandonna pas son bienfaiteur, et lui donna, lors de la révolution qui lui coûta le trône et la vie, des conseils qui, s'ils avaient été suivis, auraient sauvé ce malheureux empereur. Il porta le deuil de Pierre III du consentement de Catherine II, et mourut en 1667. Il a composé un ouvrage intitulé : *Ébauche pour donner une idée de la forme du gouvernement de l'empire russe.* D'après le désir que Catherine lui manifesta, Munich écrivit ses Mémoires, qui doivent renfermer des détails précieux sur l'histoire de la Russie depuis Pierre-le-Grand; mais ils sont ensevelis dans les archives impériales.

(7) Anne Iwanowa, qui monta sur le trône de Pierre-le-Grand, était fille d'Iwan, frère aîné de Pierre, et naquit en 1693. Elle fut mariée au duc de Kourlande, et, devenue veuve, elle obtint l'empire en 1730. Pierre II, fils de cet infortuné Alexis que Pierre Ier avait fait mourir, venait d'expirer. Les princes Iwan et Bazile Dolgoroucki, qui étaient tout-puissans, aidés par le vieux chancelier Ostermann, firent proclamer Anne impératrice de Russie. Elle avait déjà pour amant et pour favori Biren, qui la fit manquer aux engagemens qu'elle avait pris de modifier sa puissance. Elle se fit reconnaître autocratrice de toutes les Russies. Biren gouverna l'empire en son nom avec une verge de fer. Les Dolgoroucki furent d'abord exilés en Sibérie, puis rappelés pour mourir dans les supplices. On dit que Biren fit exécuter près de 12,000 personnes, et en exila plus de 20,000. L'impératrice le nomma duc de Kourlande. Le règne d'Anne fut ensanglanté, mais il est considéré comme glorieux par les Russes. Auguste III fut placé sur le trône de Pologne par la Russie; l'empereur Charles VI fut secouru, et les Tatars de Krimée dispersés. Biren conserva son empire jusqu'à la mort de sa maîtresse, qui, avant d'expirer, le nomma régent de l'empire pendant la minorité du jeune Iwan de Brunswick. (Ce prince était issu de la princesse Catherine, duchesse de Brunswick-Lembourg, fille de Charles-Léopold, duc de Meklenbourg, et de Catherine, sœur aînée de l'impératrice.) L'impératrice prévoyait que sa volonté ne serait point exécutée, et ce fut avec la triste conviction que son amant se perdrait qu'elle mourut le 28 octobre 1740.

(8) Ostermann (André, comte d'). Il est né dans le

comté de la Mark, d'un pasteur luthérien. Il fit ses études à l'université d'Iéna. Par suite d'un duel qu'il eut dans cette ville, il s'enfuit en Hollande dans l'année 1704. Il devint secrétaire du vice-amiral Croys, qui commandait une flotte russe. Par la protection de cet amiral il fit connaître sa capacité pour les affaires. Dans la campagne du Pruth, il donna à Pierre Ier de sages avis qui contribuèrent à son salut. Il négocia ensuite la paix de Neustadt, qui augmenta l'empire russe aux dépens de la Suède. Il parvint à la plus haute faveur sous Catherine Ire, qui le nomma vice-chancelier de l'empire et ministre du conseil de régence sous Pierre II. Ostermann, qui avait reçu la dignité de baron, s'éloigna prudemment des affaires lors de la lutte qui s'établit entre Menzikof et les princes Dolgoroucki. Quand Anne fut arrivée à l'empire, Ostermann lui conseilla de reprendre le pouvoir absolu, qui avait été modifié par les conditions que les grands avaient imposées à l'impératrice. Ostermann fut nommé chancelier, et il se conduisit avec beaucoup de prudence et d'habileté au sein d'une cour pleine d'intrigues et de complots. A la mort d'Anne, pendant le règne du malheureux Iwan, il fut ministre sous Biren et Munich. En vain il dénonça à la duchesse de Brunswick les desseins de la princesse Élisabeth qui voulait monter sur le trône : on ne l'écouta point. Quand sa crainte fut réalisée, il fut condamné à mort, gracié, puis exilé en Sibérie, où il mourut en 1747.

(9) Biren (Jean Ernest de), est né en 1687. Son grand-père avait été palfrenier d'un duc de Kourlande. C'était un des plus beaux hommes de son siècle ; et il avait assez d'ornement dans l'esprit. Il devint l'amant d'Anne, du-

chesse de Kourlande, nièce du tzar Pierre Ier; mais néanmoins la faveur de la duchesse ne put le faire admettre dans les rangs de la noblesse de Kourlande qui le repoussa avec dédain. Lorsqu'Anne fut appelée au trône de Russie, une des conditions qui lui fut imposée consistait en ce que Biren ne devait pas l'accompagner. Cette condition ne fut pas mieux exécutée que les autres. Biren régna sur la Russie, et prit audacieusement les armes de l'illustre maison française des Biron. En 1737, il devint duc de Kourlande, après avoir épousé une kourlandaise de la maison de Treden. Il gouverna la Kourlande des marches du trône de la Russie; et obtint de sa souveraine expirante la régence de l'empire qu'elle laissait à Iwan de Brunswick, son petit neveu. Après la mort de l'impératrice Anne, le pouvoir de Biren parut assuré, les armées lui avaient prêté serment. Il songea même à faire passer l'empire dans sa famille, en mariant son fils à la princesse Élisabeth, et sa fille au duc de Holstein, qui régna depuis si malheureusement sous le nom de Pierre III. Une seule nuit suffit pour renverser ses projets ambitieux. Munich, auquel il devait en partie la régence, et qu'il avait mécontenté, le fit saisir par des soldats, et conduire dans une forteresse. La duchesse de Brunswick, mère d'Iwan, fut proclamée régente. On fit le procès à Biren, qu'on relégua en Sibérie. Munich fut renversé à son tour, par l'événement qui mit la princesse Élisabeth sur le trône. Comme Munich se rendait en Sibérie, il rencontra le traîneau de Biren, qui menait ce dernier dans un climat plus favorable. Enfin, sous Pierre III, Munich et Biren revinrent d'exil. « La première fois, dit Rulhière, « que ces deux hommes s'aperçurent, ce fut dans la « foule gaie et tumultueuse qui environnait Pierre III, et

« cet empereur les ayant appelés, voulut leur persuader « de boire ensemble. Il fit apporter trois verres; mais « pendant qu'il prenait le sien, on vint lui parler bas; il « but en écoutant, et courut à ce qu'on lui disait. Ces « deux anciens ennemis restaient vis-à-vis l'un de l'autre, « chacun le verre en main, sans dire un mot, les yeux « fixés sur l'endroit où l'empereur avait disparu; et se « flattant bientôt qu'il les avait oubliés, tous deux se fixè- « rent, se mesurèrent des yeux, et rendant leurs verres « pleins, se tournèrent le dos. » Biren, irrité de ce que Pierre III ne lui avait pas rendu le duché de Kourlande, aida de ses conseils Catherine à le renverser du trône. Par reconnaissance, elle lui rendit son duché de Kourlande, qu'il gouverna avec assez de douceur. En 1766, il remit le gouvernement entre les mains de son fils Pierre, et mourut le 28 octobre 1772.

(10) Joseph Potocki. Le grand général fit des représentations au feld-maréchal russe qui avait violé les frontières de la république, et il porta ses plaintes jusqu'à la cour de Saint-Pétersbourg.

(11) Bruhl (Henri comte de), naquit en 1700, dans la Thuringe. Il fut d'abord page, puis chambellan d'Auguste II. A la mort de ce prince, il se trouvait gardien de la couronne et des joyaux de Pologne; il se rendit à Dresde, et les porta au nouvel électeur. Ce fut là le commencement de sa fortune. Il parvint à force de bassesses, en changeant de religion, c'est-à-dire en quittant la confession d'Augsbourg pour la foi de son maître, à devenir le favori et le ministre d'Auguste III. Son grand secret était de rivaliser le faste du roi, qui aimait que son ministre étalât un

grand luxe, et de s'associer à la vie monotone et ennuyée que menait son maître. Il parvint à se créer une origine polonaise, pour avoir part aux largesses du roi de Pologne, et entretint de continuelles intelligences avec les ennemis du pays qu'il gouvernait. Ce fut, grace à sa mauvaise administration, que la Saxe ne put se faire respecter de la Prusse. Quand Auguste III revint dans son électorat, il le suivit malade et expirant comme lui. Cependant après la mort d'Auguste, il se présenta pour travailler avec le jeune électeur, qui lui demanda sa démission. Le comte de Bruhl mourut peu de temps après cette disgrace, le 28 octobre 1763. Frédéric II a dit de lui : « C'é- « tait l'homme de son siècle qui avait le plus d'habits, « de montres, de dentelles, de bottes, de souliers et de « pantoufles. César l'aurait rangé dans le nombre de ces « têtes si bien frisées et si bien parfumées qu'il ne redou- « tait guère. »

(12) Élisabeth Pétrowna. Elle était fille du tzar Pierre-le-Grand et de Catherine. D'après une loi de Pierre, c'était au souverain régnant à choisir son successeur. Il choisit Catherine Ier sa femme. Celle-ci décida que le trône appartiendrait après elle à Pierre II, fils de cet Alexis que Pierre Ier, son père, avait fait condamner à mort. Après la mort de Pierre II, une intrigue politique appela Anne, seconde fille du frère aîné du czar Pierre. Celle-ci désigna pour son successeur Iwan, petit-fils de la première fille du frère aîné de Pierre-le-Grand. La mère de cet enfant, mariée à Antoine Ulric de Brunswick après la mort de l'impératrice Anne, exila Biren, et se fit proclamer régente. Élisabeth, seconde fille de Pierre Ier, et qui avait été appelée à la couronne par le testament de

Catherine II, au défaut de Pierre II et de sa sœur aînée Anne, duchesse d'Holstein, semblait ne former aucun dessein pour reconquérir une couronne qui lui appartenait à assez bon titre. Elle se livrait tout entière aux plaisirs; mais ces plaisirs même servaient sa politique, car elle choisit plusieurs de ses amans parmi les officiers des gardes. Il se forma bientôt un parti pour la fille de Pierre-le-Grand. Le marquis de la Chétardie, ambassadeur de France, ourdissait la trame; et l'agent le plus actif d'Élisabeth était un chirurgien, né en Hanovre et d'origine française, nommé Lestock. Cette conspiration se menait avec assez de légèreté, et si la régente avait eu plus de pénétration dans l'esprit, et ne s'était pas laissée aveugler par les protestations d'innocence d'Élisabeth, celle-ci était perdue. Le 6 décembre 1741, Élisabeth accompagnée de quelques vieux soldats qui avaient servi sous son père, se rendit au palais. On s'empara de la régente et du duc de Brunswick. Le jeune Iwan fut épargné par l'ordre d'Élisabeth, et ce trait fait son éloge, car elle conserva toute sa vie la terreur de le voir reparaître, et ne voulut jamais se débarrasser de cet effroi. Anne et son mari furent transportés dans une île de la Dwina, près la mer Blanche. Iwan fut enfermé dans le château de Schlusselbourg et promené ensuite de forteresse en forteresse. On jugea Munich, Ostermann. Ils furent condamnés aux plus affreux supplices, graciés et envoyés en Sibérie. Lestock devint premier chirurgien de la cour; mais le principal ministre d'Élisabeth fut Bestuchef, déjà ministre de l'impératrice Anne, et qui eut une grande influence dans les affaires. Quand Élisabeth parvint au trône, elle trouva une guerre qu'elle-même avait allumée. C'était en effet à son instigation que les

Suédois avaient déclaré la guerre et envoyé une armée en Finlande. Mais devenue impératrice, elle fut peu favorable à leurs prétentions. Ce fut au reste assez son usage d'oublier ses amis; elle exila Lestock, et interdit sa cour à la Chétardie. Les Suédois prouvèrent dans cette guerre qu'ils n'étaient plus les Suédois de Charles XII. Leurs armées furent battues par le général Lascy. Le roi de Suède, Frédéric de Hesse-Cassel, était avancé en âge et n'avait pas d'enfans. Pour faciliter la paix, la diète suédoise proposa sa succession à Charles-Pierre Ulric, fils de la fille aînée de Pierre Ier, par conséquent neveu d'Élisabeth; mais celle-ci l'avait déjà désigné pour son héritier. Le choix des Suédois tomba alors sur l'oncle de ce jeune prince. La paix d'Abo fut conclue en 1743, et la Suède ne perdit qu'une assez faible partie de la Finlande. Une conspiration dangereuse et dans l'intérêt d'Iwan fut découverte à cette époque. Le marquis de Botta, ambassadeur de la reine de Hongrie à Berlin, en avait été le principal instigateur. La reine de Hongrie désavoua son ministre. Élisabeth soupçonna le roi de Prusse d'avoir excité la conjuration qui avait été déjouée; aussi se déclara-t-elle contre lui lors de la guerre qui eut lieu pour l'héritage de l'empereur Charles VI. Alors commença cette guerre désastreuse pour Frédéric II, où il déploya tant de ressources et de génie, mais dans laquelle il fut aidé par l'admiration que le grand-duc Pierre avait conçue pour lui. Les généraux Russes voyaient que les victoires qu'ils remportaient les desservaient auprès du successeur d'Élisabeth. Celle-ci mourut le 29 décembre 1761. Elle avait été une des belles femmes de son temps et de mœurs très désordonnées. Cependant soigneuse de conserver la couronne à ses parens, elle eut des amans en public et un

mari en secret; c'était un homme de basse extraction, qui avait été musicien dans la chapelle du palais.

(13) Les principales conditions de cette paix furent que les États consentiraient à élire le prince Adolphe-Frédéric pour successeur à la couronne; que la Suède céderait à la Russie la province de Keymen-Gard avec toutes les branches de l'embouchure de la rivière de Keymen, autrement Keltis. La Suède abandonna la ville et la forteresse de Nyslot avec une lisière de terre à l'ouest et au nord d'une largeur moyenne de deux lieues suédoises. La Russie restitua ce qu'elle possédait alors dans la Finlande et en outre la Bothnie orientale, Bionerborg, Abo, les îles d'Aland, ainsi que Ravasthus et la Nyland, avec toutes leurs dépendances.

(14) Marie-Thérèse d'Autriche est née le 13 mai 1717. Elle était fille de l'empereur Charles VI. Avant sa naissance, l'empereur, qui n'avait qu'un fils, publia un règlement de succession, connu sous le titre de *Pragmatique-Sanction*. La clause principale de cet acte était qu'à défaut d'héritiers mâles de sa lignée, ses filles lui succéderaient, de préférence à celles de l'empereur Joseph Ier, son frère. La pragmatique-sanction fut reconnue par les principales puissances de l'Europe; mais comme le dit fort bien le prince Eugène, « de pareils actes sont mieux défendus « par cent mille hommes que par cent mille traités ». A la mort de Charles VI, arrivée en 1740, Marie-Thérèse mariée à François-Étienne, duc de Lorraine, était seule héritière de son père. Aussitôt l'Europe qui semblait chercher un prétexte pour faire la guerre, con-

sidéra la pragmatique-sanction comme non avenue. L'électeur de Bavière fut le prétendant reconnu par les ennemis de la jeune souveraine. Frédéric II, roi de Prusse, sur lequel l'Europe n'avait pas encore les yeux, commença brusquement la guerre en s'emparant de la Silésie. Ensuite il offrit à Marie-Thérèse de la défendre, si elle voulait lui assurer sa conquête. Elle refusa cette proposition avec hauteur, et les hostilités commencèrent. Il ne s'agissait de rien moins que de la dissolution de la monarchie autrichienne. L'électeur de Bavière reçut le titre de lieutenant du roi de France. Il se fit couronner roi de Bohême à Prague, et empereur d'Allemagne à Francfort. Marie-Thérèse, obligée de fuir Vienne, se rendit en Hongrie, et se jeta dans les bras de la noblesse hongroise réunie en diète. Les magnats s'écrièrent, pleins d'enthousiasme : *Moriamur pro rege nostro Mariâ-Theresiâ.* Marie-Thérèse reprit l'avantage; l'Angleterre et la Hollande se déclarèrent en sa faveur; et le roi de Prusse auquel elle céda la Silésie fit sa paix séparée. Plusieurs puissances se détachèrent de la ligue formée contre Marie-Thérèse; mais la France redoubla d'efforts, et l'empereur Charles VII (c'était le nom qu'avait pris l'électeur de Bavière), rentra dans Munich d'où il avait été chassé. Marie-Thérèse fit élire son mari empereur d'Allemagne, sous le nom de François Ier. Le traité d'Aix-la-Chapelle (1748) termina la guerre. Marie-Thérèse employa les années qui suivirent à embellir ses États et à fortifier ses armées. En 1756, elle conclut avec la France ce fameux traité qui brisa le système d'Henri IV et de Richelieu. L'impératrice s'abaissa pour parvenir à cet important résultat, jusqu'à traiter Mme de Pompadour de *chère amie.* Ce fut sous les auspices d'un abbé-poète

et de la maîtresse d'un roi que commença cette guerre de sept ans qui fut si désastreuse pour la France et si glorieuse pour le roi de Prusse auquel Marie-Thérèse fut obligée de céder définitivement la Silésie. La guerre de sept ans finit par la paix de Hubertsbourg (1763). Deux ans après, l'empereur François Ier mourut, et son fils reçut la couronne impériale. Marie-Thérèse n'en gouverna pas moins, quoique la mort de son époux eût rempli son ame d'un deuil profond. L'orgueil de Marie-Thérèse et sa dévotion ont deux fois cédé à des intérêts politiques. Nous l'avons vue caresser la maîtresse de Louis XV; elle se rapprocha en 1772 de Catherine II, qu'avant cette époque elle n'appelait que *cette femme*, ne voulant pas donner le titre de souveraine à un assassin et à une adultère. Mais ses scrupules s'évanouirent lorsqu'il s'agit du partage de la Pologne, que Marie-Thérèse aurait certainement pu empêcher. On a imprimé qu'elle avait été convertie par les écrits de sa chancellerie, et qu'elle avait cru bien faire : qu'il soit permis d'en douter. Disons plutôt qu'à cette époque la raison d'État absolvait encore de tout, et que la politique ne prévoyait pas que la grandeur d'un État souffre à la longue d'agrandissemens injustes. La fin du règne de Marie-Thérèse manqua d'être troublé par la guerre. Son fils Joseph II voulut envahir la Bavière; le roi de Prusse s'opposa vigoureusement à cette prétention; mais la paix de Teschen (1779) mit fin à cette lutte qui heureusement n'avait pas coûté de sang. Marie-Thérèse mourut en 1780.

(15) Le chancelier Bestuchef; il fut disgracié peu après.

(16) Frédéric II, roi de Prusse, connu sous le nom du grand Frédéric, né le 24 janvier 1712. Il était le troisième fils de Frédéric-Guillaume Ier, qui n'était alors que prince héréditaire, et de Sophie-Dorothée de Hanovre. Sa première gouvernante fut une Française réfugiée, et le précepteur qu'il eut ensuite était de la même nation. De là sans doute vient l'origine de ses goûts pour la littérature et pour la philosophie françaises, qui se déployèrent en lui dès sa jeunesse. Son père, qui n'était qu'un soldat, vit avec déplaisir le penchant de son fils pour les lettres et les arts. Frédéric-Guillaume Ier exerçait dans le sein de sa famille un despotisme dont il est difficile de se faire une idée. A dix-huit ans, Frédéric voulut s'y soustraire en fuyant la cour de son père. Son projet fut découvert, et peu s'en fallut que Frédéric-Guillaume Ier n'imitât le tzar Pierre Ier, et ne commandât le supplice de son fils qu'un conseil de guerre avait condamné à mort par ses ordres. Il se contenta de faire, sous les yeux du prince, couper la tête d'un jeune officier nommé Katt, qui avait dû être le compagnon de fuite de Frédéric. Le jeune prince voulut épouser une princesse anglaise; mais ce mariage ne convint pas au roi, qui le força en 1733 de se marier à Élisabeth de Brunswik. L'année suivante, un corps auxiliaire prussien ayant joint l'armée impériale, Frédéric profita de cette occasion pour visiter le prince Eugène; mais il revint peu satisfait de ce grand homme de guerre; et le métier des armes lui déplaisant, il se livra tout entier aux lettres. C'est en 1736 qu'il commença avec Voltaire une correspondance unique dans son genre, qu'interrompirent souvent leurs torts réciproques, et que ranima toujours leur vanité; correspondance vive et spirituelle, et qui serait seule pour tous les deux un véri-

table titre littéraire. On sait que Frédéric II, comme pour se préparer au trône, commenta Machiavel, sous le titre de l'Anti-Machiavel. Mais en 1740, quand il prit la couronne, il voulut empêcher l'impression de ce livre. En même temps qu'il allait voir Voltaire et qu'il faisait supprimer l'Anti-Machiavel, il levait une contribution fort injuste sur les États du prince-évêque de Liége. Dès l'instant où Frédéric II commença à gouverner, il devint homme d'État. Il sentit parfaitement que la Prusse n'était, pour ainsi dire, qu'une usurpation au sein de l'Allemagne, et qu'il fallait la légitimer par la gloire des armes, et la consolider par l'agrandissement du territoire. Il profita, pour accomplir ses desseins, de la guerre européenne que suscita la mort de Charles VI et l'incertitude de sa succession. Il se jeta sur la Silésie, et fit effacer de ses drapeaux la légende *pro Deo*, disant que Dieu n'avait rien à faire là-dedans, ce qui était vrai. En 1742, il signa une paix séparée avec Marie-Thérèse, qui lui céda la Silésie, et il dit à M. de Bellisle : « M. le maréchal, songez à « vous ; ma partie est gagnée. » Mais ce ne fut qu'après de sanglantes batailles, qui rendirent Frédéric long-temps maître de la Saxe, que la Silésie lui fut définitivement assurée par la paix de Dresde (25 décembre 1745) qui dura dix ans. Pendant cette paix, il administra en prince habile son royaume, et se livra plus que jamais à son goût pour les lettres. Voltaire vint le voir pour la seconde fois en 1750 ; ce fut alors qu'ils se brouillèrent sérieusement, sans qu'on puisse savoir précisément de quel côté étaient les torts, ou plutôt parce que ces deux monarques (Voltaire n'en était-il pas un aussi?) ne purent régner ensemble. Frédéric a fait beaucoup de poésies fort

insignifiantes, et a écrit avec sécheresse et sans intérêt l'histoire de ses campagnes.

Le traité du mois de mai 1756 vint changer l'aspect de la cour de Frédéric II, mais ne la surprit pas, car il avait pendant la paix augmenté considérablement ses forces militaires. L'alliance de l'Autriche et de la France, l'inimitié de la Russie, l'abandon de l'Angleterre, rien n'intimida Frédéric II, et il commença avec hardiesse cette guerre de sept ans qui devait le mettre en péril, et qui augmenta sa gloire. Cependant Frédéric II était près de sa ruine quand la mort d'Élisabeth et l'avènement de Pierre III au trône firent combattre avec lui les redoutables armées russes qui lui avaient livré de si sanglans combats. La chute de Pierre III manqua ensuite d'entraîner la sienne. Catherine II lui retira ses troupes, mais elle devint médiatrice de la paix. Elle fut signée à Hubertsbourg le 15 janvier 1763. Il obtint enfin la possession définitive de la Silésie; mais son royaume était appauvri et dévasté. Frédéric II se résolut alors à la paix, et les travaux qu'il accomplit pour la restauration de son malheureux royaume sont dignes de tous éloges. Mais il n'en était pas moins ambitieux, quoiqu'il ne voulût pas la guerre, et sans coup férir il obtint une large part de territoire lors du premier partage de la Pologne. Cependant Frédéric II fut déterminé à une guerre dont le but était très politique. Il s'agissait d'empêcher la maison d'Autriche de s'emparer de la Bavière à la mort de l'électeur qui ne laissait pas d'enfans. Cette guerre, qui ne dura que six mois, se termina d'une manière favorable à Frédéric II, qui empêcha ensuite l'empereur de céder les Pays-Bas à l'électeur palatin, en échange de la Bavière. Frédéric II mourut le 17 août 1786.

(17) Stanislas Poniatowski, depuis roi. L'ambassadeur anglais était le chevalier William Hanbury, qui mena l'intrigue qui fit de ce jeune Polonais l'amant de la grande-duchesse.

(18) Cet abbé-poète était l'abbé de Bernis (né en 1715, mort en 1794). Issu d'une famille noble et ancienne, il sut d'abord, en quittant le séminaire de Saint-Sulpice, se faire connaître par des vers faciles et galans. Voltaire l'appelait *Babet la Bouquetière*. On sait sa réponse au cardinal de Fleury qui, le grondant de sa dissipation, lui dit : « Vous n'avez rien à espérer tant que je vivrai. — « J'attendrai, monseigneur, » répondit le jeune abbé. Il fit en effet fort bien d'attendre. Il mena ainsi une vie un peu plus que gaie, quoique dans un état de fortune qui approchait presque de la misère. Mme de Pompadour, chez laquelle il avait été admis quand elle n'était que Mme d'Etioles, le tira de la pauvreté et le mit aux affaires. Il y montra de la capacité. Il fut ambassadeur à Venise, et devint ministre des affaires étrangères; il renversa cette politique de Richelieu, qui considérait l'Autriche comme rivale de la France. Le roi de France prit le parti de cette même Marie-Thérèse, qu'il avait voulu détrôner, et déclara la guerre à la Prusse, qu'on croyait devoir succomber sous les efforts réunis de la Russie, de la France, de l'Autriche et de la Saxe. Le traité conclu à Paris au mois de mai 1756 fut suivi de cette guerre de sept ans, qui fut si désastreuse pour la France, ce qui lui coûta la plus grande partie de ses possessions en Amérique. Bernis fut disgracié pendant la guerre, peu de temps après avoir reçu le chapeau de cardinal. En 1764, un an après la paix conclue, il fut nommé archevêque d'Albi, puis

envoyé à Rome comme ambassadeur. Il s'y conduisit avec habileté pendant les conclaves de 1769 et 1774. Il resta à Rome jusqu'à sa mort; elle arriva en 1794. Le cardinal de Bernis avait alors perdu toute sa fortune, et était pensionné par l'Espagne.

(19) Lors du traité de 1756, le négociateur autrichien était le prince Kaunitz, si célèbre par la frivolité de son caractère et sa politique lente et tortueuse.

(20) C'est Zamoyski qui fit prisonnier ce prince, rival d'Etienne Bathory.

(21) Pierre III, empereur de Russie. Il était fils de Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, et d'Anne, fille aînée de Pierre Ier. Il naquit à Kiel, le 21 février 1728. Il fut élevé dans la religion luthérienne. Il avait 14 ans lorsque l'impératrice Elisabeth sa tante le choisit pour lui succéder sur le trône de Russie. En même temps la couronne de Suède lui fut offerte : il préféra le sceptre le plus brillant mais le plus difficile à porter. Il embrassa le rit grec; et les dangers de la cour au sein de laquelle il devait régner, éloignant les filles de princes puissans de son alliance, il épousa la fille du prince d'Anhalt-Zerbst, sa cousine. L'attachement que les époux parurent d'abord avoir l'un pour l'autre dégénéra bientôt en haine. Pierre, assurent des historiens bien informés, ne pouvait avoir d'enfans, et si dix années après son mariage sa femme accoucha d'un fils, ce fut par suite des liaisons qu'elle eut avec Soltikoff, que l'impératrice, inquiète de ne se point voir une ligne d'héritiers, lui ordonna de prendre pour amant. Catherine forma peu de temps après d'au-

tres liaisons avec Stanislas Poniatowski, que l'ambassadeur d'Angleterre avait amené à la cour de Russie. Quand Elisabeth fut près de sa fin, une réconciliation qui d'abord parut sincère eut lieu entre le grand-duc et sa femme. Cette dernière conseilla à son époux de se faire proclamer par le sénat : celui-ci s'y refusa, et se montra aux soldats et au peuple. Alors commença un règne bien court, mais qui fut marqué par diverses résolutions en bien et en mal qui devaient nécessairement coûter la couronne à Pierre III. Il conclut sur-le-champ la paix avec Frédéric, et l'amour-propre national des Russes vit avec déplaisir les soldats qui avaient si glorieusement combattu le roi de Prusse devenir tout à coup ses auxiliaires. Au lieu de tâcher d'établir un système d'administration publique, le nouvel empereur se hâta de donner à la noblesse russe les droits des hommes libres, ce qui ne signifiait absolument rien. Le rappel des exilés, qui était une preuve de clémence, ne fut pas une mesure politique bien sage, car elle peupla sa cour d'hommes habitués aux intrigues, et qui avaient vécu au milieu de dangereux complots. L'amour du tzar pour tout ce qui était Prussien le portait aux excès les plus ridicules; il avait voulu prendre un grade dans l'armée de Frédéric, il paraissait vêtu à la prussienne, et son goût pour les revues et l'exercice fatiguait et dégoûtait les soldats russes. Enfin il voulut s'attaquer au clergé et le dépouiller de ses biens. Ce fut alors que Catherine, qui au sein de la plus profonde retraite ne paraissait occupée qu'à fuir la persécution par l'obscurité, prépara la chute de son mari. Catherine se fit proclamer impératrice par quelques régimens à Saint-Pétersbourg. Pierre était alors à Oranienbaum, sa résidence chérie. Quand il apprit la fatale nouvelle, il resta dans un état

complet d'indécision. Munich, qui se trouvait avec lui, lui conseilla de s'emparer de Cronstadt; mais les conjurés avaient pris les devans, et lorsque le yacht de Pierre III s'approcha des remparts de cette ville, on lui cria qu'il *n'y avait plus d'empereur*. Pierre III perdit alors courage, et malgré les conseils de Munich, il se livra à sa femme. On le conduisit à quelques lieues de Saint-Pétersbourg, dans une espèce de prison où il fut étranglé quelques jours après par des assassins, qui le forcèrent avant à boire du poison. Cet événement arriva en 1762.

(22) Sophie-Auguste d'Anhalt-Zerbst est née en 1729. Son père, Christian-Auguste, prince d'Anhalt-Zerbst, était général au service du roi de Prusse. L'attachement que l'impératrice Élisabeth avait eu dans sa jeunesse pour le prince Holstein-Eutin, oncle de la jeune princesse d'Anhalt-Zerbst, et les dangers qui écartaient du trône de Russie les filles des princes puissans, décidèrent son mariage avec Pierre Feodorovitsch, neveu de l'impératrice, qui l'avait déclaré son héritier. Cette union eut lieu en 1745, et la princesse d'Anhalt-Zerbst, en embrassant la religion grecque, prit le nom de Catherine Alexiowna. Son mari parvint à l'empire en 1762, et fut appelé Pierre III. Dès long-temps avant cet avénement une haine profonde séparait les deux époux. Catherine voyant que l'empereur s'était aliéné le peuple, les troupes et le clergé par la bizarrerie de ses manières, et son idolâtrie pour le roi de Prusse, conçut le projet, elle, étrangère, de détrôner le petit-fils de Pierre-le-Grand. Elle y réussit, s'assura des régimens des gardes, grace aux intrigues de Grégoire Orloff son amant, gagna la noblesse par les menées de la princesse Daskekof, et fut servie par le clergé que vou-

lait dépouiller Pierre III. Ce prince périt peu de jours après que la révolution eût été consommée, non sans qu'on soupçonnât les conjurés de lui avoir donné du poison. Cela arriva en 1762. Catherine II commença dès lors à régner, et son fils Paul-Petrowitsch fut indiqué pour être son successeur. Les premières années de son règne ne furent pas sans troubles, et elle courut maintes fois risque de perdre la couronne et la vie. Elle surmonta les obstacles par la vigueur de son caractère et l'étendue de ses talens. Elle continua la politique du tzar Pierre quant à la Pologne; et soit pour placer sur le trône de ce peuple voisin un prince sans énergie, soit pour satisfaire un caprice romanesque, elle imposa pour monarque aux Polonais Poniatowski, son ancien amant. Elle s'unit avec le roi de Prusse, et chercha à gagner le suffrage des philosophes français; elle offrit à Dalembert de faire l'éducation du grand-duc; elle attira Diderot à sa cour; et elle correspondit avec Voltaire. Elle joignait à l'amour des plaisirs de l'esprit celui des plaisirs des sens d'une manière effrénée. Grégoire Orloff eut pour successeurs une foule de favoris qui coûtèrent des sommes énormes à la Russie, et pour lesquels elle affichait sa tendresse sans aucune espèce de retenue. Potemkin fut le plus célèbre de ses amans après Orloff, et il sut parvenir au comble de la puissance et s'y maintenir en sachant se donner des successeurs et les choisir adroitement. Il gouverna l'empire sous elle avec un faste inoui et un orgueil barbare. Du sein de cette cour voluptueuse, Catherine décida du sort de la nation polonaise, dont le territoire subit un premier partage en 1772. Deux années après elle courut les plus grands dangers: un imposteur nommé Pugatcheff se fit passer pour Pierre III, échappé à l'assassinat: il se trouva

bientôt à la tête d'une puissante armée. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine et aidée par l'imbécillité et la cruauté de Pugatcheff qu'elle parvint à ôter, à lui, la vie, et toute force à son parti. Elle fit deux grandes guerres contre les Turks, qui toutes deux finirent glorieusement pour elle. La première, celle de 1768, est célèbre par le soulèvement de la Grèce, et par l'expédition maritime commandée par Orloff dans les mers de cette contrée. En 1780, elle s'unit avec l'empereur Joseph II pour chasser les Ottomans de l'Europe. Cette guerre lui valut la Krimée. En 1792, elle fit la paix avec la Porte, et continua le partage de la Pologne. En 1795, la Semi-Galle, la Kourlande et le cercle de Pilten se donnèrent à elle, ou plutôt furent forcés de la reconnaître pour souveraine. La révolution française l'avait beaucoup irritée: « Mon métier, disait-elle, est d'être aristocrate. » Elle put voir les progrès de cette révolution, car elle mourut en 1796, d'une attaque d'apoplexie. Paul Ier lui succéda. Elle avait assuré la couronne à sa famille en faisant périr dans sa prison Iwan Ier, qui avait régné quelques mois après l'impératrice Anne, et qui était, avec Paul, le dernier rejeton de la ligne de Romanoff.

(23) Keyserling a été ambassadeur de Catherine II en Pologne sous le règne d'Auguste III, et il eut la principale conduite des affaires du parti russe pendant l'interrègne. On lui envoya Repnine pour l'aider dans ses travaux; car il était vieux et souffrant. Repnine fut aussi violent et emporté que Keyserling avait été souple et facile dans ses relations. Keyserling mourut en faisant le panégyrique du jeune souverain qu'il avait placé sur le trône.

(24) Stanislas Poniatowski est né en 1732. Son père, gentilhomme lithuanien, était de petite noblesse, et sa famille avait toujours été protégée par celle des Sapiéha. Mais l'alliance du père de Stanislas avec les Czartoryski donna à sa maison l'illustration dont elle manquait. Stanislas manifesta de bonne heure du goût pour les sciences et les arts; et l'énergie de son caractère, ainsi que la force de son esprit, se dépensèrent dans sa jeunesse en petits talens: c'était ce qu'on appelle un jeune homme accompli, savant, parlant bien de tout, et habile aux choses qui n'importent guère. Stanislas voyagea en Europe, et il se complut dans la frivolité de Paris. Il y contracta des dettes, et y fut même arrêté par ses créanciers. Il sortit de prison, grace à Mme Geoffrin, et plus tard il sut la remercier avec beaucoup de grace: il l'engagea à venir en Pologne, où elle trouva les mêmes meubles et les mêmes habitudes de vie qu'elle avait à Paris.

En Angleterre, Stanislas Poniatowski s'était lié avec sir William Hanbury, homme de mœurs fort suspectes, et qui l'emmena avec lui lorsqu'il alla ambassadeur en Russie. Poniatowski, qui avait une belle et noble figure, eut beaucoup de succès dans cette cour corrompue, et obtint les faveurs de la grande-duchesse. Le comte de Bruhl qui, bien que ministre en Pologne, était un vrai courtisan russe, pour être agréable à la grande-duchesse, fit nommer Poniatowski ambassadeur de Pologne en Russie. Le scandale des amours de la grande-duchesse et du jeune Polonais, et les représentations de la cour de France furent cause du rappel de Poniatowski. De retour en Pologne, il afficha une passion romanesque pour Catherine, et nourrit l'espoir de voir réaliser la promesse qu'elle avait faite dans une orgie de lui donner un jour la

couronne de Pologne. Auguste III étant mort, peu de temps après la révolution de Russie, Poniatowski osa prétendre à la royauté. Un caprice impérial voulut satisfaire le désir de ce jeune homme. Il ne s'agissait cependant plus d'amour entre Catherine et Poniatowski. Celui-ci avait fait servir sa prétendue passion pour la grande-duchesse de voile à de nombreuses intrigues; et l'on sait qu'Orloff fut le favori qui régna à la cour de Saint-Pétersbourg aussitôt après la mort de Pierre III.

Les princes Czartoryski avaient conçu le projet de se servir de l'influence russe pour organiser un nouveau gouvernement en Pologne, et y fonder une véritable monarchie. Ils pensèrent que dès lors il ne fallait pas rejeter la couronne qui allait tomber sur la famille, certains qu'ils croyaient être de gouverner le jeune homme qui allait régner. Mais les princes Czartoryski ont prouvé, par les désastres dans lesquels ils ont entraîné leur patrie, qu'on ne fait jamais rien de bien dans un pays à l'aide de l'étranger. Poniatowski, inappliqué, livré aux plaisirs, qui ne sut pas sacrifier sa longue chevelure, lors du couronnement, aux préjugés nationaux, échappa bientôt au joug salutaire que voulaient lui imposer deux vieillards. Catherine, qui n'avait pas eu l'intention de mettre son amant sur le trône, pour qu'il affranchît la Pologne, prit le soin de soulever des questions qui devaient empêcher la fusion des partis, et maintenir la Pologne dans l'anarchie. Telle fut la question des dissidens. Sous prétexte de faire régner en Pologne la liberté de conscience, l'impératrice philosophe mit tout en désordre dans ce malheureux pays. Bientôt se forma la confédération de Bar. Le trône fut déclaré vacant, et quelques exaltés voulurent s'emparer de Stanislas, qui leur échappa d'une manière singulière.

En 1772, la Russie, l'Autriche et la Prusse accomplirent le premier partage. La constitution de la Pologne éprouva par suite de nombreux changemens; le conseil permanent eut presque tous les pouvoirs qui furent retirés au roi. Cependant celui-ci, car il faut rendre justice à ce prince malheureux, employa utilement pour la patrie ce qui lui resta d'autorité. On lui doit le perfectionnement de l'instruction publique et l'établissement d'une école militaire. La guerre ayant éclaté en 1788, entre la Russie et la Turquie, une diète fut convoquée, et l'on sentit bientôt la nécessité de la rendre constituante. Le roi Stanislas voulait que, tout en profitant des circonstances, on ne fît rien sans le concours de la Russie. Mais la Prusse, devenue ennemie de la Russie depuis 1787, eut la principale influence dans la diète. Forte de cet appui, la nation, par ses représentans, chercha à se constituer. La constitution du 3 mai 1791 satisfit tous les bons esprits en Pologne. La couronne devait être héréditaire dans la maison électorale de Saxe. Le pouvoir législatif appartenait aux états, partagés en deux chambres, et le pouvoir exécutif au roi, avec un conseil privé, composé du primat, de cinq ministres et de deux secrétaires. La Prusse approuva tout. Cependant des mécontens continuèrent à entretenir des intelligences avec la cour de Saint-Pétersbourg. Ils tramèrent la confédération de Targowiça, à l'instigation de la Russie, qui déclara ne pas vouloir reconnaître ce qui s'était passé en Pologne. Les troupes russes entrèrent sur les terres de la république, et le faible Stanislas accéda à la confédération de Targowiça. Bientôt la Prusse abandonna la Pologne. La diète de Grodno se rassembla sous les baïonnettes russes, renversa l'ordre nouveau et rétablit l'ancien. Bientôt s'accomplit

le troisième partage, qui brisa la nationalité polonaise et réduisit la Pologne à n'être qu'un chétif royaume, dont la capitale (Varsovie) devenait une ville frontière. Une insurrection éclata, qui illustra Kosciuszko et la Pologne. Mais il fallut céder au nombre, et la liberté tomba sous le sabre de Suvarow. On sait les malheurs de ces temps; enfin la Pologne fut anéantie. Stanislas fut obligé d'abdiquer. Il vécut à Grodno d'une pension que lui faisait la Russie. Après la mort de Catherine il fut appelé à Saint-Pétersbourg par Paul, où il soutint le mépris d'une cour orgueilleuse. Il accompagna Paul à Moskou lors de son couronnement, et revint à Saint-Pétersbourg, où il mourut en 1798 d'une attaque d'apoplexie.

(25) Stanislas-Poniatowski, castellan, était père du malheureux prince qui régna en Pologne sous le nom de Stanislas-Auguste; il est né en 1678. Sa famille n'avait pas d'illustration, mais bientôt il sut se faire remarquer quand il vint aux affaires, par un esprit actif et fertile en ressources. Il s'attacha au parti suédois; il entra au service de Charles XII, dont il fut le major-général. Il l'accompagna en Russie lors de la malheureuse expédition qui finit par la bataille de Poltawa. Poniatowski sauva la vie de Charles après cette fatale journée, et l'accompagna en Russie. Là, il fut l'agent du prince fugitif auprès du sultan, et il intrigua dans le sérail avec une audace et une habileté extraordinaires. Enfin il parvint à déterminer la Porte à faire la guerre à la Russie, et fit commencer cette campagne, qui se serait terminée par la perte du tzar Pierre Ier, sans l'incapacité ou la trahison des généraux turks. Il conseilla à Charles XII de retourner en Suède,

et y fut avec lui. Charles XII lui donna l'administration du duché de Deux-Ponts; là il retrouva Stanislas Leszscynski; il fit néanmoins bientôt sa soumission à Auguste II, obtint de grands emplois, et fut nommé grand trésorier de Lithuanie et palatin de Mazovie. Après la mort d'Auguste II, il aida l'élection de Stanislas et combattit Auguste III. Quand la cause de Stanislas fut désespérée il fit sa soumission à Auguste III, qui augmenta encore ses honneurs. Il fut envoyé plusieurs fois à la cour de France. Il avait épousé en secondes noces la fille du prince Kasimir Czartoryski, ce qui lui donna rang dans la haute noblesse. Il mourut en 1762, laissant une veuve ambitieuse, qui se plaisait à s'entendre appeler mère des Gracques, et qui eut deux fils, dont l'un a servi l'Autriche comme général, et dont l'autre a perdu la Pologne comme roi.

(26) Ce jeune ambassadeur était le prince Repnine, neveu de Panine. Repnine a veillé avec soin les convulsions de la Pologne expirante, et a mis toute son habileté à écarter d'elle les secours. Cependant il ne lui a pas donné le dernier coup, et Souvarow lui a ravi ce triste honneur. Le prince Repnine est mort en 1801.

(27) Branicki passa une partie de sa jeunesse en France, où il servit comme mousquetaire. De retour dans sa patrie en 1715, il joua un rôle dans la confédération qui força Auguste II à faire sortir du royaume les troupes saxonnes. Sous Auguste III, il parvint aux plus grands honneurs, et fut nommé grand-général de la couronne. Il était du parti français, et lié avec le comte de Broglie qui, pendant les dernières années du règne d'Auguste III,

cherchait à diriger les esprits, dans l'attente de l'élection prochaine d'un roi. Quoique Branicki eût épousé la sœur de Poniatowski, il s'opposa à l'élection de ce jeune homme, et protesta contre une diète qu'entouraient des troupes ennemies. Branicki fut destitué de ses charges, privé de ses biens; mais il sembla toujours traiter avec Poniatowski comme de souverain à souverain, et revint sans sa permission dans le royaume, protégé par la France, qui témoigna hautement le désir qu'il ne fût point inquiété. Le roi d'Espagne lui envoya l'ordre de la Toison-d'Or. Il était singulier de voir un ordre de la maison de Bourgogne récompenser un républicain. Parvenu à une extrême vieillesse, il n'aida les insurrections républicaines que de ses finances. Il mourut en 1771, octogénaire; il laissa des biens et des dettes immenses.

(28) Adam Nalencz Malachowski, fils de Joseph Nalencz Malachowski, avait commencé par être staroste d'Oswiécim. Il fut élu cinq fois maréchal des tribunaux d'appel; mais sa célébrité date de l'époque où il fut maréchal de la diète de convocation après la mort d'Auguste III. Il résista alors avec une admirable constance aux menaces des Russes, et sut déjouer en partie leurs intrigues. Cet illustre citoyen mourut dans un âge très avancé. A l'époque de sa mort, il était écuyer tranchant de la couronne de Pologne.

(29) Choiseul (Étienne-François de), né le 28 juin 1719. Il entra au service quand il n'était que comte de Stainville, et il se fit remarquer par une valeur brillante. Il débuta dans la politique par l'ambassade de Rome; il en rapporta le chapeau de cardinal pour l'abbé de Bernis,

qui était alors chargé des affaires étrangères. En 1756, M. de Choiseul fut nommé ambassadeur à Vienne. Il aida à la conclusion de ce traité avec l'Autriche, qui fut cause d'une guerre si impopulaire en France. Le cardinal de Bernis ne put tenir devant l'irritation publique, et fut sacrifié par Mme de Pompadour. Le duc de Choiseul était lié avec cette maîtresse de Louis XIV, et ce fut par son influence qu'il devint ministre dirigeant du cabinet de France. Son administration fut ferme et éclairée dans des circonstances très difficiles. Malheureusement Mme de Pompadour mourut en 1764. On sait quelle indigne maîtresse lui succéda. Mme Dubarri ne put compter M. de Choiseul parmi ses amis. Dès lors la perte de celui-ci fut jurée. On sut inspirer au roi la terreur des parlemens, sur lesquels le duc de Choiseul avait cru devoir s'appuyer. En 1770, le duc de Choiseul fut disgracié. Il reçut la France entière dans son exil de Chanteloup, et l'opinion publique se manifesta hautement en sa faveur. Cependant, à la mort de Louis XV, Louis XVI le rappela à la cour sans le rappeler au ministère. Le duc de Choiseul est mort en 1785, laissant des dettes immenses, et faisant par son testament des legs nombreux, que sa veuve se fit un devoir d'acquitter. Le duc de Choiseul est l'auteur du *Pacte de famille* qui unit tous les princes de la maison de Bourbon, et suscita de si puissans ennemis à l'Angleterre. L'économie s'établit grace à lui dans toutes les branches de l'administration, et la politique de la France fut franche et décidée. Il augmenta le territoire du royaume en y adjoignant la Corse; mais cette acquisition fut malheureusement une injustice. Sa conduite envers la Pologne fut généreuse et habile. Il fournit des officiers aux confédérés; il agit à Constantinople; Catherine II et Frédéric

se plaignaient de le rencontrer toujours au bout de leurs projets; c'est son plus grand éloge. On sait que lors du partage de la Pologne Louis XV dit ces paroles remarquables: « Cela n'arriverait pas si Choiseul était ici. »

(30) Saldern, né dans le Holstein, d'une famille obscure, avait été revêtu d'une charge de judicature. Mais ayant commis des faux dans les fonctions qui lui avaient été confiées, il fut obligé de fuir le duché. Accueilli en Russie par le grand-duc, qui devait régner plus tard sous le nom de Pierre III, il devint le confident de Panine. Catherine II l'envoya dans les cours du Nord pour essayer de former une alliance de ces cours, à laquelle le roi de Prusse se refusa. Venu comme médiateur en Pologne, entre le roi Stanislas-Auguste, Repnine et les princes Czartoryski, il eut l'art de tout troubler en excitant les dissidens et en faisant naître, grace aux intrigues de Podoski, la malheureuse confédération de Radom.

(31) L'abbé Podoski, attaché d'abord aux princes saxons, puis corrompu par les Russes. Il obtint les plus grandes dignités ecclésiastiques, et devint primat du royaume, malgré le scandale de ses mœurs.

(32) Gaëtan Soltyk, évêque de Krakovie, duc souverain de Sévérie, fut arrêté en 1767, et conduit en Sibérie avec Zaluski et Rzewuski. Quand on vint pour l'arrêter, il s'écria : « Me connaissez-vous? savez-vous que je suis « souverain, sénateur et prêtre? » Il dit à l'officier qui vint s'emparer de sa personne : « J'avais destiné une ta- « batière d'or pour être offerte en don à celui qui viendrait « m'arrêter, et je suis fâché de ne point l'avoir sur moi. » Il

refusa fièrement à Catherine II de consentir aux mesures que son ambassadeur voulait faire prendre à la diète relativement aux dissidens : c'était le prix qu'elle mettait à sa liberté. Nous n'avons pu obtenir de détails sur la fin de la vie de ce grand citoyen.

(33) Zaluski (Joseph-André) est né en 1701. Il devint évêque de Kiiow et référendaire de la couronne. Dans la diète de 1767, Zaluski s'opposa aux projets de la Russie qui favorisait la cause des dissidens. Le prince Repnine menaça hautement de la captivité les trois évêques opposans, dont faisait partie Zaluski. Pour toute réponse, Zaluski lut à la diète deux brefs par lesquels le pape Clément XIII pressait le sénat et l'ordre équestre de ne consentir à aucune innovation. Zaluski fut arrêté par les Russes le 13 octobre 1767. On conduisit le digne évêque à Zaluga, où il resta enfermé jusqu'en 1773. Il mourut une année après avoir recouvré sa liberté.

Zaluski avait créé une des plus belles bibliothèques de la Pologne ; elle contenait plus de deux cent mille volumes. Il avait tant d'ardeur pour compléter cette collection précieuse, qu'il sacrifiait à ce but toute sa fortune ; il se privait même du nécessaire, et il arrivait à ce prélat de ne souper qu'avec du pain et du fromage. Cette bibliothèque fut transportée à Saint-Pétersbourg en 1795 ; mais les Kosaks qui l'escortaient déchirèrent une partie des livres dont ils allumèrent leurs pipes. On doit à Zaluski beaucoup de recherches bibliographiques et historiques, et quelques poésies assez médiocres.

(34) Wenceslas Rzewuski, grand-général de Pologne, appartenait à l'une des plus grandes familles de ce pays.

Il naquit en 1705. Il fit ses études au collége de Beltz, et perfectionna son éducation par des voyages dans presque toute l'Europe. A son retour, il fut placé à la tête de la chancellerie; il prit et l'habitude des affaires, et celle de parler en public. Après la mort d'Auguste II, il se prononça pour Stanislas Leszscynski. N'ayant pu empêcher l'élection d'Auguste III, il quitta la Pologne, et n'y rentra qu'avec la permission de Stanislas. Auguste III l'accueillit avec empressement. Il occupa de hauts emplois; il fut nommé palatin de Podolie, et peu de temps après maréchal de la diète de Lublin. En 1739, il sacrifia de grandes sommes pour éloigner les Tatars du territoire polonais. Devenu général de la couronne, il établit une stricte discipline dans l'armée. Ces occupations militaires ne l'empêchaient pas de s'adonner aux sciences et aux arts. Il embellissait son château de Podhorcé. Il composa deux tragédies tirées de l'histoire de Pologne. Son titre de général de la couronne ne lui permit pas d'assister à la diète qui plaça Stanislas Poniatowski sur le trône. Il ne put que s'indigner de voir un pareil choix imposé à la Pologne. Rzewuski adhéra par écrit aux protestations de l'assemblée de Radom, et se rendit à Varsovie (octobre 1767) pour sauver la religion et la patrie. Les troupes russes ne l'intimidèrent pas, et sa voix éloquente s'éleva contre l'oppression. L'ambassadeur russe le fit arrêter avec son troisième fils, Sévérin Rzewuski. On le conduisit à Smolensk, et de là à Kaluga. Pour charmer les ennuis de sa captivité, Rzewuski traduisit les psaumes de David et les odes d'Horace. Il revint d'exil après six années. Stanislas-Auguste lui offrit la charge de grand-général de la couronne qu'il refusa, et qui fut donnée à son fils Sévérin Rzewuski. Il se renferma dans la petite

terre de Siedliska, et aurait vécu heureux au sein des siens, s'il n'avait pas vu commencer la ruine de son pays. Rzewuski mourut en 1779. Il a cultivé avec un égal succès la littérature, la musique et l'architecture. Rzewuski avait créé une des plus belles bibliothèques de la Pologne.

(35) Pendant que l'évêque Krasinski, échappé aux persécutions dont avaient été victimes Gaëtan Soltyk et Zaluski, était allé en Turquie et en France, pour obtenir des secours contre l'oppression sous laquelle gémissait sa patrie, une confédération se forma à Bar. C'est une petite ville située en Podolie. Cette confédération fut proclamée le 29 février 1768, par Joseph Pulaski, staroste de Warka, ses trois fils et ses deux neveux, François Potocki, palatin de Kiiovie, Michel Krasinski, chambellan de Rosnany, et quelques autres palatins polonais. La lutte alors engagée dura cinq ans. La guerre avec la Turquie et l'appui de la France donnèrent d'abord de grandes forces à la confédération; elle se crut même assez puissante pour proclamer la vacance du trône L'enlèvement du roi, qui fut tenté en 1771, précipita la dissolution de la confédération. La guerre avait été malheureuse pour la Turquie; le ministère du duc Choiseul était tombé. L'enlèvement du roi avait égaré l'opinion publique, et l'avait prévenue contre la confédération. Elle fut définitivement détruite avant le premier partage. Kasimir Pulaski, fils de Joseph, se rendit en Amérique, et trouva la mort dans la guerre de l'indépendance, près de Savannah.

(36) Il s'agit ici du sultan Mustapha III, fils d'Achmet III. Il monta sur le trône en 1757. Son caractère

était extrêmement guerrier. Il s'occupa d'abord de réformer l'empire ; et ce ne fut qu'en 1768 qu'il s'aperçut qu'il était nécessaire que la Porte s'occupât des affaires de la Pologne. La guerre éclata en 1768 entre lui et la Russie. La première campagne lui coûta Chocim, la Moldavie et une partie de la Valachie. Celle de 1770 lui fut surtout fatale sur mer. Sa flotte fut détruite à Tchesmé. Pendant ce temps, il perdait l'Égypte. En 1771, la Krimée tomba au pouvoir des Russes. La campagne de 1773 releva le courage des Ottomans; mais Mustapha mourut en 1774, âgé de cinquante-huit ans.

(37) Le prince Volkonski. Il avait été ambassadeur en Pologne sous l'impératrice Élisabeth. Il est à remarquer que la politique de la Russie en Pologne a toujours eu pour agens les hommes qui sympathisaient par leur caractère avec cette politique. Quand il s'est agi d'exercer des violences, Repnine a été envoyé; quand il a fallu y joindre de la perfidie, Saldern a été son auxiliaire ; ensuite Volkonski vint avec un caractère paisible, parce que la politique russe s'était adoucie. Plus tard on a vu Sievers, qui avait conservé un caractère d'homme, malgré les rigueurs que lui avait commandées sa cour, remplacé par Igelstrom.

(38) Pierre Alexandrowitsch, comte de Romanzof ou Roumanzoff, est né en 1730. Ayant embrassé fort jeune la carrière des armes, il arriva avec rapidité aux premiers grades. Dans la campagne de 1769, Romanzof était à la tête du deuxième corps d'armée, qui devait s'emparer de Bender et de la Bessarabie. Le prince Galitzin, qui commandait le corps d'armée principal, ayant été battu à

Chocim, fut remplacé par Romanzof. Celui-ci, pendant la campagne de 1770, remporta deux victoires décisives, l'une sur la rive gauche du Pruth, dans la plaine de Kartal; la seconde auprès de la rivière de Kagoul, à son embouchure qui donne dans le lac qui porte le même nom. Dans cette dernière affaire, il n'avait que dix-sept mille hommes, avec lesquels il triompha de cent cinquante mille Turks. Cette victoire fut due à la résolution qu'il prit de former l'infanterie russe en carrés et de la faire charger à la baïonnette. En 1771, Romanzof s'empara de Giurgewo. L'année 1772 se passa presque entière en armistices, l'Autriche voulant amener la fin de la guerre. La campagne de 1773 fut défavorable aux Russes qui repassèrent le Danube. Les négociations recommencèrent; mais la paix, et une paix avantageuse à la Russie, fut décidée par la vigueur avec laquelle Romanzof commença la campagne de 1774. La paix fut signée sur une caisse de tambour, le 10 (21) juillet 1774, le jour même de l'anniversaire de la paix du Pruth. Romanzof fut comblé d'honneurs par la cour de Saint-Pétersbourg, et il fut accueilli avec une distinction très flatteuse, lorsqu'il alla à la cour de Berlin, pour y accompagner le fils de Catherine II. Lorsque la guerre entre la Russie et la Porte recommença en 1787, il commanda le corps de l'Ukraine, tandis que Potemkin avait le commandement principal. Celui-ci resta dans l'inaction pour ne pas donner à Romanzof l'occasion de se distinguer. Romanzof, fatigué de la jalousie de Potemkin, se démit du commandement, et se retira dans une terre qu'il possédait en Ukraine. Il mourut dans la retraite, peu de temps après la mort de Catherine II, le 6 (17) décembre 1796.

(39) Iwan III (Vassiliévitch), fils de Basile IV, dit l'Aveugle. Quand ce prince prit possession du trône en 1462, son empire gémissait sous le joug des Tatars. Il affranchit l'empire. Iwan conquit Kazan, et s'empara de Novogorod après un siége de sept ans. La grande horde des Tatars fut détruite par lui en 1475. Iwan conçut alors les projets qu'ont poursuivis ses prédécesseurs. Il épousa la princesse Sophie, petite-fille de Michel Paléologue, comme pour se ménager des droits au trône de l'Orient qui s'écroulait. Il battit les Lithuaniens, il réunit à ses domaines la principauté de Tver; il fit la conquête du duché de Sévérie; mais il fut battu par les chevaliers porte-glaives de Livonie. Il fit avec eux une trève de cinquante ans. En 1486, il prit le titre de souverain de toutes les Russies, et mourut en 1505, âgé de soixante-six ans. Sa succession fut sanglante comme presque toutes celles des souverains russes.

(40) Pendant le règne de Catherine II, il parut divers imposteurs qui se donnèrent pour l'infortuné Pierre III échappé à ses bourreaux. Le plus audacieux et le plus heureux de tous pendant quelque temps fut Pugatcheff ou Pougatschew. C'était un simple Kosak du Don. Il servit contre les Prussiens dans la guerre de sept ans, et fit quelques campagnes contre la Turquie. Un jour, comme il apportait des dépêches à un général russe entouré de son état-major, on remarqua qu'il avait beaucoup de ressemblance avec l'empereur Pierre III. Cet instant décida son destin. Il déserta et se réfugia en Pologne. Il vécut quelque temps avec des ermites du rit grec, et il apprit les faits dont il avait besoin pour jouer son rôle. Il se rendit ensuite dans la petite Russie, se fit des partisans parmi les Kosaks, auxquels il

déclara qu'il était le mari de l'impératrice, qui s'était sauvé de prison. Enfin il réunit une espèce d'armée, et se mit en campagne en 1773. Il s'empara de quelques forteresses dans le gouvernement d'Orenbourg. Il s'en fallut peu que les portes de Moskou ne s'ouvrissent à Pugatcheff, qui ramassait les esclaves et mettait tout à feu et à sang. Enfin le comte Panine parvint à repousser les rebelles; cent mille roubles furent promis à celui qui livrerait Pugatcheff. Cette promesse fit des traîtres de ceux qui l'entouraient, et il fut remis au gouverneur de la forteresse de Jaïck. On le conduisit à Moskou dans une cage de fer; il y périt dans les supplices le 10 janvier 1775.

(41) La cause de la disgrace du duc de Choiseul fut la haine qui s'alluma entre sa sœur la duchesse de Grammont et Mme Dubarri. Celle-ci ne put lui pardonner les dédains et les sarcasmes de la duchesse. Le duc de Choiseul avait une hauteur de caractère qui ne pouvait s'arranger des allures d'une courtisane devenue maîtresse d'un roi de France. Il s'était en outre rendu odieux, par la fermeté de son administration, à de vieux seigneurs corrompus, qui étaient les habitués des petits appartemens de Louis XV, et à la tête desquels il faut placer le duc de Richelieu.

(42) Joseph II, empereur d'Allemagne, né en 1741, fils de l'empereur François Ier de Lorraine, et de Marie-Thérèse d'Autriche. Joseph, élu roi des Romains en 1764, empereur en 1765, ne gouvernait pas. L'impératrice était, comme dernier rejeton de la maison d'Autriche, souveraine de la Bohême et de la Hongrie. Elle retint pour elle seule le pouvoir. Joseph parcourut pour s'instruire tous

les états qu'il devait régir un jour. En 1769, il passa en Italie, où il observa avec soin et philosophie l'état des mœurs et du gouvernement. Il désirait vivement une entrevue avec le grand Frédéric, que Marie-Thérèse avait une fois empêchée. Elle eut lieu cette année même à Neiss. Ils s'engagèrent secrètement à rester neutres dans le cas où la guerre éclaterait entre la France et l'Angleterre, à propos de la révolution des États-Unis d'Amérique. En 1770, une seconde entrevue eut lieu entre les deux princes, qui convinrent alors du partage de la Pologne. C'est à tort qu'on a fait remonter à cette époque les projets de réforme de Joseph II, et qu'on les attribue à ses conversations avec Frédéric II. Ce dernier n'avait rien appliqué de la philosophie du dix-huitième siècle qu'il prêchait dans sa conversation et dans ses écrits; tandis que Joseph II voulut appliquer les principes des novateurs, et succomba dans son entreprise. En 1778, il s'éleva une discussion quant à la succession de la Bavière, entre l'Autriche et la Prusse; mais la guerre ne dura que six mois. En 1780, l'impératrice Marie-Thérèse mourut, et Joseph régna. Il commença ses réformes par le clergé, et il sécularisa beaucoup de couvens. En 1781, il visita la France pour la seconde fois sous le nom de comte de Frankenstein. De retour à Vienne, il reçut la visite du pape Pie VI, qui venait se plaindre des innovations rapides que Joseph II faisait dans l'église. Cette démarche ne changea pas les projets de Joseph II. En 1784 éclata l'insurrection des Valaques, et l'Autriche engagea une querelle avec la Hollande, qui lui refusait l'ouverture de l'Escaut. Louis XVI fut médiateur entre les Provinces-Unies et son beau-frère; ce dernier obtint le fort Lillo, quelques portions de terri-

toire; mais l'Escaut resta fermé. En 1787, il se décida à faire la guerre à la Porte avec Catherine II. Bientôt Joseph II fut accablé, et par les mauvais succès de ses armes en Turquie, et par la révolte des Pays-Bas. Joseph II mourut, abreuvé de chagrins, en 1790. La révolution de France avait déjà éclaté.

Pour l'historien il doit y avoir deux hommes dans Joseph II. L'empereur d'Allemagne, qui, maîtrisé par l'aristocratie, et obéissant à une politique que souvent il n'approuvait pas, fit des entreprises et des guerres malheureuses. Il y avait en outre dans Joseph II, un réformateur, qui voulait appliquer le système politique de la philosophie du dix-huitième siècle, si nous pouvons nous exprimer ainsi. Il mourut à la peine en cherchant peut-être par de fausses routes le bien et le juste. La révolution française le tua, parce qu'elle donnait de grandes forces à l'aristocratie qui l'entourait, et qu'elle discréditait dans l'esprit des souverains et des peuples les projets de réforme qu'il avait commencés. S'il avait eu l'égoïsme de Frédéric-le-Grand, il aurait sans doute régné tranquillement et avec gloire.

(43) Lukawski, Strawenski et Kosinski, formèrent le projet d'enlever le roi, et s'unirent par des sermens. Accompagnés de trente-sept hommes ils entrèrent dans Varsovie, déguisés en paysans. Le 3 septembre 1771, le roi revenait de chez son oncle, le prince Czartoryski, accompagné de quinze personnes et d'un aide-de-camp. Son carrosse fut arrêté; on tira plusieurs coups de pistolet, dont un de ses heiduques fut atteint. Les conjurés s'emparèrent de Stanislas et le firent monter à cheval; ils s'égarèrent dans la forêt de Bielani. Le temps qui s'écoulait

et qui rendait à chaque instant l'entreprise plus dangereuse, le voisinage de patrouilles russes effrayèrent les ravisseurs. Peu à peu ils s'éloignèrent, et le roi demeura seul avec Kosinski. Celui-ci se laissa fléchir par les prières du prince qui prit refuge dans un moulin, d'où il indiqua à sa maison le lieu où il se trouvait. Il revint à Varsovie après avoir été légèrement blessé. Kosinski eut sa grâce. Lukawski et Strawenski furent pris et décapités.

(44-45) La trahison d'Antoine Poninski n'avait pas tiré sa famille de l'obscurité, quand Adam Poninski fut élu maréchal de la diète qui sanctionna le premier partage de la Pologne. Adam Poninski, créé prince, et soutenu long-temps par la Russie, poursuivi lors de la révolution de 1794 par la haine nationale, mourut dans le plus grand dénuement. Son fils, qui se nommait comme lui Adam, commandait un corps de patriotes en 1794, et sa lâcheté contribua à la perte de la bataille de Maciéiowice, où Kosciuszko fut fait prisonnier. Il était dans le destin de cette famille d'être toujours funeste à la Pologne.

(46) Joseph Poniatowski est né à Varsovie. Son père était lieutenant-général d'artillerie au service de l'impératrice Marie-Thérèse. Joseph fut élevé par son oncle, le roi Stanislas-Auguste, avec le plus grand soin. Il entra comme sous-lieutenant au service d'Autriche, et il avança très rapidement. Lorsqu'en 1787, la guerre éclata entre l'Autriche et la Porte Ottomane, il était colonel de dragons et aide-de-camp de l'empereur Joseph. Les travaux de la diète de 1788 rappelèrent Joseph Poniatowski en Pologne; on avait décrété une nouvelle organisation de

l'armée polonaise; Joseph s'occupa d'instruire et de former les nouveaux corps. Quand, en 1792, commença la lutte qui devait se terminer par la chute de la Pologne, il fut mis à la tête de l'armée, et il remporta des avantages signalés contre les Russes. On sait que Stanislas-Auguste n'eut pas le courage de rejoindre son armée, et qu'il adhéra lâchement à la prétendue confédération de Targowiça. Peu de temps après, le parti russe qui entourait le roi força Joseph Poniatowski à se démettre du commandement; ce fut alors que l'armée lui offrit une médaille sur laquelle se lisait cette simple mais belle légende : *miles imperatori.* En 1794, Joseph voyageait à l'étranger, quand il apprit les nouveaux efforts que faisaient les Polonais. Il s'y associa, et combattit sous Kosciuszko. Quand la Pologne eut succombé, Poniatowski se retira à Vienne. Il revint à Varsovie en 1798, et le roi de Prusse le chargea du commandement de cette ville, lorsque les Français y entrèrent en novembre 1806. Un gouvernement provisoire fut établi sous l'influence française, et Poniatowski fut nommé ministre de la guerre. La paix de Tilsitt ne satisfit pas la Pologne en créant le grand-duché de Varsovie. Poniatowski sut former une belle armée, dans un pays appauvri, et mérita l'amour de tous ceux qui avaient un cœur polonais. Quand, en 1809, éclata de nouveau la guerre avec l'Autriche, Poniatowski à la tête d'une petite armée, fit des prodiges de valeur, et se jeta en Gallicie. Le traité de Vienne donna au grand-duché de Varsovie la Gallicie que Joseph avait conquise. En 1811, il fut envoyé comme ambassadeur extraordinaire à l'empereur Napoléon, par le roi de Saxe. Instruit que la lutte allait s'engager entre la France et la Russie, il se rendit à Varsovie. L'armée polonaise qu'il avait créée était forte de

quatre-vingt mille hommes. Il se montra grand général et vaillant soldat dans la malheureuse campagne de Russie. Il entra à Moskou à la tête de l'avant-garde, et oublieux des massacres de Praga, il défendit le pillage à ses troupes. Sa retraite fut très belle; il ne perdit pas une seule pièce d'artillerie. En 1813, il reçut les honneurs de maréchal de France, sans en prendre le titre. Il eut une part glorieuse à la prise de Gobel, de Friedland et de Richberg. Le 16 octobre, il fit des efforts qui semblèrent au-dessus de ses forces. Le 18, il se battit toute la journée. Il protégea la retraite de l'armée française avec un corps peu nombreux. Les ponts étaient coupés; il s'aperçut que lui et les siens étaient sacrifiés. Il dit alors : *mourons comme des Polonais doivent mourir; faisons payer cher notre vie.* Il chargea de nouveau avec quelques cuirassiers, et fut blessé pour la seconde fois. On le suppliait de se retirer, de laisser le commandement à un de ses officiers. On lui disait de se conserver pour la Pologne, il répondit par ces paroles sublimes : « Il s'agit de remettre à « Dieu la Pologne; il faut la lui rendre glorieuse et pure. » Blessé de nouveau, il s'approcha de l'Elster; on lui criait de se rendre; il connut la profondeur et le danger des eaux qui entraînaient les débris de la bataille; il n'hésita pas à se jeter dans le fleuve et disparut.

(47) Clément XIV, qui succéda à Clément XIII en 1769, se nommait Laurent Ganganelli. Il naquit en 1705. La France contribua à son exaltation. Le cardinal de Bernis apprit que de tous les aspirans au pontificat c'était celui qui avait le plus d'idées appartenant à son siècle. Pendant le conclave, il dit hautement qu'il pensait que les papes ne pouvaient plus espérer régenter les souve-

rains. Quand il eut ceint la tiare, il ne se montra pas, comme tant d'autres pontifes, infidèle aux principes qu'il avait professés avant son élection. Il renonça aux prétentions du saint-siége sur le duché de Parme; il mit dans l'oubli la bulle *in cœna Domini*, si attentatoire aux droits des princes, et qui avant lui se *fulminait* tous les jeudis-saints. Il se rapprocha de la cour de Lisbonne, et il obtint de la France la restitution du comtat d'Avignon, et de Naples celle de Bénévent; possessions qu'avait perdues l'ambition pétulante de son prédécesseur. Enfin en 1773 il consomma le grand œuvre de la destruction des jésuites, malgré les menaces dont il était assailli et les dangers réels qu'il courait. Il mourut en 1774, d'une maladie de langueur. On déclara officiellement après sa mort qu'elle avait été causée par l'excès du travail; mais toute la chrétienté en accusa la société qu'il avait détruite, et dont les maximes et les actions n'avaient jamais été très éloignées de l'assassinat.

(48) Michel-George Poniatowski, frère de Stanislas-Auguste, est né en 1736. Il passa par plusieurs fonctions civiles et ecclésiastiques. En 1773, il fut fait évêque de Ploçk, et primat en 1784. Il devint le protecteur de l'instruction publique en Pologne. George Poniatowski pensait que sa patrie ne pouvait se sauver que par une alliance avec la Russie, et il fut d'avis de rejeter les avances du roi de Prusse. Lors de la révolution de 1794, George Poniatowski, chagrin des maux qui accablaient sa patrie, en butte aux soupçons des patriotes, se donna la mort le 11 septembre 1794. On assure qu'il se servit du poison.

(49) Claude de Mesme, comte d'Avaux. Ce fut lui qui

travailla le plus activement à la conclusion du traité de Munster. Le jaloux Mazarin l'exila avant la fin de cette fameuse négociation. Mais les troubles de Paris ayant rendu un tel homme nécessaire, il fut rétabli dans l'emploi qu'il avait déjà exercé de surintendant des finances. Il est mort en 1650.

(50) Les Génois ont été les maîtres de la Corse dès le douzième siècle. Les Corses subirent ce joug avec impatience, et dès 1729 une guerre civile commença entre les oppresseurs et les opprimés. Enfin les Génois, désespérant malgré l'aide des Français de soumettre la Corse, cédèrent tous leurs droits sur ce pays à la couronne de France. Le traité fut signé au mois de juillet 1768 à Compiègne. Paoli, qui gouvernait alors la Corse, fit une résistance héroïque contre les Français; mais le comte de Vaux, secondé du marquis de Marbœuf, soumit bientôt toute l'île de Corse à Louis XV.

(51) Aiguillon (Armand-Vignerod-Duplessis-Richelieu duc d'). Il est né en 1720. Il parut avec quelque éclat de galanterie à la cour de Louis XV, et fut préféré à ce prince par la duchesse de Châteauroux. Le roi l'envoya à cette occasion à l'armée d'Italie, où il ne se montra point sans courage. Sa faveur à la cour ne fit qu'augmenter, et il devint successivement gouverneur de l'Alsace et commandant de la Bretagne. Il déploya une grande sévérité dans cette province, le parlement de Bretagne ayant résisté à quelques édits bursaux; mais il montra moins de vigueur lorsque les Anglais firent une descente sur les côtes de Bretagne, en 1758. On l'accusa d'être resté caché dans un moulin pendant l'action; et le procureur-général du par-

lement, Lachalotais, écrivit dans une lettre que la malignité rendit publique : « Si notre général ne s'est pas cou-« vert de gloire, il s'est du moins couvert de farine. » Comme la Bretagne reprochait des exactions au duc d'Aiguillon, le parlement de cette province informa contre lui. De son côté, il accusa le procureur-général Lachalotais d'un complot tendant à renverser les lois de la monarchie. Ce grand magistrat fut emprisonné, et devint l'idole des Bretons. Le parlement de Bretagne fut dissous; cependant le duc de Choiseul, qui savait que le duc d'Aiguillon lui était personnellement contraire, le desservit autant qu'il put. Le duc de Duras fut nommé gouverneur de Bretagne, et l'ancien parlement fut rétabli. Celui de Paris évoqua l'affaire. D'Aiguillon, que l'appui de Mme Dubarri rendait audacieux, fit annuler la procédure. En 1770 le parlement rendit un arrêt qui entachait son honneur, et suspendait d'Aiguillon des priviléges de la pairie jusqu'à jugement définitif. Mais un lit de justice donna gain de cause à d'Aiguillon, et grace à la protection de la maîtresse du prince, il fit enlever du greffe toutes les pièces de la procédure, qui fut ainsi anéantie. Ensuite il parvint à renverser le duc de Choiseul; et cet homme, qu'abhorrait une grande province et que deux parlemens avaient flétri, gouverna la France avec Terrai et Maupeou, ou plutôt il obéit aux caprices de Mme Dubarri. Il laissa s'accomplir le partage de la Pologne, sans y mettre aucun obstacle, et se plut à prendre le contre-pied de la politique pleine de grandeur du duc de Choiseul. Il se vantait fort d'avoir contribué à la révolution de Suède, qui, en 1772, augmenta le pouvoir royal. Il quitta les affaires à la mort de Louis XV, et fut même exilé. Il mourut peu de temps

après, laissant la réputation d'un bon courtisan et d'un mauvais ministre.

(52) Maurepas (Jean-Frédéric-Phelippeaux, comte de). Il est né en 1701. Maurepas fut nommé secrétaire d'état à la place de son père, dès l'âge de quatorze ans. Le marquis de la Vrillière fut chargé d'exercer la charge, et de former au travail de l'administration Maurepas, qui épousa sa fille. Ce n'est qu'à vingt-quatre ans que Maurepas commença à être à la tête de son ministère, qui embrassait plusieurs provinces, Paris et la marine. Il avait beaucoup de facilité, mais encore plus de frivolité dans l'esprit. Cependant il sut, en s'entourant d'hommes à talent, donner quelque éclat à son administration. Une épigramme dirigée contre Mme de Pompadour, lui coûta le pouvoir. Il fut exilé dans sa terre de Pontchartrain, à deux lieues de Versailles. Il y passa vingt-cinq ans. Quand Louis XVI monta sur le trône, il songea à Maurepas, que les quatre vers qu'il avait faits contre la marquise de Pompadour avait fait aimer de la famille royale. Ce vieillard, depuis long-temps éloigné des affaires, au lieu de songer à des réformes utiles, se contenta d'abord de donner de la popularité au nouveau règne, en rétablissant les parlemens, en appelant au conseil des hommes chéris de la nation, Malesherbes, Turgot, Necker, et en décidant la guerre d'Amérique. Mais bientôt il devint jaloux de ceux qu'il avait appelés au ministère, et il se complut dans des intrigues de cour qui affaiblirent la royauté, pendant qu'une révolution terrible se préparait. Maurepas mourut en 1761, six mois après avoir fait disgracier Necker. Un mot de lui peint son cœur et sa politique; il dit en entrant dans son dernier minis-

tère : « Pourvu que cela dure autant que nous » ; et il était octogénaire.

(53) L'abbé Barthélemi, né en 1716, avait connu à Rome la comtesse de Stainville, depuis duchesse de Choiseul, et son mari alors ambassadeur de France. Il fut leur commensal, et pendant le ministère du duc de Choiseul, et après sa disgrace. L'abbé Barthélemi ne perdit pas la modestie qui lui était naturelle dans la fréquentation des grands. Quoique sa fortune lui permît d'avoir une voiture, « je n'en prendrai pas, dit-il, car je crain- « drais de rencontrer à pied des hommes de lettres qui « vaudraient mieux que moi. » Dans son célèbre Voyage d'Anacharsis, Barthélemi a loué le duc de Choiseul sous un nom emprunté, comme Voltaire l'avait fait dans sa charmante pièce de vers intitulée : Benaldaki à Caramouftée. Le vertueux ami du duc de Choiseul mourut en 1795.

(54) Pesay, qui prit le titre de marquis et non celui de chevalier, sans qu'il lui fût très contesté, est né en 1741. Il se nommait Masson de son nom de famille. Il fit ses études au collége d'Harcourt avec Laharpe, qui ne lui pardonna jamais d'avoir fait fortune. En sortant du collége, il entra dans les mousquetaires. Son goût pour la poésie le rapprocha de Dorat, qu'il prit pour modèle. La faveur dont il jouit à la cour vint de ce qu'il donna quelques leçons de tactique à Louis XVI, quand il n'était que Dauphin. Quand Maurepas revint au ministère au commencement du règne de ce prince, Pesay eut de l'importance à la cour. Mais sa vanité fut si imprudente, et son orgueil d'homme de lettres joint à celui d'homme de cour

l'égara tellement qu'il se fit exiler. Il mourut en 1777.

(55) On a jugé bien diversement le fameux Caron de Beaumarchais (né en 1732, mort en 1799). Pour les uns il fut un abominable homme, un meurtrier; pour les autres le bonhomme par excellence. Il faut sans aucun doute, pour le juger sainement, prendre un terme moyen; mais il est certain que la littérature ne fut pas pour lui une de ces occupations qui épure la vie en l'isolant du contact des affaires du monde. Il se jeta avec une ardeur incroyable dans toutes les entreprises, dans toutes les intrigues. Il fut ambassadeur des petits appartemens en Angleterre pour obtenir l'anéantissement d'un libelle contre une maîtresse de Louis XV; mais l'esprit prodigieux qu'il déploya dans ses Mémoires, dirigés surtout contre le parlement devant lequel il plaidait, et dans sa *Folle Journée*, ont fait oublier ses torts. Il eut, comme on sait, une querelle avec le fameux comte de Mirabeau, et ils ne s'épargnèrent pas de dures vérités; cette lutte égaya le public, qui leur pardonna à cause de leurs grands talens.

(56) La marquise de Pompadour.

(57) La comtesse Dubarri.

Ces maîtresses de Louis XV furent toutes deux funestes à la Pologne, la première en conseillant au faible monarque cette paix de 1756 qui unit l'Autriche à la France, la seconde en renversant le duc de Choiseul, qui n'aurait jamais consenti au partage de la Pologne.

(58) Maupeou (René-Nicolas-Charles-Augustin de). Il est né en 1714. Son père, le vice-chancelier Maupeou, lui avait légué son goût pour les intrigues de cour, et son talent de se faire bien venir du maître. C'était un magistrat de peu de conscience et de capacité. Parvenu à la place de premier président, il fut accusé d'avoir commis plus d'une infidélité dans le recensement des votes; et il aurait même à cette occasion subi une mercuriale à la rentrée, s'il n'avait pas été nommé chancelier pendant les vacances. C'est alors que Maupeou conçut le dessein de retirer la couronne *de la poudre du greffe*, c'est-à-dire de détruire les parlemens, qui depuis long-temps étaient en France, avec l'opinion publique, le seul contrepoids de l'autorité royale. Après une lutte très vive, il les fit supprimer en 1771.

Il espéra tromper l'opinion publique en saisissant cette occasion pour remédier à de graves abus. Ainsi la vénalité des charges fut supprimée; et les épices remplacées par un traitement fixe. Mais la raison publique ne prit pas le change; elle vit que la royauté n'ayant plus d'opposition, ou se perdrait, ou tournerait à un entier despotisme. Maupeou, pour conserver son crédit, avait prostitué sa dignité aux caprices de Mme Dubarri. Cependant il se brouilla avec elle à la fin du règne de Louis XV, pour avoir refusé la grace à un parent de cette courtisane qui avait commis un crime honteux. Comme la suppression des parlemens avait éloigné de la cour tous les princes du sang, à l'exception du comte de La Mark, il chercha à se rendre agréable au roi en lui ramenant la branche de Condé. De son côté, la favorite, pour rivaliser ses efforts, promettait au duc d'Orléans de faire consentir le monarque à son mariage avec Mme de Montesson. Ce fut au milieu de

ses intrigues qu'arriva la mort de Louis XV. Maupeou fut exilé, et comprit sur-le-champ qu'il n'avait plus de rôle politique à jouer. Il mourut en 1792, après avoir fait à la nation un don patriotique de 800,000 francs, soit qu'il voulût récompenser ainsi une révolution qui le vengeait du parlement et de la cour, soit qu'il voulût acheter de la tranquillité pour ses derniers momens.

(59) Le fameux lord North, qui fut un des ministres les plus impopulaires de la Grande-Bretagne, commença sa carrière parlementaire à l'âge de vingt-six ans. Ce fut en 1770 qu'il succéda au duc de Grafton comme premier lord de la trésorerie. Pendant son administration, et grace aux mesures qu'il prit, tantôt faibles, tantôt rigoureuses, les colonies américaines se séparèrent de la métropole. Il quitta le ministère quand la paix fut devenue nécessaire; mais il se rangea sur les bancs de l'opposition, et blâma la reconnaissance des États-Unis d'Amérique, que son impéritie avait rendue nécessaire. Il entra dans ce singulier ministère de coalition qui se forma sous son patronat et celui de M. Fox, ministère que fit tomber le fameux bill de M. Fox sur le gouvernement et l'administration de l'Inde. Né en 1732, il mourut en 1792.

(60) On sait que les généraux anglais ne craignaient pas, pour châtier les insurgés américains qu'ils appelaient des rebelles, d'appeler à leur secours les sauvages. Le célèbre Chatam, père de Pitt, châtia par une belle improvisation cette union de la civilisation et de la barbarie pour étouffer le bon droit. Il termina ainsi son discours: « Milords, je suis vieux et faible, et pour le présent in-

« capable d'en dire davantage; mais je n'aurais pu dor-
« mir cette nuit, ni reposer ma tête sur mon oreiller, si
« je n'avais donné carrière à ma haine, à mon éternelle
« haine pour ces absurdes et hideuses barbaries. » Ces barbaries coûtèrent les provinces américaines à l'empire britannique, et ce fut en vain que Chatam s'opposa plus tard à ce démembrement devenu nécessaire, grace aux cruautés qu'il avait flétries.

(61) Guillaume V, stathouder, et le duc de Brunswick s'étaient aliéné l'esprit des Hollandais par la conduite lâche de leur gouvernement pendant la guerre que la Hollande avait eu à soutenir contre l'Angleterre, et par leurs tentatives continuelles contre les libertés du pays. Le duc de Brunswick avait été forcé de résigner ses emplois. Le stathouder avait vu diminuer son pouvoir, et les patriotes en vinrent au point de prendre les armes.

Guillaume V avait épousé Frédérique-Sophie Wilhelmine, nièce de Frédéric II. Il réclama les secours de ce prince habile, qui lui donna de sages conseils ainsi qu'aux États de Hollande, mais ne parut pas vouloir intervenir par les armes. Frédéric-Guillaume, son successeur, prit avec plus de vigueur les intérêts du stathouder. Il envoya à La Haye le comte de Gôrtz, pour tâcher de terminer les différens qui existaient entre les patriotes et la maison d'Orange; mais ce diplomate ne put rien obtenir. Des révoltes sanglantes éclatèrent dans plusieurs villes; les amis du stathouder furent chassés de toutes les places, et la lutte devint de jour en jour plus sérieuse.

Cependant le roi de Prusse n'osait agir; il savait que la France favorisait secrètement les patriotes hollandais,

il craignait une guerre qu'un événement imprévu décida.

Au mois de juin 1787, l'épouse du stathouder voulut se rendre à La Haye que sa famille avait quittée pour Nimègue. Elle fut arrêtée dans sa route par un chef de poste, et obligée de retourner à Nimègue. Elle se plaignit hautement de ce qu'elle appelait un outrage.

Le roi de Prusse demanda satisfaction aux États; une armée de 24,000 hommes se dirigea sur le Rhin. Les patriotes n'espéraient d'appui que dans la France, qui les abandonna. L'expédition du duc de Brunswick ne fut qu'une promenade militaire. Le stathoudérat fut rétabli dans tous ses droits, et l'épouse du stathouder dressa une liste de patriotes qui durent s'expatrier.

(62) Ce fut en 1751 que Guillaume succéda au sthathoudérat. Le vœu de la Hollande était de rester neutre dans la guerre qui s'engagea en 1776 entre la France et l'Angleterre. Guillaume voulut favoriser cette dernière puissance, et ce fut malgré lui que la guerre s'engagea entre la Hollande et l'Angleterre. Il reçut avec un mécontentement mal déguisé les amiraux hollandais qui s'étaient conduits avec tant de bravoure à la bataille de Doggerbank. En 1783, les États conclurent avec la France une alliance qui fut désagréable au stathouder. En 1785, éclata une révolution qui dépouilla le stathoudérat de ses droits, qui lui furent rendus en 1787, par l'intervention armée de la Prusse. Guillaume régna paisiblement jusqu'en 1792, époque où la France déclara la guerre aux Provinces-Unies. Guillaume fut détrôné en 1794, et passa en Angleterre. Il obtint par le traité de Lunéville la principauté de Nassau-Dietz.

(63) Il est ici question du fameux duc de Brunswick-Lunébourg (Charles-Guillaume-Ferdinand), né en 1735, et mort en 1806. C'était l'élève du grand Frédéric, sous lequel il fit ses premières armes. Il était ami éclairé des sciences et des arts. On crut qu'il aurait beaucoup d'influence après le règne de Frédéric II; mais il fut éloigné du pouvoir par la jalousie qu'éprouvait Frédéric-Guillaume pour les hommes supérieurs. En 1787, lors des troubles de Hollande, il alla pour les apaiser à la tête de vingt mille Prussiens. Il entra brusquement sur le territoire hollandais, et s'empara d'Utrecht, de La Haye et d'Amsterdam. Ce fut là la fin de son bonheur à la guerre. On sait qu'il commandait en France l'armée des alliés en 1792; après bien des revers, il quitta le commandement. En 1806, il servit encore la Prusse, et mourut, après avoir reçu une blessure dans les yeux en combattant contre les Français.

(64) Le comte de Vergennes, qui abandonna les patriotes de Hollande lors de la révolution de 1785, avait trahi les intérêts de la France et de la Pologne, en n'excitant pas la Porte à faire la guerre à la Russie, lorsqu'en 1767 il était ambassadeur à Constantinople. Aussi le duc de Choiseul le fit-il rappeler. Ce fut à l'avénement de Louis XVI que Vergennes fut mis à la tête des affaires étrangères. Il est mort l'année même où la révolution de Hollande a été étouffée par la Prusse; mais la mollesse de son administration avait préparé la défaite des patriotes hollandais.

(65) Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse; il est né en 1744. Il était neveu du grand Frédéric auquel il suc-

céda. Elevé avec une grande dureté par son oncle, qui l'exposait aux plus grands périls, comme un simple soldat, il mérita son amitié en manœuvrant habilement devant des forces supérieures, chargé qu'il était de commander un corps d'armée en Silésie, lors de la dernière guerre du grand Frédéric. Celui-ci dit alors : « Il me recommencera. » Jamais prophétie ne fut plus vite démentie. A peine monté sur le trône en 1786, il éloigna de lui les hommes qui, soit dans les emplois civils, soit dans les emplois militaires, avaient honoré le règne de son prédécesseur. Il se livra à toutes les erreurs de l'illuminisme, et à tous les emportemens d'une passion effrénée pour les femmes. En 1792, Frédéric-Guillaume se mit à la tête de la coalition formée par les rois contre la révolution française. Il se ligua à Pilnitz avec l'Autriche. On sait que dans cette grande guerre il joua un rôle de mollesse et d'irrésolution. Deux ans avant de signer le traité de Bâle, qu'il conclut avec la république, il avait presque abandonné la coalition, et grace à des artifices coupables et à une politique sans foi, il obtint en 1794 une part des dépouilles de la Pologne. Il s'empara de Krakovie et mit fin à la guerre, aidé par les Russes. Frédéric-Guillaume II mourut en 1797, et laissa la couronne à son fils qui prit le nom de Frédéric-Guillaume III.

(66) Frédéric II, après toutes ses guerres, s'occupa d'encourager l'agriculture et d'éveiller l'industrie dans ses Etats. Mais il nuisit beaucoup au développement industriel de la Prusse en adoptant le système des monopoles. Les impôts furent mis en régie; et des étrangers vinrent profiter des travaux régnicoles, et paralyser par leur dureté et leur esprit de maltôte la source des ri-

chesses manufacturières. Les impôts sur le café, dont Frédéric donna le monopole à la société du commerce maritime, excitèrent de véritables troubles dans l'Etat.

(67) Stanislas Nalencz Malachowski était grand-référendaire de la couronne de Pologne, et membre de la diète de 1788. Il contribua à la rédaction de la constitution de 1788. Ennemi du parti russe, il crut comme tous les bons citoyens à la franchise de la Prusse, et signa le traité d'alliance avec cette puissance. Quand la guerre éclata, en 1792, il fit de nombreux sacrifices personnels. Lorsque le complot de Targowiça éclata, il publia un manifeste contre cette prétendue confédération. En 1799, quoiqu'il fût resté étranger à la lutte de 1794, il fut arrêté par l'Autriche et renfermé à Krakovie. Quand le grand-duché de Varsovie fut créé, il devint président du sénat. Il mourut le 29 décembre 1809.

(68) Joseph Sulkowski, neveu du prince Auguste Sulkowski, palatin de Posnanie, est né en 1774. Il avait, dès l'âge le plus tendre, accompagné son oncle dans ses voyages. De retour en Pologne, Joseph entra à l'école militaire de Varsovie. Sulkowski fit en 1793 la campagne de Pologne contre les Russes, d'abord sous les ordres du général Judycki, ensuite sous ceux du vice-grand-général Simon Zabiello. Après que Stanislas-Auguste eut accédé à la prétendue confédération de Targowiça, Sulkowski s'expatria et vint d'abord en France. Ensuite il alla à Constantinople et jusqu'en Syrie, où il apprit la révolution de 1794. Il accourut en Pologne, mais il y arriva à la fin de cette malheureuse lutte. Il revint de nouveau en France; il repartit pour l'Italie où, en 1795, il fut nommé

aide-de-camp du général en chef Bonaparte. Il le suivit en Egypte, et y mourut de la mort des braves à la révolte du Caire, à l'âge de vingt-quatre ans.

(69) Ignace Potocki, grand-maréchal de Lithuanie, est né en 1751. Après ses études et ses voyages, Ignace Potocki se livra aux affaires publiques, et il s'occupa sans relâche de fonder une bonne éducation publique en Pologne. Son but était de créer, au sein de son pays, ce tiers-état dont l'absence se faisait sentir au détriment de la république. Il traduisit lui-même en polonais la logique de l'abbé de Condillac, qui remplaça des traités de philosophie scolastique. Ignace Potocki était l'ennemi de la Russie. Il travailla activement à renverser la constitution de 1776 et à établir celle de 1791. Il fut l'agent des patriotes auprès de la cour de Berlin. Cependant un de ses proches parens, Stanislas-Félix Potocki, secondait de tout son pouvoir les projets ambitieux de la Russie. La malheureuse confédération de Targowiça eut lieu. Ignace Potocki fut persécuté et eut ses biens confisqués. Il se réfugia en Saxe. Lors de l'insurrection de 1794, Ignace Potocki joignit Kosciuszko et organisa un gouvernement provisoire à Varsovie; il prit pour lui le portefeuille des affaires étrangères. Cependant les Russes et les Prussiens envahirent le territoire; le gouvernement fut renversé, et Ignace Potocki enfermé dans une forteresse. Il n'en sortit qu'à l'avénement de Paul Ier. Ignace Potocki se retira en Gallicie, où il vécut surveillé étroitement par la police autrichienne. Quand l'empereur Napoléon annonça commença hautement l'intention d'affranchir la Pologne, Ignace Potocki fut arrêté et transporté à Krakovie. De-

venu libre, il se proposait d'aller trouver l'empereur des Français, quand il mourut au mois d'août 1809.

(70) Jérôme, marquis de Lucchesini, est né à Lucques en 1752. On le destina d'abord à l'état ecclésiastique, et il fut connu sous le nom de l'abbé Lucchesini. Il fut présenté à Frédéric II par l'abbé Fontana, et il devint son bibliothécaire et son lecteur. Il augmenta son influence sous le règne de Frédéric-Guillaume. On sait avec quelle adresse machiavélique il parvint au dernier partage de la Pologne. Depuis il fut employé diplomatiquement par son maître en Allemagne et en France. Lucchesini finit par se retirer en Toscane, où il mourut à Florence le 19 octobre 1825, d'une apoplexie foudroyante.

(71) Kollontay (Hugues), et non pas Kollaltay, comme on l'a imprimé par erreur dans le texte, vice-chancelier de la couronne de Pologne, est né dans le palatinat de Sandomir, en 1750. Destiné par sa famille à l'état ecclésiastique, il fit ses études à Rome, et devint en 1774 chanoine métropolitain à Krakovie. Il a fait beaucoup pour l'éducation publique en Pologne. Kollontay marqua dans la diète constituante, et eut une grande part à la rédaction de la constitution du 3 mai 1791. Il a joué aussi un rôle fort actif pendant la guerre nationale de Kosciuszko. L'Autriche le retint pendant plusieurs années dans les prisons : il y est mort en 1812.

(72) Il s'agit ici du prince Potemkin qui, comme tous les favoris des impératrices russes, cherchait à se créer une souveraineté. Il pensa, dit-on, à devenir prince des Kosaks, et à se faire une principauté en Allemagne.

FIN DES NOTES.

TABLE.

Notice sur la vie de Pierre Maleszewski. Pages j

Avertissement. xlj

Essai historique et politique sur la Pologne. PREMIÈRE PARTIE. Depuis le commencement de la république jusqu'à la mort d'Auguste II. 1

Chapitre I. — Coup d'œil sur le développement de la civilisation polonaise, depuis son origine jusqu'à la fin du seizième siècle. Pourquoi la Pologne n'a pas adopté le gouvernement représentatif à la fin de ce siècle. — Zamoyski, auteur de la loi qui rend la royauté élective. — Jugement qu'on doit porter sur lui. *id.*

Chapitre II. — De la constitution polonaise depuis Zamoyski. — Ses vices. 24

Chapitre III. — Les rois étrangers. — La gloire militaire des rois suédois nuit au développement de l'ordre social en Pologne. — Jean Kasimir. 29

Chapitre IV. — Deux rois Piastes. — Michel Coributh Wisniowiecki. — Jean Sobieski. — Leurs fautes. 39

Chapitre V. — Élection du prince de Conti. — Fautes du cabinet français. — La préoccupation dans laquelle est jetée l'Europe par la guerre de la succession d'Espagne, funeste à la Pologne. Auguste II. 47

Chapitre VI. — Règne d'Auguste II. — Première influence de la

politique russe sur l'état de l'Europe. — Charles XII. — Obstination courageuse de la nation polonaise. — Fautes de son monarque. Pag. 53

Chapitre VII. — Stanislas Leszczynski. — Lutte continuée par Auguste II. — Charles XII en Allemagne. — Ses fautes. — Celles d'Auguste II. 63

Chapitre VIII. — Bataille de Poltawa. — Auguste II remonte sur le trône. — Influence toujours croissante de la politique moskovite. — Cour d'Auguste II. — Les mœurs françaises introduites en Pologne. — Résultats bons et mauvais de la politique du roi. — Mort d'Auguste II. 77

Seconde partie. Depuis la mort d'Auguste II jusqu'en 1788. 94

Chapitre I. — Coup d'œil en arrière. — Stanislas remonte sur le trône de Pologne. — Auguste III le lui dispute à l'aide des armées étrangères. — Fautes du cardinal de Fleury. — Stanislas renonce à la couronne. *Id.*

Chapitre II. — Le système envahissant de la Russie se développe. — L'impératrice Anne. — Elle s'entoure d'étrangers. — Affaire du duché de Kourlande. — Guerre de la Russie contre la Turquie funeste à la Pologne. — Le comte de Brühl, premier ministre du roi Auguste III. — Régence de Biren en Russie. — Sa lutte avec Munich. — Chute de Biren. — Chute de Munich. 111

Chapitre III. — Guerre de la succession de Charles VI. — Elle est funeste à la Pologne. — Guerre de la Suède avec la Russie. — Humiliation de la première de ces deux puissances. — Grandeur de la seconde. — Influence toujours croissante de la cour de Russie sur celle de Pologne. 124

Chapitre IV. — Critique de la politique de l'Europe, et principalement de Frédéric II. — Influence anglaise en Pologne. — Influence française. — Le cardinal de Bernis. 140

Chapitre V. — Guerre de 1756. — Position de la Pologne. — Une nouvelle aristocratie se forme en Pologne. — Ses fautes. — Discrédit dans lequel elle tombe. — Inconvéniens qui en résultent. — La Russie donne le duché de Kourlande au fils d'Auguste II. — Fautes de Frédéric II. — Critique de sa politique et de son caractère. — Mort de l'impératrice Élisabeth. — Pierre III. — Pouvoir que Frédéric II exerce sur ce faible prince. Pag. 154

Chapitre VI. — L'impératrice Catherine II. — Influence fatale de la prétendue philosophie sur l'esprit des gouvernemens au dix-huitième siècle. — Catherine établit Biren dans le duché de Kourlande. — Le roi Auguste III quitte la Pologne. — Ambassade de Keyserling. 171

Chapitre VII. — Mort d'Auguste III. — Poniatowski. — Son élection. — Attitude de la Pologne. — Situation respective des cabinets de France et d'Autriche. 184

Chapitre VIII. — Saldern. — Affaire des dissidens. — Confédération de Radom. — Diète de 1766. — Tyrannie russe. — Exil. — Projets de Catherine II sur la Turquie. — Politique de la Prusse, de l'Angleterre. 194

Chapitre IX. — Confédération de Bar. — Guerre entre la Turquie et la Russie, excitée par la France en 1769. — Noble conduite du roi et du sénat. — Fautes de la confédération. — Conduite militaire des Turks et des Russes. — Nouvelle politique de Catherine. — Envoi d'un nouvel ambassadeur en Pologne. — La France secourt les confédérés. — Campagnes de 1770 et de 1771. — Expédition navale des Russes. — Résultat de ces campagnes. — Disgrace du duc de Choiseul, funeste à la Pologne. 209

Chapitre X. — Politique des princes qui se sont partagé la Pologne. — Frédéric II. — Joseph II. — Catherine II. — Marie-Thérèse. 231

Chapitre XI. — Catherine sollicitée d'accéder à la ligue contre la

Pologne. — Elle s'y refuse. — Conduite des confédérés. — Leurs fautes. — Enlèvement du roi de Pologne. — Partage en 1772. Pag. 248

Chapitre XII. — 1772. — Examen des prétentions de la Prusse, de la Russie. — Conduite des autres puissances. 258

Chapitre XIII. — Amélioration sensible des classes intermédiaires en Pologne. — Il se forme une opinion opposée à la résistance. — Le roi, cédant au vœu général, convoque la diète. 272

Chapitre XIV. — Diète de 1773. — Elle se forme en confédération. — Poninski élu grand-maréchal. — Son portrait. — Conduite de Poniatowski. — L'instruction publique s'organise. 279

Chapitre XV. — Influence du système envahisseur du Nord sur l'avenir de l'Europe. — Situation de la France. — Choiseul. — Maurepas. 296

Chapitre XVI. — Guerre d'Amérique en 1776. — Elle augmente l'influence de l'opinion publique. — Invasion de la Hollande par les Prussiens. — Premiers symptômes de la révolution en France. — La politique extérieure sert à l'amélioration de l'état intérieur de la Pologne. 309

Chapitre XVII. — Mort de Frédéric II. — Frédéric-Guillaume, son successeur. — Joseph II. — Accroissement de puissance de l'opinion. — La Russie. — Ses projets de conquête. — Voyage de Catherine II en Krimée. — 1787. 322

Chapitre XVIII. — Entrevue de Stanislas-Auguste et de Catherine. — Prévenances de l'impératrice pour le roi de Pologne. — Effets nuls de l'entrevue. — Défiance des Polonais contre leur roi. — La Prusse se sépare de la Russie pour s'unir à l'Angleterre. — Circonstances favorables à la Pologne. 334

Chapitre XIX. — Diète de 1788. — Élection de Malachowski à la présidence. — Il se forme une opinion contraire au conseil permanent. — Sulkowski. — Ignace Potocki. — Le marquis de Lucchesini. — Kollontay. — Politique de la Prusse. 347

Chapitre XX. — Les Polonais veulent abolir le gouvernement qui s'était formé sous l'influence russe. — Vains efforts du roi pour les y maintenir. — Suppression du conseil permanent. — Réflexions générales sur les malheurs de la Pologne. Pag. 364

Notes. Première partie. 382

Seconde partie. 437

Table. 497

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA W TORUNIU

V. 879/55

W. 143
90 —
50.—

258662

C № 004023 U

DOM KSIĄŻKI DOM

Cena
zł 50 gr

DK wzór 217 „Prasa" Bydg. 2335 51